





Universitäts
BIBLIOTHECA
Ottavienensis





CAUSES
CELEBRES
ET
INTERESSANTES ,
AVEC

LES JUGEMENTS
QUI LES ONT DECIDEES.
RECUEILLIES

Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,
Avocat au Parlement de Paris.

TOME NEUVIEME.



A LA HAYE,
Chez JEAN NEAUME.

M. DCC. XLIX



HV

6211

G39

1747

-V. 9

Coll. Spec

AVERTISSEMENT.

VOici encore une nouvelle moisson de Causes célèbres & intéressantes, propres à réveiller la curiosité de mes Lecteurs, & à desabuser ceux qui ont cru que j'étois au bout de ma carrière, parce qu'à la fin du huitieme Volume j'ai recueilli les Jugemens célèbres que l'Histoire nous présente.

J'offre dans la première Cause du neuvieme Tome, un Officier d'une Justice subalterne, convaincu de subornation de témoins, & de prévarication. Le Jugement qui a été rendu sera un monument éternel de l'équité & de la pénétration du Parlement de Dijon. On y voit dans l'Instruction, que dès qu'il a saisi le crime, il en a recherché les preuves ; dès qu'il les a trouvées, il l'a puni: il n'a pas tenu à lui qu'il n'ait exaucé les vœux du Public, qui demandoit à haute voix la punition du Prévaricateur. En un mot, les démarches de ce Parlement dans cette Affaire célèbre, sont des témoignages de sa sagacité, qui peuvent servir de modèle.

Je parle dans cette Cause, de la Question du Moine de Caen: on lui a donné ce nom, parce que c'est un Moine né à Caen qui l'a inventée. Elle se donne avec des poids que l'on attache aux doigts des pieds du Patient; après quoi on l'éleve

Tome IX. A 2 par

IV AVERTISSEMENT.

par le moyen d'une corde dont il a les bras liés derrière le dos.

La seconde Cause qui a pour objet la réhabilitation d'un Mariage, est le triomphe de la tendresse conjugale, & de sa constance : c'est le plus bel éloge qu'un mari pouvoit faire de sa femme. Me. de Blaru fut son Défenseur ; son nom se présente plusieurs fois dans ce Recueil. Je ne louerai point cet Avocat, parce que mes éloges seroient au-dessous de ses Plaidoyers.

La troisième Cause forme un contraste avec la précédente, puisqu'on y voit un Bigame qui a abusé de la simplicité de deux femmes. C'est un volage, ou disons mieux, un libertin, qui sans autres titres que son inconstance, & les agrémens de sa nouvelle conquête, croyoit pouvoir se jouer d'un Sacrement.

On verra dans la quatrième Cause, des Ecclésiastiques qui n'ont rien oublié pour se soustraire à la peine de leurs dérèglemens. La matière qui y est traitée m'a paru si curieuse & si importante, que j'ai cru, dûssai-je courir le risque d'être un peu long, que je devois raconter exactement l'Histoire de la Procédure. On y verra des Questions traitées par des Avocats, retouchées par M. l'Avocat-Général. On me dira que je n'aurois pas dû user de redites : mais j'ai pensé que je ferois plaisir à mon Lecteur en lui présentant les différentes manières dont ces Questions sont maniées ; & j'ai cru que cette variété contribueroit à son instruction. C'est le principal but que je me suis proposé.

A l'égard de la première Cause du dixième Volume, je n'en ai peut-être point présenté à mon Lecteur

AVERTISSEMENT. v

Le Lecteur qui soit plus curieuse, & plus importante, soit par la dignité des Plaideurs, soit par le nombre & la beauté des Questions qui y sont développées. M^{rs}. Robert * & Nouet, les Défenseurs des Parties, ont montré qu'ils étoient supérieurs aux grandes Questions qu'ils ont traitées. Ce sont de semblables Plaidoyers qui servent de base à la réputation où est l'Ordre des Avocats du Parlement, d'être les flambeaux de la Jurisprudence.

La seconde Cause du dixieme Tome nous présente l'Histoire d'une femme qui s'est soustraite au pouvoir de son mari. On a supposé qu'elle s'étoit déguisée en homme, & qu'elle en avoit joué le rôle plus de huit ans sous les yeux du mari, pour ainsi dire, sans en être apperçue. Une pareille aventure pourroit être la matiere d'un Roman. Après le Jugement qui a été rendu, nous devons croire que l'imagination du mari, pressé par son propre intérêt pour justifier son second mariage, a embelli cette Histoire. Mais les Juges ne l'ont pas cru coupable, dans les circonstances où il se trouvoit, de la bigamie dont sa seconde femme l'avoit accusé. J'ai ramené à mon sujet tout ce qui s'est présenté à moi de plus curieux sur la Polygamie. Croiroit-on que M^e. Brissou & M^e. Cochu, qui ont soutenu les intérêts de leurs Clients dans cette Affaire, l'un en sage Orateur, & l'autre en Jurisconsulte consommé, fussent de jeunes Avocats ?

Si l'on joint la troisieme Cause qui a pour objet la libéralité que vouloit faire l'Evêque d'Evreux,

A 3

de

* Pere de M. Robert de Saint - Vincent, Conseiller du Parlement, dont l'éloge que je ferois ne pourroit point égaler celui que font de lui continuellement les perfonnes qu'il juge.

VI AVERTISSEMENT.

de sa Bibliothèque à son Clergé , à la Cause de Dieu qui est dans le quatrième Volume , on aura dans ces deux Affaires tous les principes de la Pollicitation bien éclaircis. Par Pollicitation , on entend un don fait au Public , sans qu'il l'ait accepté ; c'est-à-dire , que dans la convention le Donateur est la seule personne qui y stipule.

La quatrième Cause nous montre une personne qui veut changer son état de Fille légitime , contre celui de Bâtarde ; c'est-à-dire , qui veut trafiquer l'honneur de son état , où elle est menacée de succomber à la faim , contre un état honteux où elle puisse vivre. Bien des gens penseroient comme elle ; mais on verra que ses efforts furent inutiles.

* Le Pere desavoué par sa Fille , que le Parlement de Béarn a jugé , est un sujet tout neuf , du moins je n'en ai encore vu aucun exemple dans nos Recueils d'Arrêts. Voilà la cinquième Cause. On y verra que les Avocats , & particulièrement M. l'Avocat - Général , ont traité leur sujet avec une éloquence exacte , qui ne laisse rien échapper , & met tout à profit.

La réfutation de l'Apologie du Congrès se trouve dans l'onzième Volume , à la suite ** du Traité même que je combats. Ce Traité est l'Ouvrage d'un Magistrat que j'honore infiniment , comme un Jurisconsulte profond , & comme un digne Académicien. J'ai d'abord soupçonné qu'il a voulu

* *Intendit* , qui est un terme employé dans cette Cause , signifie des faits qu'on articule.

** Ceci n'a lieu que dans cette Edition , car le Traité dont il est parlé ici ne se trouve point dans celle de Paris. Voyez l'Avis du Libraire qui est au-devant du Tome XI.

AVERTISSEMENT. VII

lu faire un essai de son érudition. Mais comme on ne se joue point sur une matiere si importante, je me suis déterminé à croire qu'il nous avoit dit son véritable sentiment. Les personnes les plus éclairées sont sujettes à se tromper; cela est attaché à l'humanité.

Dans la Demande en cassation de mariage, je n'ai rien voulu retrancher des Mémoires des deux grands Avocats, dont l'un a parlé pour la Demanderesse, & l'autre pour le Défendeur; parce que je n'ai pas cru que dans une matiere aussi curieuse je pûsse offrir aux jeunes Avocats de meilleurs modèles de la véritable & de la saine éloquence, à laquelle notre siècle est enfin parvenu, en évitant comme un écueil les digressions inutiles à la Cause, les ornemens superflus, & l'étalage d'une érudition hors d'œuvre, qui regnoient dans nos anciens Plaidoyers.

Je me flatte que la Cause suivante qui regarde les Comédiens; ne sera point ennuyeuse, à cause des traits qui y sont répandus, & parce que leur profession qui est créée pour le plaisir du Public, nous intéresse dans ce qui les regarde.

On attend que je répondrai à un Censeur qui s'est déchainé contre moi sans aucune retenue: ses satires marquées au coin de sa passion, sont les fruits d'une maladie incurable; quelques remèdes qu'on y ait employés, elles sont si dépourvues de jugement, qu'un mépris souverain est la seule monnoie dont elles doivent être payées.

C'est dans cet esprit que je lui adresse ces Vers:

A M. l'Abbé Desfontaines.

Contre moi ta colere éclate, grande, & tonne;

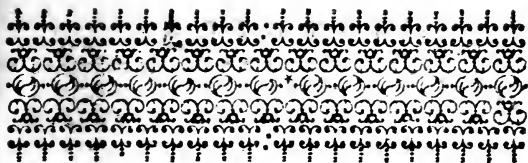
VIII AVERTISSEMENT.

*Le respect me retient , ainsi que le mépris :
Le respect que le Prêtre inspire à nos esprits ,
Et le mépris public qu'excite la personne.*

Je ne parle que de la personne de l'Ecrivain Satirique , je ne vais pas plus loin.

Mais que dis - je ? Je lui dois peut - être des remerciemens ; car depuis son déchainement , le succès de mon Ouvrage a redoublé. Preuve que le Public estime qu'il faut prendre le contrepied de ses jugemens.

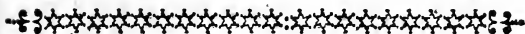




CAUSES CELEBRES

ET

INTERESSANTES;
AVEC LES JUGEMENS
QUI LES ONT DECIDE'ES.



PROCUREUR FISCAL,

*Convaincu de subornation de Témoins, & de
prévarication.*

DANS l'Histoire que j'entreprends, il y a un enchainement de faits surprenans, qui produisent un tel merveilleux, qu'on n'en peut faire aucun parallele avec les événemens des Procès extraordinaires. Il n'est pas étrange qu'un Officier de Justice, qui a le Glaive entre les mains pour punir les Coupables, en frappe des Innocens; ces abus si odieux, qui ne sont que trop communs parmi les Juges de Village, sont souvent l'ouvrage de la surprise & de l'ignorance: mais il est rare que la mali-

gnité , la passion engagent un homme chargé de l'intérêt public à braver toutes les règles de la Justice , pour faire périr une famille entière , qui se reposoit sur son innocence.

Rien n'est plus humiliant pour l'humanité , que de trouver des hommes capables de tels excès de corruption dans la dispensation de la Justice à laquelle ils ont été appelés ; ils sont les plus grands fléaux de la Société civile. Rien ne montre mieux la nécessité de l'établissement de Cours Souveraines, pour réprimer tels attentats , & en arrêter le cours.

Frillet , Procureur Fiscal des Terres de Treffort & de Varambon , se paroît auprès de ces Seigneurs d'un grand zèle pour leurs intérêts : il les engagea à susciter un Procès à Joseph Vallet , Maître d'une Tuilerie , qui avoit enlevé des pierres & des cailloux dans le lit & Rivage de la Riviere d'Ains pour l'usage de sa Tuilerie. Les Seigneurs étendent leur droit souvent au préjudice du Droit Commun ; il y en a , à qui il ne tient pas que leurs Justiciables ne leur payent le droit de respirer ; il y a même eu des droits de Seigneur contre la pureté & les bonnes mœurs qui ont été abolis , ils servoient de matière à des contes de libertins. *

Il y eut une Transaction passée par-devant Notaires le 23. Novembre 1704 , entre les Seigneurs de Varambon , & Joseph Vallet. On voit dans la Transaction que ces Seigneurs avoient demandé au Procès dans leurs conclusions, *que défenses fussent faites aux Vallet de prendre , ni faire prendre des pierres & cailloux dans les lits & rivages de la riviere d'Ains , pour les faire cuire , & réduire en chaux dans leurs Tuileries , attendu que les lits & rivages , & les cailloux y étant , appartiennent aux Seigneurs qui en souffrent un notable préjudice , en ce que les cailloux deviennent plus*

* Voyez
d'Olive
sur les
Droits Seigneturiaux.

plus rares , pour la fourniture des Tuileries des Seigneurs , & empêche la débite de la chaux qui en provient.

Si des Seigneurs ont eu une prétention si injuste , ne croira-t-on pas ce que dit la Fontaine , qui raconte qu'un Seigneur donna le choix à un Payfan intéressé , de lui donner cent écus , ou de subir deux peines insupportables ; l'avarice du Payfan lui fit d'abord éprouver les deux peines , mais ne les pouvant endurer , il donna les cent écus.

La Tuilerie de Joseph Vallet , où les tuiles étoient mieux façonnées qu'ailleurs , excita la jalousie des autres Tuiliers , & fit naître à Frillet l'envie de la posséder , & de l'avoir à bon marché. On a prétendu que ce dessein avoit été l'ame de la persécution , que fit essuyer *Frillet* à Joseph Vallet , & la trame qu'il ourdit pour faire succomber son innocence. Il lui suscita & à sa famille deux chefs d'accusation ; il accusa Joseph Vallet d'avoir tué Antoine Duplex , & il accusa lui & sa famille d'avoir ôté la vie , à Joseph Sevos , tous deux Habitans de la Paroisse de Priay , dans la Bresse. Mais il faut , avant que de s'engager dans l'Histoire du Procès , faire connoître le caractère de Frillet. C'étoit un de ces honnêtes Corsaires de Campagne , qui mettent les Payfans sous contribution , sous prétexte d'exiger leurs droits. Il étoit Notaire , Commissaire à Terrier , Receveur des droits Seigneuriaux , & Procureur Fiscal ; il exerçoit ses brigandages sous le manteau d'Officier de Justice respectable aux Payfans , qui l'envisoient comme une espece de Magistrat : cette sangsue ne se nourrissoit pas d'un sang gâté & corrompu , mais du sang le plus pur des Habitans de la Campagne. Il s'étoit tellement engraisé de leurs substances , qu'on le disoit riche de cinquante mille écus.

Avide ,

Avide , cruel , vindicatif , il faisoit servir toutes ses passions à la première qu'on a nommée , & il n'inspiroit de la crainte & du respect , qu'afin de pouvoir satisfaire impunément sa cupidité aux dépens des Payfans : en un mot , c'est un de ces hommes que Dieu ne tolere dans les Villages , que pour punir les péchés de ceux qui les habitent : leur cœur & leur esprit semblent être formés pour le métier qu'ils exercent ; s'ils ne les ont pas reçus tels de la nature , l'art les leur a façonné pour l'usage qu'ils en font.

Il faut raconter le sort de Duplex ; afin qu'on voye comment Frillet mit à profit ce qui arriva à ce Payfan. Le 15. Mars 1705 , qui étoit un Dimanche , Joseph Vallet pere , qui venoit d'entendre les Vêpres de la Paroisse de Priay , étant accompagné de Pierre & Claude Philibert Blondel freres , & de Claude Maurice , dit la Raine , par une espece de sobriquet , tous Payfans , rencontrèrent en leur chemin Antoine Duplex , si plein de vin , qu'il ne pouvoit se soutenir. Joseph Vallet lui dit , Bon soir , Cousin. Il s'aperçut que Duplex saignoit par le nez , il crut que cet accident étoit l'effet d'une chute ; il lui auroit rendu les devoirs que l'humanité exigeoit de lui , si Antoine Mallet & Nicolau qui survinrent , ne se fussent chargés d'en prendre soin ; celui-ci lui essuya le nez , & l'emmena chez lui. Joseph Vallet retourna en sa maison.

Le lendemain Duplex , dont l'ivresse s'étoit dissipée , travailla comme à son ordinaire le jour d'après , il donna son tems & son travail au Curé de Priay trois jours de suite : le dernier jour retournant chez lui pendant la nuit , il enfonça le pied dans un creux plein de boue & d'eau , qu'il trouva dans son chemin , & comme il avoit chaud , il sentit sur le champ un froid qui lui glaça le sang ; il s'en plaignit à Mallet qui l'accompagnoit , qui
avoit

avoit travaillé avec lui. Le soir même son mal s'augmenta, il se coucha, & il ne se leva plus de son lit ; une pleurésie se forma, dont il mourut le 25. Mars. La vérité de cette histoire est soutenue par la procédure.

On inspira au Sieur Ravet, Procureur Fiscal du Pont d'Ains, que les blessures que Duplex avoit reçues, avoient autant contribué à sa mort, que sa maladie ; & que les Blondel & Joseph Vallet, qui l'avoient rencontré, l'avoient battu. Le Sieur Ravet demanda, sans autre examen, permission au Juge d'informer ; elle lui fut accordée.

Le lendemain le Juge du Pont d'Ains se transporta en la maison d'Antoinette Cachet, veuve d'Antoine Duplex : il lui fit faire la lecture de la plainte du Procureur d'office, & l'interpella de déclarer, si elle vouloit aussi donner sa plainte, ou se rendre dénonciatrice.

Cette veuve répondit qu'elle ne pouvoit prendre ce parti, sans interesser sa conscience ; parce que son mari ne s'étoit jamais plaint d'avoir été maltraité ni par les Blondel, ni par Joseph Vallet ; qu'il étoit mort de sa mort naturelle, & d'une pleurésie qu'il prit en travaillant à journées, en portant des terres dans les Vignes du Curé de Priay ; ainsi qu'elle ne prenoit aucune part à la plainte du Procureur d'office sur ce sujet.

Cette déclaration, qui fut rédigée par le Greffier, se présentait d'elle-même dans la bouche de cette femme, comme le langage de la vérité, qu'elle n'avoit pas intérêt de cacher, & dont elle devoit être instruite mieux qu'un autre ; cependant on informa, il n'y eut aucune charge dans l'information contre les Accusés. Maurice même, qui noircit Joseph Vallet dans la suite, le déchargea alors. Le Procureur Fiscal crut malgré

malgré cela qu'il devoit décréter les Accusés d'ajournement personnel. La procédure étant achevée , le Juge du Pont d'Ains prononça l'absolution des Accusés. Par un mauvais usage qui s'étoit introduit dans la Bresse parmi les Justices de Villages , & qui a été réformé , dans le tems qu'on reconnoit leur innocence , on les condamne aux dépens , afin qu'ils sentent la fatalité de leur accusation , quoiqu'ils n'y aient pas donné lieu : on dira qu'une Justice rendue gratuitement n'étoit pas alors du goût de ces Juges.

Qui auroit jamais pensé , qu'après le mauvais succès de cette accusation , Frillet eût pu la réveiller , & que guidé par sa cupidité , il eût sur ce fondement entrepris la perte de Joseph Vallet ? Aiant succédé au sieur Ravet , qui se démit de son Office , par le parallele qu'il donna lieu de faire de lui avec son prédecesseur , il en fit l'éloge. On vit bien-tôt que l'autorité que lui donnoit sa commission , étoit un couteau entre les mains d'un furieux ; il imagina que le Sieur Ravet étoit de la même trempe que lui , & qu'il avoit été corrompu par Joseph Vallet & les freres Blondel , & que pour le prix de sa corruption il avoit fait entendre des Témoins , qui déchargeoient les Accusés. Sur la plainte que Frillet rendit , par le grand crédit qu'il avoit auprès du Juge , il fit tellement violence à sa justice , qu'il fit condamner le Sieur Ravet aux Galeres perpétuelles , par Sentence du 13. Septembre 1726. Cet accusé aiant appelé , fut renvoyé par le Parlement de Dijon par-devant le Juge de Saint-Rambert ; il eut une absolution plénier. Frillet interjéta appel à *minima* au Parlement , qui confirma la Sentence du Juge d'appel , & renvoya le Sieur Ravet par-devant le Juge de Saint-Rambert , pour faire droit sur ses dommages

ges & interêts. Le Sieur Ravet mourut avant le Jugement de ce Procès

Il est bien triste de voir l'innocence opprimée , qui victorieuse à la fin de la calomnie , après bien des tourmens qu'elle a essuyé , ne remporte souvent qu'une victoire ruineuse , qui ne sauve pas même entierement sa réputation.

Il a été nécessaire de faire le récit de cette procédure , afin que l'on en fût instruit , quand on racontera comment Frillet l'a renouvelée dans l'accusation principale qu'il a intentée à Joseph Vallet. & à sa famille : il la faut prendre dans son origine.

Au mois de Mai de l'année 1722 , Philippe , fils aîné de Joseph Vallet , fut attaqué sur les chemins par les freres Pin , & par un autre Particulier ; la partie n'étoit pas égale , on lui vola son argent & ses habits. Il fit informer , il eut assez de preuves pour soupçonner violemment les Accusés , il n'y en eut pas assez pour les condamner. Joseph Sevós qui jouera le principal rôle dans le Procès criminel intenté à Frillet , étoit spectateur du mauvais traitement qu'essuya Philippe Vallet ; il étoit caché à l'abri d'un buisson ; il eut l'indiscrétion , après le Jugement , de dire dans un Cabaret , que s'il avoit été assigné , il auroit fait une déposition qui auroit perdu les freres Pin : le vin peut-être lui fit trahir le mystère ; il est la cause de bien des aveux indiscrets. Antoine Pin , l'un des freres , appréhendant que Philippe Vallet ne poursuivît de nouveau cette affaire , & que Joseph Sevós ne perfectionnât cette procédure , qui ne pouvoit produire pour lui qu'un effet funeste , résolut de se défaire d'un Témoin si bien instruit.

Le Samedi 19. Février 1724 , Antoine Pin aiant trouvé Joseph Sevós dans le Hameau de Masfalcon dans la maison de Joseph Vallet , il but avec lui , après quoi Joseph Sevós sortit , en disant

disant qu'il alloit chez Catherine Flory. Antoine Pin , qui rouloit dans sa tête sa détestable entreprise , l'alla chercher chez cette femme ; il but encore avec lui , & il fit une séance bachique , qui dura jusqu'à huit heures du soir. Les Yvrognes , quand ils ont commencé , ne peuvent pas cesser de boire ; ceux-ci de-là allèrent chez Claude Dumoulin , où ils firent une nouvelle séance jusqu'à minuit , ils y mangerent une fricassée , & en acheterent encore une autre pour la manger ensemble ; l'histoire de cet assassinat nous engage dans ce détail. Le grand chagrin des Buveurs est de n'avoir pas un estomac d'une assez grande capacité. Joseph Sevos en payant l'écot , montra son argent , & irrita par-là la cupidité d'Antoine Pin : nouveau motif pour le meurtre qu'il méditoit. Du Cabaret de Dumoulin , ils allèrent au Hameau du Mas-des-Biés , où demouroit Joseph Sevos ; ils convinrent qu'il falloit manger la seconde fricassée : ils n'avoient point de plat , ils la vouloient manger proprement , ils n'avoient pas même du pain. Antoine Pin alla chercher ce qui leur manquoit chez Michel Morel , il passa ensuite chez Etienne Pin son pere , où il prit dans une écurie une serpe pour consommer son dessein , dont il étoit bien plus occupé que de celui de manger ; il se rendit chez Joseph Sevos , qui lui dit qu'il s'alloit coucher , & l'invita de faire avec lui la même partie ; & dans le tems qu'il gagnoit son lit , Antoine Pin lui donna un grand coup de serpe , dont il le renversa. Celui-ci cria , Ah ! je suis mort , & ne fit aucun mouvement , feignant de n'avoir plus de part à la vie , dans la crainte qu'Antoine Pin ne la lui ôtât entierement. Cet artifice qui a réussi à sauver la vie à des hommes qui rencontroient des Ours furieux , produisit

duisit le même effet pour Joseph Sevos : mais sa bourse ne fut pas sauvée ; le Meurtrier lui prit quarante écus qu'il lui trouva , & croyant l'avoir tué , parce qu'il le vit sans mouvement , il se retira dans la Dombes voisine de la Bresse. On verra qu'il revint pour servir de faux Témoin contre les Vallet. Il s'engagea ensuite dans la Compagnie du Sieur d'Aubarede Lieutenant-Colonel au Régiment de la Sarre. Joseph Sevos , dont la blessure n'étoit pas mortelle , alla fermer la porte , quand son Assassin fut retiré. Quand on échappe à une mort qui paroît inévitable , il se fait dans nous une grande révolution , causée par la joie mêlée de crainte. C'est ce qu'éprouva Joseph Sevos , qui aiant bien répandu du sang durant la nuit , étuva & pansa sa plaie du mieux qu'il put dès qu'il fut jour. Il resta enfermé chez lui , seul , le Dimanche & le Lundi suivant , frappé de l'appréhension de rencontrer son Assassin s'il fortoit ; il ne prit pour nourriture que quelques verres de vin ; il s'étoit , comme on l'a vu , nourri d'avance. On prétend que le Mardi il alla à Varambon rendre sa plainte à Frillet , qu'il lui raconta toutes les circonstances de l'assassinat , qu'il n'oublia pas le vol que l'Assassin lui avoit fait. Frillet entrevit alors qu'il pourroit rejeter ce meurtre sur Joseph Vallet ; n'ayant qu'ébauché ce dessein légèrement dans sa tête , il y donna la dernière main. Il détourna Joseph Sevos de faire des poursuites , en lui disant : Que feras-tu à Pin , c'est un misérable ; si tu le rencontres quelque part , tu le connois , il te tuera ; va-t-en tant que terre te portera. C'est ainsi que Sevos a raconté cette conversation , & l'a déposée en Justice. Comme il avoit une profession , des héritages , une maison & des amis , on a soupçonné qu'il n'auroit pas quitté le Pays , s'il n'eût reçu de l'argent de Frillet , & des autres ennemis de Vallet.

Il faut pourtant dire que le Parlement n'a pas cru que cette conversation de Sevos fût entièrement prouvée. Quoi qu'il en soit, Sevos disparut entièrement, sans qu'il laissât aucun vestige de son départ, & qu'on fût où il eût dirigé ses pas : cela donna lieu au bruit qui se répandit que Sevos avoit été assassiné. Ces sortes de nouvelles commencent par un murmure sourd, & circulant d'oreilles en oreilles, deviennent enfin si générales, qu'elles font le sujet de l'entretien de tout le monde. Personne ne révoqua en doute qu'Antoine Pin ne fût l'Assassin : il avoit menacé Sevos ; on l'avoit vu avec lui tout le jour 19. Février, on savoit qu'il étoit allé en Dombes, & on dit qu'il s'y étoit réfugié ; sa réputation d'un scélérat, capable des crimes les plus noirs, convertissoit les soupçons en certitude. Frillet pouvoit moins douter de l'assassinat qu'un autre, s'il en avoit été instruit par Sevos. S'il s'étoit dès-lors transporté chez Sevos, il y auroit trouvé la serpe ensanglantée, qui a été mise dans la suite au Greffe du Parlement. Le tems n'étoit pas favorable pour son dessein, la prévention étoit trop générale contre Antoine Pin, il auroit été obligé de l'avoir pour objet principal, il n'auroit pu rejeter le crime sur les Vallet ; les Emissaires de Frillet eurent l'adresse de substituer, dans les histoires qu'ils faisoient, les Vallet au véritable Assassin, & de leur en faire jouer le rôle odieux. Il s'attacha à gagner plusieurs Témoins ; aux uns il suggéra de dire qu'ils avoient vu commettre l'assassinat par les Vallet ; aux autres, qu'ils l'avoient ouï dire ; à ceux-ci, qu'ils avoient senti en passant une odeur de chair grillée près les Fours des Vallet ; à ceux-là, qu'ils avoient saisi le jour du délit un air de trouble & de consternation répandu sur les visages des Vallet ; enfin suivant la portée des

des Témoins , & le degré de leur esprit , il leur dicta des dépositions qu'ils étoient capables de soutenir. Comme on trouve facilement à la Campagne des ames vénales & corrompues , son embarras ne fut pas de manquer de pareils sujets , mais de choisir dans ce nombre des personnes qui fussent intelligentes. Quand il les eut formées , préparées , & qu'ils eurent pris toutes ces impressions , il rendit sa plainte le 19. Août 1724 , six mois après que Sevos fut assassiné. „ Il exposa que Sevos , „ après avoir bu & mangé chez Joseph Vallet le „ Samedi 19. Février 1724 , avoit disparu depuis „ ce tems-là ; qu'il avoit ouï dire qu'il avoit été as- „ sassiné , & enterré près l'embouchure du Four de „ la Tuilerie de Vallet , & qu'ensuite il avoit été „ jetté dans le feu quelque tems après , lors de la „ cuisson des premiers matériaux ”.

Qu'on se figure , si l'on peut , de quelle noirceur n'étoit pas capable Frillet , qui détournant ses poursuites contre le véritable Assassin , a pour objet de les diriger contre des innocens qu'il veut perdre par le langage qu'il tient dans sa plainte , où il donne à entendre , sans qu'il les accusât , que les Vallet ont commis le crime.

Sur son Requisitoire , le Sieur Ravier , Juge du Pont d'Ains , permit d'informer ; dans cette Information on ouït Vaudan , qui déposa comme témoin oculaire , & témoin auriculaire ; il témoigna , „ que passant au Masfalcon la nuit du 19. Février „ sur les trois ou quatre heures environ avant le „ jour , il entendit du bruit dans la maison des Val- „ let , & une personne qui crioit , *au secours , mi- „ séricorde , Confession , je vous demande pardon ,* „ ce qu'il entendit répéter deux ou trois fois ; & „ qu'il ouït en même tems la voix de Joseph Val- „ let , qui disoit , *point de Confession , il faut „ que tu partes ;* ce qui l'effraya , & l'obligea ,

„ lui *Vaudan* , de se cacher dans un Buiffon , d'où
 „ il entendoit toujours frapper fur celui qui crioit ;
 „ & quelque tems après il vit *Joseph Vallet* , fa
 „ femme & fes enfans , qui portoient un corps
 „ mort , qu'ils mirent à l'embouchure de leur Tui-
 „ lerie , & le couvrirent enfuite de quantité de
 „ bois ; & que trois ou quatre jours après il s'en al-
 „ la chez les *Vallet* , fans faire semblant de rien ,
 „ pour voir s'il reconnoitroit l'endroit où on l'a-
 „ voit enterré , & qu'il s'apperçut que le corps n'y
 „ étoit plus ; mais qu'il a ouï dire depuis que c'é-
 „ toit celui de *Joseph Sevos* , & que les *Vallet* l'a-
 „ voient brulé le Vendredi Saint dans leur Tui-
 „ lerie.

On est effrayé de la scélératesse de ce Témoin , & de celle de *Frillet* qui l'a mis en œuvre. Le premier , par sa déposition qu'il débite de sang - froid pour perdre les *Vallet* , sans être épris contre eux d'aucune passion , seroit regardé comme un monstre de malignité , si l'on ne réservoir pas cette épitheete pour *Frillet* , qui lui a suggeré un pareil témoignage , où il a rassemblé des circonstances si fortes & si pressantes , auxquelles il ne manque que celle de la vérité. On ne peut bien comprendre le degré de corruption de ces deux personnages , qu'en les comparant l'un à l'autre : par ce parallele , on sentira qu'ils ne sont distingués entre eux que du plus ou du moins , ce qui ne forme pas une grande différence.

Frillet avoit pour Emissaires , *Claude Maurice* , Cabaretier , & *Joseph Mallet* , Garde des Bois des Seigneurs de *Varambon*.

Ils corrompirent *Vaudan* , lui inspirerent de la fermeté, releverent même son courage abattu, quand ils le virent trembler.

On doit envisager les Emissaires , comme étant de la même trempe que *Frillet* qui les animoit.

Frillet

Frillet fauvoit les apparences, afin de ne point donner atteinte au dehors de vertu qu'il affectoit, il ne se présentoit pas aux Témoins sous l'idée de leur suborneur, il faisoit agir ses Emissaires qui en jouoient le rôle odieux. Quel est l'homme le plus irréprochable qui ne doive trembler, s'il a pour ennemi un Officier chargé de l'intérêt public, du caractère de Frillet ?

Pour donner à la déposition de *Vaudan* un degré de force invincible, Frillet fit assigner d'autres malheureux, qui furent confrontés aux Vallet ; qui déposèrent, les uns, que passant le Vendredi Saint près de la Tuilerie des Vallet, les autres, que labourant leurs terres, qui n'en étoient pas éloignées, ils avoient été saisis d'une odeur qui sortoit du Fourneau des Vallet, qui ne pouvoit être que celle d'une chair grillée, comme si c'eût été d'un corps que l'on bruloit ; que l'on sentoît cette odeur à plus d'un quart de lieue, qu'elle étoit si insupportable, que l'on ne pouvoit y demeurer, & qu'ils avoient été obligés de dételer leurs Bœufs de la Charrue, & de s'en retourner, tant l'odeur étoit forte.

Comme ces dépositions étoient l'ouvrage de l'imagination du Séducteur des Témoins, puisque Sevos étoit plein de vie, on jugera de la malignité d'un esprit qui invente une odeur qui sentoît la chair grillée à plus d'un quart de lieue, qui obligeoit les Payfans qui labouroient à dételer leurs charrues, ne pouvant soutenir une telle odeur : quel raffinement, & quelle recherche de circonstances !

Plusieurs autres Témoins déposèrent ce qu'ils avoient ouï dire à *Antoine Pin*, & à *Vaudan*. Sur cette Information toute la famille des Vallet fut décrétée, c'est-à-dire le pere, la mere, & les deux fils.

Frillet fit exécuter ce décret avec l'appareil

le plus important qu'il put imaginer , & avec la plus grande rigueur. Il envoya la Brigade de la Maréchaussée de Bourg , secondée par les Domestiques des Sieurs de Varambon , qui enleverent cette famille dans sa maison , qu'on abandonna ensuite au pillage. On méprisa la formalité , qui oblige en semblable cas de faire un Inventaire des effets , & d'y établir un Gardien solvable. Les Vallet furent conduits aux Prisons du Château de Pont d'Ains : quoique Vallet pere eût une fièvre violente depuis quelques jours qui ne le quittoit point , il fut traité avec plus d'inhumanité que les autres. Dès qu'il fut arrivé , Frillet en sa présence lui fit mettre les fers aux pieds , & les menottes à boulons , * d'un poids de plus de trente-cinq livres ; il ordonna qu'on le mit au Cachot , contre la disposition de l'Ordonnance Criminelle , qui veut qu'on tire les Prisonniers des Cachots , quand ils sont malades , & qu'ils soient visités par les Médecins ou Chirurgiens , Art XXI. Tit. XI. Comme l'on conduisoit le pere Vallet au Cachot , l'embarras de ses fers le fit tomber. Frillet rit de cette chute : ce ris amer étoit celui d'un Tyran , il marquoit le plaisir que sa cruauté lui fit goûter dans le fond de l'ame. Philippe Vallet éprouva le même sort , le poids de ses fers étoit égal à ceux de son pere : on le conduisit dans un Cachot aquatique , où il a contracté une foiblesse habituelle dans tout le corps , & particulièrement aux jambes ; il ne peut ni marcher , ni travailler. Quoiqu'on ne mette point des fers aux femmes , suivant l'usage , par les égards qu'on a pour le sexe , Frillet qui ne connoissoit point ces égards , fit mettre des menottes à Anne Poiroux , femme de Joseph Vallet ; elles étoient seulement un peu moins pesantes. On traita de même Pierre Vallet , qui n'avoit pas encore acquis l'âge de puberté. On fit faire exprès pour lui des menottes à boulon ; elles étoient

* Cheville
de fer qui a
une tête
ronde.

si étroites , & ses bras en furent si ferrés , que sa chair en fut enflée tout autour , & déborda sur le boulon. On lui ôta ses fers au bout de quinze jours , parce que ses cris continuels annonçoient la cruauté de Frillet , qu'on vouloit dérober aux yeux du Public. Frillet contrevint à l'Ordonnance Criminelle , Article XIX. Titre XIII. *qui défend de mettre les criminels au cachot , ni leur mettre les fers aux pieds , s'il n'est ainsi ordonné par mandement signé du Juge.* Il n'y avoit point d'Ordonnance du Juge. Il n'est pas étrange qu'un homme qui viole les loix de l'humanité gravée dans les cœurs des hommes de la main de Dieu , viole les loix du Prince. Vallet qui avoit la fièvre , avoit une soif qui lui brûloit les entrailles ; il demandoit de l'eau , on lui en refusoit ; il crioit continuellement le jour & la nuit , & ses cris attendrissoient les passans. Frillet fit boucher les trous des Cachots qui y donnoient quelque jour ; par une double cruauté , il privoit Vallet de la lumière , & étouffoit le bruit de ses gémissemens. Il fit refuser l'entrée de la Prison à un pieux Ecclésiastique , qui vouloit donner aux Vallet les secours spirituels. Dans une Religion aussi épurée que la nôtre , la sévérité de la Justice , loin de s'étendre jusqu'à l'ame du Prisonnier , lui procure toutes sortes de soulagemens. Frillet n'avoit point cet esprit-là ; il ne fit donner à cette famille infortunée qu'une livre de pain par jour à chacun , avec un peu d'eau.

L'Ordonnance Criminelle ; Titre XIII. Art. XXV. *veut que le Géolier donne suffisamment de pain & d'eau aux prisonniers , bien conditionnés , au cas qu'ils n'aient pas de quoi vivre.* Les Vallet n'étoient pas dans ce cas , ils étoient en état de se nourrir moins frugalement. Leurs parens , leurs amis , leurs voisins n'eurent pas la liberté de les voir ; ils furent dénués de toutes sortes de consolations spirituelles & temporelles ; leur situation étoit une ima-

ge naturelle d'un Enfer anticipé. On ne refusa jamais à des Criminels les plus averés la liberté de se faire nourrir à leurs fraix , & de se procurer les choses nécessaires à la vie : c'est en cela que la justice , qui a une si grande horreur du crime , témoigne qu'elle a de la charité pour le Criminel : *Quid enim commune habet causa alimentorum cum causa criminis ! Nam & iniquum est reum criminis , pendente accusatione , necessario sumptu egere. L. reo criminis 41. ff. de solut. „* Qu'a de commun la cause des ali-
 „ mens avec celle du crime ? Rien n'est plus ini-
 „ que , que de refuser à un Criminel , pendant le
 „ cours de l'accusation , ce qui lui est nécessaire.”
 Un trait singulier de la cruauté de Frillet , est d'a-
 voir laissé Vallet pere pendant six mois dans un Ca-
 chot , où il y avoit une multitude infinie d'insectes ,
 qui lui livroient une guerre continuelle : c'étoient
 des Fourmis rouffes , trois fois plus grosses que les
 Fourmis ordinaires. On ne sauroit exprimer toutes
 les douleurs continuelles qu'elles lui causoient par
 leurs aiguillons , en se nourrissant de son sang , &
 ne lâchant jamais prise ; quand elles étoient rassa-
 fiées , elles laissoient la place à d'autres qui étoient
 affamées ; il ne pouvoit pas s'en débarrasser , parce
 qu'il n'avoit pas l'usage des mains libre : ces petits
 animaux firent de sa peau un objet d'horreur ; c'é-
 toit une plaie universelle répandue sur son corps.
 Quand on le transporta ensuite dans la Conciergerie
 du Palais de Dijon , le premier soin d'un Ecclési-
 astique pieux fut de le faire panser , & lui procurer
 sa guérison. La Prison n'est pas destinée à faire souf-
 frir les Coupables , mais seulement à les priver de
 L. 8. ff. leur liberté : *Carcer ad continendos liberos homines ,*
de Pœnis 9. non ad puniendos haberi debet. C'est pour cela que
 par les Ordonnances , & en dernier lieu par celle
 de 1670. Tit. XLII. Art. XXI. *il est enjoint aux Géo-*
liers , aux Guichetiers , de visiter les prisonniers ren-
fermés

fermés dans les cachots, au moins une fois par jour, afin de leur donner les secours que l'humanité est en droit d'exiger; & à l'Art. XXXV. il est ordonné aux Procureurs du Roi & des Seigneurs, de visiter leurs prisons une fois chaque semaine, afin d'y recevoir les plaintes des prisonniers.

Le même jour que les Vallet furent arrêtés, ils furent interrogés. Leur imagination n'avoit point pu encore se fixer sur le sujet de leur accusation. De quelle surprise ne furent-ils point frappés, lorsqu'ils apprirent qu'ils étoient accusés d'avoir assassiné dans leur Tuilerie *Joseph Sevos* ? Ils examinoient leur conduite passée, ils n'y voyoient pas la moindre apparence qui pût colorer cette imposture; leur étonnement redoubloit à chaque instant. Ils se feroient parfaitement rassurés sur leur innocence, si les mauvais traitemens qu'ils essuyèrent ne leur avoient pas fait craindre la malice de leurs ennemis. Frillet leur préparoit de nouvelles allarmes : il réveilla l'affaire du prétendu meurtre de *Duplex*, qu'il imputa encore à Joseph Vallét. Le Juge lui permit une addition d'Information sur ce chef. Frillet n'avoit pas jugé à propos d'y comprendre les freres Blondel qui étoient impliqués dans la première Information, parce que ce n'étoit pas à eux qu'il en vouloit. Le grand nombre de Témoins qui furent ouïs dans cette ampliation d'Information, déposa touchant le meurtre de Joseph Sevos par ouï-dire, & sur la foi seulement de la clameur publique.

A l'égard du meurtre supposé d'Antoine Duplex, Frillet qui avoit corrompu Maurice, dit La Ruïne, lui suggéra d'ajouter à sa première Déposition, où il avoit déchargé Vallét, un langage bien différent dans la confrontation à cet Accusé. Voici la première Déposition. Dans l'Information de 1705, il dit „ que le jour que l'on

„ supposoit que Duplex avoit été maltraité , il étoit
 „ yvre , qu'il s'étoit laissé tomber , & que sa chute
 „ l'avoit fait saigner par le nez , qu'il n'avoit eu
 „ difficulté avec personne , qu'il n'avoit pas vu
 „ qu'aucun l'eût maltraité ; que le lendemain il lui
 „ avoit demandé si on ne l'avoit pas battu , qu'il
 „ lui avoit répondu que non ; & qu'il l'avoit vu
 „ travailler ensuite pendant quatre jours pour le Cu-
 „ ré de Priay.

Il déposa dans l'Information de 1724 , „ qu'il y
 „ avoit environ 18. à 19. ans qu'étant à boire dans
 „ un Cabaret , il entendit à quelques pas de-là un
 „ homme qu'on maltraitoit dans le chemin ; &
 „ qu'étant accouru dans cet endroit avec plusieurs
 „ autres , il y arriva le premier , & qu'il trouva
 „ Joseph Vallet qui tenoit sous lui *Antoine Duplex* ,
 „ & que les freres Blondel y étoient présens qui lui
 „ disoient de le laisser , qu'il en avoit bien assez ,
 „ mais qu'au contraire Joseph Vallet qui tenoit Du-
 „ plex sous lui , continua toujours de le maltraiter
 „ en disant , *Non , il faut que je l'acheve* ; & qu'il
 „ mourut quelques jours après , des coups qu'il
 „ avoit reçu de Joseph Vallet.

Qu'on fasse le parallele de ces deux Dépôsi-
 tions , on les verra diamétralement opposées.
 Comment trouver la vérité dans ces deux témoi-
 gnages ? ou plutôt , avec quel front Maurice se
 produit-il comme un parjure ? Joseph Vallet ,
 à s'en tenir à la première Dépôtition , étoit inno-
 cent ; suivant la seconde , il étoit coupable. Un
 semblable travestissement ne coûte rien à un faux-
 témoin ; mais aussi sa corruption se présente aux
 yeux du Juge le moins éclairé ; il auroit dû dès-
 lors être déclaré faux-témoin par le premier Juge.
 Frillet , qui vouloit charger le Sieur Ravet son pré-
 décesseur , engagea Maurice à déposer dans son
 recollement „ que Joseph Vallet & les freres Blon-
 „ del ,

„ del , après que cette affaire leur fut arrivée ,
 „ donnerent de l'argent à la veuve d'*Antoine Duplex* , pour l'empêcher de rendre sa Plainte contre eux , & qu'ils en donnerent aussi au Sieur Ravet , pour - lors Procureur d'office , pour assoupir cette affaire , au moyen de quoi Ravet ne fit pas entendre les Témoins qui auroient pu déposer contre eux ”. C'est ainsi que ce scélérat se déclara parjure & faux - témoin sans y penser.

Frillet , qui avoit négligé de requérir qu'on fit l'Inventaire des effets de Joseph Vallet lorsqu'il fut arrêté , & d'y établir un gardien solvable , s'avisa onze jours après de demander que le Juge se transportât dans la maison de cet Accusé afin d'y faire Inventaire des effets , bestiaux , & généralement de tout ce qui appartenoit à Joseph Vallet. S'il avoit voulu parler avec justesse dans son Requisitoire , il auroit dû dire qu'il requéroit un Inventaire des effets qui étoient restés , que la Justice avoit laissé en proie pendant onze jours aux payfans avides. On doit présumer qu'ils n'épargnerent que ce qui ne pouvoit pas tenter leur cupidité.

Frillet supposa dans son Requisitoire que l'on trouveroit les habits de Sevos , qui seroient des pieces de conviction. Le Juge se transporta le 16. Septembre dans la maison des Vallet , assisté de Frillet ; il procéda à l'Inventaire des effets , & fit établir pour gardien contre toutes les règles , une femme nommée Marguerite Massard.

Frillet sentit bien qu'un Inventaire fait si tard , & après coup , ne le mettoit pas à l'abri des dommages - intérêts des prisonniers ; il rendit une Plainte où il exposa que pendant ces onze jours on avoit volé les Vallet , enfoncé un grand coffre de bois , on avoit pris leur linge , leur argent , leurs habits

habits & leurs papiers, & qu'on avoit écarté sans doute l'habit de Sevos. On informa : sur cette Information, François Vallet, sœur de Joseph Vallet, fut décrétée d'ajournement personnel. Elle dit dans ses réponses, qu'elle avoit fait deux paquets des hardes de Joseph Vallet, qu'elle les cacha dans de la paille pour les mettre à l'abri des voleurs, qu'elle avoit été approuvée par les Vallet à qui elle avoit dit ce qu'elle avoit fait, qu'ils lui répondirent qu'il ne falloit pas vendre ces hardes, mais les engager pour avoir de l'argent; que ce qu'elle avoit pris n'étoit qu'un débris qu'elle avoit sauvé du naufrage; qu'elle avoit ouvert par le fond le coffre où elle prit tous ces effets, que ce fond s'ôtoit de lui-même.

Le Juge, sans s'éclaircir auprès de Joseph Vallet pour savoir s'il avoit approuvé l'action de sa sœur, (de-là dépendoit toute sa justification,) rendit Sentence le 26. Mai 1725, par laquelle „ François Vallet fut déclarée atteinte & convaincue d'avoir „ le jour & le lendemain de l'emprisonnement des „ Vallet, étant saisie des clés de leur maison, enfoncé un coffre dans lequel étoient les habits, linge & autres plus précieux effets des Vallet, que „ l'on détaille dans la Sentence. On la condamna „ à rendre les effets à l'heure qui lui seroit indiquée, „ dont Procès-verbal seroit dressé, avec une amende de douze livres, & aux dépens taxés à trente-neuf livres : ” comme si l'on pouvoit ajuger des dépens, quand le Procureur d'office est seul en qualité dans une Plainte.

Les Témoins ayant été recollés & confrontés aux Vallet, & les Accusés aiant subi cinq Interrogatoires, Antoine Pin décrété de prise de corps, qui étoit fugitif, & qui s'étoit engagé comme on a dit dans le Régiment de la Sarre, fut arrêté dans son Régiment par ordre du Ministre, & conduit dans
la

la prison de Bourg : il fut transféré dans celle du Pont d'Ains , il fallut instruire la procédure avec lui. Il fut interrogé , confronté aux Témoin qui le chargerent ; ensuite accarié aux Vallet , & dans son accariation il continua de les charger , parce qu'il prétendoit par - là se sauver lui - même. Ce Témoin , en s'envelopant dans ses artifices , creusa lui-même sa perte.

Il déposa „ qu'il n'avoit pas dit la vérité telle
 „ qu'elle étoit , parce que Joseph Vallet l'avoit
 „ souvent menacé que si jamais il levoit la langue
 „ de la mort de *Sevos* , qu'il lui en feroit autant
 „ qu'à lui ; qu'il l'avoit souvent flatté & fait boi-
 „ re pour n'en rien dire , que même il lui avoit
 „ donné de l'argent. Mais qu'il alloit dire la vé-
 „ té telle qu'elle étoit , qui est , que *Sevos* & lui
 „ buvant avec Joseph Vallet chez lui la nuit du
 „ 19. Février 1724 , environ deux heures après
 „ minuit , *Sevos* étant dans le vin reprocha à Vallet
 „ qu'il avoit tué *Antoine Duplex* ; que Vallet s'é-
 „ tant mis en colere , il prit un pot d'étain qui
 „ étoit sur la table , & en donna un si grand coup
 „ à la tête de *Sevos* , qu'il en fut renversé sous la
 „ table , & se mit à crier , *Miséricorde , Confession ,*
 „ *prenez mon argent & me laissez la vie.* Mais que
 „ Vallet répondit qu'il n'y avoit point de Confes-
 „ sion pour lui ; & qu'en même tems la femme
 „ de Vallet se saisit d'une grande pèle de feu dont
 „ elle se mit à frapper , aussi-bien que Philippe
 „ Vallet leur autre fils , *Sevos* , en telle forte
 „ qu'ils l'affommerent. Que Pierre Vallet faisoit
 „ sentinelle à la porte de la maison , pour savoir si
 „ personne ne passeroit ; & il ajouta qu'après que
 „ *Sevos* fut mort , Joseph Vallet voulut l'obliger
 „ de donner un coup au mort , afin qu'il ne pût
 „ pas servir de témoin ; mais qu'il ne voulut
 „ pas le faire. Après quoi tous les Vallet pri-
 „ rent

„ rent le corps mort , & l'emportèrent près de
 „ l'embouchure de leur four , où ils le couvrirent
 „ de quantité de bois , & le laissèrent là jusqu'à la
 „ Semaine sainte qu'ils l'en retirèrent pour le jet-
 „ ter dans leur fourneau pour le faire consumer ;
 „ ce qu'il découvrit, parce que se trouvant chez les
 „ Vallet le Vendredi saint auprès de l'embouchure
 „ du four , il sentit une odeur insupportable , &
 „ qu'il y vit des ossemens qui étoient ceux de Se-
 „ vos.

Cette Déposition , si semblable à celle de Vaudan dans les principales circonstances , persuadera que ces deux témoignages ont le même pere , c'est-à-dire le même séducteur qui les avoit inspiré à ces deux Témoins.

Les Vallet demanderent d'être reçus à la preuve de leurs faits justificatifs. En premier lieu , qu'on avoit vu des traces de sang sur le chevet du lit de Sevos , sur ses draps & à terre , depuis qu'il étoit disparu , & qu'il avoit été tué par Antoine Pin. En second lieu , que Pierre Vallet le fils , la nuit du 19. Février , tems où l'on dit que Sevos avoit été tué , étoit en pension chez un Maître d'Ecole à Poncin en Bugey , & étoit couché entre deux autres pensionnaires. Le Juge n'entra point dans le détail de ces faits , & permit seulement aux Vallet de prouver qu'Antoine Pin avoit tué Joseph Sevos. Trouve-t-on là-dedans un Juge qui veut chercher exactement la vérité ? On a même dit qu'il n'avoit pas interrogé avec une exactitude scrupuleuse les Témoins que firent ouïr les Vallet.

L'Enquête des Vallet étant achevée , Frillet donna ses conclusions définitives , où il requit „ que
 „ Joseph Vallet fut condamné à être pendu pour
 „ avoir par des voies de fait causé la mort d'Antoi-
 „ ne Duplex ; & que sa femme , ses fils , & Antoine
 „ Pin , accusés comme lui de l'assassinat de Joseph
 „ Sevos ,

„ Sevos , fussent préalablement appliqués à la question. ”

Comment concilier ces Conclusions qui avoient pour objet la vengeance du meurtre d'Antoine Duplex contre Joseph Vallet , avec les Conclusions qui l'avoient renvoyé en 1705. de cette accusation ? Un Accusé absous dans un même Tribunal , peut-il être condamné ensuite sur une même accusation ? Mais la passion n'a jamais observé les règles dans ses démarches , elle est trop aveugle pour s'y conformer. Et comment accorder les Conclusions touchant l'assassinat de Sevos , avec les lumières que Frillet avoit là-dessus , & la révélation que Sevos qui étoit encore en vie lui avoit faite lui-même ? Ne devoit-il pas appréhender que l'affreuse vérité n'éclatât enfin ? & n'étoit-il pas dans des tristes mortelles ? Le Juge , par sa Sentence du 9. Mai 1725 , „ ordonna que faite par Joseph Vallet , sa femme & leurs fils , d'avoir acquis la preuve des faits justificatifs à laquelle ils avoient été admis par Sentence du 17. Mars précédent , & sans avoir égard à leur Enquête , avant faire droit définitivement , & sans préjudice des indices & preuves résultantes de la procédure , * ils seroient appliqués à la Question ordinaire & extraordinaire , pour avoir par leur bouche plus ample preuve de l'assassinat de Sevos. ” Frillet interjeta appel à *minima* de cette Sentence. Toute la procédure faite à la Justice de Pont d'Ains fut portée au Greffe du Parlement de Dijon ; les Vallet y furent transférés couverts d'opprobres par le préjugé que la Sentence élevoit contre eux. M. le Procureur - Général , après avoir
exa-

* Cette Question avec la réserve des preuves , est mise dans l'Ordonnance dans l'ordre des peines au premier rang après la mort naturelle.

examiné la procédure , déclara qu'il se départoit de l'appel à *minima* de son Substitut ; & comme il ne voyoit pas que les charges contre les Vallet avoient leur source dans de fausses dépositions , il demanda que la Sentence fût exécutée.

Le Parlement donna un Arrêt le 18. Juin 1725 , qui ordonna que les Vallet & Antoine Pin seroient interrogés séparément sur la sellette , & ensuite confrontés les uns aux autres. Quoiqu'en jugeant par les apparences , il y eût plus de charges dans la procédure contre les Vallet que contre Antoine Pin ; cependant la Cour , par un discernement qui fut le salut des Vallet , se persuada qu'Antoine Pin étoit le plus coupable , & qu'il falloit s'attacher à lui pour découvrir la vérité. Dans cette opinion elle ordonna le 26. Juin , „ qu'a-
„ vant de procéder au Jugement définitif du Pro-
„ cès , sans préjudice des indices & preuves en
„ résultantes qui demeureroient réservées en leur
„ entier , *Antoine Pin* seroit appliqué à la Que-
„ stion en présence des Commissaires que la Cour
„ députeroit , pour avoir par sa bouche la vérité du
„ crime d'assassinat de *Joseph Sevos* & révélation de
„ ses complices.

Un Accusé qui venoit de subir la Question , & qui n'avoit rien avoué , proposa son exemple à Antoine Pin , & lui persuada que s'il avoit la force de l'imiter , il sauveroit sa vie.

En effet , quand un Accusé n'a rien avoué dans la Question sous la réserve des preuves , il ne peut plus être condamné à mort : mais suivant le mérite des preuves qui sont réservées , on le condamne à une peine afflictive plus ou moins grande ; il arrive souvent qu'il est renvoyé sur un plus amplement informé. Telle est la différence entre cette Question & celle qui n'est pas sous la même réserve. Par la dernière , l'Accusé est ren-

renvoyé absous de l'accusation , lorsqu'il n'a rien avoué.

Antoine Pin , qui étoit d'une complexion robuste , frappé de l'exemple récent qu'il avoit devant les yeux , loin de parler dans la Question à la décharge des Vallet , ajouta qu'il avoit reçu une pistole de Joseph Vallet , afin qu'il lui amenât Joseph Sevos que celui-ci avoit le dessein d'assassiner. Ainsi il le chargea encore plus fortement ; mais il ne prit pas garde qu'il se chargeoit lui-même. Quelle nouvelle fatale pour les Vallet , lorsqu'ils apprirent le nouveau trait que leur portoit Antoine Pin ! Il leur sembloit que prêts de tomber dans le précipice , la Providence les y pouffoit. L'Ecclesiastique qui les exhortoit , les porta à adorer les secrets impénétrables de cette Providence , & leur fit envisager Dieu comme un bon pere , dont les vues à l'égard des innocens ont pour objet principal le salut de leurs ames. Ils s'attendirent à subir le supplice infame dont ils étoient menacés ; ils demandèrent du linge blanc , afin que le Public voyant cette blancheur , la regardât comme le Symbole de l'innocence. Cette opinion du Public étoit l'unique consolation qu'ils croyoient avoir dans ce monde.

Quel état affreux , que celui d'un Accusé dont l'innocence ne peut se faire jour ! Qui pourroit se figurer les cruelles pensées auxquelles son ame est en proie , qui la déchirent continuellement ? Jamais les motifs de la Religion ne furent plus nécessaires que dans un tel état. Les objets que la Foi nous offre , sont les seuls qui peuvent consoler un Accusé dans une affiette si triste. Voici l'heureux moment où la Providence , qui sembloit sommeiller , arracha la vérité de la bouche d'un scélérat. Antoine Pin fut à peine détaché des liens de la Question , que le poids de sa conscience

qui l'accabloit, le sang de Sevos qu'il avoit répandu, celui des Vallet qu'il alloit répandre, & qui éleverent alors un grand cri, l'obligerent à demander que M. Gui de Vormes, Rapporteur du Procès, se transportât dans la Prison pour recevoir sa déclaration. Ce Magistrat s'y étant rendu avec son Greffier, Antoine Pin retracta tout ce qu'il avoit dit dans tous les tems contre les Vallet, il les déclara innocens, & s'avoua seul coupable de l'assassinat de Joseph Sevos, sans qu'ils y eussent la moindre part. C'est alors que la vérité affreuse pour Antoine Pin, & salutaire pour les Vallet, parut dans tout son éclat dans une bouche aussi souillée qu'étoit celle d'Antoine Pin. Il y eut Arrêt le lendemain troisieme Juillet, qui déclara „ *Antoi-*
 „ *ne Pin* atteint & convaincu de l'assassinat commis
 „ en la personne de *Joseph Sevos*; pour répara-
 „ tion, le condamna à avoir par l'Exécuteur de
 „ la Haute-Justice, les bras, jambes, cuisses &
 „ reins rompus & brisés sur un Echaffaut qui se-
 „ roit dressé au Champ de Montrimont de cette
 „ Ville, son corps mis sur une roue, la face
 „ contre le Ciel, pour y demeurer jusqu'à la mort;
 „ le condamne en une amende de 50. livres envers
 „ le Seigneur de Pont d'Ains, & en 100. livres
 „ d'aumône qui seront remises entre les mains du
 „ Curé de la Paroisse de Priay, pour être employées
 „ à prier Dieu pour le repos de l'ame de *Sevos*,
 „ & le surplus des biens d'*Antoine Pin* demeure-
 „ roient acquis & confisqués au profit de qui il
 „ appartiendrait, si confiscation avoit lieu.

„ Et en ce qui concerne Joseph Vallet, An-
 „ ne Poiroux sa femme, Philippe & Pier-
 „ re Vallet leurs enfans, ordonne qu'il sera sur-
 „ sis de procéder au Jugement de leur Procès,
 „ jusqu'après le testament de mort d'*Antoine*
 „ *Pin*.

Cet

Cet Arrêt lui fut à peine prononcé , qu'à sa priere le Commissaire de la Cour se transporta dans la Prison pour recevoir son testament de mort. Voici ce qu'il déclara dans cet Acte sur les circonstances de la mort de *Sevos*. Il dit que le 19. Février 1724, „ étant allé chez Joseph Vallet, il y trouva „ *Joséph Sevós*, & qu'il but avec lui ; que *Sevos* „ l'ayant quitté pour aller chez la Flory, il alla l'y „ trouver, & qu'ils burent encore ensemble chez „ elle jusqu'à neuf heures du soir ; de - là qu'ils al- „ lerent chez Claude Dumoulin, où ils burent en- „ core jusqu'à minuit, & où *Sevos* lui ayant fait „ voir environ 40. écus d'argent qu'il avoit, il „ conçut le dessein de l'assassiner, & que pour y „ parvenir, il accompagna *Sevos* jusques chez lui, „ où étant entré il lui dit qu'il falloit manger ensemble une fricassée ; mais comme ils n'avoient ni „ pain, ni plat, il fut en chercher chez Michel „ Morel, qui lui fit donner l'un & l'autre par sa „ Servante. Que revenant de - là, il passa près de „ la maison de son pere, & qu'étant entré dans l'é- „ curie, il y prit une serpe qu'il cacha sous son „ habit pour tuer *Sevos*. Qu'étant retourné joindre „ *Sevos* qui l'attendoit, au-lieu de manger la fricaf- „ sée, il lui dit qu'il étoit tems de se coucher, & „ l'invita de coucher avec lui.

„ Que *Sevos* s'étant mis dans la disposition de se „ coucher & prêt à se mettre au lit, il lui détacha „ un coup de serpe sur la tête, dont il tomba par „ terre en criant, *Ab mon Dieu, je suis mort !* que „ le sang avoit rejailli sur une besace, sur le lit & à „ terre, & qu'ensuite il avoit pris du son pour le „ couvrir.

„ Il ajouta que le Châtelain de Varambon étant „ venu quelque tems après dans la maison de *Se- „ vos*, on y vit encore les traces du sang, & „ qu'il y eut quelques - uns de ceux qui l'accom-

Déclara-
tion d'An-
toine Pin
sur les cir-
constances
de la mort
de *Sevos*.

„ pagnoient qui reconnurent que la besace enfanglantée lui appartenait à lui Pin.

„ Il déclara qu'il étoit seul quand il assassina *Sevos* ; qu'après l'avoir assassiné , il le cacha dans son écurie sous du fumier ; qu'ensuite il alla en Dombes pendant quatre ou cinq jours , d'où étant revenu , il avoua son crime à Pierre Pin son frere , qui ayant pitié de lui , lui aida ensuite à porter le corps mort de *Sevos* dans un endroit que l'on nomme le *Biffet* , autrement dit le *Bessier* , où ils l'avoient enterré.

„ Le Coupable pénitent ajouta , que les Vallet qu'il avoit chargé de l'assassinat de *Sevos* en étoient très innocens , & que comme il étoit prêt de paroître devant Dieu , il le prioit de lui faire miséricorde , se repentant de les avoir injustement accusés ; & qu'il seroit bien malheureux , si par sa calomnie ils étoient punis comme des Coupables.

Mais comme on eut ensuite demandé à *Antoine Pin* , pour quelle cause il avoit donc chargé les Vallet de l'assassinat de *Sevos* , dont il s'avouoit le seul coupable ? il répondit , „ que dès qu'il fut en Prison au Pont d'Ains , il conçut le dessein d'avouer qu'il étoit seul l'auteur de cet assassinat ; mais que le Géolier des Prisons lui disoit souvent que les Vallet le chargeoient dans leurs réponses , & qu'il seroit bien de les charger aussi , & de soutenir que c'étoient eux qui avoient tué *Sevos*.

Enfin Pin ajouta que le nommé *Vaudan* , qui avoit servi de Témoin aussi-bien que lui contre les Vallet , étoit un fripon ; qu'il avoit déposé faux contre eux ; qu'il avoit reçu de l'argent pour déposer , & que s'il étoit pris , il en embarrasseroit beaucoup d'autres.

Le testament de mort fournit matière à de grandes réflexions. Antoine Pin , frappé de la crainte

crainte des Jugemens de Dieu , est forcé de rendre hommage à la vérité ; c'est un scélérat confondu , qui dans le même instant où il va mourir , des horreurs du supplice que la sévérité de la Justice humaine lui fait éprouver , doit tomber rapidement entre les mains d'un Dieu irrité. Plus effrayé de la Justice de Dieu que de celle des hommes , il entrevoit une ressource que la vérité lui offre pour apaiser Dieu , il embrasse la voie qu'elle lui présente ; & comme la justification des Vallet est son objet , il n'est pas étonnant qu'il se soit égaré dans les circonstances qui sont celles de l'enterrement d'un homme qu'il avoit cru mort. Il avoit appréhendé de n'en pas dire assez pour charger les Vallet , il appréhende à présent de n'en pas dire assez pour les décharger. Il avoit embelli le mensonge , il embellit la vérité.

Le moment du supplice d'Antoine Pin étant arrivé , il demanda , avant que de sortir de la Prison , qu'il lui fût permis de faire une réparation publique aux Vallet. Ils parurent , il se jeta à leurs genoux , les embrassa & les arrosa de ses larmes , & leur demanda pardon avec des regrets si vifs , qu'ils peignoient toute l'horreur qu'il avoit de son crime , & la douleur qu'il ressentoit d'avoir flétri leur innocence.

Antoine Pin sortit de la Prison ; dans le chemin où on le conduisit au supplice , il marquoit toutes ses démarches par des effets de son repentir. Il en étoit uniquement occupé. Il déclara en présence du Greffier de la Cour , qu'il persistoit à ce qu'il avoit dit dans son testament de mort. Attaché sur la roue , les os brisés & la face tournée vers le Ciel , le Peuple l'entendit proferer ces dernières paroles : *Seigneur , pardonnez - moi mon faux témoignage , les Vallet sont innocens. Je vous demande , Seigneur , vengeance de leur sang*

s'il est répandu. Que l'on arrête Antoine Vaudan, c'est un faux Témoin, il déclarera qui lui a donné de l'argent pour faire une fausse déposition.

C'est dans ce sentiment qu'expira *Antoine Pin*. On a lieu de juger que dans la région de l'éternité où il entra, il ne trouva pas un Dieu inflexible, & que son supplice avoit expié son crime.

La Cour ordonna le lendemain 4. Juillet „ qu'il „ seroit incessamment procédé à la recherche du „ Cadavre de *Joseph Sevos* dans l'endroit indiqué „ dans le testament de mort d'*Antoine Pin*, en „ présence de M. Flutelot, qui se transporterait à „ cet effet sur les lieux ; que *Pierre Pin* & *Antoine Vaudan* seroient pris au corps, & conduits dans „ les Prisons de la Cour, pour être procédé contre „ eux ainsi qu'il appartiendrait. Que l'Informa- „ tion commencée en la Justice du Pont d'Ains au „ sujet de l'assassinat de *Joseph Sevos*, seroit conti- „ nuée même par voie de Monitoire par M. Flute- „ lot, qui pourroit décerner tous décrets, & pro- „ céder à toutes autres instructions, avec injon- „ ction au Greffier en la Justice du Pont d'Ains & de „ Varambon, de représenter au Sieur Commissai- „ re toutes les minutes de la procédure dont il se- „ roit requis, notamment du Procès-verbal de „ visite faite en la maison de *Joseph Sevos*, lors de „ l'ouverture d'icelle.”

Dès que l'Arrêt de la Cour fut rendu, le Commissaire député, assisté d'un Substitut de M. le Procureur-Général, se transporta sur les lieux ; d'abord l'on arrêta *Pierre Pin* & *Antoine Vaudan*, on conduisit les deux Prisonniers à Ambournay.

Claude Maurice, qui avoit suborné *Vaudan*, le vint voir à la Chambre où il étoit avec les Archers. Il lui dit à l'oreille de ne pas se démentir ; il lui promit que l'argent ne lui manqueroit point

point, & le munit contre la crainte qu'on pouvoit lui inspirer. Maurice avoit été corrompu par Frillet. A l'instigation de son corrompueur, il suborna Vaudan ; ainsi la séduction de l'un & de l'autre est l'ouvrage de Frillet. Antoine Thorillon, oncle de Vaudan, vint fortifier les impressions qu'on lui avoit données, confirma les promesses qu'on lui avoit faites pour l'affermir dans la résolution qu'on lui avoit inspirée. *Vaudan* & *Pin* furent interrogés le même jour. *Pin* nia d'avoir aucune part à l'assassinat de *Joseph Sevos*. Il ne chargea les Vallet que par des oui-dire, ouvrage des bruits que Frillet avoit fait répandre artificieusement. A l'égard de *Vaudan*, il avoit extrêmement chargé les Vallet dans sa Déposition, il y persista d'abord ; il avoua, sans qu'on l'interrogeât là-dessus, qu'il avoit fait un vol domestique de trois Bœufs & d'un Poulain à Antoine Valencel, chez qui il demouroit en qualité de Valet. Les Criminels se décelent d'eux-mêmes, soit pour se soulager du poids de leur crime, soit que leur conscience prévaille sur leurs artifices. Cet Accusé qui s'étoit découvert, pressé de dire la vérité touchant les Vallet, convint que ce qu'il avoit dit étoit faux, qu'il avoit bien passé la nuit du 19. Février 1724, devant leur Tuilerie, mais qu'il n'avoit point entendu crier *Joseph Sevos*, qu'il ne le leur avoit point vu porter à l'embouchure de leur Fourneau ; que s'il avoit déposé ces circonstances, c'est parce qu'on lui avoit inspiré cette déposition contre *Joseph Vallet* & sa famille.

Le Commissaire fit ensuite procéder à la recherche du Cadavre de *Joseph Sevos*, mais toute son exactitude fut inutile. Il semble qu'on pouvoit révoquer en doute le testament de mort d'Antoine *Pin*, puisqu'une déposition fautive dans une circonstance importante est présumée fautive dans son intégrité. Cependant c'est cette dépo-

dans son intégrité. Cependant c'est cette déposition qui acheva la preuve dans l'esprit des Juges. N'auroit-on pas dû suspendre le Jugement d'Antoine Pin , afin de s'éclaircir auparavant sur le lieu où il disoit que le Cadavre avoit été enterré ? Car c'étoit-là le corps du délit. Cette voie n'auroit-elle pas été plus sûre ? Peut-on prendre trop de soin pour chercher la vérité , dans le tems sur-tout qu'elle se dérobe aux regards du Juge ? Mais on sent malgré cette objection que ce Jugement-là étoit très équitable , & cette vérité se découvrira encore mieux dans la suite.

Le Commissaire examina la procédure faite en la Justice du Pont d'Ains : on y trouva des ratures & des renvois sans approbation , des additions d'une autre main que de celle du Greffier , des Actes de procédure qui n'étoient pas signés. L'Ordonnance Criminelle , attentive à empêcher les surprises , les prévarications des Juges , a prescrit plusieurs formalités dont on ne peut pas secouer le joug impunément.

On ne trouve point dans cette procédure le Procès-verbal de visite qui fut fait dans la maison de Joseph Sevos par le Châtelain & le Curial de Varambon , après que Joseph Sevos eut disparu. Cela donna lieu de juger que Frillet avoit intérêt de supprimer cette procédure.

Le Commissaire procéda à une ampliation d'Information : on fut éclairci par cette voie de plusieurs faits.

Premièrement , qu'Antoine Vaudan étoit un Voleur domestique , qui avoit été suborné par argent.

Secondement , que les Témoins qui avoient déposé par ouï-dire , ou s'étoient trompés , ou avoient voulu être trompés ; parce que ceux dont ils disoient tenir leurs dépositions les desavouoient.

Trois-

Troisièmement , qu'Antoine Pin étoit seul coupable de l'assassinat de Joseph Sevos.

Quatrièmement , que plusieurs personnes étoient entrées dans la maison de Joseph Sevos après sa fuite , avoient trouvé du sang sur le chevet de son lit , & à terre.

Cinquièmement , que la serpe toute ensanglantée , instrument du meurtrier , étoit restée dans la maison de Sevos ; elle fut déposée au Greffe de la Cour. De tout cela l'on concluoit , que si Frillet eût fait entendre les Témoins , par le canal desquels la vérité fut connue au Commissaire , il n'auroit pas pris le change. On voyoit clairement qu'il avoit cherché à se tromper.

Le Commissaire aiant examiné ensuite la procédure faite en 1705 , au sujet du prétendu homicide d'Antoine Duplex , dont on avoit accusé Joseph Vallet dans une procédure faite depuis en 1724 , vit dans la première procédure qu'Antoine Duplex étoit mort de sa mort naturelle , qu'il n'y avoit pas ombre de charge contre Joseph Vallet , même dans la déposition de Claude Maurice qui avoit été ouï ; cependant ce même Maurice dans la seconde procédure avoit chargé , comme on a vu , violemment ce même Vallet. Il n'en fallut pas davantage au Commissaire pour connoître que c'étoit un faux Témoin : voilà ce que Frillet n'a pas voulu voir. Le Commissaire décréta Maurice de prise corps , il fut arrêté & confronté à Vaudan. La procédure étant achevée , ces deux Accusés furent transférés dans la Prison du Parlement. Vaudan n'y fut pas plutôt arrivé , que l'horreur de son crime se retraça à lui ; il retracta sa déposition , & même sa dernière confrontation à Claude Maurice , où il avoit persévéré dans son crime ; accablé du poids énorme de ce crime , qui tendoit à faire périr quatre Innocens , il demanda pardon aux

Vallet, il fit une pénitence publique à l'Audience de la Miséricorde dans la Prison, où il déchargea pleinement les Vallet. Il dit qu'il avoit été corrompu par Maurice. Il semble, devant les Cours Souveraines, que la conscience des Criminels a plus de force & prend le dessus avec plus d'empire en faveur de la vérité.

Maurice fit de grands reproches à Vaudan sur sa retractation publique, & sur ce qu'il avoit demandé pardon aux Vallet; il lui dit qu'il étoit perdu. Mais la conscience & la Religion qui s'étoient emparées de l'esprit de Vaudan, ne lui permirent plus de varier.

Vaudan, dans sa retractation, déposa que le Sergent qui l'avoit assigné, lui dit après sa déposition d'aller la répéter à Frillet. Après la retractation de Vaudan, & les nouveaux Interrogatoires des deux Accusés, & leur accaration, l'innocence des Vallet commença à se développer. „ La

Arrêt de
condam-
nation
contre
Vaudan.

„ Cour donna Arrêt en la Chambre des Vacations le
„ 5. Octobre 1715, au rapport de M. de Vormes,
„ par lequel *Antoine Vaudan* fut déclaré atteint &
„ convaincu de faux témoignage en Justice, & de
„ vol domestique, pour réparation de quoi elle or-
„ donna qu'Antoine Vaudan, portant sur sa tête
„ un écriteau, avec ces mots, *faux Témoin, &*
„ *Voleur domestique*, feroit par l'Exécuteur de la
„ Haute-Justice conduit le même jour au Champ
„ de Monrimont, pour y être pendu, &c. le con-
„ damne en 300. livres d'amende envers le Sei-
„ gneur. Ordonne néanmoins qu'avant l'exécu-
„ tion, Vaudan fera préalablement appliqué à la
„ Question, pour avoir par sa bouche plus ample
„ connoissance de ceux qui ont participé à son faux
„ témoignage.

L'Arrêt de mort prononcé à Vaudan, il fut appliqué à la Question; à la Potence il déclara

ra

ra qu'il persévéroit dans sa retractation , il fit une satisfaction publique aux Vallet ; leur innocence se manifestant , ils demanderent leur absolution avec dommages & interêts contre Maurice , se réservant d'en demander de plus amples contre les autres Témoins corrompus & leurs Complices.

Arrêt intervint le 12. Octobre 1725. , par lequel „ la Cour ordonna , que sans préjudice des „ preuves résultantes du Procès , *Claude Mauri-* „ *ce* , dit *la Ruine* , accusé de faux témoignage & „ subornation , seroit appliqué à la Question „ en présence des Commissaires que la Chambre „ députeroit , pour avoir par sa bouche plus „ amples preuves des cas à lui imputés , & le Pro- „ cès-verbal de torture représenté , y être pourvu „ ainsi qu'il appartiendra ”.

Maurice fut appliqué à la Question le même jour ; il déclara que Frillet l'avoit engagé à déposer contre les Vallet ; qu'Antoine Thorillon , oncle de Vaudan , & Joseph Mallet , avoient trempé dans la subornation des Témoins. Il rapporta bien des circonstances , qui chargeoient extrêmement Frillet ; car il déposa que ce Procureur-Fiscal lui avoit dit qu'il falloit renouveler l'affaire de Duplex , & soutenir que Joseph Vallet avoit tué ce Payfan ; & qu'il falloit ajouter que Ravet , prédécesseur de Frillet , avoit reçu de l'argent pour ne pas poursuivre cette affaire ; & qu'il exigea de lui qu'il rendit un témoignage bien différent de celui qu'il avoit porté en 1705 : qu'il avoit beaucoup de répugnance à faire une fausse déposition , mais que la crainte qu'il avoit de Frillet l'y avoit engagé. Frillet avoit tout mis en usage pour le séduire , & l'engager à ne pas se démentir , promesse , menace & artifice ; enfin il avoit pris toute sorte de formes pour venir à son but.

La

Arrêt de
condam-
nation
contre
Maurice,
& d'abso-
lution des
Vallet.

La Chambre des Vacations rendit Arrêt le 13. Oc-
tobre 1721, par lequel „ elle déclara *Claude Mau-*
rice atteint & convaincu de faux témoignage, en
réparation de quoi elle condamna *Claude Mauri-*
ce, dit *la Ruine*, à être pendu & étranglé, &
en 300. livres d'amende applicable aux Seigneurs
des lieux.

„ Octroye Acte au Procureur - Général de ce qu'il
„ s'est départi de l'appel à *minima* interjetté par
„ *Frillet* de la Sentence du 9. Mai 1725, en ce
„ qu'elle n'a pas fait droit sur les requisitions au fu-
jet de l'homicide d'*Antoine Duplex*; & en consé-
quence, faisant droit sur l'appellation interjettée
de ladite Sentence par les Vallet & Anne Poi-
roux, a mis & met icelle & ce dont est appel au
néant; & par nouveau Jugement a renvoyé les
Vallet & Poiroux de l'accusation contre eux for-
mée, tant au sujet de l'assassinat de *Joseph Sevot*
que de l'homicide d'*Antoine Duplex*.

„ Et aiant aucunement égard à la Requête de Jo-
seph Vallet, Anne Poiroux & leurs enfans, du
11. dudit mois d'Octobre, condamne *Maurice* à
leur payer pour dommages-interêts la somme de
500. livres, *sauf à eux, suivant la réserve conte-*
tendue en leur Requête, de poursuivre une plus am-
ple adjudication de dommages & interêts contre qui
il appartiendra, même la solidité de ceux-ci adju-
gés; & fera surfis de pourvoir en ce qui concerne
les autres Accusés, après le testament de mort de
Maurice, dit *la Ruine*”.

Ainsi les Vallet recouvrèrent leur liberté, & vi-
rent la fin de la persécution qu'ils avoient essuyée.
Un innocent qui a gémi pendant long - tems dans
la Prison, & qui a subi un Jugement infamant des
premiers Juges, lorsque son innocence enfin se fait
jour à travers les nuages qui l'offusquoient, couvre
de gloire les Juges souverains qui lui ont rendu jus-
tice.

Office. S'ils nous représentent Dieu dans leur fonction, cette action est un des plus beaux traits de cette image ; & si l'innocent goûte enfin une joie pure de se voir au-dessus de l'imposture, la satisfaction du Juge, qui est dans un autre genre, égale la sienne.

Maurice, dans son testament de mort, persévérera dans sa retractation, dans les témoignages qu'il avoit rendu contre Frillet, en l'accusant de l'avoir suborné ; après quoi il fut conduit au supplice : c'est le troisième faux Témoin corrompu par Frillet, qui a été condamné à mort. Il demanda pardon aux Vallet avant que de mourir, & donna toutes les marques d'un sincère repentir. Voici l'Arrêt qui fut rendu ensuite le 15. Octobre 1725.

„ Vu le Procès-verbal du 13. de ce mois des Interrogatoires, & dernières déclarations de *Maurice*, & ouï le rapport du Commissaire, la Chambre seant au tems des vacations, a renvoyé, & renvoye Pierre Pin de l'accusation contre lui formée au sujet de l'homicide de *Joseph Sevos* jusqu'à rap- pel, &c.

Arrêt qui renvoye Pierre Pin de l'accusation, & ordonne que Frillet, Mallet, Thorillon seront arrêtés.

„ Ordonne que *Jean Frillet*, Procureur d'Office en la Justice de Pont d'Ains, *Joséph Mallet* Garde-Bois des Sieurs de Varambon, & *Antoine Thorillon* leur Valet domestique, seront pris au corps, & conduits sous bonne & sûre garde dans les Prisons de la Cour, pour être procédé contre eux ainsi qu'il appartiendra ; & où après les perquisitions de leurs personnes ils ne pourroient être appréhendés, ordonne que leurs biens seront saisis & annotés, & qu'au régime d'iceux seront choisis des sequestres ; & qu'iceux *Frillet*, *Mallet*, *Thorillon* seront assignés à la forme de l'Ordonnance.

„ Enjoint à l'Huissier porteur de l'Arrêt, de faire ouverture des portes des maisons, Châteaux

„ teaux & tous autres lieux où ils pourroient s'être
 „ retirés , pour les y arrêter , & conduire ensuite
 „ aux Prisons ; lui permet à cet effet de se faire assi-
 „ ster de tels Serruriers , & nombre d'Archers , qu'il
 „ jugera lui être nécessaire.

„ Octroye Acte à notre Procureur - Général de
 „ l'appel par lui émis de la Sentence rendue le 28.
 „ Janvier 1706 , sur la procédure faite au sujet du
 „ prétendu homicide d'*Antoine Duplex* , par la-
 „ quelle Sentence Joseph Vallet , Pierre & Phili-
 „ bert Blondel , renvoyés de ladite accusation ,
 „ ont été condamnés aux dépens de ladite Senten-
 „ ce sommairement taxée à 43. livres ; faisant droit
 „ sur ladite appellation , a mis & met icelle , &
 „ ce dont est appel au néant ; & par nouveau Ju-
 „ gement , ordonne aux Officiers de la Justice de
 „ Pont d'Ains , ou leurs héritiers , de rendre aux-
 „ dits Vallet & Blondel ce qu'ils ont exigé d'eux
 „ pour les fraix & tous autres , que lefdits Vallet &
 „ Blondel justifieront leur avoir payé.

„ Fait inhibition & défense au Juge de Pont
 „ d'Ains , & à tous autres Officiers de Justice Sei-
 „ gneuriale , de condamner aux dépens les Ac-
 „ cusés renvoyés définitivement , ni même en au-
 „ cun autre cas que ce puisse être , quand ils n'au-
 „ ront pour partie que le Procureur d'Office ; or-
 „ donne que le présent Arrêt & ceux des 5 , 12 , &
 „ 13. du mois d'Octobre , seroient lus & publiés
 „ au devant de l'Eglise , & à l'issue de la Messe Pa-
 „ roissiale de Priay , ensemble de la prochaine tenue
 „ de la Justice des lieux.

„ Et que la copie de la cédule écrite de la main
 „ de *Frillet* , & signifiée de la part de *Maurice* ,
 „ dit *la Ruine* , au Curé de Priay , demeureroit au
 „ Greffe de la Cour , pour servir & valoir à qui il
 „ appartiendrait.

Pour comprendre cette dernière disposition , il
 faut

faut favoir que *Maurice* qui étoit un homme violent , avoit dit des injures atroces au Curé de Priay , qui en fit informer. Maurice craignant l'événement de ce Procès , s'adressa au Procureur Fiscal , qui étant gagné , négligea de faire son devoir. Le Curé lui fit une sommation , qui ne fit aucun effet ; loin de conclure contre Maurice , il arrêta le cours de la procédure. On voit la cause pourquoi ce Témoin lui avoit rendu sa foi.

Frillet n'eut pas plutôt appris qu'il étoit décrété , qu'il chercha son salut dans la fuite. Il emmena avec lui Joseph Mallet & Antoine Thorillon , qui avoient eu le même sort. Il se réfugia avec eux en Savoye , où ils demeurèrent cachés dans un Couvent de Religieux.

Les Vallet présentèrent leur Requête à la Cour. Après avoir fait une vive peinture de tous les maux qu'ils avoient souffert , ils demanderent dans leurs conclusions , que *Frillet* , *Mallet* , & *Thorillon* fussent condamnés solidairement par toutes voies , même par corps , envers eux en 10000. livres de dommages & intérêts , & aux 500. livres qu'ils avoient obtenues contre *Maurice* , dit *la Ruine*.

La frayeur qui avoit obligé *Frillet* à se dérober à la Justice , est bien différente de celle qu'éprouve la timide innocence , lorsqu'elle est accusée d'un grand crime : des preuves spécieuses , l'appareil de la Justice , l'obscurité de la vérité , la foiblesse des lumieres humaines sujettes à se méprendre , peuvent d'abord jeter la consternation dans l'ame de l'innocent ; mais dans le fond de son cœur la vérité le rassure , la confiance dans la Justice divine & sa conscience le soutiennent. Dans le Coupable , quelque voilé que soit son crime , sa frayeur le déchire cruellement , parce que sa conscience & la vérité sont toujours prêtes à le déceler ;

celer ; & dans les idées affreuses qu'il se fait de son délit , il ne voit luire aucun rayon d'espérance , le cœur rongé sans cesse par de terribles pensées , comme par autant de vautours qui ne l'abandonnent point jusqu'à ce qu'il soit la victime de la Justice.

Qui n'auroit pas cru , après la confession d'Antoine Pin & son jugement , que *Joseph Sevos* avoit été tué ? Cependant il paroît au milieu de la Ville de Bourg au grand jour. Pierre Vallet ne l'eut pas plutôt apperçu , qu'il pensa que ses yeux ne lui faisoient pas un fidèle rapport. Pour s'éclaircir il s'approche de lui , il lui demande son nom. Frappé d'étonnement , dans les premiers mouvemens , il croit que c'est un fantôme. *Joseph Sevos* , qui avoit appris tous les jugemens auxquels il avoit donné lieu , & la persécution que les Vallet avoient essuyée à son occasion , dit à Pierre Vallet , Je suis vraiment *Joseph Sevos* , mais ne me faites point de tort.

Les Vallet espererent que l'existence de *Joseph Sevos* constatée , donneroit un nouvel éclat à leur innocence. Ils le montrèrent à tous les gens du Pays , ils le firent reconnoître par sa famille , ses amis & ses compatriotes. Pierre Vallet se constitua ensuite prisonnier avec lui dans la Prison de Bourg ; c'est par cette voie qu'on peut faire arrêter une personne sans autorité du Juge. Les Vallet présentèrent une Requête au Parlement , où ils demanderent que *Joseph Sevos* fût interrogé sur les causes de son absence par le Lieutenant-Criminel de Bourg , sur la prolongation de cette absence pendant tout le tems de l'instruction de ce Procès , qui avoit fait un si grand bruit , qu'il avoit dû être parvenu jusqu'à lui. La curiosité l'avoit dû obliger d'être continuellement à l'affût d'un Procès dont il étoit le principal sujet. Sur la requisition de M. le Procureur-
Géné-

Général, on ordonna le 4. Janvier 1730, que le Lieutenant - Criminel procéderoit pour constater l'existence de *Sevos*. Ses réponses, pleines de contradictions & de déguisemens, firent juger à la Cour qu'elle devoit approfondir les mysteres d'iniquité qu'elles renfermoient. Elle ordonna le 13. Mars suivant que *Sevos* seroit conduit dans la prison de la Conciergerie, pour être procédé à une plus ample instruction de la connoissance de son existence, & du fait dont il s'agissoit.

Sevos, transferé à la Conciergerie, & interrogé par le Commissaire de la Cour, s'enveloppa encore dans des réponses obscures, entortillées : cela donna lieu de le décréter de prise de corps. Interrogé une seconde fois, il accusa un inconnu de subornation. Sur le signalement qu'il en fit, on arrêta le Sieur Marnes, Agent des Seigneurs de Varambon. *Joseph Sevot* aiant depuis été interrogé sur la fellelte, avoua que dans ses premières réponses il n'avoit pas dit la vérité ; parce qu'un nommé Naurroy, avec qui il avoit couché pendant six semaines dans la Prison de Bourg, lui avoit persuadé qu'il ne devoit convenir de rien, qu'on n'étoit pas en état de prouver ce qu'on lui demanderoit. Dans ce système, aiant commencé à s'écarter de la vérité, il avoit continué de mentir ; il avoua que deux jours après son assassinat commis par *Antoine Pin*, il se présenta à Frillet, qui lui tint le langage qu'on a rapporté.

L'existence de *Sevos* ne fut pas plutôt constatée, que Frillet pensa à en faire usage. Pour se tirer d'intrigue, il fit présenter par *Joseph Pin*, frere d'*Antoine Pin*, qui avoit été condamné à expirer sur la roue, une Requête au Conseil d'Etat du Roi. Il demanda qu'il plût à Sa Majesté ordonner, que la mémoire d'*Antoine Pin* son frere seroit rétablie en sa bonne renommée,

„ comme avant la condamnation portée en l'Arrêt
 „ du Parlement du 3. Juillet 1725, & l'exécution
 „ d'icelui, lequel seroit & demeurerait comme nul,
 „ & non avenu; en conséquence, que *Joseph*
 „ *Pin* seroit envoyé en possession des biens qu'avoit
 „ Antoine Pin; & pour plus grande marque d'au-
 „ tenticité du rétablissement de la mémoire d'*An-*
 „ *toine Pin*, ordonner qu'il lui soit accordé des
 „ Lettres Patentes qui seroient enregistrées au Par-
 „ lement de Dijon, & en la Justice du Marquisat
 „ de Varambon, dont seroit fait mention en mar-
 „ ge dudit Arrêt, lesquelles seroient imprimées &
 „ affichées, tant en la Ville de Dijon, que sur les
 „ lieux, & aux portes des Eglises de Priay & au-
 „ tres du voisinage”. Ce qui prouva l'intelligen-
 „ ce qu'il y avoit entre *Joseph Pin*, & Frillet, c'est
 „ qu'il se servoit au Conseil du ministère de l'Avocat
 „ de Frillet.

En conséquence de cette Requête, il y eut Arrêt
 du Conseil le 4. Septembre 1730, par lequel „ Sa
 „ Majesté ordonna que dans un mois pour tout dé-
 „ lai, le Greffier du Parlement seroit tenu d'en-
 „ voyer au Greffe du Conseil les procédures, char-
 „ ges & informations, sur lesquelles est intervenu
 „ l'Arrêt du Parlement du 3. Juillet 1725.

Quand la procédure du Parlement de Dijon fut au
 Greffe du Conseil, Frillet fit imprimer l'Arrêt du
 Parlement, qui avoit condamné *Antoine Pin* à la
 roue, pour avoir tué *Joseph Sevos*, plein de vie.
 Il vouloit par-là prévenir tous les esprits contre cet
 Arrêt; & par la Requête qu'il avoit suggerée à *Jo-*
seph Pin, il prétendoit se frayer une voie pour pré-
 senter la Requête en cassation de l'Arrêt qui l'avoit
 décrété.

Moyens
 de cassa-
 tion pro-

Voici comment Frillet parla au Conseil. Il y
 a lieu, dit-il, d'être frappé d'étonnement à
 la vue de l'Acte qui justifie l'existence de *Joseph*
Sevos,

Sevos , & de l'Arrêt du Parlement de Dijon qui a posés au
condamné *Antoine Pin* à la roue , comme atteint Conseil
& convaincu de l'avoir tué , sous prétexte qu'il a contre l'Ar-
déclaré qu'il avoit commis ce meurtre , après avoir rêt du Par-
soutenu même à la torture qu'il n'étoit point l'au- lement du
teur de cette mort supposée. Après ce prélude , il 3. Juillet
raconte toute l'histoire du Procès , aiant grand soin 1725.
d'en supprimer les circonstances qui parlent contre
lui. Il vient ensuite à ses moyens de cassation ; il
prétend qu'étant décrété de prise de corps sur les
procédures faites contre *Antoine Pin* , *Vaudan* &
Maurice , toutes les nullités & contraventions qui
se rencontrent dans cette procédure peuvent être
proposées de sa part , puisque par l'événement on
les a fait rejaillir contre lui personnellement.

Frillet prétend que le Parlement n'étant saisi que
de l'appel d'une Sentence interlocutoire , ne pou-
voit pas retenir l'instruction du Procès , suivant l'Ar-
ticle V. du Titre XXVI. de l'Ordonnance de 1670 ,
qui porte expressément que *les Procès criminels pen-
dants devant les Juges des lieux , ne pourront être
évoqués par les Cours , si ce n'est qu'elles connoissent ,
après avoir vu les charges , que la matiere est legere ,
& ne mérite une plus ample instruction , auquel cas
pourront les évoquer , à la charge de les juger sur le
champ à l'Audience.*

Selon Frillet , le Parlement de Dijon ne pouvoit
prononcer que le bien ou le mal jugé de l'interlocu-
toire , & devoit renvoyer l'instruction au Juge des
lieux.

On répond , qu'il s'agissoit de l'appel d'une
Sentence qui avoit ordonné que les Vallet seroient
appliqués à la Question ordinaire & extraordinai-
re avec la réserve des preuves. Or une telle
Sentence est une espece de jugement définitif ,
parce qu'elle déclare les Accusés coupables. Cet-
te peine , suivant l'Ordonnance Criminelle Art.

XIII. Titre XXV. est plus severe que les Galeres perpétuelles qui emportent mort civile ; aussi on l'appelle *indictum mortis*, un indice de mort. D'ailleurs le Parlement, qui voyoit dans la procédure les prévarications visibles de Frillet, ne devoit pas lui renvoyer l'instruction.

Le second moyen de cassation de Frillet est fondé sur ce qu'Antoine Pin n'ayant rien avoué à la Question, a été condamné à la mort.

L'Ordonnance, Art. XI. Titre XIX. porte que *l'Accusé condamné à la Question, & qui l'aura souffert sans rien avouer, ne puisse être condamné à mort, si ce n'est qu'il survienne de nouvelles preuves.* La déclaration qu'il a faite ensuite ne peut pas être regardée comme une nouvelle preuve : *nemo auditur perire volens*, on n'écoute pas un accusé qui veut périr.

On répond que la déclaration d'Antoine Pin, qu'il fit au moment qu'il fut détaché de la Torture, est regardée comme étant faite à la Question, puisqu'elle est comprise dans les confessions que fait l'accusé, lorsqu'étant tiré de la Question, on lui demande s'il persiste dans ce qu'il a dit dans la Question. La maxime qui veut que la confession d'un accusé qui veut périr ne soit pas admise, est vraie lorsqu'il n'y a pas d'autres preuves de son crime dans le Procès ; car s'il y en a, cette confession perfectionne la preuve. Aussi voyons-nous que dans une accusation, l'interrogatoire d'un accusé est d'un grand usage.

Le troisieme moyen de cassation est fondé sur une prétendue contrariété d'Arrêts du Parlement de Dijon ; l'un qui aiant condamné Antoine Pin à la roue, ordonna qu'il seroit sursis au Jugement du Procès à l'égard de Joseph Vallet, sa femme & leurs enfans, jusqu'après le testament de mort d'Antoine Pin ; l'autre Arrêt du 4. Juillet, par lequel le Parlement prit le parti d'ordonner qu'il seroit

seroit procédé à la levée du cadavre de *Joseph Sevos*.

Frillet dit qu'il y a un contraste entre ces deux Arrêts , parce que le second n'a pas ordonné de nouveau qu'il seroit sursis au Jugement du Procès des Vallet.

On répond que ces Arrêts ne se contrarient point, puisqu'ils n'ont point le même objet , comme on le voit.

A l'égard de la surséance du Jugement après le testament de mort , la Cour n'a pas dit immédiatement après le testament de mort ; ainsi il n'a pas été nécessaire qu'elle prononçât une prolongation de la surséance. D'ailleurs, en supposant une contrariété, ce ne seroit pas un moyen de Requête Civile, suivant l'Ordonnance , Titre XXXV. Article XXXIV. Il est vrai qu'un moyen de Requête Civile est un moyen de cassation , étant joint à des moyens de ce genre.

Le quatrième moyen de cassation est fondé sur ce que M. Flutelot Commissaire a abusé , dit Frillet , du pouvoir de sa Commission en décrétant Claude Maurice. Elle ne l'autorisoit que dans la vue de poursuivre les complices de la mort de Sevos. Il devoit laisser au Parlement à délibérer sur ce qui pouvoit résulter des nouvelles Informations contre Maurice ; & au Procureur - Général , suivant l'Ordonnance , Titre III. Article VIII. à former l'accusation du prétendu faux témoignage. Il a fait une procédure vicieuse , quand il a décrété pour un autre genre de crime , que celui qui étoit l'objet de sa Commission.

On répond qu'il n'a point passé les bornes. Maurice a été décrété comme accusé de faux témoignage dans une procédure sur le prétendu homicide de Duplex , jointe à celle qui regardoit Sevos , & qui étoit l'objet de la Commission. Il a été

décrété à la requête du Substitut de M. le Procureur-Général qui assistoit le Commissaire.

Voici le cinquieme moyen de cassation. Le Parlement dépouille par Arrêt du 13. Août 1725, le Greffe du Juge du Pont d'Ains, des minutes des procédures criminelles au sujet de l'Assassinat de Duplex, & au sujet de celui de Sevos. Il y a un Arrêt du Conseil du 21. Novembre 1679, rapporté dans le Commentaire de Bornier sur l'Article IV. du Titre XXVI. de l'Ordonnance de 1670, par lequel le feu Roi, de l'avis de M. le Chancelier, ordonne que *les grosses des procédures criminelles, & non les originaux, seront apportées ou envoyées au Greffe des Cours, & qu'en aucun cas les minutes des procédures criminelles ne seront tirées des Greffes des premiers Juges, si ce n'est qu'il fût question de fausseté, ou de prévarication des Juges qui les auroient faites.*

On répond que le Conseil, en ordonnant que les Cours supérieures feroient rapporter seulement des grosses des procédures, & non des originaux, a voulu empêcher que les originaux ne s'égarassent : c'est le seul motif que le Roi a eu ; mais on ne dira pas qu'il ait voulu que les grosses seules fussent nécessaires pour la perfection des procédures des Cours supérieures faites en conséquence : les originaux méritent bien autant de foi que les grosses, dont ces derniers tirent tout leur mérite. D'ailleurs la Cour vouloit s'éclaircir ici, pour savoir si le Juge & le Greffier n'avoient point prévariqué.

Le sixieme moyen de cassation de Frillet porte sur ce que le Greffier, aiant fait lecture à Vaudan de l'Arrêt qui le condamnoit à mort dans le lieu de l'exécution, a dressé un Procès-verbal qui fait foi que ce Criminel a persisté dans la déclaration qu'il a faite aux Commissaires. Or ce Greffier n'avoit pas le pouvoir de recevoir cette déclaration d'un
accusé

accusé & d'un condamné, c'étoit la fonction du Commissaire qui assistoit à l'exécution. Donc, cette déclaration est nulle.

Voilà un beau moyen de cassation ! Comment la nullité de cette déclaration-là, en la supposant, peut-elle influencer sur le décret de prise de corps de Frillet dont il demande la cassation ? Oseroit-on dire qu'elle pût influencer sur toute la procédure faite contre Vaudan ?

Le septieme moyen de cassation de Frillet consiste en ce qu'il prétend que l'Ordonnance du Parlement du 11. Octobre 1725, est une contravention formelle à l'Ordonnance Criminelle, Titre XXVII. qui abroge les appointemens à donner des réponses & conclusions civiles.

Frillet entend mal cette Ordonnance. Les Articles I. & II. de ce Titre distinguent seulement la formalité des affaires criminelles, d'avec la formalité des affaires civiles, & défendent en matiere criminelle de donner des Inventaires, Contredits, Cause d'appel, Grief & Réponse, abroge la forclusion de produire, ou de contredire, prise à l'Audience au Greffe. Et l'Article III. porte, que les Parties civiles pourront présenter des Requêtes, & y attacher des pieces; & c'est le stile qu'ont suivi les Vallet, quand ils ont demandé des dommages-interêts dans la Requête sur laquelle l'Ordonnance en question a été rendue. Frillet ne voit pas que l'Ordonnance a seulement voulu défendre le stile des affaires civiles dans l'instance criminelle. Les parties ont la liberté de demander des réparations civiles, en se conformant à l'Article III. de ce Titre.

Jusqu'ici Frillet n'a proposé que des moyens de cassation qui tombent sur la procédure du Parlement qui ne le regarde pas, il va enfin

attaquer le decret rendu contre lui : decret qui devoit être le principal objet de sa demande en cassation.

Il prétend en huitieme lieu , que ce decret est irrégulier , parce qu'il ne contient point le motif qui oblige les Juges à le rendre.

La Déclaration du feu Roi du mois de Decembre 1680 , a ordonné que tous Juges Royaux & ceux des Seigneurs , seroient tenus d'exprimer dans les decrets d'ajournement personnel qu'ils decerneroient , le titre de l'accusation ; ce qui a toujours été nécessaire dans les decrets de prise de corps dont cette Loi ne parle point , parce qu'elle a supposé qu'aucun Juge n'y devoit manquer.

Frillet prétend encore que sa qualité de Procureur Fiscal ne permettoit pas qu'on le décrêtât indéterminément , & qu'il ne pouvoit être attaqué que pour prévarication , & qu'on ne dit expressément qu'il en étoit prévenu. La déposition d'un accusé condamné à mort , qui dit qu'un Procureur Fiscal l'a engagé de parler contre un accusé , n'est pas un fondement assez solide pour décréter cet Officier de prise de corps.

On répond , que l'usage de plusieurs Cours supérieures est de rendre de pareils decrets sans en exprimer les motifs.

Qu'importe au fond , que l'accusé les sache dans le tems qu'il apprend le decret , ou lorsqu'il subit l'Interrogatoire ? L'Ordonnance Criminelle n'a point assujetti les Juges supérieurs à cette formalité , & Frillet convient que la Déclaration qu'il cite , ne parle pas même du decret de prise de corps. Quoique le Procureur Fiscal soit obligé de poursuivre les crimes , on ne voit pas que sa qualité engage une Cour supérieure , quand elle le decrete , d'exprimer le motif du decret. Le vengeur de l'interêt public offensé , est plus punissa-

punissable qu'un accusateur particulier, quand il agit par passion ; il est plus digne de la sévérité de la Justice, qui cache souvent ses démarches, afin de surprendre le criminel. Il ne faut pas une preuve complete, pour obliger à rendre un decret. Le Titre d'une accusation grave, & un commencement de preuves, suffisent.

Voici le neuvieme moyen de cassation : le Parlement a renvoyé Pierre Pin, frere d'Antoine, de l'accusation contre lui formée au sujet de l'homicide de de Sevos, avec la clause *jusqu'à Rappel*, c'est-à-dire sans condamner ni absoudre ; ce qui est une contravention à l'Art. IV. du Titre XX. de l'Ordonnance de 1670, qui veut qu'il soit prononcé définitivement sur l'absolution ou sur la condamnation. Quel rapport a la procédure qui a pour objet Pierre Pin, avec le decret rendu contre Frillet ? Peut-il conclure, quand on lui accorderoit la nullité de la procédure dirigée contre Pierre Pin, que son decret fût nul ? Pierre Pin n'est pas coupable de l'homicide de Sevos, s'ensuit-il que Frillet n'a point prévarié dans l'instruction qui a eu pour objet les Vallet qu'il a accusé de ce crime ?

L'Art. IV. du Titre XX. de l'Ordonnance Criminelle porte, qu'après la confrontation des Témoins, l'Accusé ne pourra plus être reçu en Procès ordinaire, mais sera prononcé définitivement sur son absolution ou sa condamnation.

Il ne s'ensuit pas de là que l'Ordonnance exclue après la confrontation un jugement interlocutoire, comme un plus amplement informé : son objet est d'ordonner que l'instance sera poursuivie extraordinairement comme elle a été commencée. La clause *jusqu'à Rappel*, peut se comparer à un plus amplement informé.

Dans le dixieme moyen de cassation , Frillet attaque la demande en dommages & interêts qu'ont forme contre lui les Vallét , sur laquelle le Parlement a ordonné qu'on en vint à l'Audience. Il prétend que cette demande devoit être jointe à une plainte , suivie d'une Information secrete. Il dit encore , que cette demande étoit une prise à partie , & qu'il falloit qu'il y eût un Arrêt qui permit d'intimer nommément le Procureur Fiscal.

On répond , qu'on ne propose point de moyens de cassation qu'ils ne soient fondés sur une convention à l'Ordonnance ou à la Coutume. On ne cite ici aucune Ordonnance , ni aucune Coutume violée. Quelle est la Loi qui ait pu empêcher le Parlement de renvoyer à l'Audience de la Tournelle criminelle une demande en réparation civile ? La Jurisprudence du Parlement de Paris ne veut pas qu'on prenne un Juge à partie , qu'il n'y ait un Arrêt qui le permette expressément ; mais cette Jurisprudence n'est pas celle du Parlement de Dijon.

Dans le onzieme moyen de cassation , Frillet attaque la procédure contre Joseph Sevos ; il en fait un long détail qui est assez inutile. Il dit que l'Art. I. du Titre de la compétence des Juges dans l'Ordonnance Criminelle excluait le Parlement de la connoissance du crime qu'on imputoit à Sevos , puisqu'elle n'est attribuée qu'aux Juges des lieux où il avoit été commis ; il n'y avoit que le ministère public qui pût requérir qu'on procédât à la reconnaissance de Sevos , & qu'il fût poursuivi criminellement ; & par conséquent les Vallét n'ont pas pu faire cette requisition. On répond que le Parlement étant saisi de l'accusation de l'homicide de Sevos , par une conséquence nécessaire étoit saisi de la reconnaissance de Sevos.

Les Vallet étoient bien intéressés à pénétrer le mystère d'iniquité que leur déroboit la fuite de Sevros , & la prolongation de son absence. Dans cet enchaînement de tant d'incidens cachés, la découverte d'un anneau sert à découvrir tous les autres, on parvient jusqu'aux auteurs secrets de cet ouvrage de ténèbres ; & par-là les Vallet fondoient solidement leurs demandes en dommages & intérêts. Ne suffisoit-il pas pour constater la validité de leur procédure, qu'ils fussent éclairés de la Partie publique qui agissoit avec eux, & qui concluoit toujours avant qu'on statuât rien sur leurs demandes ?

Tels sont les moyens de cassation de Frillet , du moins ceux qui peuvent mériter quelque attention. Je n'ai pas daigné relever ce qu'il n'a employé que pour faire un corps nombreux de moyens, car il en a mis jusqu'à 14. dans sa Requête. Quoiqu'il n'ait point paru de réfutation de ces moyens, j'ai cru que la perfection de cet Ouvrage demandoit que j'effaçasse dans les esprits les impressions qu'ils pourroient faire.

Après que Frillet a exposé tous ses moyens , il dit qu'il n'y a point d'exemple qu'il y ait eu dans une seule affaire un enchaînement de tant d'évenemens différens, & que l'on ait recherché avec tant d'opiniâtreté à y faire entrer ceux qui ne devoient y avoir aucune part. On a détourné le véritable point de l'instruction pour la diriger sur des crimes imaginaires , & différens de celui dont il étoit question, afin d'y comprendre par les voies les plus obliques un Officier irréprochable.

Les Vallet sont sans doute , poursuit-il , saisis de la crainte de la révision d'un tel Procès ; ils appréhendent que le Conseil du Roi ne porte le flambeau de la Justice jusques dans leurs mystères les plus secrets , qu'il n'en perce les obscurités

rités les plus impénétrables , qu'il ne vienne à connoître les causes de l'évasion & du retour de Sevos , & qu'il ne dévoile les intrigues criminelles des Vallet. C'est ainsi que le crime , pour se cacher , parle le langage de l'innocence.

Les Vallet , pour prévenir la surprise que Frillet pouvoit faire au Conseil , répandirent un Mémoire , où ils disent d'abord , que l'innocence la plus pure peut quelquefois être accusée , elle peut être exposée à l'oppression & aux plus rigoureux tourmens ; mais la vérité qui préside à sa défense , lui ménage toujours un triomphe qui répand sur elle un nouvel éclat , & confond les imposteurs qui vouloient la sacrifier à leur vengeance. Ils racontent ensuite le fait & la procédure ; ils l'envisagent sous deux aspects par rapport à la double accusation d'assassinat qui fait toute la base de ce Procès ; ces deux assassinats sont celui d'Antoine Duplex , & celui de Joseph Sevos.

Après avoir exposé toutes les circonstances de cette double accusation , & avoir rapporté tous les divers Jugemens qui ont été rendus , soit par les premiers Juges , soit au Parlement de Dijon , l'absolution de Joseph Vallet , le decret de prise de corps de Frillet ; ils finissent , en disant : Tel a été le cours & l'issue de la double accusation calomnieusement intentée contre Joseph Vallet , sa femme & ses deux fils. C'est ainsi qu'après avoir essuyé les plus cruelles persécutions & des tourmens affreux , la divine Providence , en faisant triompher leur innocence , les a délivrés d'une mort qui paroissoit certaine : sans doute , cette même Providence ne permettra pas que les criminels auteurs de si noirs complots , demeurent impunis ; peut-être n'a-t-elle garanti Sevos
du

du coup mortel dont Antoine Pin l'avoit frappé à la tête , que pour réserver à la Justice des hommes un témoin aussi nécessaire à l'entière conviction des crimes de ces scélérats. Ce misérable est actuellement dans les prisons du Parlement de Dijon , bientôt convaincu de s'être livré à l'exécution de l'horrible complot enfanté pour faire périr des innocens ; & bien loin que la représentation de sa personne , à la faveur de laquelle ils ont hazardé , sous le nom de *Joseph Pin* , une demande en réhabilitation de la mémoire de son frere , soit capable de couvrir leurs crimes , & leur en procurer l'impunité dont ils se flattent ; elle ne servira au contraire qu'à les confondre , & il ne sera pas difficile aux Juges du Parlement de Dijon d'établir la régularité des procédures , & de la condamnation que l'on tente d'attaquer. Vainement esperent-ils qu'on leur ouvrira la voie de la révision de ce Procès.

Dans ces circonstances , les malheureux Vallet attendent avec confiance , que le Conseil mettra incessamment les Juges du Parlement de Dijon en état de continuer l'instruction qu'ils ont suscitée à la vue de l'Arrêt du Conseil , qui a ordonné l'envoi en son Greffe de la procédure. Il est évident que cette tentative n'a pour objet que de sauver les criminels auteurs de toute cette détestable machination : mais il faut qu'ils subissent la peine due à leurs crimes. Dieu lui-même , en semblables cas , l'a prononcé par la bouche du Prophete Elie , pour venger la mort du malheureux Nabot * , à qui un Roi injuste avoit ravi l'héritage de ses peres : *Eo quod vendidisti ut faceres malum in conspectu Domini , ecce ego inducam super te malum , & demittam posteriora tua* : Parce que , dit-il à ce Prince , vous avez été vendu à l'iniquité pour la commettre en présence du Seigneur , je ferai tomber sur vous un déluge de maux , & je détruirai votre postérité.

* Lib. I.

Reg. cap.

21.

Il auroit été à souhaiter que l'éloquence qu'on prêtoit aux Vallet eût été accompagnée de la réfutation des moyens de cassation de Frillet. Mais on dira peut-être que les Juges pouvoient se passer de ce secours. Quand ils virent en effet toutes ces procédures immenses, ils trouverent dans les Juges du Parlement de Dijon beaucoup de zèle pour découvrir la vérité, & pour punir le crime, à mesure que les Criminels étoient convaincus. Il parut au Conseil que les démarches de ce Parlement étoient régulières, & que dans le cahos où étoit le crime qu'il devoit punir, ces Magistrats s'étoient ouvert la route qu'ils devoient suivre.

Arrêt du
Conseil
contre
Frillet.

Après un profond examen fait avec une attention scrupuleuse, *le Conseil débouta Frillet par Arrêt du 30. Mai 1732, de sa demande en cassation, & ordonna qu'il seroit transféré sous bonne & sûre garde aux Prisons de la Conciergerie du Palais, pour son procès lui être fait & parfait, suivant la rigueur des Ordonnances, par la Cour du Parlement de Dijon.*

Le Conseil n'avoit pas voulu écouter Frillet, qu'il ne se mit auparavant en état, c'est-à-dire, qu'il ne se constituât prisonnier. Le pas étoit délicat pour lui; car il voyoit bien, s'il succomboit, qu'il tomberoit entre les mains d'un Parlement équitable; où on le renverroient.

Il y a apparence qu'il compta sur la clémence du Roi, puisqu'il tenta quand il eut succombé au Conseil, d'avoir des Lettres de Grace; c'est dans cette confiance qu'il se mit en état.

L'Arrêt du Conseil étant rendu, il vit son espérance s'évanouir; on lui fit sentir qu'il n'obtiendrait point au Sceau des Lettres de Grace, & qu'il falloit que l'Arrêt fût exécuté. Figurons-nous un Criminel à qui son crime se présente dans toute son horreur; qui, après s'être enveloppé dans

dans les artifices de la science du Palais en présence du Conseil, aiant tenté vainement de faire casser l'Arrêt d'un Parlement qui le décrétoit, est obligé de comparoître devant les mêmes juges, à la justice desquels il a voulu se dérober; il creuse dans un avenir prochain: avec quelle frayeur ne voit-il pas le supplice ignominieux auquel il est réservé? qui pourroit exprimer son trouble & sa consternation? Voilà l'idée affreuse qui le persécute sans cesse, voilà les Furies qui lui déchirent l'ame continuellement. M. le Procureur - Général du Parlement de Dijon, à qui l'Arrêt du Conseil d'Etat a été adressé, le fit transférer dans la prison de cette Ville, où il fut à peine, que le Concierge l'aiant fouillé avec soin, trouva dans les plis de son habit une copie de la procédure & des réponses qu'il avoit méditées, & du papier blanc pour achever son ouvrage.

On lui a fait un crime des moyens qu'il avoit tenté pour éviter sa triste destinée. A la bonne heure, qu'on tire des inductions de ses ruses & de ses écrits: mais je n'en ferois pas usage pour en conclure qu'il en seroit plus criminel. Rien n'est plus naturel que de chercher à sauver sa vie; & un Accusé qui voit le glaive de la justice suspendu sur sa tête, n'est pas coupable, lorsqu'il tente par mille moyens d'éviter son sort, & de n'être pas la victime de la Justice.

Frillet subit plusieurs Interrogatoires. On le transféra sur les lieux, où il fut confronté aux Témoins en présence d'un Commissaire de la Cour, qui procéda en même tems à une ampliation d'Information, sur laquelle il décréta le Sieur Cothier, Châtelain de Varambon, Flechon Mé-tayer des Seigneurs de cette Terre, Bardot Bardot leur Domestique. Les deux premiers prirent la fuite, le dernier fut arrêté. On arrêta aussi Seize-riat Sergent, accusé de crime de faux.

Les

Les Vallet firent valoir dans un grand Mémoire des inductions puissantes , qu'ils tirèrent des faits & de la procédure.

Me. Juillet leur organe , Avocat dans ce Parlement , signala pour eux son zèle & sa science , & mit dans un grand jour leur innocence. En premier lieu , il la fit paroître dans l'accusation du prétendu meurtre d'Antoine Duplex qui mourut d'une mort naturelle ; cependant on accusa Joseph Vallet de ce crime sans la moindre apparence. Il fut renvoyé de l'accusation en 1706. Elle fut pourtant renouvelée en 1725 , par Frillet , sans aucune dénonciation ni aucune plainte de Parens : on doit conclure qu'il falloit qu'il fût animé d'une haine bien violente contre les Vallet , ou d'une grande cupidité du bien dont il les vouloit dépouiller. Qu'on opte lequel des deux motifs on veut lui attribuer.

En second lieu , les efforts qu'il a fait pour perdre le Sieur Ravet son prédécesseur , qu'il accusa de prévarication pour avoir laissé impuni l'homicide supposé d'Antoine Duplex , & qu'il fit condamner aux Galeres perpétuelles , comme atteint & convaincu de ce crime qu'il lui imputoit , prouve que par ce coup d'essai il avoit travaillé à se former pour les crimes les plus noirs ; ainsi il n'étoit pas novice quand il concerta l'accusation calomnieuse contre les Vallet , & l'on présumera , que puisqu'il avoit accusé fausement cet Officier , qui fut absous par Arrêt , il a bien pu tramer une accusation aussi noire contre les Vallet.

En troisieme lieu , il y a au Procès plusieurs présomptions qui équivalent à des preuves complètes , pour établir que Frillet a suborné tous les Témoins qui ont déposé faux contre les Vallet. 1^o. Le modèle de déposition écrit de la main de Frillet , & déposé au Greffe , où il instruisoit les Témoins qui

de.

devoient déposer en faveur des Sieurs de Varambon contre le Sieur Ravet dans une accusation qu'il avoit intentée à cet Officier. 2°. La déclaration qu'a fait Claude Maurice dans son testament de mort, qu'il avoit été suborné par Frillet pour déposer faux contre Joseph Vallet sur le chef d'accusation du meurtre imaginaire d'Antoine Duplex. 3°. L'autre déclaration qu'a fait *Joseph Sevos* dans ses dernières réponses, que Frillet étoit l'auteur de son éloignement. Tous ces faits rapprochés forment un corps de lumière qui éblouit, à la faveur de laquelle on voit une preuve complete de la séduction des Témoins qui ont déposé contre les Vallet; principalement si l'on fait attention qu'Antoine Pin a déclaré avant que de mourir, que Vaudan étoit un faux Témoin; que celui-ci a déclaré allant au supplice, que Maurice l'avoit suborné; & que ce dernier a déclaré que Frillet l'avoit obligé de déposer faux. Ces trois Coupables, dont le premier nous renvoie au second, & le second au troisieme, ne nous conduisent-ils pas à la source de leur corruption, qui est Frillet?

En quatrieme lieu, Frillet n'ignoroit pas que *Sevos* étoit plein de vie, puisque celui-ci étant venu se plaindre à lui, deux jours après le coup de serpe qu'il Préçut d'Antoine in, au-lieu de recevoir sa plainte, & de poursuivre ele Coupable, il dit à *Sevos* de se sauver, & de *s'en aller tant que terre le pourroit porter*. *Sevos*, qui a déclaré ce fait en dernier lieu, ne mérite-t-il pas d'être cru? Sa déclaration étant unique, dira Frillet, ne fait pas une preuve complete. Cela seroit vrai, si on la regardoit dénuée de toutes présomptions; mais il y en a trop ici, pour s'y méprendre.

D'ailleurs la procédure montre que *Sevos* s'est fait voir à plusieurs personnes avant que de quitter sa patrie. Bardot Bardolet a déposé qu'il avoit vu

Sevos avant qu'il disparût. Frillet ne pouvoit pas ignorer ces faits.

En cinquieme lieu, l'affectation de Frillet à différer six mois entiers sans donner sa plainte sur l'assassinat de Sevos, est une preuve du dessein qu'il avoit projeté de rejeter ce crime sur les Vallet. D'où vient que cet Officier, si indolent à poursuivre le crime, devient tout à coup si actif, & qu'à son inaction succede une si grande vivacité? Il semble être métamorphosé dans un autre homme.

On ne sauroit rendre raison de ce changement : dès qu'on veut pénétrer ce mystere d'iniquité, on trouve toujours dans lui que sa passion le guide; & par-là on concilie sa lenteur avec son activité. La cause de sa lenteur est le dessein qu'il avoit de laisser croître par le tems les soupçons qu'il semoit dans le public, sur le crime qu'il imputoit aux Vallet; quand il a vu que l'ouvrage étoit mûr, pour ainsi dire, alors il a agi, & a profité des sentimens du public, qu'il avoit inspiré contre eux pour les perdre. Nul autre système pour rendre raison de son indolence, & de la vivacité qui y a succédé.

En sixieme lieu, il ne pouvoit pas ignorer que dans les accusations, où il n'y a point de corps de délit, on ne peut agir avec trop de circonspection. Pourquoi n'a-t-il pas requis que le Juge se transportât dans la maison de Sevos pour dresser un Procès-verbal des traces de sang qui y étoient, & qui constatoient que Sevos avoit été blessé?

En septieme lieu, Frillet n'a point de Dénonciateur; il s'exposoit à être pris à partie, en cas qu'il succombât dans son accusation.

On auroit été d'autant mieux fondé, que ni les freres, ni les sœurs, ni les parens de Sevos, qui avoient plus d'interêt de se plaindre que personne, ne paroissent point pour poursuivre la vengeance de la mort de Sevos. Les dommages-interêts qu'ils pouvoient esperer contre les Vallet, étoient un

aiguillon

aiguillon assez puissant pour les animer. A-t-on jamais vu une Partie publique poursuivre la vengeance d'un meurtre, tandis que les plus proches parens gardent un profond silence ? L'intérêt public est-il plus vif dans son cœur, que l'honneur & l'intérêt particulier dans le cœur des parens ? Qui ne voit que la haine, ou si on aime mieux, la cupidité étoit le seul mobile qui le faisoit agir ? Dira-t-il que la rumeur publique lui a tenu lieu d'un Dénonciateur ? Mais il est prouvé au Procès que c'est lui qui par son artifice a fait naître cette rumeur publique. D'ailleurs quand il a accusé les Vallet d'avoir assassiné Duplex sans Dénonciateur, dira-t-il que la rumeur publique l'y a obligé ? Quelle cause extraordinaire a excité cette rumeur publique, vingt ans après la mort de Duplex ? Dès qu'on veut chercher une autre cause des démarches de Frillet que sa passion, on est obligé d'avoir recours au prodige.

En huitiememe lieu, si on s'arrête à la qualité des Témoins que Frillet a mis en œuvre pour consommer son ouvrage, quelles preuves ne s'eleveront pas contre lui ? Tous ceux qui ont chargé les Vallet, ont été condamnés à mort comme faux Témoins. Le seul Antoine Pin avoit intérêt de faire périr les Vallet ; mais Vaudan & Maurice, qui ont subi comme lui le dernier supplice, n'avoient aucun intérêt dans leurs pertes : il est donc constant qu'ils ont été corrompus. Vaudan a déclaré que Thorillon & Maurice l'avoient suborné, & Maurice a déclaré qu'il a été séduit par Frillet ; ainsi les subornations de ces deux Témoins sont l'ouvrage de ce Procureur Fiscal. Il est impossible de trouver une autre cause de leur corruption, ou il faudra dire qu'un grand crime, que l'on ne commet jamais que par un puissant motif, dans cette occasion a été commis par hazard par plusieurs personnes tout à la fois.

En neuvieme lieu, on a vu le traitement inhumain que Frillet fit souffrir aux Vallet, dès qu'ils furent arrêtés. La Justice, qui hait le crime sans haïr l'Accusé, & qui discerne parfaitement l'un d'avec l'autre, tandis qu'elle abandonne le corps du Criminel à la peine du crime, procure à son ame tous les soulagemens que la charité inspire. Frillet refuse les secours spirituels aux Vallet dans la prison; il enchérit sur toutes les duretés qui ont jamais été pratiquées à l'égard des plus grands Criminels, soit par le poids énorme des chaines qu'il fait mettre aux Vallet aux pieds & aux mains, soit en les faisant nourrir au pain & à l'eau pendant plusieurs mois, soit en laissant Joseph Vallet en proie à des insectes cruels, & détenant Philippe Vallet dans un cachot aquatique; soit en faisant mettre des chaines à Anne Poiroux aux pieds & aux mains, sans égard pour son sexe. Or on demande, qui l'a fait dépouiller des sentimens d'humanité, qui l'a fait imiter les tyrans les plus affreux; est-ce la Justice, ou la passion?

En dixieme lieu, Frillet requit dans ses conclusions, que Joseph Vallet fût pendu, comme convaincu du meurtre d'Antoine Duplex. Le Juge le renvoya de l'accusation, ainsi qu'il avoit fait en 1705. Frillet se rendit Appellant à *minima*; y eut-il jamais un appel plus irrégulier? Il n'avoit d'autre fondement que la déposition d'un seul Témoin qui est Maurice, qui a déclaré que Frillet l'avoit suborné. Premièrement, Vallet aiant eu une absolution plénierie en 1705, ne pouvoit être condamné en 1725. sur le fondement de l'accusation de Maurice qui l'avoit déchargé en 1705: c'étoit à Maurice à qui il falloit faire le procès, comme à un faux Témoin: en supposant que sa dernière déposition fût réguliere, Vallet pouvoit-il être condamné sur une déposition unique? Sur quoi donc portoit l'appel à *minima* de Frillet? Encore une fois, ne voit-on pas
que

que la passion , qui est ennemie de toutes les règles , & qui aveugle l'esprit & le cœur , a été le principe des démarches de Frillet ?

En onzième lieu , que l'on compare ici la procédure qui a été faite sur les lieux à la requisition de Frillet touchant le meurtre de Sevos , dont il accusoit les Vallet ; que l'on compare , dis - je , cette procédure avec celle qui a été faite par autorité de la Cour. La première charge pleinement les Vallet , elle est suffisante pour leur condamnation ; & la seconde les décharge entièrement , & fait éclater leur innocence. Comment est-il possible qu'il y ait une si grande contrariété entre ces deux Informations , que les mêmes Témoins qui ont chargé les Vallet dans la première , les déchargent dans la seconde ? Dira-t-on qu'ils ont parlé dans la première Information le langage de la vérité , & que dans la seconde ils ont parlé le langage du mensonge , dans le tems qu'ils étoient condamnés au dernier supplice , & qu'ils étoient prêts à tomber entre les mains du souverain Juge ? Est-ce ainsi qu'ils se feroient préparés à le fléchir & à prévenir sa colère ? Faut-il que nous nous mettions un bandeau sur les yeux pour ne pas voir la lumière qui nous frappe , & pour nous dérober à toute l'iniquité qui éclate dans la procédure faite à la requête de Frillet , & à l'esprit de vérité , de justice qui regne dans la procédure du Parlement ? Faut-il renverser toutes nos idées pour rejeter la vérité lumineuse , & adopter la supposition & le mensonge ?

En douzième lieu , trois Témoins s'élèvent dans la procédure contre Frillet , & établissent sa prévarication. Vaudan a déclaré qu'on l'avoit fait passer & repasser chez Frillet avant sa déposition ; que celui-ci lui avoit demandé ce qu'il déposeroit , & ce qu'il avoit déposé. Tous ces mouvemens ne sont-ils pas ceux d'un Suborneur ? Claude Maurice , avant que de mourir , a déclaré que Joseph Frillet

l'avoit suborné. Joseph Sevos dans ses dernières réponses a déposé qu'il n'avoit quitté le pays que par le conseil de Frillet. Qu'on rapproche tous ces Témoins, la prévarication de Frillet se présentera d'elle-même.

En treizieme lieu, que l'on joigne à toutes ces preuves les violentes présomptions qui résultent de la fuite de Frillet, dès qu'il a appris qu'il étoit décrété; son absence hors de son pays; sa retraite en Savoie qui a duré plus de cinq ans; son retour en France, qui n'a eu d'autres motifs que de faire casser la procédure; les tentatives qu'il a faites au Conseil du Roi, pour faire annuler son decret; les Lettres de Grace qu'il a entrepris d'obtenir: toutes ces démarches ne nous représentent-elles pas un Criminel rusé & artificieux, qui veut se dérober à la Justice, & qui n'a de ressource que dans les détours de la science du Palais? Et pourquoi ces ressources ne sont-elles pas heureuses? C'est parce que la vérité & l'équité déposent contre lui, & que le Conseil ne favorise pas le Coupable qui veut se soustraire à son Juge, tandis qu'elle tend les mains à l'Innocent opprimé.

A l'égard de la demande des Vallet en dommages & intérêts contre Frillet, elle est fondée sur la longue & injuste détention qu'il leur a fait souffrir dans la prison, où ils ne respiroient qu'un air composé de leurs gémissemens & de ceux des prisonniers; sur la cruauté qu'il leur a fait éprouver dans leur captivité; sur les frayeurs mortelles & les tranfes horribles qu'il leur a causé; sur la mort ignominieuse qu'il leur a présenté sans cesse, dont l'idée se retraçoit toujours avec une nouvelle vivacité.

Que l'on considere que ce sont des Innocens qui ont souffert tous ces maux-là dans toutes leurs rigueurs, quoiqu'on les adoucisse aux plus grands criminels qui les ont mérité; leur honneur, leur liberté,

berté, leur santé, qui font d'un si grand prix dans l'esprit des hommes, on leur a ravi tous ces biens-là. Leurs effets ont été exposés au pillage par le fait de Frillet, qui a négligé d'en requérir un Inventaire; le travail de leur Tuilerie a cessé, leurs terres ont été sans culture, les fraix immenses que ce Procès leur coute: quand on aura apprécié toutes ces pertes dont on donnera un Etat, si on veut les fixer dans la balance de l'équité, il faudra après cette appréciation réfléchir que ce sont des Innocens qui les ont souffertes; après cette réflexion-là, jusqu'où ne les porteroit-on point?

Mais en supposant que Frillet fût assez heureux pour éviter la peine afflictive qu'il mérite, il n'en seroit pas moins tenu des dommages & intérêts des Vallet.

C'est une règle certaine, que dès qu'un Accusé a été renvoyé de l'accusation formée contre lui par un Procureur du Roi, ou un Procureur d'office, l'un ou l'autre est obligé de nommer son dénonciateur, à peine d'être condamné aux dommages & intérêts & dépens qui en reviennent à l'Accusé.

Voici ce que porte l'Art. LXXIII. des Etats d'Orléans: *Nos Procureurs, ou ceux des Hauts-Justiciers, seront tenus de nommer le dénonciateur s'ils en sont requis, après que l'Accusé aura obtenu Jugement & Arrêt d'absolution à fin de recours de dépens, dommages & intérêts contre qui il appartiendra.* Il est vrai que cette Ordonnance dit seulement qu'ils seront tenus de nommer leur dénonciateur, & qu'elle ne prononce point nommément de peine contre eux à faute d'y satisfaire. Mais telle est la résolution de tous les Docteurs, & la décision des Loix & des Arrêts, qu'ils y sont obligés sous ces mêmes peines.

Par les Loix Romaines, il n'est pas permis à l'Avocat du Fisc d'intenter aucune accusation sans délateur. Nous en avons une belle décision dans la

Loi dernière au Code de *Delatoribus*, tirée des Basiliques, & traduite par Antonius Augustinus. *

„ Qu'il ne soit pas permis aux Avocats du Fisc de
 „ dire qu'on leur a dit que quelqu'un retient des
 „ biens du Fisc, & sous le prétexte de cette accu-
 „ sation occulte de tendre des embuches à quelques
 „ personnes: il faut qu'ils aient un Dénonciateur,
 „ & qu'on considère son caractère”. Cujas expli-
 quant cette même Loi, dit ces paroles, qui sont
 remarquables: „ L'Avocat † du Fisc doit être assisté
 „ d'un Dénonciateur; s'il n'en a point, il est plu-
 „ tôt Dénonciateur lui-même qu'Avocat”. De-là
 vient cette Ordonnance de Philippe le Bel, par la-
 quelle il n'étoit pas loisible au Procureur du Roi ni à
 ses Substituts d'accuser aucun sans délateur. On a
 passé même plus avant; car, comme il arrivoit d'or-
 dinaire qu'un dénonciateur dénioit d'avoir dénoncé,
 on a obligé les Procureurs du Roi & leurs Substituts
 de faire inscrire & souscrire en leurs Registres les dé-
 nonciations, à peine d'être responsables des dom-
 mages & intérêts des Parties.

Telle est la Jurisprudence générale des Parle-
 mens du Royaume. M. le Prêtre, Cent. 1. ch.
 3. en rapporte un Arrêt précis du 5. Mars 1604,
 rendu en la Chambre de l'Edit sur la réquisition de
 M. le Procureur-Général. Cet Arrêt tout seul pour-
 roit servir d'interprétation à l'Article LXXII. de
 l'Ordonnance d'Orléans; car si, à faute d'avoir fait
 inscrire & souscrire les dénonciations, on a jugé
 qu'ils devoient être responsables des dommages &
 intérêts

* *Ne liceat, dit cette Loi, Advocatis fisci dicere sibi esse
 relatum detinere quemquam bona ad fiscum pertinentia, &
 propter hanc occultam accusationem insidias aliis agere: sed dela-
 tor adsit, ejusque qualitas consideretur.*

† *Patronus fisci & delatoris quodammodo est Patronus,
 sine delatore si agat, ipse delator est potius quam fisci Patro-
 nus.*

intérêts des Parties ; à plus forte raison l'Ordonnance les obligeant de nommer leurs dénonciateurs, ils doivent encourir la même peine s'ils n'y satisfont ponctuellement. Aussi est-il vrai que cet Article s'est toujours entendu de cette manière. C'est ainsi qu'il se trouve expliqué par Duchalard ancien Commentateur de cette Ordonnance. M. le Prétre est de même avis, & la Jurisprudence des Arrêts y est conforme. Il y en a un du Parlement de Paris du 28. Avril 1626, rapporté par Dufresne dans son Journal des Audiences Bouvot, en ses Questions notables, Tome I. *in verbo instigant, quest. 1.* en remarque un autre du Parlement de Grenoble du 26. Mai 1605 ; & Bouchel en sa Somme Bénéficiale, en rapporte deux, *in verbo, Dénonciateur*, qui décident la même chose.

Si les Gens du Roi ont droit de venger l'intérêt public, ils ne doivent pas abuser de leur pouvoir en se prévalant de leur qualité, pour satisfaire leur passion par des accusations injustes. Le frein que la Loi a mise à leur autorité, est conforme à la Justice : ils peuvent bien, suivant l'Ordonnance Criminelle, Titre III Article XVIII. poursuivre le crime à leur diligence lorsqu'il n'y a point de Parties civiles ; on ajoute qu'ils le peuvent même sans dénonciateur : mais c'est lorsqu'il y a un corps de délit, ou que le coupable est accusé par la voix publique. Frillet ne peut pas dire qu'il y eût ici aucune de ces circonstances ; il est par conséquent dans le cas de supporter tout le poids des dommages & intérêts des Vallet.

Le Procès aiant été instruit contre Seyzeriat accusé de faussetés, le Parlement rendit l'Arrêt suivant : Arrêt contre Seyzeriat.

La Cour a déclaré & déclare Claude Seyzeriat atteint & convaincu d'avoir fait plusieurs faux Exploits en sa qualité de Sergent en la Justice de Tref-

fort ; pour réparation de quoi l'a condamné & condamné à faire amende honorable au-devant de l'Image du Dieu de Pitié de l'Eglise Paroissiale Saint Jean de cette Ville , où il sera conduit par l'Exécuteur de la Haute Justice , la corde au col , & un écriteau sur sa tête contenant ces mots : SERGENT FAUSSAIRE ; où étant tête nue , en chemise & à genoux , aiant une torche à la main du poids de deux livres , il déclarera à haute & intelligible voix qu'il demande pardon à Dieu , au Roi & à la Justice , des crimes par lui commis. Ensuite sera ledit Seyzeriat conduit au champ de Montrimont de cette Ville par ledit Exécuteur , pour y être pendu. Le condamné en outre en 500. livres d'amende envers le Roi , & déclare le surplus de ses biens acquis & confisqués au profit de qui il appartiendra , au cas que confiscation ait lieu. Fait en la Tournelle à Dijon , le 30. Juin 1733.

Le même jour cet Arrêt fut exécuté. On entendit Seyzeriat allant au supplice , qui tâchoit d'exciter la compassion du Public , en s'écriant : Hélas ! les faux Exploits dont on m'accuse , sont les ouvrages de la suggestion de Frillet , & de la crainte qu'il m'inspira. Pouvois-je résister au crédit qu'il avoit dans le pays ? il ne m'a pas payé ces Exploits.

La Justice du Parlement se signala encore par le supplice de Joseph Mallet. Voici l'Arrêt qui fut rendu.

La Cour a déclaré & déclare Joseph Mallet atteint & convaincu du crime de subornation de Témoins , pour les faire déposer faussement contre les nommés Vallet & Poiroux , dans les Informations qui se poursuivoient au sujet du prétendu Assassinat de Joseph Sevos ; pour réparation de quoi a condamné & condamne ledit Mallet à être , par l'Exécuteur de la Haute - Justice , pendu au champ de Montrimont de cette Ville , auquel effet il y sera conduit ,
aiant

ayant un écriteau sur sa tête, contenant ces mots : SUBORNEUR DE TÉMOINS. Et avant l'exécution ci-dessus, ordonne que ledit Mallet sera appliqué à la question ordinaire & extraordinaire du Moine de Caen, en présence des Commissaires qui seront députés, pour avoir par sa bouche la révélation de ses complices, pour le Procès-verbal de torture, vu & communiqué aux Gens du Roi, être pourvu ainsi qu'il appartiendra. Condamne en outre ledit Mallet en 500. livres d'amende envers le Roi. Et ayant aucunement égard à la Requête en dommages & intérêts desdits Vallet & Poiroux du 22. Juin 1726, en déclarant le défaut levé au Greffe le 26. Novembre, bien & dûment obtenu contre ledit Mallet, pour le profit, a condamné & condamne icelui Mallet en 500. livres de dommages & intérêts envers lesdits Vallet & Poiroux, & le déclare responsable de pareille somme à eux adjugée contre le nommé Maurice, par Arrêt du 13. Octobre 1725, sauf à être fait droit s'il y échoit, sur les plus amples dommages & intérêts demandés par lesdits Vallet & Poiroux dans leur Requête, même sur la solidité. Et a déclaré & déclare le surplus des biens dudit Joseph Mallet acquis & confisqués au profit de qui il appartiendra, au cas que confiscation ait lieu. Fait en la Tournelle à Dijon, le 7. Juillet 1733.

Joseph Mallet fut appliqué à la Question le même jour : il chargea Bardot, dit Bardolet, non seulement dans ce supplice, mais encore dans son testament de mort ; ce qui déterminait le Parlement, avec les preuves qui étoient au Procès, à rendre l'Arrêt suivant.

La Cour avant faire droit, sans préjudice des preuves résultantes des procédures qui demeurent expressément réservées, a ordonné & ordonne que François Bardot, dit Bardolet, sera appliqué à la Question ordinaire & extraordinaire du Moine de Caen, en présence des Commissaires qui seront députés, pour, Arrêt qui condamne Bardot, dit Bardolet, à être appliqué à la Question, le

avec la re- le Procès verbal de torture rapporté & vu, communiqué au Procureur-Général du Roi, être pourvu des preuves. ainsi qu'il appartiendra. Fait en la Tournelle à Dijon, le 14. Juillet 1733.

Bardot, dit Bardolet, subit cette Question sans rien avouer ; sa fermeté lui sauva la vie : quoique la Question avec la réserve des preuves, que l'Accusé a souffert sans faire aucun aveu, ne puisse pas le dérober à des peines afflictives, si les preuves y donnent lieu ; il ne peut plus, suivant l'Ordonnance, être condamné à mort. Tel fut l'Arrêt qui fut rendu contre ce Criminel.

Arrêt qui condamne le même aux Galeres perpétuelles. La Cour, pour les charges résultantes des procédures, a condamné & condamne François Bardot, dit Bardolet, à servir le Roi sur ses Galeres à perpétuité en qualité de forçat ; lui fait défense d'en sortir à peine de la hart ; ordonne qu'il sera flétri & marqué sur l'épaule droite par l'Exécuteur de la Haute Justice, des lettres G. A. L. Condamne en outre le-dit Bardot en 500. livres d'amende envers le Roi, & déclare le surplus de ses biens acquis & confisqués au profit de qui il appartiendra, au cas que confiscation ait lieu. Fait en la Tournelle à Dijon, le 16. Juillet 1733.

L'espérance d'échapper au dernier supplice ne s'éteint jamais, dit-on, dans le cœur d'un Criminel. Tous ces supplices coup sur coup étoient bien propres à faire mourir celle de Frillet ; l'image de la Justice sévère du Parlement devoit se graver profondément dans son esprit : comment pouvoit-il se flatter de pouvoir imposer à de tels Juges ?

En effet, il étoit sans doute dans une étrange situation, lorsqu'il entreprit de répondre aux Vallet. Il devoit être jugé par des Juges dont il avoit entrepris au Conseil de faire casser l'Arrêt qui l'avoit décrété ; il avoit succombé dans cette entreprise ; il avoit été renvoyé par-devant ces mêmes Juges qui avoient

avoient déjà préjugé sa condamnation , en condamnant au dernier supplice de faux Témoins qui l'accusoient de les avoir subornés , & un Sergent fauf faire qui avoit déclaré que Frillet lui avoit suggéré de faux Exploits.

Dans cet état, il vient faire son apologie. La Requête qu'il présenta dans cette vue est sans ordre & sans méthode ; ses moyens y sont entassés confusément : on n'en rapportera que quelques endroits , crainte de donner dans la confusion où il est tombé. Il dit, que pour agir avec plus de circonspection dans l'accusation des Vallet, il ne la précipita point , & attendit que la rumeur publique excitât son ministère ; que dans sa première requisi-tion il dit simplement que Sevos , après avoir bu & mangé avec Joseph Vallet , avoit tout d'un coup disparu ; qu'il avoit ouï dire que Sevos avoit été assassiné & enterré près de l'embouchure du Four de la Tuilerie , & qu'ensuite le corps avoit été jeté dans le feu. Quoique le corps du délit n'existât point, il avoit pu agir, excité par le bruit public, sans Dénonciateur ; qu'il n'avoit fait que rapporter la voix publique. Il en avoit usé de même sur l'accusation d'homicide d'Antoine Duplex ; il estime que la rumeur publique est prouvée par la procédure. Après que le Parlement de Dijon par son Arrêt a reconnu l'innocence des Vallet , Frillet a pourtant le front de dire que s'il n'étoit pas retenu par de respectueuses considérations , il feroit voir que l'innocence des Vallet n'est pas universellement reconnue. Ce respect est un frein bien léger , puisque tout de suite il cite des Informations , dont il dit que le Greffe du Pont d'Ains est rempli ; il prétend prouver par-là qu'ils ont eu plusieurs affaires criminelles.

Pour montrer qu'il n'a pas eu besoin de Dénonciateur , parce qu'il avoit pour garant le bruit public , il a recours a plusieurs autorités. *Julius Cla-*

rus , livre V. question VI. n. I. dit que la commune renommée & le bruit universel , sont des motifs suffisans à la Partie publique pour former une accusation , sur-tout quand il s'agit de crime grave , tel que l'homicide ; & il ne peut jamais être taxé de calomnie.

Le Président Favre dans son Code , *lib. 7. tit. 2. de fin. 2.* dit qu'un Accusateur est à l'abri d'être accusé de calomnie , s'il a pour lui des indices évidens , la renommée , ou des ouï-dire rapportés par des gens dignes de foi : *Excusatur à præsumptâ calumnia , si habeat pro se evidentia aliqua indicia , puta famam , vel auditum a fide dignis , vel quid simile.* Ces ouï dire , selon ce Magistrat , & selon *Julius Clarus* , forment la voix publique.

Frillet dit ensuite , qu'il n'a pas pu être pris à partie par les Vallet. Mornac sur la Loi 2. §. *pér eos ff. de origine Juris* , dit que les Officiers de Justice ne doivent jamais être pris à partie , *nisi manifestissima eorum sordes fuerint , & nisi non imago sceleris , sed scelus ipsum excipiat oculis* : „ A moins „ que leurs iniquités ne soient évidentes , & que „ leurs crimes , & non pas l'apparence de leurs „ crimes , soient saisis par les yeux de tout le „ monde.

Tous les Juges , tant Royaux que des Seigneurs Justiciers , suivant l'Ordonnance de Blois , Art. LXIII. sont obligés de poursuivre la punition des crimes qui sont venus à leur connoissance , sans attendre l'intervention des Parties civiles , & sans pouvoir les contraindre de se rendre Parties. L'Ordonnance de Blois , Art. CLXXXV. renferme la même disposition. L'Ordonnance Criminelle de 1670 , au Titre des plaintes , dénonciations & accusations , Article VIII. prescrit que s'il n'y a point de Partie civile , les Procès seront poursuivis à la diligence du Procureur-Général , ou des Procureurs des Justices Seigneuriales.

Frillet cite ensuite M. le Prêtre , Centurie 1. Chap. 23. Brodeau sur M. Louet , Lettre A. n. 28. Papon en ses Arrêts , Livre 24. Tit. des accusations, Joannes Faber sur le parag. fin. des Instit. de Justinien , D'Imbert en sa Pratique , Livre 3 , De Ranchin sur la question 269 , Gui Pape , n. 2. & Boniface en ses Arrêts.

Sous le bouclier de toutes ces autorités , Frillet croit être à couvert , sans s'embarraffer de leur application & de leur sens légitime. Il s'attache ensuite à faire voir , que quoiqu'il n'ait pas requis l'Inventaire des effets des Vallet lorsqu'ils furent arrêtés , il ne peut pas être tenu , s'ils ont été volés , de leurs dommages & intérêts. Malgré tout ce qu'il dit , la vérité subsiste toujours , qu'il n'a fait cet Inventaire qu'onze jours après qu'ils furent arrêtés. Ainsi il est superflu de rapporter ses raisons.

Pour montrer que leurs dommages & intérêts ne doivent pas être portés à une somme si considérable , il dit que tout leur bien ne vaut pas plus de 1500. livres. Après avoir diminué leur fortune , il diminue aussi la sienne , afin qu'on ne croye point qu'elle soit l'ouvrage de son injustice , si on la jugeoit si considérable.

On peut dire que tous ces discours sont des ruses des personnes d'intrigue , qui ont l'art de se faire riches & pauvres quand elles le veulent , selon que leur intérêt l'exige. Ces Protées-là ne trouvent créance que dans de certains esprits.

Frillet dit ensuite aux dépens de la vraisemblance , que les Vallet menaçoient de le dénoncer à M. le Procureur - Général , s'il ne poursuivoit pas la vengeance de l'homicide de Sevos , quoiqu'ils fussent que Joseph Sevos étoit vivant. Leur Tuilerie , dit-il , ne valoit pas 200. livres , & ne pouvoit pas par conséquent être l'objet de sa jalousie.

Il justifie ensuite la Transaction des Seigneurs de Varambon , qui ont prétendu que les Vallet n'avoient pas droit de prendre des cailloux dans la Riviere d'Ains.

L'air , dit-il , fournit des oisèaux , la terre d'autres sortes de gibier , comme les eaux des rivières , des poissons. Quoique ces élémens soient communs à tous les hommes , s'ensuit-il que chacun soit en droit de profiter de tout ce qui s'y présente ? Les Ordonnances de nos Rois qui le défendent , seroient donc illusoires. On convient que la Riviere d'Ains entraîne des cailloux dans le tems des crues , mais non pas en la quantité marquée. Les Vallet exagerent là-dessus. Elle amène aussi souvent des pieces de bois , des débris de radeaux , & d'autres choses qu'on appelle Epaves , & qui appartiennent aux Seigneurs , lorsqu'elles ne sont pas réclamées valablement. Les Vallet voudroient-ils disputer ce droit-là aux Seigneurs ? A quoi s'attache Frillet , qui s'avise de traiter une question étrange , au lieu de répondre à des faits graves qu'on lui impute ? Voudroit-il donner le change ?

Il prétend ensuite , que la déclaration de Maurice contre lui a été suggerée ; mais il n'établit point la suggestion. Il s'attache après cela à montrer , que les soupçons de l'homicide de Sevos ne tombent pas sur Antoine Pin ; il fait même l'apologie de ce Meurtrier. Quel est son aveuglement , de prétendre le justifier devant des Juges qui l'ont condamné pour l'assassinat de Sevos à être roué ! Après que ce Criminel condamné a confirmé par son aveu les charges qui sont contre lui , Frillet dit que si Antoine Pin avoit eu le dessein de tuer & de voler Sevos , en habile Meurtrier , il ne s'en seroit pas tenu à un seul coup , il n'auroit pas été la dupe de Sevos , qui feignit d'être mort. Il ne veut pas que Sevos , après avoir répandu tant de sang , ait demeuré chez lui deux jours & deux nuits , sans avoir pris aucune nourriture qu'un peu de vin , & qu'il ait

ait été en état après cela de faire un long chemin. Comment est ce que ses voisins , dont les maisons ne sont séparées de celle de Sevos que par une muraille fort mince , n'ont pas ouï , dit-il, Sevos & Pin , la nuit critique ? Un autre auroit donné à cette nuit l'épithete de funeste. Comment , poursuit-il , lorsque Sevos cria au moment du coup qu'il reçut , *ah ! je suis mort* , n'a-t-il pas été entendu ? Enfin il rassemble avec beaucoup de soin toutes les circonstances qui sont arrivées à Sevos , depuis son assassinat. Ensuite il s'attache à montrer qu'elles ne sont pas vraisemblables. Il dit que la serpe qu'on a donnée à Antoine Pin pour un instrument de l'assassinat , est un être de raison.

Comment , poursuit-il , cette serpe qui ne porta que sur la tempe de Sevos , & qui ne s'enfonça pas par conséquent fort avant , auroit elle eu des traces de sang qui se seroient conservées pendant dix-huit mois ?

Enfin il ne tient pas à lui qu'il ne persuade à ses Juges qu'ils ont condamné Antoine Pin sur un crime imaginaire : on ne vit jamais un pareil égarement d'esprit. Il prétend que mal-à-propos on a dit qu'il avoit suborné Antoine Pin ; qu'il l'a fait chercher par-tout pour le faire arrêter , suivant l'ordre du Ministre ; d'ailleurs , qu'il n'auroit pas osé faire des poursuites contre les deux Témoins , s'il les avoit subornés.

Il nie les mauvais traitemens que les Vallet disent avoir reçu en prison , & qu'ils lui imputent. Mais ce qui est encore très-curieux , c'est le soin qu'il prend de se justifier d'avoir engagé Seyzeriat à faire de faux Exploits. Par une histoire qu'il a concertée , il tâche de détruire une procédure qui parle contre lui , & qui est confirmée par l'accusation de cet infortuné Sergent.

Toutes ces justifications des Criminels convaincus par la procédure, sont de mauvais artifices, com-

me s'ils vouloient fermer les yeux de leurs Juges à la vérité qui les frappe.

On finira ici l'histoire de tous ses égaremens, dans l'Ouvrage qu'il a distribué pour sa défense. Tous les vains efforts qu'il a faits, loin d'effacer les impressions qu'on avoit prises contre lui, ne servent qu'à les rendre plus vives. Enfin dépourvu des moyens, la dernière ressource de Frillet, ce sont des Certificats de sa probité qui lui ont été donnés par des amis complaisans, Certificats dont il embellit son apologie, comme si de pareils témoignages pouvoient détruire les faits graves qu'on lui impute. Ce qu'on peut dire de plus favorable pour les gens à caractère qui ont attesté sa probité, c'est qu'il a su leur imposer par son hypocrisie. C'est ce qui donne lieu au Défenseur des Vallet de dire que le comble de l'iniquité est celle d'un hypocrite : *Simulata iniquitas est duplex iniquitas*.

Le Défenseur des Vallet, guidé par son zèle, crut qu'il devoit répondre au Mémoire informe de Frillet. Il est permis dans des affaires importantes à un Avocat de dire quelquefois des choses inutiles, afin de n'en pas omettre une d'utile ; mais un Historien d'une Cause n'a pas la même liberté. Frillet ayant mal pallié les crimes qu'on lui imputoit, ne disant que des moyens qui ont été détruits par avance, & malgré ses défenses s'offrant toujours sous l'idée d'un criminel, on nous dispense de rapporter ses raisons frivoles.

Sevos tomba malade dans la prison, & expira. Il laissa, par sa mort, bien des éclaircissemens à désirer. Quoique dans ses réponses, ses variations l'aient rendu suspect, on pouvoit espérer qu'il auroit fait enfin hommage à la vérité, & auroit achevé de lever les voiles dont elle étoit couverte. Telle est la force de l'instruction, où la vérité par degré s'éclaircissant, paroît enfin dans tout son jour.

On

On a raison de conjecturer qu'il ne varioit que pour cacher les vrais motifs de sa fuite qui pouvoient le rendre criminel, s'il avoit favorisé les dessein de Frillet, qui avoit tramé la perte des Vallet.

Il est tems de venir à l'Arrêt définitif de Frillet.

„ La Cour a déclaré & déclare Jean Frillet atteint
 „ & convaincu d'avoir participé aux subornations
 „ des Témoins contre Joseph, Philippe & Pierre
 „ Vallet, & Anne Poiroux, & aux faux commis
 „ par Claude Seyzeriat dans les Exploits de rebel-
 „ lion contre Joseph Buffet & Benoit Duperrier, du
 „ 25. Novembre 1719, & dans les Actes faits en
 „ conséquence desdits Exploits; déclare pareille-
 „ ment ledit Frillet, atteint & convaincu de préva-
 „ rication & malversations dans ses fonctions de
 „ Procureur d'office & de Notaire: pour réparation
 „ de quoi, & des autres charges résultantes des
 „ procédures, a condamné & condamne ledit Fril-
 „ let à être pendu & étranglé jusqu'à ce que mort
 „ naturelle s'ensuive, par l'Exécuteur de la Haute
 „ Justice, à une Potence, qui sera pour cet effet
 „ dressée ce jourd'hui au Champ de Montrimont de
 „ cette Ville; & condamne ledit Frillet en 1000. li-
 „ vres d'amende envers le Roi. Sans s'arrêter à la
 „ Requête de Frillet du 28. Juillet dernier, aiant
 „ aucunement égard à celles desdits Vallet & Poi-
 „ roux des 22. Juin 1726, & 13. Juillet dernier, a
 „ condamné & condamne ledit Frillet en 8000. li-
 „ vres de dommages & intérêts réels & honoraires
 „ envers lesdits Vallet & Poiroux, & déclare ledit
 „ Frillet responsable par la voie solidaire des dom-
 „ mages & intérêts à eux ajugés contre ledit Mallet,
 „ par Arrêt du 7. Juillet dernier, sauf à être pour-
 „ vu sur de plus amples dommages & intérêts au
 „ profit desdits Vallet & Poiroux contre Antoine
 „ Thorillon & tous autres par la suite, s'il y
 „ écheoit, par telle voie qu'il appartiendra. Or-

Arrêt qui
condamne
Frillet.

„ donne que les termes injurieux inferés dans la
 „ Requête imprimée dudit Frillet du 28. Juillet
 „ dernier contre lesdits Vallet & Poiroux, seront
 „ biffés & rayés, tant sur l'original que les copies,
 „ par le Greffier de la Cour à ce commis, aux
 „ fraix dudit Frillet, dont Procès-verbal sera dres-
 „ sé. A permis & permet auxdits Vallet & Poiroux
 „ de faire imprimer le présent Arrêt, ensemble ce-
 „ lui du 13. Octobre 1725, & iceux publier dans
 „ la Paroisse de Priay par le premier Sergent Royal
 „ requis, auquel la Cour enjoint d'y satisfaire à
 „ peine d'y être pourvu; le tout aux fraix dudit
 „ Frillet. Sous le bénéfice du desaveu formé par
 „ ledit Frillet dans sa Requête de ce jourd'hui
 „ au sujet des feuilles imprimées & placards men-
 „ tionnés en ladite Requête, a mis & met
 „ ledit Frillet hors de Cour quant-à présent,
 „ sauf auxdits Vallet & Poiroux de se pourvoir à cet
 „ égard, ainsi & contre qui ils aviseront bon être.
 „ Condamne en outre ledit Frillet en tous les dé-
 „ pens desdits Vallet & Poiroux. A déclaré & dé-
 „ clare le surplus des biens dudit Frillet acquis &
 „ confisqués au profit de qui il appartiendra, au
 „ cas que confiscation ait lieu, après le payement
 „ desdites amendes, dommages-interêts & dé-
 „ pens. Sur les plus amples demandes & conclu-
 „ sions desdits Vallet & Poiroux, les concer-
 „ nant, a mis & met les Parties hors de Cour;
 „ & sera fait droit sur les Conclusions & règlement
 „ requis par le Procureur-Général-du-Roi, ainsi
 „ qu'il appartiendra, lors du Jugement des autres
 „ Accusés. Fait en la Tournelle à Dijon, le 7.
 „ Août 1733.

Toute la Ville ce jour-là étoit occupée de la desti-
 née de Frillet.

La voix du peuple étoit depuis long-tems déclarée
 contre lui; cette voix n'est pas suspecte, quand
 elle

elle n'est pas suscitée par une cabale, & lorsqu'elle est confondue avec celle des honnêtes gens : ce sont-là les deux points qui la rendent une voix divine, *vox populi, vox Dei.*

On attendoit avec impatience quel seroit son sort ; il étoit déjà jugé dans tous les esprits. Tout le monde concluoit à une peine capitale, suivant la vivacité de l'indignation qu'on avoit conçue contre lui ; & suivant la façon de penser de certaines personnes, le supplice de la roue & du feu lui étoit destiné ; les plus modérés décidoient pour la potence.

Enfin il n'y avoit qu'une voix pour sa mort. Tout le Palais étoit rempli, & les lieux d'alentour, d'une grande affluence de peuple, que les mêmes vœux pour la punition du Coupable réunissoient.

Les Juges, qui s'assemblerent à la Tournelle dès les sept heures du matin, n'en sortirent qu'à quatre heures du soir ; ils furent fort longtems aux opinions. Dès qu'on apprit que Frillet étoit condamné à la mort, on se sentit soulagé, comme si on eût été délivré d'un fardeau accablant ; toutes les portes & les fenêtres qui sont sur le passage de la Conciergerie au lieu du supplice, étoient remplies ; l'on se préparoit avec plaisir au dénouement de cette Tragédie, où, suivant les règles judiciaires, conformes aux bonnes mœurs, le Coupable devoit périr.

On considéroit que la sûreté des petites Villes & des Villages dépendoit de la punition de ce petit Tyran de la Campagne, & l'on espéroit qu'un tel exemple contiendrait ses semblables, les ramèneroit à leur devoir, s'ils s'en étoient écartés, & imposeroit à ceux qui seroient tentés de l'imiter.

Mais lorsqu'on y pensoit le moins, on apprit que le supplice étoit sur sis. M. le Procureur - Général se rendit à la Tournelle, il présenta une Lettre de M. le Chancelier à M. de la Marre, Premier-Président de cette Chambre ; la Lettre portoit en

substance, que Sa Majesté s'étant fait rendre compte de l'affaire de Frillet, Elle avoit ordonné qu'en cas de mort; il y eût une surseance à l'exécution de l'Arrêt. La Lettre n'étoit point adressée à la Chambre, ni contresignée d'un Secrétaire d'Etat, & n'avoit point le caractère de Lettre de Cachet qui pût la faire regarder comme émanée directement du Roi. Les Juges opinèrent sur cet ordre, auquel ils pouvoient absolument ne pas déférer dans l'état où il étoit; mais le respect qu'ils eurent pour les intentions du Roi, les obligea à passer par-dessus la forme.

Tout le Peuple fut consterné de voir son attente trompée, il lui sembla qu'un exemple nécessaire à sa sûreté dans la campagne lui manquoit. Dans la suite il a plu à Sa Majesté de commuer la peine de mort de Frillet en un bannissement pendant dix ans hors la Province, sans toucher au surplus de l'Arrêt pour les dommages-interêts. Malgré ce changement, il fut envisagé comme ayant subi le supplice de la Potence dans l'esprit du Peuple, ferme dans ses jugemens, qui conserva toujours dans sa mémoire cet exemple, pour le proposer aux Officiers prévaricateurs.

Frillet apprit dans la Prison presque aussi-tôt son supplice & la surseance; il dit en apprenant la première nouvelle : *Letatus sum in his quæ dicta sunt mihi, in Domum Domini ibimus.* „ Ma destinée „ que vous m'apprenez me comble de joie, j'irai „ dans la Maison du Seigneur. ” J'aime mieux croire que ce fut le langage de la piété, que de penser que c'étoit celui de l'hypocrisie; mais il semble qu'il auroit dû choisir un Passage qui exprimât sa contrition & sa pénitence, & ce Verset qu'il dit n'auroit-il pas mieux été dans la bouche d'un innocent injustement condamné, que dans la sienne ?

Frillet ne recouvra sa liberté qu'après avoir acquitté les dommages & interêts qu'il devoit payer aux
Vallet,

Vallet , conformément à l'Arrêt. Comme il se mit en chemin pour aller exécuter son Ban , il sentit le poids de sa destinée , & en fut si accablé , qu'il en mourut.

Cette affaire conserva un caractère de singularité dans son commencement jusqu'à sa fin. Le dénouement en fut imprévu. Comme les Princes sont les images visibles de la Divinité , on doit respecter les motifs cachés de leur justice ou de leur clémence , ainsi qu'on doit en user à l'égard des Jugemens secrets de Dieu.

A l'égard de l'Arrêt du Parlement de Dijon , il fait l'éloge de l'équité de cette Compagnie , qui dans une affaire si compliquée , & d'une si longue instruction , a puni plusieurs Coupables dès qu'il les a reconnus , quelque enveloppés qu'ils fussent dans les ruses du Palais , & dans le hazard de circonstances singulieres. On loueroit encore davantage l'équité de ces Juges supérieurs , s'ils eussent sursis le supplice d'Antoine Pin jusqu'après l'éclaircissement sur le fait de l'enterrement de Sevos ; on auroit souhaité de savoir pourquoi ce Criminel avoit dit cette fausse circonstance. On a dit qu'il avoit cru avoir tué Sevos , & qu'il avoit chargé son frere de l'enterrer ; & que ne doutant point de cet enterrement , il l'avoit mis sur son compte : mais dire tout cela , n'est-ce pas deviner ?

Il y a dans cette affaire une face qui révolte d'abord ; un homme roué pour avoir assassiné & tué une personne , qui a paru dans la suite pleine de vie.

La première idée que l'on a , c'est qu'un tel Jugement est bien susceptible de cassation ; mais le Conseil éclairé , aiant examiné toute la procédure , & pesé toutes les démarches du Parlement , dans une route si obscure , a jugé que tous ces Arrêts avoient été dictés par l'équité. Si l'ardeur de punir un Coupable , qui s'offroit à lui , l'avoit empêché de

retarder son supplice pour s'éclaircir encore davantage des circonstances, il étoit toujours vrai de dire que son glaive avoit frappé un coupable Assassin, & de faux Témoins. L'assassinat tramé, exécuté, quoiqu'il ne soit point suivi de mort, mérite le dernier supplice. L'homme assassiné qu'on a cru avoir tué, quoiqu'il paroisse ensuite, ne rend point injuste le Jugement de son Assassin condamné à une peine capitale ; il nous apprend que le Juge s'est trompé, mais cette erreur ne donne point atteinte à l'équité de son Jugement.

Le Conseil eut trois objets devant les yeux, qui le déterminèrent à renvoyer Frillet au Parlement de Dijon.

Premièrement, il jugea qu'on devoit se défier de ceux qui se pourvoyent contre les Arrêts des Cours supérieures, qui sont présumées avoir bien jugé. Il ne faut point donner la liberté à l'homme de courir de Tribunal en Tribunal ; & c'est par cette raison que les Parlemens ont été établis pour juger en dernier ressort : de là dépend le repos de l'Etat. Pour violer cette règle, il faut être entraîné par des raisons de la dernière importance, qui prévaillent sur une Loi faite pour le bien public.

Secondement, Frillet lui parut coupable de crimes graves, par conséquent le decret rendu contre lui étoit juste.

Troisièmement, les Arrêts rendus dans cette procédure se présenterent à ses yeux comme étant mesurés à l'équité, à laquelle on est obligé quelquefois de sacrifier certaines règles.

Après l'Arrêt rendu contre Frillet, le Parlement jugea ce qu'il lui restoit à décider dans cette procédure à l'égard des autres Accusés.

Voici l'Arrêt qu'elle prononça contre Horace Marnat, & contre Antoine Thorillon.

„ La

„ La Cour aiant aucunement égard aux Requé- Arrêt con-
 „ tes de Marnat des 6. Octobre 1730 , & 7. Mai tre Marnat
 „ dernier , l'a mis & met hors de Cour sur les ac- & Thoril-
 „ cusations contre lui formées , & néanmoins l'a lon.
 „ condamné & condamne à l'amende de 20. livres
 „ envers le Roi , pour laquelle il tiendra prison ;
 „ ordonne au Concierge des Prisons de la Concier-
 „ gerie du Palais de mettre ledit Marnat en li-
 „ berté , moyennant quoi il en demeurera bien
 „ valablement déchargé à la vue du présent Arrêt ,
 „ & après le payement de ladite amende. En dé-
 „ clarant la contumace acquise contre Antoine Tho-
 „ rillon , bien & dûment instruite , & pour le
 „ profit , l'a déclaré & déclare atteint & convain-
 „ cu de subornation de Témoins , pour réparation
 „ de quoi l'a condamné & condamne à être par
 „ l'Exécuteur de la Haute-Justice pendu ; & atten-
 „ du sa contumace , ordonne que l'exécution sera
 „ faite par effigie à une Potence , qui sera pour cet
 „ effet dressée au Champ de Montrimont de cette
 „ Ville ce jourd'hui à la maniere accoutumée ; con-
 „ damne en outre ledit Thorillon en 500. livres
 „ d'amende envers le Roi. Aiant aucunement
 „ égard aux Requêtes desdits Vallet & Poiroux des
 „ 22. Juin 1726 , & 13. Juillet dernier , a con-
 „ damné & condamne ledit Thorillon en deux mille
 „ livres de dommages & interêts réels & honorai-
 „ res envers lesdits Vallet & Poiroux , & en cas
 „ d'insolvabilité dudit Thorillon , ordonne que
 „ ladite somme de 500. livres sera prise sur les
 „ biens dudit Jean Frillet , lesquels bien en demeu-
 „ rent responsables. - A déclaré & déclare le sur-
 „ plus des biens dudit Thorillon acquis & confis-
 „ qués au profit de qui il appartiendra , au cas que
 „ confiscation ait lieu , après le payement desdi-
 „ tes amendes , dommages & interêts ci-dessus
 „ ajugés , sauf à être fait droit sur le surplus
 „ des requisitions à la forme des précédens Ar-
 „ rêts.

rêts. Fait en la Tournelle à Dijon , le 11. Août 1733.

Le Parlement jugea ensuite Louis Cottier , Châtelain de Varambon , accusé de prévarication ; & Flechon , dit la Paille, Laboureur au Mas des Guers, contumax.

Arrêt contre Louis Cottier & Claude Flechon,

„ La Cour a déclaré & déclare les contumaces
 „ acquises contre Louis Cottier & Claude Flechon,
 „ bien & dûment instruites ; pour le profit, en ce
 „ qui concerne ledit Cottier pour les charges résul-
 „ tantes des procédures contre lui, l'a condamné
 „ & condamne à servir le Roi sur ses Galeres en
 „ qualité de forçat pendant cinq années , lui fait
 „ défenses d'en sortir avant ledit tems , à peine de
 „ la hart ; le condamne en outre en 200. livres d'a-
 „ mende envers le Roi , & attendu sa contumace ,
 „ ordonne que la condamnation ci-dessus sera
 „ transcrite sur un tableau , qui sera attaché par
 „ l'Exécuteur de la Haute-Justice à un poteau , qui
 „ sera pour cet effet dressé au Champ de Montré-
 „ mont de cette Ville. Et à l'égard dudit Claude
 „ Flechon, l'a mis & met hors de Cour , & néan-
 „ moins l'a condamné & condamne en 100. livres
 „ d'amende envers le Roi. Faisant droit sur les
 „ plus amples requisitions du Procureur - Général du
 „ Roi , a fait & fait expresse inhibitions & défen-
 „ ses aux Officiers des Justices Seigneuriales de se
 „ rendre Adjudicataires , directement ni indirecte-
 „ ment , des fonds subhaistés & délivrés dans la
 „ Justice où ils se trouveront Officiers , à peine de
 „ privation desdits fonds & de leurs Offices , & de
 „ 500. livres d'amende envers le Roi. Enjoint à
 „ tous Notaires d'appeller au moins un Témoin si-
 „ gnant dans les Actes , où le Contractant qui s'ob-
 „ lige ne fait signer , sous peine de faux , de répon-
 „ dre des sommes stipulées dans les contrats & ob-
 „ ligations , & de 100. livres d'amende envers le
 „ Roi. Fait défenses auxdits Notaires de rece-

voir des Actes au profit des personnes , dont eux , leurs femmes , ou leurs enfans sont les présomptifs héritiers , dans le même cas où le Contractant qui s'oblige ne fait pas signer. Comme aussi a fait très expresse défenses aux Greffiers desdites Justices Seigneuriales , notamment au Greffier de la Justice du Pont d'Ains & de Treffort , de sortir des Greffes les minutes des procédures , si ce n'est pour les remettre aux Juges , ou aux Procureurs d'office , en leur faisant donner leurs décharges sur un Registre , que lesdits Greffiers seront tenus d'avoir , sous peine d'interdiction , & de plus grande peine , s'il y écheoit. Enjoint ladite Cour à François Fontaine , ci-devant Greffier de la Justice du Pont d'Ains , & à ses Prédécesseurs , de rétablir dans un mois prochain au Greffe dudit Pont d'Ains les minutes du tems de leurs exercices , & toutes autres dont ils auront été chargés , ou qui sont restées entre leurs mains , & ce à la forme du Règlement de la Cour de 1716. Ordonne en outre à tous Dépositaires ou Détenteurs , qui ont en leur puissance les minutes & papiers desdits Greffes , d'en faire la remise incessamment , le tout à peine d'y être contraints par corps , de 500. livres d'amende envers le Roi ; & de tous dépens , dommages-interêts envers les Parties ; auquel effet enjoint au Greffier de la Justice dudit Pont d'Ains , & au Procureur d'Office de ladite Justice , de faire incessamment toutes les poursuites nécessaires , pour le recouvrement desdites minutes & papiers , à peine d'interdiction , & de tous dépens , dommages-interêts des Parties. A fait & fait très expresse inhibitions & défenses aux Juges du Pont d'Ains , de condamner les Accusés aux dépens , dans tous les cas où il n'y aura point de partie que le Procureur d'Office , à peine d'interdiction , d'amende & restitution du

„ qua-

„ quadruple , dont l'excédent sera appliqué au pro-
 „ fit de la Fabrique ; fait défenses sous les mêmes
 „ peines au Procureur d'office dudit Pont d'Ains ,
 „ de conclure dans lesdits cas à la condamnation
 „ desdits dépens. Fait pareillemens très expresse
 „ inhibitions & défenses ladite Cour , à tous Huif-
 „ fiers , ou Sergens , de prendre pour Témoins &
 „ Recors leurs Confreres Huissiers , ou Sergens du
 „ même Bailliage dans les Exploits qu'ils feront , à
 „ peine de nullité , de l'amende , dépens , dom-
 „ mages & interêts , en leurs propres & privés
 „ noms. Ordonne que le présent Arrêt , en ce
 „ qui concerne les Règlemens ci dessus , sera pu-
 „ blié & enregistré , tant en la Justice du Pont d'Ains ,
 „ qu'au Bailliage de Bourg , à la diligence du Sub-
 „ stitut du Procureur-Général audit Bailliage ; au-
 „ quel il est enjoint de tenir la main à l'exécution
 „ du présent Arrêt , & tant lui que le Procureur
 „ d'office dudit Pont d'Ains , de justifier de leurs
 „ diligences , & en certifier la Cour dans un
 „ mois. Fait en la Tournelle , à Dijon , le 21.
 „ Août 1733.

Telle fut la fin de cette longue procédure , où le
 Parlement de Dijon fit éclater sa juste sévérité sur
 un Assassin , plusieurs faux Témoins , & deux Of-
 ficiers prévaricateurs. On sera peut-être surpris
 que le Juge du Pont d'Ains n'ait point été attaqué ;
 mais il faut que les Vallet l'aient jugé innocent , ou
 que dans la procédure il n'y eût aucune charge con-
 tre lui. Voilà pourquoi il n'a point figuré dans ce
 Procès. Sa mort même survint peu de tems après
 que l'instance fut poursuivie au Parlement. A l'é-
 gard de Frillet , il ne survéquit pas long-tems à la gra-
 ce que le Roi lui avoit faite ; car il mourut en allant
 exécuter son Ban , comme si la mort eût voulu faire
 entendre , en enlevant ce fameux Criminel , qu'il
 étoit indigne d'une pareille grace.

On dira peut-être , que Frillet n'auroit pas dû
 trou-

trouver un défenseur au Conseil, parce qu'il n'est pas permis à un Avocat de soutenir une cause injuste. J'ai cru que je devois faire part au Public des réflexions que j'ai faites sur cette these.

Pour pouvoir faire une décision juste, il faut d'abord distinguer le civil d'avec le criminel. Dans le civil il faut supposer cinq classes de causes, il y en a ^{Quelles} qui sont évidemment bonnes, soit dans la forme, ^{Causés un} soit dans le fonds. Il y en a sur ces deux ^{Avocat} points qui sont évidemment mauvaises. Il y en a ^{peut sou-} qui sont évidemment bonnes dans la forme, évidemment mauvaises dans le fonds; & il y en a qui sont évidemment bonnes dans le fonds, & évidemment mauvaises dans la forme. Il y en a qui sont douteuses, soit dans l'un, soit dans l'autre genre. Les quatre premières classes ne doivent pas faire difficulté. L'Avocat ne doit point soutenir celles qui sont évidemment mauvaises dans les deux especes: il doit courageusement soutenir celles qui sont évidemment bonnes dans le fonds, quoique mauvaises dans la forme; c'est ce qu'on appelle blanc dans le fonds, & noir dans la forme.

A l'égard des douteuses, qui composent presque tout le nombre des causes dont il s'agit au Palais, quoiqu'il y ait plusieurs degrés de doute & d'incertitude, je crois que l'Avocat les peut embrasser toutes, quand il pancheroit même plutôt pour la partie adverse que pour la sienne; parce qu'il peut croire que son opinion peut n'être pas la plus sûre, & que des Juges integres & intelligens pourront ne pas penser comme lui, quelque droit & quelque éclairé qu'il soit.

A l'égard du criminel, je crois que l'Avocat peut embrasser toutes sortes de causes, parce que par son art, il peut du moins faire adoucir le supplice du plus grand criminel; & en cela il ne fait pas un mal. D'ailleurs il faut observer que dans cette matiere, l'éloquence de l'Avocat n'est pas d'un grand

grand usage , parce que ce sont proprement les Témoins qui sont les Avocats pour & contre & les Juges de l'Accusé ; c'est la procédure qui est la lumière des Juges. Les plus beaux Factums , quand ils s'écartent du niveau de la procédure , ne font aucune impression , toute l'éloquence de l'Orateur est en pure perte pour sa cause. Les Casuistes sur cette matière ont fait des décisions qui ne sont pas justes ; il ne suffit pas d'être versé dans la Théologie morale , mais il faut encore l'être dans la science du Palais , pour pouvoir rencontrer le point juste de la décision. Puisque je suis là-dessus , je ne puis pas résister à la tentation de dire ce que je pense sur un cas de conscience qui concerne les Avocats. Le zèle qu'ils ont pour leur client les mène quelquefois trop loin : je veux croire que ce zèle est épuré , & que l'intérêt n'en est pas le principe ; dans le feu qui les transporte , ils se déchainent contre la partie adverse , & en font des portraits odieux qui blessent non seulement la charité , mais l'honnêteté morale.

Il faut encore ici distinguer le criminel d'avec le civil ; dans le criminel , l'Avocat qui est pour l'Accusateur , qui est persuadé que l'Accusé peut être coupable , peut ne pas ménager l'Accusé , parce que la recherche de ses mœurs forme une grande présomption du crime dont on l'accuse , & que sa réputation est déjà entamée par l'accusation & les indices qui sont contre lui. L'Avocat de l'Accusé doit s'abstenir de calomnier l'Accusateur , quelque préjugé qui résulte en sa faveur par l'imposture qu'il emploie , & quoiqu'il semble que la nécessité de sa défense l'oblige à tout mettre en usage.

Mais à l'égard des vérités désavantageuses à l'Accusateur , quelque cachées qu'elles soient , il peut les révéler dès qu'elles servent à la justification de l'Accusé , ou à faire connoître le mauvais caractère du délateur ; parce qu'il peut conclure
que

ue le motif de son accusation est infecté par la passion.

Quant au Civil , l'Avocat ne doit jamais mettre en œuvre des faits défavantageux à sa Partie adverse , vrais ou faux , à moins qu'ils ne soient le dénouement de la Cause , c'est-à-dire , des moyens solides : si ces faits n'en sont que le dehors , l'Avocat est un Auteur satirique , un médifant odieux ; on ne doit mettre au rang de ces gens qui font des peccés de la Société civile , & dans la classe de ceux qui sont payés pour dire des injures. Je croi même qu'à l'égard des injures , on ne peut être trop sobre là-dessus , même dans les Causes où l'on parle à des gens coupables des crimes les plus noirs : c'est une convention faite parmi les honnêtes gens , que les injures ne noircissent point ; mais ce sont les faits odieux dont la vérité est l'ame , qui flétrissent ceux qui en sont l'objet.

Le grand nombre d'Arrêts rendus dans l'affaire de Frillet , me rappelle tous les Jugemens que le Parlement rendit en 1721 , & 1722 , contre un célèbre Chef d'une nombreuse bande de Voleurs & ses complices , au nombre de plus de 600. Il y a eu dans cette affaire-là plus de 200. Arrêts.

Rien de si extraordinaire que le dessein que forma ce scélérat de soumettre tout Paris à ses brigandages ; sa petite Armée lui obéissoit comme à son Général , & exécutoit ses loix , comme si la Justice elle-même lui avoit donné autorité sur eux ; il les punissoit & récompensoit , selon le mérite qu'il demandoit dans des Voleurs. Il les distribuoit dans Paris , leur assignoit à chacun le Quartier où il devoit travailler , & il leur faisoit fidèlement rapporter à la masse leurs larcins. Sa troupe nombreuse s'augmentoît tous les jours , par le bon ordre & la discipline qu'il maintenoit ; il étendoit sa puissance & se rendoit redoutable à tous les Citoyens de cette grande Ville , qu'il voloit impunément , lui & ses

Histoire
d'un fa-
meux Vo-
leur.

ses gens. Sous les yeux du Prince , sous les yeux de la Justice même , il exerçoit son empire ; jusqu'à quel point n'alloit-il pas se faire redouter , si l'on n'eût pas donné toute son application à le détruire ? Pendant plus de deux mois , il se joua des efforts qu'on fit pour le prendre ; il passoit au milieu des Archers qui le cherchoient ; assiégé par une cohorte nombreuse dans une maison , il échappa de leurs mains. Il fut pris enfin par la trahison de l'un des siens , conduit en prison , & mis dans un cachot profond. Chargé de l'horreur de tout le monde , il attira sur lui tous les regards , par sa constance & sa fermeté dans les fers. Après avoir été le sujet de toutes les conversations pendant qu'il regnoit en Prince des Voleurs , il continua de servir de matière à tous les entretiens , & à exercer la curiosité non seulement des Nouvellistes , mais généralement de tout le monde. Se rencontroit-on dans la rue , après s'être donné le bon jour , on se demandoit , Que dit-on de Cartouche ? Son nom répète à tout moment , faisoit en tout lieu un écho continuel. Les deux Théâtres , François , Italien , le choisirent chacun pour le Héros d'une Comédie , où l'on vit une affluence prodigieuse de spectateurs. Dans sa prison , pendant l'instruction de son Procès , à la Question même , il ne se démentit point.

Tout enchaîné qu'il étoit dans le fond d'un cachot , il trouva le secret d'en sortir avec son camarade ; il perça le mur , il grimpa un canal infecté ; & sans un petit chien qui aboya , & sans l'imprudence de son compagnon , il recouvroit sa liberté. Il dit , en racontant son évasion à M. le N. . . Avocat du Roi : Si j'avois eu pour camarade un homme d'esprit comme vous . j'aurois été hors d'affaire ; ce parallèle fit rire ce Magistrat , qui lui donna un Louis. Il dit à une Dame de qualité , en lui montrant les fers qu'il avoit aux jambes , Vous n'avez pas une si belle paire de jarretières que moi.

On

On admira son intrépidité inébranlable , il la porta jusques sur l'échaffaut. Après avoir écouté sans fourciller , sans changer de visage , le Jugement qui le condamnoit au plus violent de tous les supplices ; après avoir attendu vainement jusqu'au dernier instant le secours de sa troupe , il n'avoua ses crimes & ceux de ses complices , que lorsqu'il vit que son silence jusqu'à la mort ne lui serviroit de rien ; comme s'il eût dit à ses Juges : Par la force des tourmens , vous n'avez pu m'arracher mon secret ; je ne vous le découvre que parce que je veux vous le découvrir. Il mourut comme le Héros des Brigands ; les véritables Héros n'auroient pu commander à leur ame dans les supplices avec plus d'empire , ni mieux soumettre la Nature à leur héroïsme. On vit avec étonnement les prisons remplies des soldats de Cartouche ; on laissa les Bourreaux par le grand nombre d'exécutions qu'on fit. Anéantissant cette troupe formidable , on rétablit la sureté & la tranquillité dans Paris. Il étoit tems de couper la racine de cet arbre de Filoux , dont les branches s'étendoient dans toute cette grande Ville , & la couvroient de son ombre fatale ; cet arbre , auquel la Justice fut obligée de donner une infinité de coups de coignée pour l'abbattre entierement . fit en tombant un bruit horrible , qui se répandit dans toute la France , & aux environs.





D E M A N D E E N R E H A B I L I T A T I O N D E M A R I A G E.

QU'un jeune homme épris d'un violent amour , donne tête baissée dans les dangers du mariage , & épouse l'objet de sa passion , cela n'est pas étrange ; mais qu'après l'avoir possédé trois ans , il ne sorte pas par une porte qui s'ouvre à lui pour franchir son hymen , & ne brise pas des chaînes d'autant plus accablantes qu'elles sont éternelles , voilà le prodige. L'hymen le plus gai & le plus riant , après même un moindre espace de tems , à l'air ennuyé & chagrin ; & pour que les graces de l'épouse ne se flétrissent pas dans l'imagination de l'époux , il faut qu'elles soient bien privilégiées ; il faut même que les qualités de son ame soient bien distinguées , pour que la passion soit à l'épreuve du tems. Sixte V. disoit qu'il canoniseroit une femme , dont le mari feroit l'éloge. Combien de Divinités que le mariage a transformées en des mortelles très imparfaites ! C'est leur sort ordinaire ; & quand elles en ont un autre , & que le mari qui a été amant , les regarde toujours du même œil , je ne pense pas qu'il y ait une preuve plus forte de leur mérite. Voilà l'idée que l'on doit avoir de la femme , dont le Mariage est le sujet de la Cause suivante.

Le Sieur Courtin de Villiers , Capitaine de Cavalerie ,

lerie, étant en Garnison à Metz en 1704, y vit une Veuve dont la beauté le frappa ; l'amour sur le champ entra dans son cœur. Il y a des gens qui deviennent amoureux tout d'un coup : il y a des coups de soleil mortels, qui se font sentir dans un instant ; il y a de même des coups d'amour qui font leur effet dans un moment : d'autres personnes deviennent amoureuses par degrés, & ne s'enflamment tout de bon qu'après un long espace de tems. Le Sieur de Villiers chercha à connoître celle qui l'avoit blessé. Comme il avoit les qualités qui pouvoient le faire aimer, dès qu'il parut, il fit sur la Belle la même impression qu'elle avoit fait sur lui. Elle étoit veuve du Sieur Geoffroy ; elle demouroit chez sa belle-mere, qui par le testament de son fils, étoit tenue de la nourrir, & priée de l'entretenir pendant sa viduité. L'Amant & la Maitresse étoient âgés environ de vingt-deux ans ; ainsi leur âge, aussi-bien que leurs qualités du cœur & de l'esprit, les assortissoient. Le Sieur de Villiers fit la recherche de la Veuve dans les formes, sa demande fut agréée par la belle-mere ; ils allerent dans un Village en Lorraine, où un Aumônier de l'Armée les maria. Ils ne demanderent ni l'un ni l'autre le consentement de leurs parens, parce qu'ils prévirent bien qu'ils ne l'obtiendroient pas : ces mariages qui sont sous le voile d'une bénédiction nuptiale, conférée par un Prêtre qui n'a pas droit de la donner, tiennent du permis & du défendu ; & cette dernière circonstance, à cause de la corruption du cœur humain, ne contribue pas peu à rendre les plaisirs du mariage plus vifs, & à les préserver du dégoût. Ils eurent dans peu un gage de leur tendresse dans un enfant que l'épouse mit au jour : il fut baptisé sous le nom de Tincour de Virilles, c'étoit l'anagramme de Courtin de Villiers. Cet enfant étoit un sollicitateur muet qui les pressoit de lui donner un état, & de mettre la dernière main à leur mariage.



100 DEMANDE EN REHABILITATION

Le Sieur de Villiers vint à Paris se jeter aux pieds du Sieur de Lalande pere de sa femme , pour le prier d'approuver leur mariage. Le Sieur de Lalande avoit été Gouverneur de la Citadelle de Metz , il étoit Chevalier de S. Louis , Brigadier des Armées de sa Majesté , il jouissoit d'une pension de 6000. livres de rente. Il avoit épousé une riche héritiere en Artois , dont les terres réunies aux siennes & à sa pension , lui composoient , à ce qu'on prétendoit , un revenu de 25000. livres de rente. Il étoit originaire d'une famille noble d'Angleterre ; on lui avoit pourtant disputé sa noblesse dans ce Royaume. Il obtint sur le certificat du Roi d'Angleterre des Lettres Patentes du Roi , qui furent enregistrées à la Cour. Elles confirmoient sa noblesse , & entant que besoin seroit , l'annobliissoient & ses descendants , sans qu'on pût lui demander aucune finance. Le Sieur de Lalande fut d'abord inflexible , & ne voulut point écouter le Sieur de Villiers. D'un autre côté son pere & sa mere aiant appris la nouvelle de ce mariage , éclaterent contre lui ; ils rendirent leur plainte contre l'épouse au Châtelet , & prononcèrent l'exhérédation au cas que ce mariage eût été contracté. Ils eurent permission d'informer , & sur l'Information , ils firent décréter l'Epouse d'ajournement personnel. Voilà un pere & une mere irrités qui lancent les foudres de leur colere. L'épouse se rendit appellante de l'Ordonnance du Lieutenant-Criminel , & obtint un Arrêt de défense sous le nom de la veuve Geoffroy. L'éloquence de l'amour du Sieur de Villiers perdit tout son crédit auprès de son pere & de sa mere ; il fut réduit pour continuer le service à demander à son pere des secours , il déclara qu'il n'étoit point marié ; il en donna même une attestation à M. de Chamillart Ministre , qui l'exigea de lui , à cause qu'il crut qu'il s'agissoit de l'interêt du service ; il lui fit délivrer un Billet de monnoye de 1000. livres. Ainsi l'interêt oblige

oblige les Amans les plus fidèles à defavouer leur amour , fans pourtant y renoncer.

Le Sieur de Villiers parvint enfin à gagner le Sieur de Lalande Il attendit fa majorité pour faire éclater son mariage ; alors il en déposa chez un Notaire le certificat de l'Aumônier d'Armée , & en fit donner copie à son pere & à fa mere , qui se rendirent appellans comme d'abus. Le Procès fut porté à la Tournelle , à cause de l'appel interjetté par l'Epouse , de l'Ordonnance du Lieutenant-Criminel ; le Sieur de Villiers présenta une Requête , où il demanda qu'où la Cour feroit difficulté de prononcer qu'il n'y avoit abus dans la célébration de son mariage , il lui fût permis de le réhabiliter. Opposition par ses pere & mere en l'Officialité ; demande par le fils en main-levée de cette opposition.

Intervention des parens paternels & maternels du Sieur de Villiers , adhérans aux conclusions de ses pere & mere.

Intervention de Dupin Procureur en la Cour , & Curateur de l'Enfant né du mariage des Sieur & Dame de Villiers , adhérant aux conclusions de ses pere & mere ; demande à ce qu'il fût reconnu pour leur fils , & qu'il fût légitimé par le mariage subséquent , si le mariage est confirmé ; s'il est déclaré nul , & qu'il soit permis à ses pere & mere de le réhabiliter , ou d'en contracter un nouveau , qu'il sera également légitimé par la même voie.

Cette Cause fut plaidée solennellement pendant huit Audiences , les Avocats exercerent leur zèle & leur éloquence. On auroit souhaité que les Parties eussent eu plus de modération : mais pour en porter un jugement plus sain , il faut se mettre à la place d'un fils amoureux , & d'un pere & d'une mere qui croient l'espoir qu'ils fondent sur leur fils , entierement ruiné ; la vivacité des Parties s'excite par degrés , elles la poussent souvent plus loin qu'elles ne veulent : mais l'Arrêt de la Cour rétablit en-

tre un pere & un fils l'harmonie qui doit regner entre eux.

Me. de Blaru Défenseur de l'Epouse, dit que si jamais mariage a dû être permis , à cause des circonstances de la condition des Epoux , de leur fortune , de leur qualité parfaitement assortie , de l'état d'un enfant qu'il faut assurer , c'est sans doute le mariage qui est l'objet du Procès ; on peut dire qu'il est l'ouvrage de la Raison. Plût au Ciel qu'elle y présidât toujours avec le même empire , dans ceux qui se contractent !

Il dit qu'ayant été fait entre des Mineurs , sans publication de Bans , hors la présence du propre Curé , il ne pouvoit subsister ; ainsi , sur l'appel comme d'abus , il n'y a pas de difficulté entre les Parties : il s'agit de la demande en réhabilitation , & il ne voyoit pas les moyens qu'on y pouvoit opposer.

A l'égard de l'appel simple , il s'agit de savoir si la veuve Geoffroy a séduit le Sieur de Villiers. Premièrement , la séduction se présume plutôt du côté de l'homme , que de celui de la femme. Secondement , il n'y a pas de séduction entre mineurs. Troisièmement , les circonstances du fait achevent de persuader que s'il y a de la séduction , elle est de la part du Sieur de Villiers , qui depuis sept ans étoit dans le service. On sait que les Officiers sont initiés aux mysteres de l'amour , par conséquent il étoit habile dans l'art de séduire. Il ne recevoit rien de ses pere & mere ; il trouva une jeune Veuve riche , dans la Ville de Metz : heureux de trouver dans son amour une ressource. Voilà les causes de sa recherche , & de ses instances. La Dame veuve Geoffroy ne se put défendre de ses empressements , son cœur se déclara contre elle ; sa vertu , qu'elle crut satisfaite par les vues légitimes qu'elle avoit , garda le silence. Un amour reciproque leur fit passer par-dessus la seule règle qu'ils devoient con-

ful.

Alter, c'est-à-dire le consentement de leurs pere & mere ; sûrs de ne pas l'obtenir, ils ne penserent qu'au moyen de terminer leur dessein. Un Aumônier d'Armée leur fit entendre qu'il pourroit les marier dans un Village en Lorraine. Ils le crurent, & sur sa foi ils se marierent, croyant leur conscience à l'abri.

La veuve Geoffroy n'a point été entraînée par son intérêt dans cet engagement ; elle étoit riche, & demouroit chez sa belle mere, qui la devoit nourrir & entretenir pendant sa viduité.

Quoique le Sieur de Villiers fût bon Gentilhomme, elle n'étoit pas d'une condition inférieure, puisqu'elle étoit Demoiselle, & fille d'un pere illustre par ses services.

Ainsi, nulle raison de sa part pour séduire le Sieur de Villiers ; au contraire, tout prouve que le Sieur de Villiers est le séducteur, s'il y en a eu.

Me. Dumont, Défenseur du Sieur de Villiers, dit que sa Partie demandoit à réhabiliter son mariage. Il a vingt-cinq ans accomplis, il est donc en état de contracter mariage. Ses pere & mere s'y opposent, mais inutilement ; parce qu'un Majeur n'a pas besoin du consentement de ses pere & mere pour contracter mariage : ils ont, s'il se marie avant trente ans, la faculté de l'exhérer ; c'est la peine que la Loi prononce contre les enfans.

Les Sieur & Dame de Villiers ont lancé ce foudre redoutable, ils ont fait signifier à leur fils l'Acte d'exhérédation, & l'ont fait insinuer ; c'est tout ce qu'ils pouvoient faire : leur fils persiste nonobstant cette terrible menace, on ne peut se dispenser de l'écouter.

Il n'oublie pas le respect qu'il doit à ses pere & mere : il sait qu'il a fait une faute, en contractant un mariage sans leur consentement ; mais pour réparer cette faute, que n'a-t-il pas fait ? On voudroit qu'il renonçât à la foi qu'il a jurée à sa femme

aux pieds des Autels, c'est-à-dire qu'il trahit son honneur & sa conscience ; on voudroit qu'il consentit à perdre son fils, en consentant qu'il fût déclaré bâtard ; on voudroit qu'il comblât d'un deshonneur éternel la famille du Sieur de Lalande, dont il a reçu tant de bienfaits : quelles étranges demandes ! Il déclare, que pour réparer une faute, il n'en commettra pas trois autres beaucoup plus grandes.

Il est sensible à l'exhérédation, mais il l'est davantage à son honneur ; & quand, pour en suivre les loix il seroit dénué des biens, il se consoleroit dans son infortune. Un Gentilhomme qui sert son Roi avec zèle, & qui brûle de trouver des occasions de se signaler, a dans son courage des ressources, lorsqu'il est éclairé par un Roi généreux. Il y a plus de trois ans qu'il a épousé sa femme, cependant il la demande hautement ; n'est-ce pas-là une preuve de la vertu de sa femme ? Combien de maris seroient ravis de trouver l'occasion de quitter leurs femmes, après plusieurs années de jouissance ! Ceux que l'on place dans le catalogue des bons maris, & qui passent pour des modèles de la tendresse conjugale, ne résisteroient pas peut-être à la tentation. Le Sieur de Villiers ne demande sa femme, que parce qu'il en connoit le mérite. Ses pere & mere ne lui en présenteroient jamais une qui fût plus accomplie & plus agréable à ses yeux, & avec qui il fût plus sûr de vivre en concorde. Peut-on trop acheter des avantages si précieux ?

Me. Charpentier parla pour l'enfant. Il dit que la qualité de sa Partie découvroit l'interêt qu'elle avoit dans cette cause ; que si le mariage étoit nul, & s'il n'étoit pas réhabilité, il étoit la victime de la faute de ses pere & mere, dont il étoit innocent : mais qu'il espéroit que la Cour lui assureroit son état, & que son Aieul qui le méprise aujourd'hui, & le rejette de sa famille, fonderoit un jour sur lui
les

les plus grandes espérances ; qu'il affermiroit la réconciliation des deux familles , & rendroit à son pere peut-être avec usure les biens qu'il méprise si généreusement pour lui. Il demanda acte de la déclaration de son pere en sa faveur , & prit ses conclusions.

Me. Guyot de Chêne, Avocat des Sieur & Dame de Villiers, pere & mere , dit qu'il s'agissoit des droits de l'autorité paternelle dans le point le plus délicat & le plus important , & des interêts des Ordonnances de nos Rois , qui ont soutenu de leur autorité celle des peres & meres dans cette occasion. Ils ont cru que l'honneur de leur état l'exigeoit , & particulièrement à l'égard du corps de la Noblesse. Des Gentilshommes jaloux de leur naissance & de leurs noms, pour se perpétuer dans leurs enfans , doivent donner toute leur attention aux alliances qu'ils contractent : c'est-là la base de ce dessein, puisque c'est par des mariages sortables qu'ils continuent d'être la force & l'ornement de l'Etat. Il dit ensuite , que non seulement il n'y avoit pas de difficulté dans l'appel comme d'abus, mais qu'il n'y avoit jamais eu de mariage ; ainsi, qu'il ne s'agissoit pas de décider sur la demande en réhabilitation , mais de savoir si dans ces circonstances il étoit permis au Sieur de Villiers de se marier avec la Veuve Geoffroy , sans le consentement de ses pere & mere. Le Jugement sur l'appel interjetté par cette Veuve dépend en partie de l'explication de ce point.

La preuve qu'il n'y a point de mariage , se tire du certificat qu'on rapporte , & qui est constamment marqué au coin de la fausseté même. En effet , on ne l'a rapporté que depuis la majorité ; pourquoi ne pas le rapporter plutôt ? Il falloit le tems de le fabriquer. De plus ce certificat porte , *Capitanus major*. Qu'est-ce que c'est que cette qualité dans un Prêtre ? Enfin le lieu de la célébration est

en interligne. N'est-il pas visible que ce certificat est supposé ?

La maniere dont la Veuve Geoffroy s'est défendue , prouve également qu'elle n'a pas été mariée ; car elle a obtenu un Arrêt de défense sous le nom de la Veuve Geoffroy , elle n'a commencé à prendre la qualité de femme du Sieur de Villiers qu'après que le certificat a été fabriqué. La conduite du Sieur de Villiers ne permet pas de douter de la supposition de ce mariage. Il a écrit à sa mere plusieurs fois qu'il n'étoit point marié ; il l'a attesté à M. de Chamillart , Ministre d'Etat ; s'il déclare aujourd'hui le contraire , on ne doit pas l'en croire , parce qu'il n'est pas libre , étant obsédé par le Sieur de Lalande & sa prétendue épouse. Celle-ci par ses charmes flatte sa passion , l'autre par ses promesses flatte sa cupidité. Il parle comme ils le font parler , & il parleroit autrement , s'il étoit rendu à lui-même. Auroit-on baptisé l'enfant , qui est le fruit de ce commerce , sous un nom étranger , s'ils étoient mariés ? Pourquoi , au défaut du nom de la femme , n'a-t-on pas mis du moins celui du mari ? Rougit-on dans une conjoncture si importante d'avouer un mariage ? Mais la confusion que cause le libertinage , oblige à le receler.

Il est donc vrai qu'il n'y a point eu de mariage. Il s'agit maintenant d'examiner si le Sieur de Villiers peut être reçu dans la demande qu'il forme pour épouser la Veuve Geoffroy.

Il est certain d'abord qu'il y a inégalité de naissance. La Maison de Courtin est ancienne , alliée à de grandes Maisons. Le Sieur de Villiers le prouve par sa généalogie. Le Sieur de Lalande est d'une naissance obscure ; il est parvenu depuis le premier degré de la Milice au rang où il se trouve , par ses services. Il est vrai que sa femme , qui est de la Maison de Balletrier en Artois , est d'une Maison an-

ancienne ; mais la noblesse de sa femme ne le relève pas. L'inégalité de naissance ne seroit pas capable de rompre un mariage contracté ; mais c'est un motif légitime qu'on écoute dans la bouche d'un pere, lorsqu'il s'oppose au mariage de son fils. L'Autorité paternelle, fondée en raison, trouve toujours dans la Justice tout l'appui nécessaire. Outre l'inégalité de naissance qui se rencontre entre le Sieur de Villiers, & la Veuve Geoffroy, l'inégalité des biens s'y trouve. Le Sieur de Lalande se pare de 25000. livres de rente ; on lui en a demandé la preuve, il a gardé le silence ; on est donc dispensé de le croire. Un fait certain entre les Parties, c'est qu'on n'a constitué à la Veuve Geoffroy dans son premier mariage que 25000. liv. qui ne sont pas encore payées. Voilà toutes les richesses de cette Veuve, que l'on dit être un parti avantageux pour le Sieur de Villiers. Voilà la fortune qui l'a déterminé à une recherche si empressée. Disons plutôt qu'un amour héroïque, qui seroit le merveilleux d'un Roman, a été le principe de ses démarches ; mais cet amour héroïque qui orne de tels livres, n'est pas un exemple à suivre dans le siecle.

Il est vrai que la Veuve Geoffroy a un douaire de 1000. livres de revenu, mais il s'éteindra par sa mort. A l'égard du Testament de sa belle-mere, dont on ne connoit pas la fortune, si la volonté d'un Testateur est ambulatoire jusqu'à sa mort, celle d'une Testatrice l'est encore davantage.

Le pere & la mere du Sieur de Villiers possèdent le Comté de Villiers qui est de 6000. livres de rente, une autre Terre qui est affermée 2000. livres, des contrats sur l'Hôtel de Ville, & sur plusieurs particuliers ; en un mot ils ont plus de 400000. livres de biens. Cette fortune regarde uniquement le Sieur de Villiers, Partie de Me. Dumont, aîné de sa famille, parce qu'il n'a qu'un frere qui est Chevalier de Malthe, & deux sœurs, qui étant réduites à leur légit.

légitime , n'auront pas un lot considérable ; d'ailleurs elles peuvent prendre le parti du Monastere. Il n'y a donc nulle proportion entre ces deux partis, qui puisse déterminer à les faire contracter ensemble. Cette inégalité de biens , jointe à l'inégalité de naissance , quelle force ne s'entreprérent-elles pas pour en faire un motif d'opposition dans la bouche d'un pere qui les propose dans cette espece ? On ne dit rien de la conduite de la Veuve Geoffroy , ce sont des mystères qu'on n'a pu pénétrer. Heureusement pour elle , dans cette obscurité on doit présumer sa sagesse. Mais il nous sera permis de dire que c'est une Veuve , qui par conséquent avoit plus d'expérience que le Sieur de Villiers , qui sortoit à peine du sein de sa famille. Elle étoit plus âgée que lui , & l'on sait que dans un âge égal les femmes sont plus formées que les hommes ; & l'on voit dans des familles des filles qui régentent dans des ruelles , tandis que leur aîné n'a aucun usage du monde.

La Veuve Geoffroy voyant un jeune homme riche , susceptible de passion , a mis en usage tous ses charmes pour l'enflammer , elle lui a tendu des pièges inévitables. On peut dire que la Nature avoit fait tous les fraix qu'il falloit pour la rendre une séductrice dangereuse , & lui faciliter la conquête de son Amant , qui loin d'armer son cœur , l'a ouvert à toutes les atteintes qu'on lui a porté ; & comme si la Veuve Geoffroy se fût défiée de ses charmes , elle y a joint ceux d'une fortune brillante , qu'elle a fait luire aux yeux du Sieur de Villiers ; fortune imaginaire. La belle-mere a eu part à cette intrigue. Le Sieur de Lalande , qui n'étoit pas alors à Mets , a joué depuis un rôle important dans la piece. On a fait paroître ce pere irrité contre sa fille , & contre son gendre ; mais sa colere ne s'est pas soutenue , il s'est apaisé , & a oublié l'injure qu'on lui a faite. De bonne foi , croira-t-on que

Le pere éclairé se soit endormi sur la foi d'un mariage, dont on ne lui rapportoit point de preuves ? Ne pensera-t-on pas plutôt, que se voyant deshonoré dans la personne de sa fille, il a offert au Sr. de Villiers une dot capable de le tenter, & lui a présenté en même tems des Vengeurs dans les familles de la Veuve Geoffroy, & dans lui-même, prêts à lui demander raison de l'affront qu'il leur a fait ? Le Sieur de Villiers, quelque courage qu'il ait eu, n'a-t-il pu balancer, tandis que son amour parloit pour sa Maitresse, & en plaidoit la cause avec tant d'éloquence ? On peut dire qu'il y a plus d'une sorte de séduction qui fascine le cœur & l'esprit du Sieur de Villiers, & plusieurs séducteurs armés contre lui. S'il n'étoit pas enchanté, seroit-il insensible à cette redoutable exhérédation que son pere a prononcé contre lui ? Oublieroit-il la tendresse de son pere & celle de sa mere, dont on peut dire qu'il a été l'idole, & qui par les bienfaits qu'elles n'ont cessé de répandre sur lui, a acquis sur son cœur des droits légitimes ? Mais afin que le charme ne se leve point, le Sieur de Lalande & la Veuve Geoffroy ne perdent point de vue le Sieur de Villiers. Celle-ci continue toujours d'employer ses charmes, qui savent si bien le chemin de son cœur ; & l'autre se présente toujours à lui sous les mêmes traits qui ont réussi à le persuader. La fille a commencé l'intrigue, le pere la poursuit avec elle.

Or non seulement la séduction est un moyen qui empêche de contracter mariage, mais ellerompt celui qui étoit contracté. Les Loix ne permettent pas que l'on puisse jamais contracter mariage, quand il y a séduction : les Ordonnances y sont précises, & établissent même des peines souvent capitales contre les séducteurs.

Il est inutile de distinguer si le séducteur est mineur ; car un mineur est très capable de séduire, sur-

110 DEMANDE EN REHABILITATION

sur-tout une Veuve expérimentée & plus âgée. Dans le fait, le Sieur de Villiers a été séduit, & l'est encore par le Sieur de Lalande & sa fille.

Ce moyen est d'autant plus invincible contre la demande en réhabilitation du Sieur de Villiers, que pour contracter mariage, il faut être libre. Or comment concevoir que le Sieur de Villiers soit maintenant libre, pendant qu'il est obsédé par les Parties adverses, avec qui il demeure actuellement ? Il n'est donc pas en état de contracter mariage avec la Veuve Geoffroy, parce qu'il y a séduction.

De plus, pour contracter mariage, le Sieur de Villiers, quoique majeur, a besoin du consentement de ses pere & mere. L'autorité paternelle ne se borne pas à la peine de l'exhérédation, lorsque l'enfant contracte un mariage sans le consentement de ses pere & mere ; les Loix veulent de plus que l'enfant ne passe pas outre : car on ne trouvera aucune Loi qui permette au fils de famille de se marier sans le consentement de ses pere & mere ; il n'y a qu'à consulter nos Ordonnances.

A l'égard de l'appel simple, interjetté par la Partie de Me. de Blaru : quoique l'on ne demande pas qu'elle soit punie capitalement ; cependant, comme les séducteurs doivent être punis, la punition dans laquelle on se renferme, n'est autre que de la débouter de ses demandes, aussi-bien que le Sieur de Villiers.

Pour ce qui est de la Partie de Me. Charpentier, quand on conviendrait de l'anagramme. son état dépend de celui de ses pere & mere, qui ne pouvant jamais obtenir que la Cour les autorise dans leur dessein, il ne peut aussi obtenir tout au plus que l'avantage d'être reconnu pour fils naturel du Sieur de Villiers, puisqu'il veut bien le reconnoître.

A l'exemple de Buffy-Rabutin, qui dans l'opposition qu'il forma au mariage de sa fille avec le Sieur
Ri-

Riviere, engagea tous ses parens à intervenir, de sorte qu'on vit une liste brillante de noms illustres; le Sieur de Villiers pere fit aussi intervenir tous ses parens.

Me. Arraud leur Défenseur dit, que les Familles sont un corps, qui ne peut être blessé sans que les membres ne s'en ressentent; les Collateraux sont les membres de ce corps; ils ont en effet un véritable intérêt de ne point voir leur nom mêlé avec un sang inconnu, & que leurs biens ne passent pas à des enfans qui pourroient leur faire deshonneur.

Me. de Blaru repliqua, & dit qu'il falloit d'abord écarter l'intervention des parens paternels & maternels; que tout respectables qu'ils sont par leur nom, leur dignité & leur mérite personnel, ils n'ont aucun droit de s'intéresser dans cette Cause, parce que les pere & mere du Sieur de Villiers sont dans l'instance; la Justice ne leur laisse que l'Office de médiateurs, ils ne doivent pas sortir de cette sphere.

On cherche en-vain à jeter des soupçons contre le mariage dont il s'agit; il est réel, & si l'on n'en rapporte d'autre preuve que le certificat de l'Aumônier qui en a fait la célébration, c'est qu'il n'y en a pas d'autre. Tandis que l'on ne s'inscrira pas en faux contre ce certificat, son témoignage doit passer pour certain; mais tel qu'il est rapporté, il prouve suffisamment le fait.

Suivant la copie, il y a *Capitanus major*. C'est un vice du Copiste peu versé dans la Latinité; sur la minute il y a *Cappellanus*. S'il y a une interligne, c'est la faute de cet Aumônier, & non pas des Parties, qui sont bien éloignées d'avoir fabriqué cet Acte; s'ils en avoient été capables, ils n'y auroient pas laissé une interligne.

On se plaint de ce que le Sieur de Villiers & sa femme n'ont rapporté ce certificat qu'après leur majorité. Quelle en est la raison? Une prudence bien naturelle les a obligé de différer; ils avoient
appris

112 DEMANDE EN REHABILITATION

appris qu'il y avoit abus dans la célébration de leur mariage. S'ils en avoient produit le certificat, les Sieur & Dame de Villiers pere & mere n'auroient pas manqué d'interjeter appel comme d'abus, ils auroient infailliblement reussi contre le dessein du Sieur de Villiers & de la Demoiselle de Lalande. Ils ont attendu le tems de leur majorité, parce qu'alors il leur est permis de réhabiliter leur mariage. La même prudence a engagé la Veuve Geoffroy à ne pas prendre la qualité de femme du Sieur de Villiers, si pressé de révéler son mariage. Il a donné le change à son pere & à sa mere; & s'il a donné un certificat au Ministre qui faisoit foi qu'il n'étoit pas marié à Paris, il n'a point blessé entièrement la vérité; c'est un langage ambigu. Quand on lui en feroit un crime, on lui pardonnera, si on réfléchit que la nécessité qui est la plus impérieuse de toutes les loix, l'a obligé à prendre ce détour pour subsister & faire sa Campagne.

C'est par les mêmes raisons qu'il a dissimulé le nom de son fils; mais qui ne voit à travers de l'anagramme qu'il lui a donné, son véritable nom? La mere n'a point de part dans cette innocente dissimulation; occupée de son mal dans son accouchement, son mari seul a pris soin de l'enfant.

Il est donc vrai que le Sieur de Villiers a épousé en 1705. la Veuve Geoffroy; il s'agit de savoir si un mariage n'ayant pas été célébré selon les formalités prescrites, l'on peut empêcher le Sieur de Villiers & sa femme de le réhabiliter.

On oppose d'abord l'inégalité de naissance. On fait injure au Sieur de Lalande qui est noble d'extraction; aussi a-t-il pris dans son contrat de mariage la qualité d'Ecuyer, & l'a donnée à son pere qui étoit Seigneur de Lalande & de plusieurs Terres que possede son frere aîné qui a tous les titres de sa famille. Il en est dépourvu, & s'il ne les a point produits, c'est qu'il ne s'étoit pas attendu qu'on

insultât

consultât à sa naissance. Ce qui doit fermer la bouche à ses adversaires, c'est que deux grands Rois rendent témoignage à sa noblesse & imposent silence à ses ennemis. Mais en supposant que la noblesse du Sieur de Lalande fût personnelle, & le prix de ses services, elle seroit plus illustre qu'une noblesse d'extraction, puisqu'il est bien plus glorieux de briller par son propre mérite, que par celui de ses ayeux.

L'inégalité des biens qu'on oppose n'a pas plus de fondement. On voit par son contrat de mariage qu'il est Seigneur de plusieurs Terres. Les parens de sa femme, qui est de l'ancienne Maison de Ballester en Artois, y sont aussi qualifiés Seigneurs de plusieurs Terres. Elles sont possédées aujourd'hui par le Sieur de Lalande à qui elles sont échues par succession; elles montent à plus de 10000. livres de rente. Le Sieur de Lalande a outre cela des contrats, des pensions, ainsi qu'on l'a expliqué. En un mot, il a 25000. livres de rente; & si l'on veut attacher la décision de la Cause à la preuve de ce fait, l'on s'engage de la faire.

Mais afin de trancher le nœud de la difficulté par une proposition bien simple, le Sieur de Lalande offre de donner à sa fille autant de biens que le Sieur de Villiers & la Dame sa femme en donneront à son fils; cette offre fera tomber leur moyen fondé sur l'inégalité de biens, & répondra au dessein qu'ils ont d'établir leur fils avantageusement. Cette offre est d'autant plus décisive, qu'elle égale la dot à la fortune du fils; quoique, suivant les règles ordinaires dans les mariages, la dot de l'Epouse soit au-dessous des biens de l'Epoux.

Me. de Blaru apostropha alors la Dame de Villiers qui étoit à l'Audience. *Entendez-vous*, lui dit-il, *Madame*, *l'offre que je vous fais? je suis prêt à la réaliser.* Il éleva encore sa voix, & répéta la même

me apostrophe ; & comme la Dame de Villiers n'y répondit rien , il dit : Je vois bien que la Nature est sourde : je tire du silence de la Dame de Villiers l'avantage de conclure , que s'il y a quelque inégalité de biens à opposer , le Sieur de Villiers pere n'est pas en droit de se servir de ce moyen , & que c'est le Sieur de Lalande qui pourroit l'employer.

A l'égard de la conduite de ma Partie , dans le desespoir où l'on a été de la noircir , quoiqu'on se soit épuisé depuis trois ans dans des recherches là-dessus , on s'est retranché artificieusement dans des soupçons qu'on a voulu inspirer , sans rien dire de précis. Comme l'honneur d'une femme est extrêmement délicat , & qu'il peut être terni par l'ombre même d'un soupçon , on la dissipera par des témoignages éclatans. Ma Partie a des preuves authentiques de l'estime de son premier Époux , par son testament. Depuis son décès , elle a demeuré chez sa belle-mere , où elle a vécu avec tant de régularité , que toute la Ville de Metz en a été édifiée.

Madame de Saint Comtest , femme du Sieur de Saint-Comtest , Commissaire député pour la Province , en a rendu compte à Messieurs. Depuis trois ans que la Demoiselle de Lalande est mariée avec le Sieur de Villiers , sa sagesse a été tellement irréprochable , que son mari la demande hautement, loin de profiter de l'occasion de rompre les liens de son engagement ; y eut-il jamais un témoignage moins équivoque de la part d'un mari ? Combien de femmes d'une vertu éminente seroient dé mariées après trois ans , si on en donnoit la liberté à leurs maris ! Ainsi l'on doit juger qu'un mari qui n'use pas de ses droits dans cette occasion , a une femme non seulement d'une grande vertu , mais d'un caractère parfait qui rend sa vertu aimable à son mari , qui desespere d'en trouver une autre d'un pareil modèle : telle est ma Partie , & voilà l'élo-

ge le plus accompli qu'on puisse faire d'une femme.

Mais, dira-t-on, c'étoit une Veuve plus âgée & plus expérimentée que le Sieur de Villiers, qui a employé tous les artifices capables de le séduire; la séduction a commencé en minorité, il ne peut jamais y avoir de mariage entre le séducteur & la personne séduite, pendant que la séduction dure.

Il est important de renverser cette objection, & dans le droit & dans le fait.

Dans le droit, il faut distinguer entre le rapt de violence, & le rapt de séduction. Le premier est véritablement un empêchement dirimant au mariage; mais le second n'empêchera jamais un mineur qui a atteint la majorité, de passer outre: aussi, quand on supposeroit qu'il y a séduction de la part de la Demoiselle de Lalande, elle n'en pourroit pas moins aujourd'hui épouser le Sieur de Villiers.

Mais dans le fait, il n'y a point de séduction de la part; un amour réciproque a fondé l'engagement dont on se plaint. On se récrie sur son âge; elle a trois mois de plus que le Sieur de Villiers. Elle étoit, dit-on, plus expérimentée, parce qu'elle étoit veuve. En bonne foi, comment concevra-t-on qu'un jeune-homme qui a été deux ans Mousquetaire, autant de tems Aide de Camp de M. le Maréchal de Boufflers, trois ans Capitaine de Cavalerie, soit sans expérience? C'est-là cet homme que l'on dit sortir pour la première fois du sein de sa famille, que l'on n'avoit jamais perdu de vue, que l'on a suivi par-tout; il s'échape & trompe la vigilance de ses surveillans. A-t-on voulu faire une raillerie? elle ne tint jamais lieu de moyen dans une Cause. Ignore-t-on qu'un Officier expérimenté à la Guerre, l'est encore davantage dans la Galanterie? Nos Poètes lui donnent le titre de Bachelier en amour.

Ainsi, prétendre que ma Partie, parce qu'elle

avoit trois mois de plus & qu'elle étoit veuve , étoit plus aguerrie que le Sieur de Villiers , ce feroit foutenir le plus étrange de tous les paradoxes , ce feroit dire qu'on est novice après avoir fait plusieurs Campagnes. Je n'en dirai pas davantage.

Ce qui écarte toute l'idée de séduction qu'on impute à la fille du Sieur de Lalande , c'est qu'elle jouïssoit d'une fortune qui n'avoit pas besoin d'être foutenue. Née Demoiselle , fille d'un père illustre par son mérite personnel , elle avoit un rang , qui pour n'être pas tout-à-fait aussi considérable que celui du Sieur de Villiers , lui étoit néanmoins suffisant. Elle avoit du bien , & le Sieur de Villiers n'avoit rien ; elle vivoit agréablement & commodément chez sa belle-mere , le Sieur de Villiers étoit dénué de tout. Dans cet état , quel intérêt pour la Demoiselle de Lalande de séduire le Sieur de Villiers ? S'il y a un séducteur , on le répète , c'est le Sieur de Villiers , qui aiant trouvé une riche Veuve , jeune & aimable , a tout mis en usage pour la persuader & la conduire à un mariage où conspiroit son amour avec son intérêt.

La séduction que l'on impute encore au Sieur de Lalande , est tout aussi imaginaire ; car il n'étoit point à Metz lorsque sa fille a épousé le Sieur de Villiers.

Il est évident que s'il eût été l'auteur de ce mariage , il eût du moins fait observer toutes les formalités qu'il auroit été possible de remplir. Depuis ce tems-là , qu'a-t-il fait ? il a cherché toutes les voies qui pouvoient sauver son honneur. On s'est divertie sur son indulgence. La Dame de Villiers auroit-elle voulu , que pour satisfaire à sa juste douleur , il eût égorgé le Sieur de Villiers son fils ? On n'embrasse les remèdes violens , que lorsque les autres moyens sont épuisés ; & le Sieur de Lalande a toujours vu le Sieur de Villiers disposé à réparer sa

la faute : ainsi il n'a pas dû conserver sa colere , il a dû au contraire accepter la réparation que le Sieur de Villiers lui offroit. On veut que celui-ci ait toujours été obsédé ; mais n'a-t-il pas fait deux Campagnes , où il n'étoit point sous les yeux du Sieur de Lalande & de sa fille ? L'on fait qu'un Officier qui porte en campagne son amour , ne le rapporte point ordinairement au retour : mais le Sieur de Villiers en avoit un à l'épreuve de toutes les atteintes. Avant que de loger chez le Sieur de Lalande dans ses quartiers d'Hiver , il s'est présenté à la maison paternelle ; on n'a pas voulu le recevoir : il n'avoit d'autre asyle que celui que la tendresse de son Epouse lui offroit. Depuis sa majorité il ne loge plus chez le Sieur de Lalande ; & si la Dame de Villiers l'appelle un séducteur dans sa Plainte , elle ne lui donne point ce titre dans tout le cours de son Procès , & ce n'est que dans son plaidoyer qu'elle a cru qu'elle devoit en donner cette idée à la Cour. On veut encore que l'on ait imprimé de la crainte au Sieur de Villiers. Il a craint véritablement , mais c'est d'être parjure , infidèle , traître à lui-même , à sa conscience , à son honneur & à son fils. Il se roidit contre l'exhérédation : ce n'est pas qu'il n'y soit sensible , mais il l'est encore plus à son devoir & à son honneur. Son espoir est de trouver dans le Service de quoi le dédommager de son infortune. Un Gentilhomme , on le répète , qui sert son Prince avec zèle , est sûr d'être récompensé ; ainsi son bras lui tiendra lieu de patrimoine ; prêt à répandre son sang pour relever sa noblesse , il ne songe qu'à acquérir de la gloire en servant son Prince , dont la générosité fera le reste. Enfin son honneur , son devoir envers sa femme & son fils , se présentassent-ils à lui , accompagnés de l'indigence , il les préféreroit à tous les biens de son pere , s'il ne les avoit qu'en violant ses devoirs ; il ne les veut point acheter à ce prix , & il déclare qu'il

renonce hautement à des conditions qui le deshonoreroient sans ressource.

Pour empêcher ce mariage, on dit qu'il n'y a point de Loi qui permette aux enfans de se marier sans le consentement de ses pere & mere. Mais premièrement, c'est le Droit commun qui permet le mariage aux enfans qui ont atteint la majorité; ils sont pour lors capables de faire un choix.

Secondement, lorsque les Ordonnances permettent aux peres d'exhérer leurs enfans majeurs, elles supposent qu'ils sont mariés; car elles ne leur permettroient pas de les exhérer, si leurs fils vouloient simplement se marier: il s'ensuit qu'en encourant cette peine, ils peuvent se marier. *

Un bruit sourd est venu jusqu'à mes Parties; quelque secretes que soient les sollicitations, elles ont néanmoins appris que la Dame de Villiers, desesperant de réussir dans son opposition, fait ses efforts pour différer le mariage.

Mais qu'est-il nécessaire de différer après trois ans de persévérance & de constance? Prétend-on que le Sieur de Villiers ne soit pas assez instruit du mérite & de la conduite de sa femme? Un motif plus fort encore ne permet pas de différer: le Sieur de Villiers part le 15. de ce mois, il part pour l'Armée, il y peut périr; s'il y est tué, que deviennent l'état de sa femme & celui de son fils? La mort ne l'épouvante point; prêt à la braver dans toutes les
ren-

* Il n'y a qu'à faire le parallele de l'Ordonnance d'Henri II. de 1556, qui permet aux peres & meres d'exhérer leurs enfans qui se marient malgré eux, avec l'Ordonnance d'Henri III. de 1579, qui défend aux Mineurs de se marier sans le consentement de leurs peres & meres.

La première Ordonnance ne donne point atteinte à la substance du mariage, mais la seconde le déclare nul.

rencontres, il ne ménagera jamais son sang pour le service de son Prince & de sa Patrie : mais ce qu'il n'appréhende pas pour lui-même, il le craint pour sa femme & pour son fils ; sensible à leur honneur, il seroit toujours dans les allarmes, & cette crainte si naturelle est digne de lui : pour être héros, on n'en est pas moins pere, & la tendresse paternelle a le secret de se conserver au milieu de toutes les vertus militaires.

On ne doit pas être surpris que Me. de Blaru dans sa replique ait parlé pour le mari & pour la femme ; quoiqu'il eût un Avocat, leur Cause étoit tellement liée, que défendre l'un, c'est défendre l'autre.

M. le Nain Avocat-Général prit ensuite la parole, Plaidoyer
& dit que cette Cause où l'on avoit vu un amour de M. l'A-
mis à de si grandes épreuves, & tenir contre l'au- vocat-Gé-
torité paternelle armée contre lui de ses foudres, néral.
étoit un exemple dangereux à proposer, quand même la raison parleroit pour ce fils ; & quoiqu'on doive sacrifier tout à la raison, on la doit supposer dans un pere qui désapprouve le mariage de son fils, à moins qu'il n'y ait des circonstances bien singulieres & bien fortes, qui déterminent à croire qu'elle est du côté du fils.

Après avoir rapporté les faits, & avoir constaté ceux que l'on ne devoit pas confondre avec d'autres qui n'avoient pas la même évidence, & avoir réduit les moyens des Parties, il dit qu'il s'agissoit premièrement de savoir s'il y avoit eu un mariage ; secondement, si l'on devoit permettre au Sieur de Villiers de le réhabiliter, ou d'en contracter un nouveau.

Quoique le certificat que l'on rapporte du mariage ne soit pas en forme, cependant, parce qu'il est plus honnête de penser qu'il y a eu un mariage, dans le doute, il faut le croire. Au surplus, cela est indifférent pour la décision de la Cause, parce que ce mariage étant constamment abusif par le défaut

de consentement des peres & meres , il est nul , & ne peut jamais subsister ; & que la permission de réhabiliter un mariage , ou d'en contracter un , forme ici la même question & la même difficulté.

Mais le Sieur de Villiers , insensible à l'exhérédation que ses pere & mere ont prononcé contre lui, funeste effet de leur colère ! demande hautement à réhabiliter son mariage : les peres & meres ont-ils droit de s'y opposer ? c'est ce qu'il s'agit d'examiner.

Le fils mineur ne peut se marier sans le consentement de ses pere & mere ; mais quand il a atteint l'âge de majorité , l'autorité paternelle peut-elle s'opposer à son mariage ? Sans doute elle le peut , si elle a des raisons très fortes : ce sont ces raisons qui sont l'objet de notre examen. Le Pere & la mere employent d'abord l'inégalité de naissance. Il y a deux questions l'une de droit , & l'autre de fait.

Par rapport à la question de droit , les Loix Romaines ne permettent pas aux Sénateurs ou fils de Sénateurs , d'épouser des femmes esclaves ou affranchies , & des femmes qui eussent monté sur le Théâtre , parce qu'elles étoient infames : mais elles leur permettoient de choisir dans toute autre condition , & même il étoit permis d'épouser sa servante. Parmi nous , l'inégalité de condition n'est pas un obstacle , sur-tout dans le siècle où nous sommes , où nous voyons des disproportions très considérables entre les contractans.

Comme le plus ou le moins d'argent met une grande différence parmi les hommes , le plus ou le moins d'agrémens met une grande différence dans le sexe : les richesses dans l'un ou dans l'autre sexe , & la beauté dans les femmes , approchent dans les mariages des conditions très éloignées.

Dans le fait , le Sieur de Lalande est noble : peut-être que sa noblesse est nouvelle , peut-être est-elle ancienne ; mais , quoi qu'il en soit , outre qu'il
aun

a un mérite personnel qui vaut bien une noblesse d'extraction , l'on doit même préférer une noblesse qu'on tient de soi-même , à une noblesse qu'on tient de ses ayeux , puisque la première nous est propre , & que l'autre est empruntée. Le Sieur de Lalande n'a aucune tache dans sa famille. Ainsi on ne sauroit opposer l'inégalité de conditions.

L'inégalité de biens n'est pas mieux fondée , parce que dans le droit il n'importe pour le mariage s'il y a égalité de biens ; dans le fait , le Sieur de Lalande ne nous a pas communiqué la preuve de ses biens , mais après tout , elle n'étoit pas nécessaire.

Si la fille du Sieur de Lalande avoit tenu une conduite irrégulière , le Sieur de Villiers le pere pourroit justement s'en prévaloir : mais il ne nous a point prouvé ce qu'il a voulu nous insinuer , & nous avons des témoignages de sa vertu dans le jugement de son premier mari ; & nous n'avons rien vu dans les Informations qui ont été remises entre nos mains , qui pût ternir sa réputation. La malignité naturelle , sûre d'être écoutée par des personnes avides des récits qui pourroient flatter leur dessein , ne leur ayant osé présenter rien de défavorable à la fille du Sieur de Lalande , rien ne nous prouve mieux que sa vertu est irréprochable. Jusques-là rien ne semble empêcher que le Sieur de Villiers ne réhabilite son mariage avec la Demoiselle de Lalande ; mais la séduction dont le pere & la mere se plaignent , est susceptible de bien des difficultés. Dans le droit , non seulement le rapt de violence est un empêchement dirimant, mais il est certain aussi qu'il en est de même du rapt de séduction . beaucoup plus dangereux , parce qu'il est plus difficile à éviter.

L'ame résiste au rapt de violence , & on s'échappe des mains des ravisseurs dès qu'on le peut ; mais dès que l'ame est subjuguée par la séduction, l'on ne peut pas se délivrer de la captivité où on est réduit.

Dans le rapt de violence, tous les sens de concert avec le cœur s'élevent contre le ravisseur; mais dans le rapt de séduction, tous les sens sont fascinés avec le cœur, on ne pense que comme pense le séducteur; on a les mêmes sentimens que lui, & l'on ne voit que par ses yeux.

La séduction ne s'exerce pas seulement par les majeurs, elle peut encore être exercée par les mineurs; nous en voyons tous les jours des exemples. Il est vrai que l'on ne traite pas les mineurs qui l'exercent, avec la même sévérité que les majeurs.

Il est de même constant que la séduction commencée en minorité empêche, lorsqu'elle dure, que l'on ne contracte mariage en majorité.

Tous ces principes sont tellement connus, qu'il suffit de les proposer pour les rendre certains.

Voyons donc si dans le fait il y a séduction, par qui, & comment elle a été exercée.

A l'égard de la Demoiselle de Lalande, nous ne voyons rien dans l'Information qui dépose contre elle; ainsi il est vraisemblable qu'une inclination réciproque a formé leur engagement, & nous ne croyons pas que la Demoiselle de Lalande, quoiqu'en apparence plus expérimentée, parce qu'elle étoit veuve, ait séduit le Sieur de Villiers.

La conduite du Sieur de Lalande ne nous paroît pas aussi exemte de séduction. Il est vrai qu'il n'étoit pas à Metz lors du mariage de sa fille, mais à Paris. Frappé du deshonneur qui auroit rejailli sur sa famille, il est hors de doute qu'il a mis tout en usage pour retenir le Sieur de Villiers dans ses premiers engagements. Tout ce qui s'est fait vient de lui; il est à la vérité très pardonnable, la séduction qu'il a exercée est très innocente, parce qu'elle a son honneur pour principe: mais toute innocente qu'elle est, elle ne laisse pas de ravir la liberté au Sieur de Villiers, qui a toujours demeuré chez lui pendant sa minorité. Ensorte que nous

ne

ne saurions regarder la volonté dans laquelle le Sieur de Villiers persiste si hautement, libre, & capable de produire un consentement tel qu'il est nécessaire pour contracter mariage. Si le Public a paru sensible au sort de la Demoiselle de Lalande, une pitié naturelle a formé son inclination; mais nous qui sommes préposés pour l'intérêt public, & qui devons soutenir celui des peres, nous devons penser autrement, & conformément à l'esprit des Loix. Nous voyons que le Sieur de Villiers étant séduit par le Sieur de Lalande, il seroit d'une conséquence trop dangereuse de consentir à ses desseins: il faut du moins un intervalle entre l'obsession & le mariage, afin qu'il soit l'effet d'un consentement libre; il faut que le Sieur de Villiers soit rendu à sa famille: si après tel tems qu'il plaira à la Cour de fixer, il persiste, on fera droit sur sa demande.

Quand on dit qu'après une épreuve de trois ans, le Sieur de Villiers est parfaitement convaincu de la sagesse de sa femme, nous n'en doutons point; mais nous doutons s'il n'est point séduit par des impressions que lui a donné le Sieur de Lalande.

On oppose que le Sieur de Villiers ira faire la Campagne, & qu'il y peut périr: mais il a déjà fait les Campagnes, d'où il est revenu chez le Sieur de Lalande. D'ailleurs un événement qui peut arriver, ne doit point nous écarter de la voie que la prudence nous inspire, sur-tout dans une espece où l'Arrêt que vous devez rendre est d'une si grande conséquence pour l'intérêt public, & celui de l'autorité paternelle.

A l'égard de la Partie de Me. Charpentier, on peut cependant lui donner acte de ce qu'il est fils du Sieur de Villiers, pour y être pourvu dans la suite, ainsi qu'il appartiendra; car il est sensible que *Tincourt de Virilles* est le nom déguisé du Sieur Courtin de Villiers. Au reste, la reconnoissance
du

124 DEMANDE EN REHABILITATION

du Sieur de Villiers ne laisse point de doute là-dessus,

Pour ce qui est de l'appel simple interjetté par la Partie de Me de Blaru , n'étant point coupable de séduction , elle doit être déchargée de l'accusation.

M. l'Avocat-Général a conclu „ à ce que les Parties de Me. Dumont , Me. Charpentier & Me. Arraud fussent reçues Parties intervenantes ; évoquant le principal , & y faisant droit , sur l'appel comme d'abus de la célébration de mariage , en prononçant qu'il y a abus ; sur l'appel simple interjetté par la Partie de Me. de Blaru , de la procédure criminelle faite contre elle au Châtelet , mettre l'appellation & ce au néant ; émendant la décharger & l'absoudre. Avant de faire droit sur la Requête de la Partie de Me. Dumont , ordonner que dans tel tems qu'il plaira à la Cour , il se retirera chez tel de ses parens qu'elle nommera , pour ensuite être fait droit ; ledit tems expiré , s'il persiste , & avant faire droit sur la Requête de la Partie de Me. Charpentier , lui donner cependant acte de ce qu'il est fils du Sieur de Villiers.

Voici l'Arrêt qui fut rendu.

„ La Cour a reçu & reçoit les Parties de Dumont , Charpentier & Arraud Parties intervenantes ; évoquant le principal , & y faisant droit , sur l'appel comme d'abus , interjetté par les Parties de Guyot de Chefne , de la célébration de mariage des Parties de Dumont & de Blaru , dit qu'il a été mal & abusivement & non valablement contracté , le déclare nul ; entant que touche l'appel simple interjetté par la Partie de Blaru de la procédure criminelle faite au Châtelet contre sa Partie , a mis & met l'appellation & ce au néant , émendant , décharge la Partie de Blaru de l'accusation formée contre elle , & l'absout ; faisant droit sur la
„ Requête

Requête présentée par la Partie de Dumont *, sans avoir égard à celle des Parties d'Arraud, permet à la Partie de Dumont de passer outre, & de contracter mariage avec la Partie de Blaru, en gardant les formalités prescrites par les Ordonnances, à cet effet lui donne main-levée des oppositions formées par les Parties de Guyot de Chefne, à la publication des Bans en l'Officialité de Paris, tous dépens compensés entre les Parties.

* Ici le Public battu des mains.

Cet Arrêt fut prononcé à la Tournelle par M. Menars le 10. Mars 1708. Il répondit aux vœux du Public qui fit un *brouha-ba* qui dura quelque tems ; il conduisit le Sieur de Villiers & la Demoiselle de Lalande jusqu'au Greffe, en lui donnant des témoignages éclatans de sa joie. On auroit tort si l'on croyoit que l'équité d'un Jugement dans une cause intéressante produisit toujours sur le Public cet effet ; il se prévient, & se passionne souvent, sans savoir pourquoi ; il se déprevient & guérit de sa passion, avec la même facilité : aussi la Cour n'a garde de prendre les idées du Public pour règle de ses Jugemens.

Cet Arrêt décide qu'un fils majeur peut se marier malgré l'opposition de ses pere & mere, lorsqu'elle n'est pas soutenue par de fortes raisons, & que le fils au contraire en a de pressantes : mais le pere a toujours droit de l'exhéréder, droit que les Ordonnances lui accordent pour conserver l'autorité paternelle, & afin que les enfans ne soient pas tentés de contracter des mariages sans leur consentement. Après 30. ans ils peuvent se marier & se mettre à l'abri de l'exhérédation en leur faisant trois sommons respectueuses, alors l'opposition de leur pere & mere ne produiroit aucun effet. A l'égard des filles, leur pleine majorité est de 25. ans ; après cet âge - là elles ont la même liberté de se marier

126 DEMANDE EN REHABILITATION

rier & d'éviter l'exhérédation , pourvu qu'elles s'assujettissent aux trois sommations respectueuses , parce qu'il ne seroit pas juste que par un pur caprice , les peres & meres abusant de leur autorité , fissent perdre aux enfans les occasions de s'établir. *

On aura observé dans le plaidoyer de Me. de Blaru , l'Apotrophe qu'il fit à la Dame de Villiers ; cette figure de Rhétorique , & la conséquence qu'il tira du silence de cette Dame , est un beau mouvement d'éloquence qui fit alors un grand effet : on peut dire qu'elle détermina les Juges , parce que la Dame de Villiers ne para point le coup.

Réhabiliter un mariage , c'est rendre bon & valide un mariage qui étoit nul , & qui néanmoins avoit été contracté , ou de bonne ou de mauvaise foi , par les Parties qui le font réhabiliter. On ne peut réhabiliter un mariage qui est nul de Droit naturel , ou divin ; par exemple , à cause des empêchemens du lien , ou de l'impuissance absolue & perpétuelle ; parce que l'Eglise n'en peut pas dispenser.

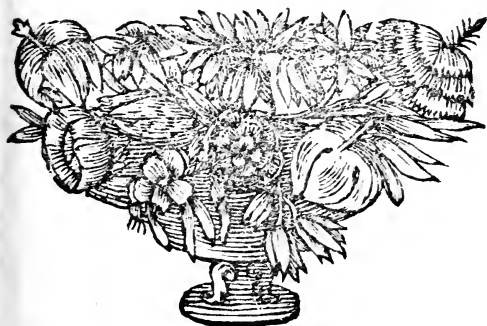
On

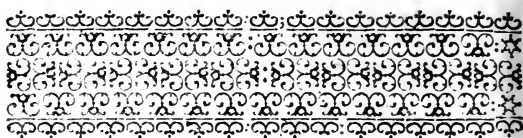
* L'Ordonnance d'Henri second de 1556. donne droit aux peres & aux meres de deshériter leurs enfans , même le fils excédant l'âge de 30. ans , & les filles aiant 25. ans passés & accomplis ; & s'ils ne se sont pas mis en devoir de requérir l'avis & conseil de leurs peres & meres ; la Loi Romaine les y obligeoit : *Si sui juris puella sit intra quintum & vicesimum annum constituta , patris quoque assensus exploretur.*

Louis XIII , en confirmant cette Ordonnance de 1556 , y a ajouté par son Edit de 1639 , Art. 2. qu'il faut que les enfans requierent cet avis par écrit : *Enjoignons , dit-il , au fils qui excède l'âge de 30. ans , & aux filles qui excèdent celui de 25. de requérir par écrit , c'est-à-dire par voie de Justice , l'avis & conseil de leurs peres & meres pour se marier , sous peine d'être exhérodés par eux , suivant l'Edit de l'an 1556 , mais sans être privés néanmoins de leur légitime.*

On compte aussi parmi les mariages nuls qui ne peuvent être réhabilités, ceux qui se contracteroient non seulement entre parens dans la ligne directe entre mere & fils, mais aussi entre parens au premier degré de la ligne collaterale, tels que sont les freres & sœurs; parce que l'Eglise n'en dispense jamais, & que même quelques Théologiens croient qu'elle n'en peut pas dispenser. Hors ces cas, les Parties peuvent réhabiliter leur mariage.

* Voyez les Conférences Ecclésiastiques sur le Mariage, Tome II, Livre I. Conférence VI.





HISTOIRE

D'UN BIGÂME,

*Dont les deux Femmes après sa mort contestent
l'une contre l'autre sur la validité de leur
Mariage & l'état de leurs Enfans.*

IL est des personnes dont les Loix les plus saintes ne peuvent contenir le libertinage , soit que la corruption de leur cœur leur fasse trouver un attrait extrêmement vif à commettre ce qui leur est défendu ; soit que la tentation du plaisir ait tant de force sur eux qu'ils ne peuvent y résister ; ou soit que leur orgueil criminel les élève contre tout ce qui tend à les subjuguier. On ne voit , à la honte de notre siècle , dans tous les Tribunaux de la Justice , que trop d'exemples des desordres de ces audacieux libertins.

Jean Capé est de ce nombre ; il a dérobé pendant sa vie sa bigamie à la Justice , & ce n'est qu'après sa mort que ses femmes infortunées ont fait retentir le Palais de leurs plaintes , & que leurs enfans ont réclamé un état.

En 1687 , Jean Capé originaire de Béarn transporta ses Dieux pénates à Salins en Franche-Comté, ou une Commission dans les Gabelles l'appella. Il y connut Marguerite Doros, fille mineure. Dans les maximes de son libertinage , il croyoit avoir des droits sur les cœurs de toutes les personnes qui étoient pour-

pourvues d'agrémens. Marguerite Doros , que la Nature avoit favorisé d'une maniere distinguée , ne pouvoit pas lui échaper ; il la séduisit , soit que la mere ne veillât pas assez à la garde de sa fille , ou soit que cette jeune personne se tendit à elle-même les pièges que l'amour de Capé lui offroit. Bientôt elle connut tous les mysteres de l'amour , & elle fut mere d'un enfant qui fut baptisé sous le nom d'Alexandre Capé & de Marguerite Doros. Cette union anticipée les conduisit au mariage , quoique ce n'en soit pas toujours le chemin. Le Pere Patournet de l'Oratoire , Curé de Salins , donna en 1688 , la permission aux Parties de se marier à Besançon ; l'Archevêque de cette Ville donna Dispense de deux Bans ; un certificat prouve que le troisieme fut publié.

Un Curé de Besançon épousa les Parties ; l'Acte de célébration fait mention de la permission donnée par le Curé de Salins , on y dit qu'ils ont été mariés , *cum debitis conditionibus* , avec les conditions nécessaires.

Jean Capé eut différens emplois dans plusieurs endroits , mais il prenoit toujours soin de Marguerite Doros & de son enfant , qu'il fit mettre en pension. On rapporte des certificats des Maires & Echevins de la Ville de Salins , qui font foi qu'on regardoit Marguerite Doros comme la femme de Jean Capé. Elle produit plusieurs Lettres qui prouvent qu'il donnoit son attention à l'éducation de son fils , & qu'elle occupoit une place dans son cœur ; bientôt il l'en chassa , & le dégoût succéda à son amour. Comme il ne prenoit point des loix de la raison , mais de sa passion , il entreprit de rompre les liens qu'il avoit contracté , & de se jouer de son mariage. Il ne tient pas à certains libertins qu'on ne secoue le joug du mariage , dès qu'on y gémit. Jean Capé manda à Marguerite Doros de venir à Cham-

bery ; là il usa sur elle d'un si grand empire , qu'il lui fit passer en 1692. un Acte , où elle reconnut qu'elle n'étoit point sa femme : il crut mettre le sceau à cette reconnoissance en s'engageant à lui donner 6000 livres ; il crut aussi se débarrasser du fardeau de sa paternité à l'égard d'Alexandre Capé. Mais afin d'affermir encore mieux son ouvrage , comme ses affaires l'appelloient ailleurs , il passa une procuration à Saint-Martin son Commis , portant pouvoir de transiger avec Marguerite Doros , & d'affirmer sur la foi du serment tout ce qu'il trouveroit à propos pour ses intérêts. On jugera qu'un homme qui se jouoit de la foi d'un Sacrement , ne devoit pas être trop scrupuleux sur la foi du serment. On prétend que Marguerite Doros a passé avec Saint-Martin un Acte en vertu de cette procuration , dans lequel confessant sa turpitude , elle reconnoit qu'elle a poussé si loin la galanterie avec un Capitaine , qu'elle en a eu deux enfans qui sont à l'Hopital de Lyon. Pour rendre cette histoire plus vraisemblable , on la met sur un Officier , parce que l'on fait que la plupart de ces Messieurs ont des amours de passage , & qu'ils ne se piquent pas d'être constans. Marguerite Doros reconnoit Jean Capé entièrement libre , & se contente de la somme de 6000. liv. tant pour elle , que pour Alexandre Capé son fils , qui est , dit-elle , de sa façon. Jean Capé croyoit sans doute qu'il pouvoit se dépouiller de son état de mari par une pareille reconnoissance , & que l'état d'une femme étoit dans son pouvoir ; si on pouvoit réaliser une pareille idée , on changeroit bientôt la face du Royaume.

Jean Capé se croyant , ou voulant se croire dégagé , se maria en 1696 , à Chambéry , avec Demoiselle Dorset ; il étoit alors Commissaire des Guerres. Elle parut plus charmante à ses yeux que sa première femme ; il n'eut pas d'autres motifs pour autoriser son inconstance. Il ajouta à son nom ce-
lui

lui de Dulacq dans l'Acte de célébration du mariage, qui fut fait par le Curé de la Paroisse de la fille. On ne fait point mention dans cet Acte de la Paroisse de Jean Capé, on y rappelle la publication de deux Bans, & la Dispense d'un troisieme, & les deux témoins qui y ont assisté. Le Curé seul a signé sur le Registre, les Parties contractantes & les témoins n'y ont point signé. Cinq mois après, soit que la Nature se hâtât de faire son ouvrage, ou qu'elle l'eût commencé avant le Sacrement, Antoinette Dorset accoucha d'un garçon. On a soutenu pour la vertu d'Antoinette Dorset, que cet enfant précoce étoit l'enfant du devoir conjugal, qui, plus diligent que les enfans ordinaires, s'étoit empressé de voir le jour. Elle a eu un autre enfant, on ne dit point s'il fut aussi diligent que le premier; il y a apparence que la Nature fut paresseuse à son ordinaire. Antoinette Dorset a été en possession paisible de son état jusqu'à la mort de Jean Capé, qui arriva en 1704.

Elle fut nommée par avis des parens Tutrice de ses enfans. Marguerite Doros fit nommer un Curateur au sien. Elles vendent toutes deux la Charge de Commissaire des Guerres dont Jean Capé étoit pourvu lors de son décès; opposition par conséquent au titre.

Sur l'opposition, les Parties renvoyées par le Conseil au Châtelet, pour procéder sur leur état.

Au Châtelet, demande à fin de provision par l'Enfant de Marguerite Doros: on lui ajuge 500. liv. par Sentence du 29. Avril 1706, & on remet les Parties à huitaine. Appel en la Cour par Antoinette Dorset, & en même tems appel comme d'abus de la célébration du mariage de Marguerite Doros avec Jean Capé, & en qualité de Tutrice, *requérante* par ses enfans, afin qu'ils fussent reçus Parties intervenantes.

Appel comme d'abus par Marguerite Doros de la célébration de mariage d'Antoinette Dorset avec Jean Capé, *requerante* par le Curateur d'Alexandre Capé, afin d'être reçu Partie intervenante.

Voilà l'histoire succinte de la procédure. Quand j'y suis engagé, j'en parle sobrement le langage, & je l'abrege autant qu'il m'est possible, en faveur de mes Lecteurs.

Voilà deux femmes dans le champ de bataille du Palais, acharnées l'une contre l'autre, toutes deux trompées par Jean Capé: laquelle des deux est femme légitime, laquelle des deux est concubine? Toutes deux paroissent dans la bonne foi, toutes deux ont été le jouet d'un libertin, & elles sont réduites, grace à son libertinage, à établir leur état sur la ruine l'une de l'autre, & à attacher leur honneur à être femmes d'un débauché & d'un scélérat.

Plaidoyer
pour An-
toinette
Dorset.

Me. Arraud, Défenseur d'Antoinette Dorset après avoir raconté le fait & la procédure, fit une peinture affreuse de Marguerite Doros; l'idée la plus mitigée qu'il en donne, fut celle de concubine. Il dit qu'elle étoit le rebut des maisons de refuge. c'étoit une de ces femmes, qui après avoir déposé le voile de la pudeur en secret, le déposent en public, en annonçant sur leur front leur incontinence à tout le monde, & mettent le comble à leur impudence en faisant trophée de leurs dérèglemens dans des Actes authentiques. Comment une fille ou une femme si indigne peut-elle être celle de Jean Capé aiant renoncé si solennellement à ce titre qu'elle avoué n'avoir point, & rapportant des preuves de ses prostitutions, qui n'auroient pas permis à Jean Capé de jeter les yeux sur elle?

La porte du Sacrement de Mariage ne doit-elle pas être fermée à des personnes souillées par la débauche? Elle doit être encore plus interdite aux hommes qui voudroient les épouser: si un mari &

une femme ne font qu'une même chair, comment un mari peut-il n'être qu'une même chair avec une prostituée ? On ne sauroit creuser cette idée, que l'imagination ne se révolte extrêmement. Quand après cela on proposera des moyens d'abus contre la prétendue célébration de ce mariage, pourra-t-on ne les pas écouter ?

Voici le premier moyen d'appel comme d'abus ; ce mariage a été fait sans le consentement de la mere de Marguerite Doros. Je dirai que ce moyen-là perd toute sa force, après le portrait qu'a fait Me. Arraud de Marguerite Doros ; car les Mariages des mineurs par le défaut de consentement de leurs peres & de leurs meres, ne sont déclarés nuls que parce qu'on les regarde comme l'ouvrage du rapt de séduction ; or présumera-t-on qu'une fille débauchée ait été séduite ?

Il n'y a point eu de publication de Bans, voilà le second moyen d'abus ; les Ordonnances les prescrivent, les Statuts du Diocèse de Besançon y sont conformes. Pour prouver la publication de Bans, on dit que dans l'Acte de célébration on a rempli les conditions nécessaires, *cum debitis conditionibus*. Quoi de plus abusif que ces termes vagues & généraux ? s'ils pouvoient suffire, que deviendroient les précautions qu'on a prises pour obvier aux vices de clandestinité ? Est-ce que des conditions essentielles peuvent être exprimées par des termes qui ne spécifient rien de particulier ? peuvent-elles l'être dans le mariage, où toutes les formalités qui y sont requises, y sont de rigueur, où il s'agit de l'honneur des Sujets du Roi, de la dignité des Sacremens, & de l'intérêt des familles ? Peut-on y apporter trop de précaution ? les termes importants peuvent-ils s'y suppléer ? L'on a bien senti toute la force de cette objection, & l'on a cru étayer ces termes vagues & généraux, *cum debitis conditionibus*

bus, en rapportant un Certificat du Secrétaire de la Chambre Archiépiscope de Besançon, qui atteste qu'il y a eu dispense de Bans dans une matière où tout, encore une fois, est de rigueur. Est-ce que des Certificats peuvent suffire ? Est-on reçu à prouver son état par des Certificats ? il faut le constater par les Actes mêmes, il faut rapporter les Dispenses, ou du moins l'Acte de célébration où l'on en fait mention. D'ailleurs le Sieur Billeret, qui donne ce Certificat, est suspect, comme on le fera voir dans la suite. Au fond, quand il y auroit dispense de Bans, elle ne pourroit être que de deux Bans, il faut qu'il y en ait un de publié : ici il ne paroît pas qu'il y en ait eu aucun.

Le troisième moyen d'abus est fondé sur ce qu'il n'y a que deux témoins au Mariage, & l'Ordonnance en prescrit quatre.

Sf. 24. ch. 1. Le quatrième moyen d'abus est fondé sur le défaut de la présence du propre Curé. Le Concile de Trente a établi pour un empêchement dirimant du mariage, le défaut de la présence du Curé & de deux ou trois témoins ; ainsi ce moyen d'abus est décisif. Les Parties demeuroient à Salins, elles se font mariées à Besançon, le Curé de Salins n'a donc pas été présent à leur mariage. La première réflexion qui se présente, c'est qu'on ne voit pas que Jean Capé eût aucun intérêt pour se marier plutôt dans une Ville que dans une autre ; il étoit étranger & sans aucun parent à Salins & à Besançon, il n'avoit point d'obstacles à surmonter ; au contraire, Marguerite Doros étoit obligée de se marier à Salins, elle vivoit familièrement avec Jean Capé, elle avoit intérêt de faire connoître que ses vues étoient légitimes : voilà comme elle devoit penser ; & si elle a pensé autrement, c'est qu'il lui importoit peu, avec les sentimens qu'elle avoit, de ne faire qu'une figure de mariage. Cependant, afin d'imposer & de

de pouvoir éluder les Ordonnances , l'on rapporte encore un Certificat du Sieur Billeret , où il est fait mention que le Curé de Salins a donné permission de célébrer ce mariage ; mais on a compulsé les Registres , & on a reconnu que cette permission n'y avoit point d'abord été inscrite , & qu'elle y a été ajoutée après coup par le Sieur Billeret gagné par Marguerite Doros. On a encore recours à un Certificat du Pere Patournet Curé de Salins , qui déclare qu'il a donné permission au Curé de Besançon de marier Jean Capé avec Marguerite Doros ; mais ce Certificat est de 1704 , & on en rapporte un contraire , donné à Jean Capé par le même Pere Patournet , par lequel il déclare qu'il n'a jamais entendu parler du mariage de Jean Capé avec Marguerite Doros.

On rapporte encore un troisieme Certificat où il déclare qu'il n'en a jamais donné de contraire à ce dernier 1704. Qu'on ne dise pas que c'est un homme âgé , dont la mémoire a pu laisser échapper ce qu'elle lui avoit confié. Ce troisieme Certificat est un Acte réfléchi d'un homme qui est sûr que sa mémoire ne lui fait point un rapport infidèle.

Il n'y a donc point eu de permission du Curé de Marguerite Doros donnée à un Curé étranger pour la marier à Jean Capé ; c'est là-dessus qu'est fondé ce moyen d'abus sur le Concile de Trente , qui a fait du défaut de la présence du Curé un empêchement dirimant & invincible. Quelle idée aura-t-on du prétendu mariage de Marguerite Doros , qui n'avoit pas même un phantôme d'honneur , à en juger par les prostitutions dont elle fait elle-même le détail dans un Acte authentique ?

On répondra à présent au moyen d'abus , qu'on a opposé au mariage d'Antoinette Dorset avec Jean Capé. Il y a un contrat de mariage , que la mere & d'autres parens ont signé ; l'Acte de célébration est en bonne forme ; elle a joui de son état paisible-

ment. Marguerite Doros fera-t-elle reçue à l'y troubler ? Elle a gardé le silence pendant la vie de son prétendu mari ; elle paroît après sa mort ; qui ne voit le motif qui la fait agir ? Elle lui avoit arraché des sommes considérables , & n'espéroit plus pendant qu'il vivoit de le mettre davantage sous contribution ; elle se flatte après sa mort de lui ravir sa dépouille sur une fausse qualité. Ce n'est pas le titre de femme de Jean Capé qu'elle reclame , elle s'en est reconnue indigne & y a renoncé publiquement : c'est son bien qu'elle dévore après sa mort , avec la même avidité qu'elle l'a dévoré pendant sa vie.

Aux moyens d'abus que l'on a proposé , fondés sur le défaut de la publication des Bans , & fondés sur le défaut de la présence du Curé , on a par re-crimination opposé de pareils moyens , sans s'embarasser s'ils avoient quelques fondemens. A l'égard de la publication des Bans , n'est-il pas énoncé dans l'Acte qu'il y en a eu deux de publiés , & dispense du troisième ? on a donc là-dessus observé les règles.

Quant au défaut de la présence du propre Curé , on se fonde sur ce que le Curé d'Antoinette Dorset a paru dans le mariage , & non point celui de Jean Capé. Qui ne fait que le Curé de la femme est le Curé des Parties ? D'ailleurs l'on ne prouve point que Jean Capé fût d'une Paroisse étrangère à celle de sa femme ; au contraire , il y est dit , *Jean Du-lacq Sieur du Capé, & Antoinette Dorset de cette Paroisse.*

* Fagnan
in C. quod
vobis.

Fagnan * dit qu'on croit à Rome que quand les deux Parties contractantes sont de différentes Paroisses , il est libre aux Parties de choisir celui des deux Curés qu'il leur plaira pour les marier. Ils ne font rien ni contre le Concile de Trente , ni contre la Loi ; ils usent de leur droit , sans qu'il y ait lieu de

de les blâmer , quand il n'y a rien de réglé dans un Diocèse sur ce sujet

On oppose en troisieme lieu , que les Parties n'ont pas signé dans l'Acte de célébration , non plus que les Témoins. L'on convient que si le mariage avoit été contracté en France , il seroit nul par ce défaut de signatures , les Ordonnances y sont précises : mais il s'agit d'un mariage passé à Chambéry , où l'usage est que le Curé seul signe sur le Registre. On ne peut tirer aucune conséquence des Ordonnances , qui n'ont point d'autorité dans les pays étrangers contre un usage contraire. Ainsi l'on oppose un mariage où toutes les règles ont été observées religieusement , à un prétendu mariage où elles ont été violées ; une épouse légitime , un vase d'honneur , à une concubine flétrie par ses prostitutions.

Me. Gondouin qui parla pour les enfans , vint au secours d'Antoinette Dorset ; il ajouta de nouveaux traits au portrait de Marguerite Doros , & de nouvelles couleurs aux moyens de Me. Arraud. Il reprit les moyens d'abus que cet Avocat avoit employé , & il dit qu'en supposant que ce mariage fût valide , étant clandestin , il ne pourroit produire aucun effet civil ; le principe est certain. Il s'agit d'examiner si le mariage est infecté de ce vice. M. le Prêtre qui a traité cette matiere *ex professo* à la fin de ses Arrêtés , à la cinquieme des Enquêtes , dit que l'on reconnoit qu'un mariage est clandestin , quand il n'y a point de Contrat de mariage , qu'il n'y a point de publication de Bans , point de solennité , nulle possession d'état. Toutes ces circonstances se trouvent ici : car on ne rapporte point de Contrat : l'on a montré qu'il n'y avoit pas de publications de Bans , parce que quand il y auroit eu une Dispense de deux , il falloit au moins publier le troisieme ; c'est ce qui n'a pas été fait : jamais moins de solennité,

nité, point de témoins : ce n'est point le propre Curé, c'est dans une Ville étrangere aux Parties : encore moins de possession de l'état de femme ; cette possession se connoit quand la femme habite avec son mari, quand elle reçoit les honneurs de son état conjugal ; or Marguerite Doros n'a point habité avec Jean Capé, elle n'a jamais reçu les honneurs de l'état d'une femme. Vainement rapporte-t-on des Lettres que Jean Capé a écrites, où il l'appelle sa femme ; c'est un titre honorable qu'il donnoit à son commerce dérèglé : preuve de cette vérité, c'est que parmi ses Lettres, il y en a qui ont été écrites avant ce prétendu mariage, où elle est décorée de ce même titre, ouvrage de l'aveuglement de Jean Capé.

L'on dit contre les transfections que Marguerite Doros a passé, qu'elle n'a pas été maitresse de son état, encore moins de celui de son fils. On en convient, aussi ne prétend-on pas que ces transfections produisent contre Marguerite Doros autre chose qu'un aveu sincere de son état véritable. Elle ne quitte pas dans ces Actes la qualité de femme : mais elle déclare qu'elle ne l'a jamais eue, & elle prétendoit que Jean Capé étoit tenu de nourrir Alexandre Capé son fils. Elle lui demandoit même des dommages-interêts, & le menaçoit de lui intenter un procès ; & c'est pour l'appaiser & pour prévenir un pareil éclat, que Jean Capé passa la première transaction. Et comme elle avoit eu d'autres enfans qui étoient les fruits de son libertinage, & qu'elle étoit capable d'en attribuer la paternité à Jean Capé, il exigea d'elle dans une seconde transaction qu'elle nommât leur véritable pere. On prétend que cet Acte ne s'applique point à Marguerite Doros, parce qu'on lui donne le nom de François qu'on joint à celui de Marguerite, & qu'elle n'a jamais eu ce premier nom. Cette erreur de Clerc ne détruit point la vérité de cet Acte.

on approche toutes les preuves de son dérèglement, d'un Extrait de la Communauté du Refuge, qui fait foi qu'elle y a demeuré, on aura une parfaite idée de son caractère, & on sera convaincu qu'elle voile du nom de Mariage son concubinage. C'est le mariage de ces sortes de personnes. On apporte un Certificat de la Supérieure du Refuge, qui fait foi qu'elle y a mené une vie régulière: cet Acte prouveroit que cette Magdelaine s'est repen- tie pendant quelque tems de ses desordres, & prou- veroit en même tems que si elle a imité cette Sainte dans sa pénitence, elle l'avoit imitée dans ses dérè- glemens; croyons-nous qu'elle l'ait bien retracée dans la constance de sa pénitence?

L'on oppose à Antoinette Dorset, qu'elle, ni Ca- pé, ni les Témoins, n'ont pas signé dans l'Acte de célébration. La réponse est prompte: Chambéry n'est pas sujet à nos Loix; l'usage est que les Parties ne signent pas dans les Registres. Le Concile de Trente qui y fait loi ne demande pas la signa- ture des Parties, ni des Témoins, mais seu- lement la présence des derniers. Elle est justi- fiée par l'énonciation qui en est faite dans l'Acte de célébration; il n'en faut pas davantage, d'autant plus que les mêmes Témoins ont signé dans le Con- trat de mariage où l'usage est de les faire signer; & ces Témoins sont la mere de la femme, & les pa- rens les plus proches. Outre qu'Antoinette Dorset est petite fille d'un Sénateur de la Ville, & née De- moiselle, on ne présumera jamais que Jean Capé qui n'étoit connu que par ses Emplois fût parvenu à l'épouser, s'il ne l'avoit fait dans toutes les forma- lités requises.

Il est constant qu'Antoinette Dorset a possédé son état. En premier lieu, son Acte de célébration, son Contrat de mariage signé des parens de sa fem- me: ces conventions honorables ne sont-ce pas autant de preuves littérales & incontestables de la pos-

possession de l'état de femme ? En second lieu , Antoinette Dorset a continué de vivre avec son mari , elle a cohabité avec lui , elle en a eu deux enfans. Ils se sont donnés des secours mutuels ; quand il étoit absent , il lui envoyoit de l'argent ; elle a pris soin de ses affaires. Les personnes qui s'aiment , soulagent par leurs Lettres les ennuis de leur absence , conversent ensemble malgré la distance des lieux , & se communiquent les sentimens de leur cœur , & entretiennent , renouvellent , & enflamment leur tendresse ; tels sont les moyens qu'ont employés Antoinette Dorset & Jean Capé l'un envers l'autre. Jean Capé est mort à Chambery , entre les bras de sa femme.

On voit dans les Lettres de Capé toute l'estime qu'il avoit pour elle. On croit y trouver un mari plein de tendresse & de respect pour sa femme ; ce tableau-là seul suffiroit pour faire la preuve de leur mariage.

A l'égard d'Alexandre Capé qui se prétend légitime , il n'a pas été reconnu. L'on fait bien que le mariage subséquent légitime les enfans qui sont nés auparavant ; mais il faut que par le mariage , le pere les reconnoisse par quelque Acte , car le témoignage de la mere n'est pas suffisant : les pensions qu'il a même payées pour lui , peuvent être l'ouvrage de la charité , & non de la tendresse paternelle. D'ailleurs un mariage infecté de tant de vices , ne peut pas être le fondement d'une paternité légitime.

Quant à la légitimité des enfans d'Antoinette Dorset , on la veut contester. Premièrement , parce qu'on dit , s'il y a un premier mariage , le second est nul , & les enfans de ce second mariage ne peuvent jamais être légitimés ; quand ils pourroient l'être par la bonne foi de leur mere , ce ne seroit que par une bonne-foi contre laquelle il ne s'éleveroit aucun soupçon.

Dira

Dira-t-on ici que la bonne - foi d'Antoinette Dorset est si évidente , qu'elle écarte toutes les idées desavantageuses qu'on en pourroit concevoir ? Secondement , afin que la bonne - foi d'Antoinette Dorset pût mériter que ces enfans fussent légitimés , il faudroit que l'enfant dans sa conception ne fût pas du côté de la femme l'ouvrage d'une action illícite , qu'elle n'eût pas commence *ab illicitis* , comme disent les Canonistes. Or il est constant qu'Antoinette Dorset étant accouchée de son premier enfant cinq mois après son mariage , cet enfant ne doit pas le jour à un commerce innocent de la part de sa mere , puisqu'il est constant qu'il a dû être conçu plusieurs mois avant le mariage.

On répond , que les vices du mariage de Marguerite Doros , qui n'étoit qu'un vrai concubinage , ne permettent pas de douter que Jean Capé ne fût libre quand il contracta avec Antoinette Dorset. D'ailleurs en supposant le premier mariage valide , la bonne-foi évidente d'Antoinette Dorset , qui s'est mariée avec toutes les formalités requises , seroit suffisante pour légitimer ses enfans , sans qu'on puisse dire que son commerce , à qui son enfant doit le jour , étoit illícite dans son commencement , parce qu'elle est accouchée cinq mois après son mariage. On rapporte une Consultation de deux Médecins , qui atteste qu'une femme peut accoucher au bout de cinq mois *.

D'ailleurs il faut faire une grande distinction entre un enfant né pendant le mariage , & un enfant né avant le mariage. Quand on supposeroit qu'Antoinette

* Malgré cette Consultation de ces Médecins officieux , Antoinette Dorset auroit dû plutôt , pour faire le calcul des neuf mois dont elle avoit besoin , avoir recours à l'arithmétique du Comique qui assemble les neuf mois , en comptant quatre mois & demi de jour , quatre mois & demi de nuit.

toinette Dorset auroit eu une foiblesse pour Jean Capé, l'enfant étant né dans le mariage, participe à la bonne foi du mariage. Le mariage a été contracté de bonne-foi par la mere, qui a cru & croit encore que Jean Capé étoit libre quand il l'a épousé. Il résulte donc de ce qu'on a dit, qu'indépendamment de la question des deux mariages, les enfans d'Antoinette Dorset, à l'exclusion d'Alexandre Capé, sont seuls capables d'effets civils, & doivent recueillir la succession de Jean Capé.

On prétend tirer de grands avantages contre le mariage d'Antoinette Dorset, parce que Jean Capé a pris le nom de Dulacq dans le Contrat, qu'il n'avoit point dans le premier mariage.

Jean Capé a toujours porté le nom de Dulacq, & rien ne prouve mieux qu'il n'a pas prétendu contracter sérieusement avec Marguerite Doros, que l'affectation qu'il a eue de ne pas prendre son véritable nom. Ainsi, loin que cette circonstance puisse servir à Marguerite Doros, elle dépose contre elle.

Plaidoyer
pour Marguerite
Doros.

Me. de Blaru parlant pour Marguerite Doros, fit son apologie. Tantôt le besoin de la Cause des Avocats les oblige à charger les portraits qu'ils font, tantôt les mêmes raisons engagent leurs adversaires à faire des tableaux opposés. Après on voit dans la même Cause le personnage que l'un a peint comme un scélérat, être représenté par l'autre comme un homme vertueux : cela fait un contraste surprenant. La vérité n'en souffre-t-elle point des deux côtés ? Comme les objets ne nous sont pas présentés tels qu'ils sont, n'avons-nous pas besoin que M. l'Avocat-Général nous les ramène à leur véritable point de vue ? Ainsi nul emploi plus nécessaire que le sien, dans le Palais, pour les Magistrats & pour le Public.

Me. De Blaru commence par l'aveu qu'il fait de la
fra-

fragilité de Marguerite Doros , ouvrage de l'amour
 ue lui a inspiré Jean Capé.

Mais une femme fragile à l'égard d'un homme ,
 a pas la même foiblesse à l'égard des autres : au
 contraire l'amour qui lui ouvre la porte de son
 cœur , la leur referme , & sa tendresse la met sou-
 vent à l'abri de la coquetterie. Si à sa défaite on
 attache de la honte , elle est réparée par le mariage
 qu'elle a contracté. Il prouve tout à la fois sa sé-
 duction , & l'estime que Jean Capé a eu pour elle.
 On a prévu que la compassion que cause son infor-
 tune lui gagneroit tous les cœurs ; pour arrêter ces
 impressions & lui enlever tous les suffrages , on a fait
 une peinture affreuse de sa conduite , persuadé
 qu'en la rendant l'objet du mépris de tout le mon-
 de , on tariroit pour elle toutes les sources de la pi-
 tié : mais la calomnie est si mal fondée , qu'elle ne
 réussira point dans son dessein. On commence par
 dire que Marguerite Doros est le rebut des maisons
 de refuge : expression indigne , qui la charge
 par des traits si forts qu'elle ne prouve rien , &
 ne donne pas dans les esprits entrée à la moindre
 créance.

Marguerite Doros abandonnée de son mari s'est
 retirée d'elle-même dans une Communauté du Re-
 fuge , elle y a vécu avec édification , elle le prou-
 ve par une Attestation en forme de la Supérieure.
 Comment a-t-on osé la comparer à ces malheureu-
 ses victimes dévouée à l'impureté , qu'on force de
 rentrer dans ces retraites ? Discerne-t-on le moin-
 dre trait de ce faux parallele ? N'a t-on pas honte
 de noircir ainsi Marguerite Doros par des calom-
 nies , où l'on ne fait si l'esprit du calomniateur est
 plus deshonoré que le cœur ?

A l'égard des transactions dont on se sert pour
 prouver premièrement que Jean Capé étoit libre , se-
 condement que Marguerite Doros étoit souillée par
 des prostitutions honteuses : peut-on faire cet usa-
 ge

ge de ces Actes que l'on rapporte ? Marguerite Doros étoit-elle maîtresse de son état , & pouvoit-elle y renoncer ? Sa renonciation seroit-elle de quelque poids ? Au contraire ne prouve-t-on pas par la somme de 6000. livres que Jean Capé s'est obligé de donner à Marguerite Doros , qu'il ne la regardoit pas comme une concubine ? Promet-on à une concubine des sommes si considérables ? Ne rompt-on pas les liens du crime aussi facilement qu'on les contracte ? Et l'horreur qu'il inspire après qu'on l'a commis , en usant tout d'un coup la passion , ne donne-t-elle pas le droit d'en quitter l'objet ? Les 6000. livres que Jean Capé promet de donner , prouvent donc qu'il sentoît toute la force de ces nœuds ; & l'effort qu'il a fait pour les rompre , en sacrifiant une somme si considérable , montre qu'il les croyoit indissolubles , mais qu'il vouloit seulement faire croire qu'ils ne l'étoient pas , & qu'il vouloit persuader ce qu'il ne croyoit pas lui-même.

Quant aux prostitutions qu'on attribue à Marguerite Doros , & dont on met l'histoire dans sa bouche , croira-t-on qu'elle ait révélé ses turpitudes & en croiroit-on l'aveu qu'elle en feroit ?

Qui ne voit que cette transaction est l'ouvrage de Jean Capé ? que dégoûté d'une femme qu'il ne voyoit plus avec les mêmes yeux , & dont il vouloit se débarrasser à quelque prix que ce fût , il a concerté cette transaction & a fait paroître une personne qu'il a fait passer pour Marguerite Doros ? Elle s'est méprise dans son rôle ; car elle a signé *Françoise* , c'est-à-dire , qu'elle a pris un nom que n'a jamais eu celle qu'elle représentoit.

Marguerite Doros n'hésiteroit pas à se pourvoir contre ces Actes ; mais la fausseté en est si grossière qu'ils tombent d'eux-mêmes. D'ailleurs ils ne sont d'aucun usage pour la décision de la contestation. La maternité de deux enfans qu'on a donné à Marguerite

guerite Doros, est une fable inventée avec tant d'impudence & de grossiereté, qu'elle ne donne aucune atteinte ni à l'honneur de Marguerite Doros, ni à son mariage. Attachons-nous aux véritables moyens de la Cause. Tous ceux qu'on nous oppose s'évanouissent devant l'Acte de célébration, & devant les preuves de la possession de l'état de Marguerite Doros. On propose quatre moyens d'abus : voici le premier.

La mere de Marguerite Doros n'a point signé à la célébration du mariage de sa fille mineure, & n'y a point donné son consentement. Ce moyen ne peut être écouté que dans la bouche de la mere de Marguerite Doros ; bien loin de faire quelques plaintes, elle a reconnu Jean Capé pour son gendre.

Antoinette Dorset pourroit-elle après cela parler pour cette mere ? quand elle garderoit le silence, pourroit-elle en exercer les droits ?

Ici cette mere a parlé pour sa fille. Antoinette Dorset lui ravira-t-elle son autorité pour détruire son ouvrage ?

Le second moyen d'abus, fondé sur le défaut de la publication des Bans, n'est pas plus solide. On rapporte l'Acte de célébration, où il est dit que le mariage a été fait *cum debitis conditionibus*, avec les conditions requises ; d'où il s'ensuit clairement que les Bans ont été publiés. On convient que l'Acte seroit plus régulier, si la publication des Bans eût été rappelée plus expressément. Mais suivant l'usage de Besançon, on n'explique pas autrement dans un Acte de célébration les formalités qui ont été observées : & si c'est-là un défaut, Marguerite Doros avoit-elle le pouvoir de le réformer ?

D'ailleurs le Concile de Trente n'exige pas dans l'Acte de célébration une énonciation précise & circonstanciée. Les Ordonnances ne prononcent point la nullité comme la peine du défaut de la publica-

tion des Bans. Il n'y eut donc jamais de moyens d'abus plus mal fondés.

Le troisieme moyen d'abus, fondé sur ce qu'il n'y a eu que deux Témoins au mariage, au préjudice de l'Ordonnance qui en prescrit quatre, n'est pas irritant *.

* Irritant
veut dire
nul.

Deux Témoins rendent un témoignage indubitable, *in ore duorum aut trium Testium stat omne verbum*. Si l'Ordonnance en prescrit quatre, ce n'est que pour rendre le mariage plus solennel, & pour montrer qu'elle n'a rien tant à cœur que d'empêcher la clandestinité. Le Concile de Trente ne demande que deux ou trois Témoins.

Le quatrieme moyen d'abus ne fera aucune impression. On convient que la permission du propre Curé est absolument nécessaire, & que s'il n'assiste point au mariage, ou par lui-même, ou par un Prêtre qu'il commet, le mariage est nul. Ici il est fait mention dans l'Acte, de la permission du Curé, le Sieur Billeret Secrétaire de l'Archevêque de Besançon en parle, & le Pere Patournet Curé en rend encore témoignage.

On a dit qu'il en avoit donné un contraire. Nulle contrariété ; mais on affecte exprès de se méprendre : le Certificat que Marguerite Doros produit parle de Jean Capé, l'autre parle de Jean Dulacq Sieur du Capé. Ce fut apparemment Jean Capé qui eut soin de le retirer, & demanda artificieusement au Curé s'il n'avoit jamais marié ou donné permission pour marier Jean Dulacq Sieur du Capé. Le Curé qui n'avoit pas effectivement marié ni même entendu parler de Jean Dulacq, répond que non, & en donne son Attestation. C'est par cet artifice que le Certificat dont on prétend se servir a été surpris. Ce qui confirme cette opinion, est que le même Pere Patournet a depuis donné un autre Certificat dans lequel il dénie avoir jamais donné un Certificat tel qu'il est produit aujourd'hui par la

Partie

partie adverse. Enfin Bourot Prêtre, qui a eu la permission pour marier Marguerite Doros avec Jean Capé, donne son Certificat qu'il les a marié, & qu'il en a eu cette permission.

Après avoir détruit tous les moyens d'abus qu'on a mis en œuvre contre le mariage de Marguerite Doros, il faut faire voir qu'elle a possédé son état. Toute la Ville de Salins l'a reconnue pour femme de Jean Capé; on en rapporte un Certificat des Maire & Echevins de la Ville. Il est vrai qu'il n'y a point de Contrat; mais la Coutume & la Loi qui pourvoient à ce défaut, prouvent qu'un Contrat n'est pas de l'essence du mariage.

Elle ne peut pas rapporter les Lettres de son mari, parce que dès qu'il eut médité sa perfidie, il prit la précaution de les lui soustraire. Son amour dégoûté & son dégoût ôtant à sa femme les charmes qu'il lui avoit prêtés, il supprima des Lettres qui lui reprochoient son inconstance, & qui lui présentoient Marguerite Doros sous une idée si contraire à celle qu'il avoit prise nouvellement. Mais elle a d'autres Lettres qu'il a écrites à ses amis; il parle d'elle comme de sa femme, il la peint avec les couleurs de son estime pour elle; il entre dans des détails de sa famille, son cœur y parle naturellement, & ce cœur est un Juge qu'on ne peut pas recuser dans cette Cause. Il a vécu avec elle pendant quatre ans sans une parfaite concorde, & son amour pendant ces tems-là a toujours prévalu sur les petits chagrins qui naissent entre les personnes mariées. Dès que son dégoût prit le dessus, comme son inconstance naturelle en étoit l'unique source, & qu'il n'avoit aucun reproche à faire à sa femme, il ne put pas se souffrir en sa présence, il s'absenta & l'abandonna. Son inquiétude l'obligeant de s'informer des pays où elle pouvoit être, elle eut bientôt appris sa perfidie, le mariage qu'il avoit contracté avec la Demoiselle Dorset. Ne consultant d'abord que son ressentiment,

ment , elle vouloit éclater contre ce perfide ; mais sa tendresse plus forte que sa colere la retint , & l'obligea de renfermer sa douleur au-dedans d'elle-même. Tranquille sur l'état de son enfant qu'elle crut inébranlable , elle aima mieux abandonner le sien que de perdre son mari , en l'exposant au supplice que méritoit sa Bigamie , si elle reclamoit son état. Ainsi sa modération , qui prouve la force de son amour , on veut s'en faire des armes contre son état , en attribuant à son indolence & son insensibilité ce qui montre tout l'excès de sa tendresse.

Dès qu'il n'y a point d'abus dans la célébration de mariage entre Marguerite Doros & Jean Capé , & que Marguerite Doros a été en possession de son état. il est constant que le second mariage est abusif. Premier moyen d'abus contre le mariage d'Antoinette Dorset : il est sans réplique , puisqu'il est fondé sur l'empêchement du lien , c'est-à-dire , sur l'engagement du premier mariage valablement contracté , lequel tant qu'il subsiste empêche qu'on n'en puisse contracter un second.

Second moyen d'abus : défaut de publication de Bans. On a dit , qu'il n'operoit pas la nullité du mariage , mais qu'on est en droit ici de l'employer parce qu'Antoinette Dorset s'étant servie de ce moyen contre Marguerite Doros , on peut bien le retourner contre elle. D'ailleurs le défaut de publication de Bans , accompagné des autres circonstances , peut être un caractère de clandestinité qui est un moyen d'abus. Ici il n'est point énoncé dans la célébration qu'il y ait eu trois Bans de publiés , & il n'y en a point eu dans la Paroisse de Jean Capé.

Troisième moyen d'abus. Défaut de présence du propre Curé. * Il n'y a pas de permission de ce lui de Jean Capé. Et

* Quoique , suivant l'usage , il faille la permission du Curé de l'Époux , le défaut de cette permission ne ren

Enfin, défaut de signature dans l'Acte de célébration, & par les Témoins, & par les Parties contractantes, & par le Curé. L'on dit que c'est l'usage à Chambery; mais en fut-il jamais de plus pernicieux & plus abusif? il est contraire à la disposition du Concile de Trente, qui est suivi à Chambery. De plus, la partie de Chambery où le mariage a été célébré, est soumise au Diocèse de Grenoble. Or dans le Diocèse de Grenoble, on observe les Ordonnances de nos Rois: il falloit donc que le Curé, les Parties & les Témoins signassent; c'est un abus énorme que de ne l'avoir pas fait.

Outre les moyens d'abus contre le mariage d'Antoinette Dorset, elle ne justifie pas qu'elle ait été en possession de son état; car sa fécondité en est une preuve bien équivoque. L'amour illégitime est fécond, ainsi que l'amour légitime. Le Contrat de mariage qu'elle rapporte dépose contre elle, il est contraire à l'Acte de célébration. Dans le dernier, le mari est nommé Jean Dulacq Sieur du Capé, & dans le premier il est nommé Jean Capé. Ainsi celui qui a passé le Contrat de mariage qu'on rapporte, n'est pas le même qui s'est marié avec Marguerite Doros. L'on dit qu'ils ont vécu ensemble; mais l'on fait que depuis ce mariage, Jean Capé a toujours mené une vie errante & vagabonde. Il n'a regardé son mariage avec Antoinette Dorset, que comme une figure & une ombre de mariage: cela est si vrai, que l'on offre d'établir que lorsqu'il mourut il étoit prêt de passer à un troisième mariage. Que fait-on si dans la suite il n'eût pas passé à un

K 3

qua-

pas le mariage nul, lorsque le Curé de l'Epouse y a assisté: de même le Curé de l'Epoux pourroit sans la permission du Curé de l'Epouse, assister au mariage; mais ces mariages sont illicites, parce que les Ordinaires prescrivent les permissions des deux Curés, & veulent que celui de l'Epouse fasse le mariage.

quatrième, si la mort n'eût pas arrêté les vastes projets de ce Héros de la Polygamie ? Elle seule pouvoit borner son ambition & son inconstance amoureuse. Il est mort à Milan, & non pas à Chambéry, comme l'a avancé Antoinette Dorset ; ainsi il n'est pas mort entre ses bras : il est mort au contraire dans le tems qu'il étoit prêt de renoncer à Antoinette Dorset.

Voilà deux femmes qui reclament leur état, qui prétendent l'emporter l'une sur l'autre, qui s'opposent mutuellement des moyens d'abus, & veulent fonder la légitimité de leur mariage, en travestissant chacune en concubinage le mariage de son adversaire : mais en opposant ces deux mariages l'un à l'autre, le premier au second, on sera frappé, par le parallèle, de la validité du premier, & des abus du second ; la seule comparaison suffit pour produire cet effet. Marguerite Doros paroît hardiment à la face de la Justice pour soutenir la validité de son mariage, parce que sa tendresse ne craint plus pour son mari, dont la mort a opéré l'absolution de son crime.

Me. Nivelles, Défenseur d'Alexandre Capé, dit que son état étoit certain, qu'il avoit été baptisé sous le nom & comme fils de Jean Capé & de Marguerite Doros. Le pere & la mere ont été mariés, & par conséquent le mariage subséquent a légitimé leur fils, sans qu'il soit nécessaire d'autre reconnaissance que d'approcher l'Acte de célébration de mariage, de l'Acte du Baptême. D'ailleurs Alexandre Capé a été élevé par les soins de son pere, qui a payé ses pensions, qui parle dans ses lettres de lui comme de son fils & de Marguerite Doros. Nulle reconnaissance plus formelle : quelle force n'emprunte-t-elle pas quand on la joint à l'Acte de Baptême ? Les transactions dont on s'est servi pour noircir la mere, ne peuvent point rejaillir contre l'enfant ; tous les aveux qu'elle peut avoir fait, ne
portent

portent à ce fils aucune atteinte : dès que son état est certain , il ne dépend plus du pere & de la mere de le lui ôter : dès que le mariage de Marguerite Doros est valide , l'empêchement du lien renverse le mariage d'Antoinette Dorset , ce n'est plus qu'un concubinage honteux.

A l'égard des effets civils , on peut dire que comme il ne peut y avoir deux mariages , parce qu'il n'y a pas deux Sacremens , il n'y a aussi qu'une succession , qui ne souffre point de partage entre l'enfant du mariage légitime & ceux du mariage illégitime.

Qu'on ne dise pas que la bonne-foi de la mere a légitimé ces derniers.

Pour justifier que le commerce d'Antoinette Dorset avec Jean Capé a toujours été innocent , on est obligé de faire finir à la Nature dans l'espace de cinq mois , un ouvrage auquel elle employe ordinairement neuf mois , & rarement sept mois. Quelle idée aurons-nous de la vertu d'Antoinette Dorset , puisque pour la persuader elle suppose un miracle ? Croira-t-on que les loix de la Nature auront plutôt été violées , que de croire qu'Antoinette Dorset a été fragile ? Or sa fragilité criminelle est un obstacle à la légitimation de ses enfans , dont elle veut que la bonne - foi de leur mere soit la source.

Incertains à quels tableaux d'Avocats nous devons nous rapporter sur l'une & l'autre femme de Jean Capé , M. l'Avocat-Général doit fixer nos esprits chancelans. Ce fut M. Portail , depuis Premier - Président , qui porta la parole dans cette Cause.

Après avoir exposé fidèlement le fait & l'histoire de la procédure , il entra dans le parallele des deux femmes qui se prétendoient Veuves de Jean Capé , également séduites , fécondes & malheureuses. Une foiblesse commune devoit empêcher Antoinette Dor-

Plaidoyer
de M. Por-
tail Avocat-
Général.

set de reprocher à Marguerite Doros tous les faits honteux dont on a parlé, d'autant plus qu'ils ne servent point à la décision de la Cause, ils prouvent seulement l'impatience de Jean Capé dans ses desirs. Il faut pourtant rendre justice à la vérité; si Marguerite Doros a eu de la foiblesse pour Jean Capé, elle a depuis vécu avec édification; ce que l'on objecte contre sa conduite, est suffisamment réparé par les Certificats des Maire & Echevins de la Ville de Salins. Mais il ne s'agit pas de prononcer sur l'innocence des deux femmes: Juges de leurs états, vous ne l'êtes pas, Messieurs, de leurs cœurs; Dieu seul y pénètre.

Cette Cause peut être considérée par rapport à deux effets différens, par rapport au Sacrement, par rapport aux effets Civils. Dans la première partie, il s'agit d'examiner la solidité des mariages qui sont contestés; dans la seconde, il est question de décider sur la succession de Jean Capé.

Des deux mariages dont l'on conteste réciproquement la validité, l'ordre demande que l'on examine le premier; parce que s'il n'y a pas d'abus, le second ne peut pas être bon.

Il est d'abord certain qu'il y a eu un premier mariage, l'Acte de célébration en fait foi; on examinera dans la suite si ce mariage a été clandestin, & si Marguerite Doros a pu y renoncer par les transactions douteuses que l'on a produites. Des quatre moyens d'abus que l'on propose contre ce mariage, le premier ne mérite pas d'attention. Jean Capé étoit majeur quand il s'est marié; Marguerite Doros étoit mineure: cette minorité ne pouvoit servir qu'à la mere de Marguerite Doros pour faire déclarer le mariage abusif, il ne paroît pas qu'elle l'ait fait; nul autre ne peut le faire à sa place, Jean Capé moins que tout autre, encore moins Antoinette Dorset: aussi on n'a pas beaucoup insisté sur ce moyen.

Le second moyen n'est pas plus solide. Défaut de publication de Bans. Quand il seroit certain dans le droit que ce défaut emporteroit une nullité & produiroit un abus, est-il certain dans le fait qu'il n'y ait pas eu de publication de Bans ?

L'Acte de célébration porte que le mariage a été célébré, *cum debitis conditionibus*, avec les conditions requises : la publication des Bans y est renfermée.

On s'est justement élevé contre cette énonciation vague, *cum debitis conditionibus*. Les conséquences sont infinies & dangereuses, on ne sauroit apporter trop de précaution dans le mariage qui assure l'honneur des Sujets du Roi, l'état des familles, l'intérêt de l'Etat.

Mais dans le Diocèse de Besançon, l'usage n'est pas que le Curé s'exprime autrement; on ne s'est point autrement exprimé dans le mariage de M. le Duc de la Meilleraye; le Grand-Vicaire de ce Diocèse atteste que c'est la coutume. Les Statuts portent, il est vrai, qu'il faut s'énoncer expressément; mais ces Statuts ne sont pas observés.

Dans cet état, résoudra-t-on des nœuds saints & légitimes, parce que le Curé, s'en tenant à l'usage observé dans son Diocèse, n'a pas suivi ce qu'il auroit dû faire de plus convenable ? Et quand le Curé seroit coupable, sa faute peut-elle dans cette occasion nuire aux Parties qui sont dans la bonne foi ?

Il seroit trop dangereux d'admettre une semblable conséquence. Tous les mariages qui se sont faits jusques ici dans le Diocèse de Besançon seroient nuls, quel inconvénient ! Ce qui est passé doit rester dans son état; & il est seulement à souhaiter qu'à l'avenir l'on prenne les précautions les plus sages pour éviter tant d'écueils, qui se présentent

dans un usage auffi dangereux qu'est celui du Diocèse de Befançon.

Ainsi par rapport à l'efpece particuliere , l'on peut dire que la feule énonciation , *cum debitis conditionibus* , renfermant celle de la publication des Bans, il est à préfumer que les Bans ont été effectivement publiés. Il n'en faudroit pas davantage pour écarter ce fecond moyen que l'on oppofe contre le mariage de Marguerite Doros.

Il fe détruit encore par les circonftances particulieres , defquelles il réfulte qu'en effet les Bans ont été publiés. Le Sieur Billeret , Secrétaire de la Chambre Archiépifcopale de Befançon , en rend témoignage dans fon Certificat. Il dit que l'on a donné difpensé de deux Bans. Qui peut mieux en être cru , que le dépositaire des Actes qui fe paffent à la Chambre Archiépifcopale ? C'est le même qui fouvent les expédie , fur-tout les difpenfes pour Bans de mariage. On ne donne point de difpenfe de deux Bans , qu'il n'y en ait eu un de publié. Ainsi il doit demeurer pour certain qu'il y a eu publication de Bans. Il faut pourtant convenir que de fimples Certificats ne prouveroient pas l'état d'une femme : mais ces Certificats ne faifant pas tant la preuve que la confirmation de ce qui est déjà constant , l'on en peut tirer toutes les conféquences qui fe préfentent.

Il n'est pas certain dans le droit , quoique cela foit dangereux dans le fait , que le défaut d'énonciation de publication de Bans emporte nullité. Ici les Loix Canoniques & les Ordonnances particulièrement , prefcrivent de faire mention de la publication des Bans , mais elles ne prononcent pas nullité ; c'est une règle que l'on a voulu être gardée par les Curés , afin de constater les mariages , & d'empêcher les abus ; c'est une charge qui leur est impofée , qui , toute fage & réguliere qu'elle est , ne peut pas préjudicier aux Parties qui font dans la bonne-foi , & qui

qui s'en rapportent à leur Curé. Ce défaut d'énonciation est de son fait & ne regarde pas les Parties, dont il est vrai de dire que les nœuds ne peuvent pas se dissoudre par la faute du Curé; dans ces circonstances, nous tremblerions d'y donner atteinte à cause de ce défaut.

Le troisieme moyen d'abus, le voici : Il n'y a eu au mariage que deux Témoins. L'Ordonnance en prescrit quatre, mais elle ne prononce pas la peine de nullité : on ne doit pourtant point se relâcher de ce nombre.

Le quatrieme moyen d'abus fait plus de difficulté : les Conciles dont les dispositions ont été requies, les Ordonnances, les Arrêts, sont les Interpretes des Loix & des usages ; tout y est précis, & l'on ne peut pas douter que le défaut de présence du propre Curé ne rende un mariage nul. Il faut donc examiner dans le fait, s'il est véritable que ce défaut se rencontre dans le mariage de Jean Capé & de Marguerite Doros.

Il est certain que l'un & l'autre demeuroient à Salins, & qu'ils ont été mariés à Besançon : il a fallu pour cela une permission du Curé de Salins, sans laquelle le mariage seroit nul.

L'Acte de célébration fait mention de cette permission ; mais il ne la date point, & elle n'est pas transcrite dans le Registre.

Il faut convenir qu'aux termes de l'Ordonnance de 1639, la permission a dû être transcrite dans le Registre du Curé qui a fait la célébration ; précaution dont on ne sauroit trop admirer la sagesse : sans cela il ne tiendrait qu'à un Prêtre étranger, d'intelligence avec les Parties, & pour favoriser leur dessein, de faire tous les jours de ces mariages si disproportionnés, que l'on ne fait en secret, que parce qu'ils ne pourroient pas se faire en public ; une opposition juste & légitime en arrêteroit le cours.

cours. Il faut nécessairement se présenter à son propre Pasteur qui est le premier Juge, & qui ne donne de permission qu'avec connoissance de cause; celui à qui il donne la permission, doit la transcrire toute entière dans le Registre public.

Quelque pressante & positive que soit l'Ordonnance de 1639, elle n'emporte pas nullité; & l'exactitude des Pasteurs qui transcrivent la permission qui leur est adressée, ne rend pas abusive l'ignorance, ou la négligence de ceux qui se contentent de l'énoncer simplement dans l'Acte de célébration.

Il suffiroit donc, pour qu'il n'y eût pas d'abus dans la célébration du mariage de Marguerite Doros, que la simple permission fût énoncée dans l'Acte qui est rapporté.

Il y a plus, c'est qu'il paroît dans le fait que cette permission a été véritablement donnée; ce qui anéantit tous les raisonnemens que l'on a fait pour établir ce quatrième moyen d'abus.

Le Curé qui a donné la permission, a attesté de l'avoir donnée; le Curé qui a marié, atteste de l'avoir reçue; tous deux sont d'une probité reconnue, leur témoignage rend le fait constant.

On dit contre le Pere Patournet qui a marié, qu'il a donné des Certificats qui se contrarient. L'un & l'autre nous ont été représentés; mais nous pouvons dire qu'au seul aspect du Certificat présenté par la Partie de Me. Arraux, nous avons reconnu qu'il n'étoit pas du Pere Patournet. Tant d'artifices indignes & de si honteux déguisemens, cette conduite cachée & criminelle de Jean Capé, ne nous permettent pas de conjecturer qu'aucun autre que lui-même en puisse être l'auteur. Il ne faut donc pas être surpris si le P. Patournet, dans le second Certificat rapporté par Marguerite Doros, dit qu'il n'a jamais donné de Certificat contraire; & que le Curé qui a donné permission, interrogé juridiquement,

ment, par sa déclaration acheve de manifester la vérité, quelque soin qu'on ait pris de la cacher : il se souvient positivement qu'il a donné cette permission.

Il n'y a donc pas d'abus dans le mariage de Marguerite Doros avec Jean Capé.

Achevons de prouver qu'il n'est pas clandestin, & par conséquent qu'il peut produire des effets civils. Comment prouve-t-on la clandestinité ? Il en a, dit-on, toutes les marques, dont M. le Prêtre dans ses Arrêtés de la Cinquieme des Enquêtes fait l'énumération ; point de contrats, point de publication de Bans, point de possession, Marguerite Doros n'a pas eu les honneurs de femme, elle s'est elle-même reconnue concubine.

L'on pourroit d'abord observer, qu'il n'y a pas de demande formée sur la clandestinité ; mais sans s'arrêter à une formalité peut-être trop scrupuleuse, examinons si toutes ces marques se rencontrent dans le mariage de Marguerite Doros, & si elles operent la clandestinité.

L'on convient que le défaut de contrat est une présomption, quand il est accompagné des autres circonstances ; car seul il ne peut rien operer : il ne faut donc pas s'y arrêter.

L'on a observé & établi qu'il y avoit eu publication de Bans : cette publication seule, suivie de la célébration, le rend public, & en ôte la clandestinité, parce que ce sont des Actes publics dont l'on ne présume pas l'ignorance. La publication des Bans même n'a été introduite que pour empêcher la clandestinité. Il seroit dès-là inutile d'entrer dans la discussion des autres marques de clandestinité, parce qu'il est présentement constant que le mariage n'est point clandestin.

Mais pour ne rien laisser à desirer, & pour rendre en cette Audience à Marguerite Doros toute la publicité de son état, que l'on a tâché d'obscurcir
par

par la malignité des traits vifs qui lui ont été portés, la compassion qui est due à ses malheurs ne permet pas de lui refuser la consolation d'entendre sa justification. Elle a eu les honneurs de femme, elle a joui de son état, elle en a été en possession.

Quatre ans d'une concorde parfaite, ouvrage d'un bon intervalle de la raison de son mari, font la preuve évidente qu'elle a été en possession de son état. Les Lettres que son mari a écrites, & qu'elle a pu recouvrer après un malheur qu'elle ne prévoyoit pas, achevent de persuader; elle y est appelée du nom de femme, il y est parlé de son fils; il s'y agit d'affaires de ménage, on entre dans le détail. L'on a beau dire que les termes de femme, & les autres dont Jean Capé se sert, font un effet de sa passion: l'on ne continue pas si longtems, & sur-tout dans l'absence; on réfléchit sur sa débauche, on se repent, & on ne prodigue plus des noms qui ne sont dûs qu'à une véritable femme.

Non seulement Marguerite Doros a été en possession de son état par elle-même, mais elle en a encore joui dans la personne de son enfant, dont Jean Capé a pris soin; c'est par ses ordres qu'il a été mis en pension, c'est lui qui l'a payée; il l'appelle son fils; on voit toute la tendresse paternelle: ne décelez-elle pas l'estime qu'il avoit pour la mere? Un simple particulier, peu accommodé dans sa fortune, a-t-il de pareils sentimens pour une concubine? c'étoit donc pour sa femme qu'il les éprouvoit.

Elle étoit si bien reconnue pour telle, que toute la Ville en rend témoignage: il n'y en a pas de plus certain ni de plus public dans cette matiere. Marguerite Doros a donc été en possession paisible de son état.

On prétend qu'elle y a renoncé ; mais sans examiner si c'est elle, ou une personne supposée, qui a parlé dans ces Actes, dans ces transactions indiennes, si elles ont été préparées ou fabriquées par Jean Capé, si elle y a consenti librement, par menace, par surprise ou par violence, il suffit que cette renonciation soit vicieuse en elle-même. L'état d'une femme est tel, qu'elle ne peut en disposer ; toutes les atteintes qu'elle veut y porter, tombent d'elles-mêmes. Ainsi les transactions ne prouvent rien contre Marguerite Doros : mais on peut dire en même tems qu'elles prouvent en sa faveur la duplicité, la conduite artificieuse & cachée de Jean Capé. Ses soins l'ont pourtant obligé, malgré lui, à manifester la vérité ; car, comme on a fort bien remarqué, il donne des sommes de 6000. liv. de 100. liv. à Marguerite Doros : que veulent dire ces libéralités ? en fait-on de semblables à une concubine dont on est dégoûté, ou à une libertine, celle qu'on a voulu dépeindre Marguerite Doros ? Quelle prétention pourroit-elle avoir contre lui ? Il est visible que Jean Capé a voulu étouffer ses justes plaintes, il a voulu l'écarter pour jamais : mais tel est l'aveuglement de l'homme perfide & mauvais, qu'il trouve dans ses précautions mêmes, de quoi les rendre vaines. Quoi de plus extraordinaire que la permission donnée à Saint-Martin d'affirmer par la voie du serment !

Dès que le mariage de Marguerite Doros n'est point abusif, & que d'ailleurs il n'est point clandestin, il est constant que le mariage d'Antoinette Dorset est abusif ; il ne seroit donc pas absolument nécessaire d'examiner les moyens d'abus particuliers que l'on oppose contre le second mariage, il suffira de les parcourir. Celui que l'on tire du défaut de publication de Bans, mérite quelque attention, parce qu'ils n'ont point été publiés dans la Paroisse de Jean Capé. Il est inutile de
dire

dire que sa Paroisse étoit la même que celle d'Antoinette Dorset ; c'est ce qui ne paroît pas : il semble même par l'Acte de célébration que l'on rapporte , que le domicile en la Paroisse dont il y est parlé , & où le mariage a été célébré , tombe seulement sur Antoinette Dorset. A l'égard de la présence du propre Curé , il est certain que c'est ordinairement celui de la fille , qui marie. Ainsi l'on ne pourroit pas objecter cet abus ; mais le défaut de signature des Parties & des Témoins dans l'Acte de célébration en est un véritable. On répond que l'usage de Chambery y est contraire ; mais le Concile de Trente qui fait la Loi des Parties à Chambery , y est précis. Puisqu'il demande la présence des Témoins , c'est afin qu'ils puissent déposer de la célébration & de la présence du Curé ; nulle autre voie pour constater & rendre inébranlables leurs dépositions , que leurs signatures. Plusieurs de ces moyens sont d'autant plus forts contre Antoinette Dorset , qu'elle les a objectés contre Marguerite Doros.

De plus, Antoinette Dorset ne paroît pas avoir été dans une possession aussi publique qu'elle le dit : elle rapporte bien des Lettres , mais qui disent moins que celles rapportées par Marguerite Doros. Il paroît que Jean Capé avoit de la considération pour elle : mais n'en avoit-il pas pour Marguerite Doros ? Cependant l'on a prétendu que ce n'étoit pas une preuve de la possession de son état : pourquoi en fera-ce plutôt une pour Antoinette Dorset ?

La seconde partie de la Cause n'est pas difficile à examiner. Marguerite Doros est femme de Jean Capé , c'est donc à elle qu'appartient sa succession. Antoinette Dorset n'y peut rien prétendre. Reste à examiner si ses enfans doivent la partager ; parce qu'on veut qu'ils soient dans la bonne-foi , ce qui serviroit à assurer & leur état d'enfans légitimes de Jean Capé , & leur part dans sa succession.

Il est sûr que l'un & l'autre ne pourroit leur être refusé, si leur mere étoit dans la bonne-foi. Il faudroit pour cela que le mariage de la mere eût été célébré dans toutes les formalités prescrites ; on vient de voir le contraire. Première condition, il faudroit que la mere eût été dans une ignorance absolue de l'engagement de Jean Capé avec Marguerite Doros ; il est difficile de le présumer, à cause de toutes les circonstances qui ont été remarquées. Seconde condition, il faudroit que la mere fût innocente, c'est-à-dire que son mariage n'eût pas commencé *ab illicitis*, par une action illicite. Dans le fait, quelque forme que l'on prétende donner à la Consultation des Médecins de Paris, l'on ne dira pas qu'un enfant né à cinq mois de mariage, n'ait pas été conçu avant le mariage ; on n'a pas eu jusqu'à présent d'autres sentimens. Inutile de dire qu'il faut distinguer entre l'enfant né avant le mariage, & l'enfant né pendant le mariage : cette distinction est juste pour la légitimation par mariage subséquent, de deux personnes libres, qui l'étoient dans le tems que l'enfant a été conçu ; l'enfant qui naît pendant le mariage, n'a besoin d'aucune formalité pour être regardé comme légitime, & la foiblesse de la mere ne peut jamais lui faire de tort. Mais il n'en est pas de même pour la légitimation qui est l'ouvrage de la bonne-foi : comme c'est une faveur que la Loi accorde, elle ne doit pas être étendue ; elle n'est fondée, que lorsque la mere est innocente dans son commerce. Il est vrai qu'il y a un second enfant, conçu depuis le second mariage ; il seroit difficile de croire qu'il n'eût pas le même sort que le premier, parce que, où il y a du crime dans le commencement, il n'y a plus de bonne-foi. Ainsi la troisieme condition qui manque ici, décide absolument. Le second mariage étant nul en lui-même, n'a pas le pouvoir de rendre les enfans légitimes,

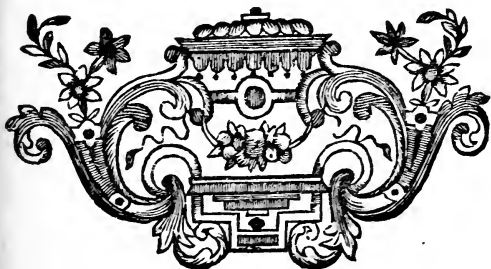
times , puisqu'il ne le pourroit indépendamment du premier mariage ; à plus forte raison y aiant un premier mariage.

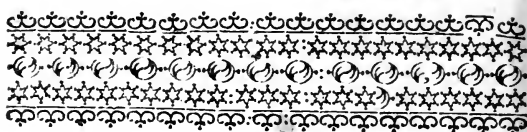
„ Par ces considérations , M. l'Avocat-Général a
 „ conclu qu'il y avoit lieu sur l'appel de la Senten-
 „ ce du Châtelet , sur le chef de la provision , de
 „ mettre l'appellation au néant ; sur le chef qui
 „ renvoie au premier jour , de mettre l'appella-
 „ tion , & ce dont étoit appel , au néant ; émen-
 „ dant , évoquant le principal & y faisant droit , en-
 „ tant que touche l'appel comme d'abus interjetté
 „ par la Dorset , dire qu'il n'y a abus ; entant que
 „ touche l'appel interjetté par la Doros , dire qu'il
 „ a été mal , nullement & abusivement célébré &
 „ contracté ; maintenir & garder la Doros dans la
 „ qualité de Veuve , son fils dans la qualité de fils
 „ légitime de Jean Capé ; faire défenses à la Dor-
 „ set & à ses enfans de l'y troubler , & de se
 „ qualifier femme ou enfans légitimes de Jean
 „ Capé.

Intervint Arrêt conforme aux Conclusions , le 18. Avril 1707. On a fait ailleurs l'éloge de M. Portail que le Barreau vient de perdre , & qu'il regretteroit encore plus vivement , si on n'avoit pris soin de le consoler par le successeur qu'on lui a donné. Cet Arrêt décide premièrement , que le défaut de consentement de la mere d'une mineure n'est un moyen d'abus , que lorsqu'il est proposé par la mere elle-même. Secondement , que pour la légitimation des enfans nés d'un second mariage , le premier subsistant , il faut de la part d'un des conjoints trois conditions : l'ignorance entière du premier mariage , l'innocence entière de sa part , & la validité du second mariage en lui-même.

Troisièmement , que l'accouchement à cinq mois du jour du mariage , doit faire présumer la débauche.

Il est étrange que des Médecins complaisans aient pu attester que des enfans pouvoient naitre après cinq mois de mariage , & vivre ; que dans cet espace de tems la Nature pouvoit perfectionner son ouvrage. Ils ne peuvent établir un pareil phénomène , qu'en donnant une grande chaleur à la mere. Voit-on que dans l'Espagne où le climat est extrêmement chaud , les femmes y accouchent plutôt que dans la Laponie où il est extrêmement froid ? La Nature n'a t-elle pas des loix invariables , & l'homme , comme les animaux , n'y est-il pas sujet ? Tous les exemples qu'on rapporte comme contraires aux loix communes , doivent donc être très suspects.





ECCLESIASTIQUES

D E R E G L É S ,

Qui ont été punis.

Quelque respectable que soit le caractère d'Ecclésiastique par lui-même, il est nécessaire qu'il soit soutenu par une vie régulière, pour attirer toute la considération qui lui est due; alors le libertin même lui rend hommage. Mais le comble de l'aveuglement, c'est lorsqu'il croit avoir droit par le dérèglement de l'Ecclésiastique, de mépriser son caractère & de s'en prendre à la Religion. Il ne voit pas que par l'extrême pureté des mœurs qu'elle exige de ceux qui ont ce titre, elle les condamne sévèrement lorsque leur vie n'y répond pas. D'ailleurs le grand nombre de ceux de cet ordre qui retracent les vertus de leur état, doivent lui imposer silence.

Plusieurs personnes croient qu'on nourrit l'erreur des libertins & qu'on scandalise le peuple, en parlant des desordres des Ecclésiastiques: mais je ne dois point craindre ici ces inconvéniens, par plusieurs raisons solides.

Premièrement, je les représente punis dès qu'ils sont reconnus coupables. Cet exemple est une leçon, qui peut contenir ceux qui seroient tentés de les imiter.

Secondement, les Ecclésiastiques dérèglés ne servent

vent qu'à rendre plus estimables les Ecclésiastiques vertueux ; & les Juges qui mesurent la punition à la grande idée qu'ils ont du caractère deshonoré dans le criminel , affermissent dans les esprits les principes de la Religion , & confirment le respect qu'on leur a inspiré dès leur naissance pour un ordre aussi saint.

Troisièmement , ce sont des Ecclésiastiques eux-mêmes assis sur le Tribunal , qui jugent & punissent les criminels : d'où l'on doit conclure qu'en ne voulant point souffrir parmi eux des membres gâtés & corrompus , ils nous enseignent que leur esprit est de conserver leur ordre dans la pureté & dans la sainteté.

Quatrièmement , les exemples de ces Ecclésiastiques dérèglés , qui ne sont pas communs , nous montrent que la vertu anime le Clergé ; & toutes les voix dans l'ordre qui s'élèvent contre eux & qui leur interdisent l'entrée des Bénéfices , nous prouvent que les Ecclésiastiques conspirent à se maintenir dans le rang distingué où ils sont dans les esprits.

Ainsi , en parlant des dérèglements de deux Ecclésiastiques membres d'un Clergé aussi régulier que celui de Paris , où l'on trouve tant de sujets qui se signalent par leur science & par leur piété ; je n'affoiblirai point le respect qu'on a pour ce Clergé , & je ne donnerai point des armes aux libertins contre lui. La juste sévérité qu'on a eu au Parlement contre deux Diacres , nous fait voir la grande opinion qu'on a eu de leur caractère , puisqu'on les a punis pour ne l'avoir pas soutenu par une vie réglée.

Les Sieurs des Rues & Merlier , Diacres du Diocèse de Paris , étoient unis entre eux par une liaison très intime. On jugera bientôt si ces liens étoient formés par la vertu. Le Sieur des Rues a passé , comme il a dit lui-même , son enfance Ec-

clésiastique dans le Clergé de S. Paul , depuis 1701. jusqu'en 1710.

On prétend que dès ce tems-là , il a fait connoître son penchant au libertinage. Nous naissons tous avec une pente au mal , telle est la sève d'Adam : mais il y a des sujets dans qui cette pente est très violente ; & comme elle forme souvent le caractère dominant malgré les efforts de la vertu , on devoit éloigner dans un ordre aussi saint qu'est celui d'Ecclésiastique , ceux qui sont nés avec ce prodigieux levain d'iniquité. Le Sieur des Rues avoit les talens de l'esprit ; mais on n'en peut faire qu'un usage pernicieux , quand ils ne sont pas unis aux talens du cœur. On a dit qu'on l'avoit congédié du Clergé de S. Paul , parce qu'on craignit les suites de ce penchant qu'il avoit fait éclater pour le sexe ; mais qu'on ménagea sa réputation.

Ses premières idées dès qu'il fut Bachelier en Théologie , furent d'entrer dans le Clergé de Sens. Il fut pourvu du Soudiaconat par M. l'Archevêque de cette Ville ; mais il sentit bientôt qu'elle n'étoit pas un assez grand théâtre pour son ambition. Il revint à Paris , où après sept ans de Soudiaconat , il fut pourvu du Diaconat. On a dit que dès-lors sa vertu n'étoit pas dans une grande odeur , mais on n'avoit aucune preuve contre lui ; ainsi on ne pouvoit pas l'arrêter dans le chemin qu'il faisoit dans l'état Ecclésiastique. Il acquit le degré de Licentié , où il brilla par son esprit. Il faut convenir que ceux qui en sont doués , s'élèvent par une science médiocre au-dessus de ceux dans qui elle est profonde , lorsqu'ils leur cèdent de ce côté-là. Il eut le bonheur d'attirer les regards de M. l'Abbé Bignon , qui est le Dieu tutélaire des Savans ; on peut dire que ce Magistrat a pour eux un cœur de pere.

Ainsi il n'est pas étrange que le Sieur des Rues , qui s'est présenté à lui par les talens de l'esprit , & qu

qui n'a eu garde de montrer la corruption de son cœur, ait eu sa bienveillance.

M. l'Abbé Bignon lui donna une Cure qui ne bernoit pas son ambition, mais il crut qu'elle lui serviroit de titre pour la Prêtrise. Son Acte de présentation à ce Bénéfice fut suivi des provisions; il se flatta, quoique sa réputation ne fût pas entière, que ses dérèglemens n'avoient pas assez éclaté pour l'empêcher d'obtenir un dimissoire de M. le Cardinal de Noailles, sur lequel il pût être installé dans la Prêtrise par M. l'Evêque de Noyon.

Il étoit alors lié avec le Sieur Merlier. La corruption du Sieur des Rues lui fut contagieuse. Celui-ci étoit bien éloigné d'être aussi dérégulé que lui, & le progrès que le mal fit dans son cœur fut plutôt un effet de sa complaisance que de son penchant, & à tous égards, le Sieur des Rues pouvoit passer pour son maître. Un esprit élevé prend un ascendant, auquel celui qui le pratique, qui lui est inférieur par le génie, ne peut résister. On les accuse d'avoir fréquenté des maisons de débauche.

Le Sieur des Rues avoit connu une fille de dix-huit ans, l'avoit retiré chez lui, & l'y avoit gardé pendant trois mois, sans que ses parens eussent pu découvrir le lieu où elle étoit. Il ne s'épouvançoit pas du contraste qui étoit entre ses mœurs & la sainteté de son état. C'est dans ce tems-là qu'après avoir surpris M. l'Abbé d'Harcourt, Grand-Vicaire de M. le Cardinal de Noailles, qui lui avoit donné un Certificat sur la foi d'un Docteur de Sorbonne qui avoit aussi été surpris, il se présenta à ce Prélat pour lui demander la Prêtrise, ou un dimissoire. Quelques prières qu'il fit, & quelque insinuation qui regnât dans sa demande, M. le Cardinal fut inflexible: ce Prélat avoit eu des mémoires fidèles, qui l'avoient mis au fait des mœurs du Sieur des Rues. Celui-ci ne se rebuta point de cet obstacle; accompagné de deux Notaires, ils se rendirent chez M. le Car-

dinal de Noailles quelques jours après ; il le somma de lui conférer la Prêtrise, attendu qu'il étoit obligé d'aller desservir sa Cure : il mettoit par-là le Prélat dans la nécessité de justifier son refus, en acquérant la preuve judiciaire des faits dont il avoit connoissance. M. le Cardinal lui répondit, que par des raisons de conscience, dont il ne devoit rendre compte qu'à Dieu, il ne pouvoit lui donner la Prêtrise, ni un dimissoire pour la recevoir d'un autre Evêque. Quoiqu'il tint ce langage, il sentit bien qu'il devoit, pour écarter tous les reproches, faire éclater les motifs de sa conduite. C'est par cette raison que le Sieur Isoard, Curé de Sainte-Marine, Vice-Promoteur, rendit sa plainte le 8. Mai 1724. Il ne sépara point ceux que le crime avoit unis, elle eut pour objet le dérèglement des Sieurs des Rues & Merlier. L'Information fut faite en conséquence, ils furent décrétés, emprisonnés & interrogés.

Le Vice-Promoteur demanda permission d'informer par addition. C'est dans cette seconde Information que trois Témoins, la mere & les deux oncles d'une fille mineure nommée Janneton le Fort, déposèrent qu'elle avoit été soustraite à ses parens pendant trois mois. Elle avoit été récelée dans la maison du Sieur des Rues. Les Accusés subirent un nouvel Interrogatoire. Alors le Vice-Promoteur craignit que ces dépositions n'eussent trait au cas privilégié.

L'Official ordonna par la Sentence du 17. Mai 1724, que le Lieutenant-Criminel seroit appelé, & il déclara nulle la procédure qu'il avoit faite. La dénonciation aiant été signifiée au Juge Royal, il fit l'instruction conjointement avec l'Official.

Défense
du Sieur
des Rues.

Le Sieur des Rues fit paroître un Mémoire, où il s'efforça de prouver que les Témoins qui avoient déposé contre lui étoient si infames, que leurs dépositions ne pouvoient être reçues dans aucun Tribunal ;

bunal ; il dépeint ces Témoins comme des personnes décriées par leur conduite , & il en fait le portrait le plus affreux. Il dit , en parlant d'une de ces filles :

Quel spectacle de voir arriver à la porte de l'Officialité une personne dont on veut cacher la honte, dans une voiture , qui étant moitié charette & moitié tombereau , convenoit à cette criminelle , que l'on doit regarder comme l'ordure de la Ville ! Mais c'est hors des murs , c'est-à-dire , à l'Hopital qu'il faut la ramener pour y être fustigée , & non pas à l'Officialité pour déposer. Il s'attache à détruire la déposition d'une fille qui rapporte que pour la séduire il lui fit un billet en ces termes : *Je payerai au porteur la somme de six livres , valeur reçue comptant , que je payerai au premier Juillet prochain. Fait à Paris le. . . .*

Mais ce billet est muet , dit le Sieur des Rues , & ne dit pas ce qu'on veut lui faire dire : il parle d'un porteur , & non pas d'une fille. Ce billet accuse cette fille , puisqu'elle le produit comme le marché de son crime : mais ce billet n'accuse pas celui qui l'a fait , puisqu'il ne porte pas son nom , & qu'il le reconnoit seulement pour être un essai de plume depuis fort longtems. Le Sieur des Rues qui ne connoit point cette fille , & qui ne l'a jamais vu , ne peut déclarer comment ce billet a passé dans sa main. Ce billet est signé du nom du Prieur de Saint-Germain , & il étoit Prieur de Saint-Clement.

Le Sieur des Rues convient ensuite qu'on peut ajouter foi à une fille enceinte , lorsqu'elle avoue sa faute , & accuse le complice de son crime , parce qu'elle a déjà pardevers elle la preuve de cette faute , & que l'on suppose qu'elle n'est pas capable de mentir dans un tems où elle ne la révèle que parce qu'elle ne peut plus la cacher. On écoute cette fille lorsqu'elle porte le témoin de ce qu'elle dit ; &

si elle attendoit que cette preuve fût évanouïe , elle ne feroit plus recevable à former sa plainte ou sa déclaration.

On répond ; qu'en général des personnes d'une vie déréglée ne doivent pas être crues ; mais ici elles sont des témoins nécessaires , elles peuvent convaincre un Ecclesiastique qui est accusé de les avoir fréquenté : ce n'est pas un seul témoin , mais ce sont plusieurs qui parlent. Ce grand nombre de témoignages qui s'accordent à prouver le dérèglement , quoiqu'ils soient dans des bouches souillées , est néanmoins regardé comme le cri de la vérité. Ce billet écrit de la main du Sieur des Rues dépose contre lui. On voit clairement que c'est un tour d'adresse qu'il a pratiqué , & qu'en se jouant de l'honneur d'une fille , il s'est joué de sa simplicité.

Le Sieur des Rues se retranche sur la caducité & la vieillesse des faits allégués dans les dépositions. Les Evêques ne sont point des Juges de rigueur , dont le pouvoir ne s'occupe qu'à rechercher le crime pour le punir ; mais des peres qui reçoivent toujours avec peine l'accusation que l'on fait contre leurs enfans , & n'emploient jamais leur autorité (a) pour la vengeance , mais pour la correction. La Loi de la douceur & de la charité est la première loi que le Concile de Trente impose aux Prélats ; il pense qu'il faut premièrement *les avertir* qu'ils se souviennent qu'ils sont des Pasteurs , & non des personnes qui punissent (b).

Si la justice de l'Evêque ne peut avoir pour objet que le changement de celui que l'on accuse , & non pas la vengeance , pourquoi rédiger dans un corps de dépositions des faits que l'on suppose passés depuis

(a) *Non ad vindictam , sed ad emendationem.*

(b) *Illud primum admonendos censet , ut se Pastores , non persecutores esse meminissent.*

puis deux ans , depuis dix ans , depuis vingt ans , que la miséricorde du Seigneur a couverts , & que l'Evêque doit avoir oublié ?

C'est un principe constant , qu'en matiere de loi de rigueur , les Juges doivent toujours présumer en faveur des Accusés ; & si ces Accusés sont des Ecclésiastiques , les Juges d'Eglise devant qui ils paroissent ne doivent les condamner que quand ils ne peuvent plus les excuser.

Les Accusés soutiennent qu'ils ne sont coupables de rien ; mais on ne leur fera pas un crime de dire que quand même ils avoueroient les fautes qu'on leur reproche , les Canons de l'Eglise viendroient à leur secours pour les défendre.

Le Concile de Bâle , Sess. 20. ordonne que les Concubinaires publics , actuels & scandaleux seront privés pendant trois mois des fruits de leurs Bénéfices. Ce Decret solennel a été inferé dans la Pragmatique Sanction , & ensuite dans le Concordat.

Le Concile de Trente a encore adouci cette peine , en ordonnant que les Concubinaires publics , qui après la première monition ne se corrigeroient point , seroient privés de la troisième partie du revenu de leurs Bénéfices. *Quod si à Superioribus moniti ab iis se non abstinuerint , tertiâ parte fructuum ipso facto sint privati.* Et la même Loi est établie , Session 21. chap. 6.

Ce Concile ne fait dans ses Canons que confirmer l'ancienne Discipline de l'Eglise , établie sur les loix de la correction fraternelle , que Jesus-Christ a donné lui-même à ses Apôtres , & que nous lisons dans le chapitre 18. de Saint-Matthieu.

Ces Canons parlent des Clercs , qui sont actuellement dans l'habitude du crime ; & non pas de ceux qui auroient pu commettre quelques légers , il y a deux années , dix années , & vingt années.

Ces

Ces Canons parlent des Clercs infames , scandaleux & publics ; ils parlent de punir les coupables en les privant pendant un tems de quelque portion de leurs Bénéfices ; mais ils défendent la diffamation & le scandale. *Qui sine strepitu & figurâ judicii procedere possint.*

Enfin les Canons veulent que l'on ménage les pécheurs publics , & ne permettent d'employer l'autorité que contre les rebelles & les endurcis. *Quod si à Superioribus moniti ab iis se non abstinuerint.*

Matth. ch.
16.

Le Sieur des Rues dit : J'ai lu dans l'Evangile les règles de la correction fraternelle : je fais que les Constitutions Apostoliques les appliquent en particulier aux Evêques. J'ai lu dans l'Histoire de l'Eglise , que l'Apôtre Saint Jean , si plein de l'Esprit du Sacerdoce , qu'il avoit puisé jusques dans le cœur de Jesus-Christ , ayant appris les égaremens d'un jeune homme qu'il avoit destiné pour le Service du Sanctuaire , le poursuivit jusques dans sa fuite , l'appellant son fils : *Insequitur fugitantem & clamans , quid fugis , ô fili , patrem tuum ?* Que l'ayant joint il l'embrassa & l'arrosa de ses larmes , il le convertit , & lui donna l'Ordination pour en faire un Pasteur de l'Eglise. *Nec prius abstinit quam eum Ecclesiæ præficeret.*

Le Sieur des Rues sent bien qu'il a besoin d'indulgence : c'est ce qui l'engage à exciter la clémence des Juges Ecclésiastiques , & à se retrancher sur la caducité & la vieillesse des faits contenus dans ses dépositions ; mais ces faits caducs qui ont été renouvelés comme s'il avoit craint qu'ils ne s'effaçassent de la mémoire , ont servi à prouver la continuité de ses dérèglemens. Il rapporte des certificats magnifiques de gens respectables qui attestent sa probité ; mais loin qu'on regarde ces attestations comme des preuves solides , quand ils sont démentis par une preuve testimoniale , il les faut

àut envisager comme des monumens de la facilité de la surprise, de la complaisance des personnes, même les plus éclairées. Il y a une espece de convention, suivant laquelle on ne prend point dans ces conversations les complimens à la lettre. C'est un stile, suivant lequel on substitue facilement le mensonge à la vérité. On ne doit pas desespérer que bientôt ces certificats mendies, qui n'ont aucun contradicteur, seront tous sur le même pied. Le Sieur des Rues a mis en œuvre les moyens qui se sont saisis par tous les Ecclésiastiques déréglés, qui étant dans l'impuissance de se justifier, rappelleront la douceur & les ménagemens qu'ils croient que l'Eglise doit garder pour eux : mais elle fait faire le discernement des cas où l'on peut user de douceur, & de ceux dont on doit user de sévérité ; & loin que les déréglemens anciens du Sieur des Rues doivent passer pour des faits caducs, ils ne servent qu'à faire voir que dès sa première jeunesse son funeste penchant l'a entraîné au crime.

Les Accusés furent jugés en moins de deux mois définitivement par l'Official. La Sentence est du 5. Juillet 1724. Elle déclare le Sieur des Rues, atteint & convaincu de vivre depuis plusieurs années dans un commerce de débauche consommée & d'habitudes criminelles avec différentes personnes du sexe, même d'avoir retenu en sa possession près de trois mois une fille de dix-huit ans à l'insu de ses parens, d'en avoir abusé, & de ne l'avoir rendue à sa famille que parce que sa mere & ses deux oncles, après l'avoir cherchée long-tems, sont venus chez lui, aiant su qu'elle étoit en sa possession.

Comme aussi atteint & convaincu d'avoir commis une très-grande indécence devant une Religieuse *, en présence d'une autre femme, dans le

* Il est prouvé au Procès que lorsqu'elle étoit dans le sie-
ge

„ le Parloir d'un Monastere de Filles , & véhémement suspect d'avoir attiré sous des prétextes
 „ chez lui , & dans d'autres maisons , de jeunes ouvrières pour les corrompre & les livrer à d'autres.
 „ Le Sieur Merlier est pareillement déclaré atteint
 „ & convaincu de s'être abandonné à une débauche
 „ scandaleuse avec des personnes du sexe : même
 „ d'avoir prostitué de jeunes filles , d'en avoir sollicité d'autres , & d'avoir fait de son appartement
 „ un lieu de débauche , d'excès & de scandale , y attirant des filles & des femmes de mauvaise conduite , & y recevant des hommes pendant qu'elles y étoient , comme dans un lieu public ; & en
 „ outre des Rues & Merlier sont déclarés atteints & convaincus d'avoir été complices & compagnons
 „ de débauche ; pour réparation de quoi ils sont interdits pour toujours des fonctions de leurs saints
 „ Ordres , déclarés incapables & inhabiles à être jamais promus à l'Ordre de Prêtrise , & de posséder
 „ aucun Bénéfice à charge d'ame ; le Sieur des Rues privé de la Cure de Saint Brice de Gauchi ; & condamnés l'un & l'autre à se retirer incessamment
 „ dans telle Communauté ou Séminaire qui leur sera indiqué par M. l'Archevêque , pour y faire
 „ demeure actuelle & continuelle pendant trois années , & y reprendre l'esprit Ecclésiastique. Leur
 „ enjoignons pendant ce tems-là de jeûner au pain & à l'eau les Vendredi & Samedi de chaque semaine , de réciter ces jours-là leur Office à genoux & tête nue , les sept Pseaumes de la Pénitence , & de lire un Chapitre du Nouveau Testament : & les
 „ condamnons chacun en trente livres d'aumônes applicables à l'Hopital des Enfans trouvés , avec
 „ obli.

ge , le Sieur des Rues qui faisoit le Cathéchisme de la Paroisse de Saint Pierre des Arcis , avoit tenté de la séduire.

„ obligation de rapporter au Greffe de l'Officialité
 „ un certificat de leur bonne conduite pendant la
 „ retraite qui leur a été ordonnée , avec défen-
 „ ses de récidiver sous de plus grandes peines. ”

Le Sieur des Rues , qui parloit pour lui aussi-
 bien que pour son associé au crime , ne s'est jamais
 attaché dans le fond à se justifier & son complice
 des dérèglements qu'on leur imputoit ; tantôt il a
 dit que les Témoins , qui trempoient dans leurs cri-
 mes , ne faisoient point preuve contre eux ; tan-
 tôt , que le cas dont on les chargeoit n'étoit pas pri-
 vilégié. Mais on ne voit point qu'il ait fait son ca-
 pital de montrer au fond qu'ils n'étoient pas coupa-
 bles , ce qui auroit dû faire son principal objet ; il
 n'a jamais parlé de cette indécence extrême , dont
 la Sentence le déclare convaincu.

Dans le cours de l'instruction par-devant le Juge Défense du
 Royal , le Sieur des Rues donna un second Mémoi- Sieur des
 re pour sa défense ; il dit qu'on a cru l'opprimer en Rues de-
 le dénonçant au Tribunal de la Justice Séculière : vant le Juge
 voici comme il parle. Ce Tribunal , qui n'est re- Royal.
 doutable que pour les criminels , fait toute la con-
 fiance de l'Accusé , & le Sieur des Rues se sent pé-
 nénétré du plus tendre respect quand il paroît devant
 ses Juges Royaux , qu'il regarde comme les Tu-
 teurs des Canons de l'Eglise , les Défenseurs des
 Loix de l'Etat , les Protecteurs des Sujets du Roi
 qu'on opprime , & sur-tout des pauvres Ecclésiasti-
 ques que l'on persécute. Le Sanctuaire de la Reli-
 gion n'offroit à ses yeux que l'Autel où on vouloit
 l'immoler , le feu , les instrumens , & les Ministres
 de son sacrifice. Mais le Temple de la Justice Roya-
 le est pour lui l'asyle assuré de son innocence : c'est
 là qu'est placé le Trône de la Vérité , devant qui
 les Témoins infames , qui ont déposé contre lui ,
 n'auroient jamais osé paroître ; & l'Accusé a déjà ci-
 té au Parlement ses propres Juges , en appelant
 comme d'abus de leur procédure.

Il est certain, poursuit-il, que la Jurisdiction Séculière & la Jurisdiction Ecclésiastique ont toujours été distinguées, qu'elles ont des objets différens; & comme le Juge d'Eglise ne peut statuer sur les cas privilégiés, il est aussi constant que les Juges Royaux abandonnent aux Juges d'Eglise la connoissance & le jugement des délits communs.

Cette distinction se trouve établie dans tous les tems; soit qu'on se rappelle les anciennes Ordonnances, comme celle de Moulins art. 40, & autres, qui vouloient que l'Ecclésiastique fût d'abord jugé par le Juge Royal, pour le cas privilégié, & ensuite renvoyé au Juge d'Eglise pour le délit commun; soit qu'on se représente l'Edit de Melun art. 22, & toutes les Déclarations suivantes qui ont ordonné *que le Juge Royal se transporterait au Siège de l'Officialité, & qu'il y instruirait le Procès de l'Ecclésiastique conjointement avec l'Official, pour l'Accusé être jugé par le Juge d'Eglise sur le délit commun, & ensuite renvoyé au Juge Royal, pour le cas privilégié.*

Il faut donc dire que ces deux usages, quoique différens, se réunissent pour établir cette Loi du Royaume ancienne & constante; savoir, que le seul cas privilégié est l'objet de la Justice Séculière, comme le seul délit commun est l'objet de la Justice Ecclésiastique.

Ce principe supposé, il est constant qu'on n'a pu le traduire devant les Juges Royaux, que pour quelque cas privilégié, distingué des suppositions en forme de délits communs, sur lesquelles il a déjà été jugé par les Juges de l'Eglise.

Le Sieur des Rues prétend ensuite prouver que dans la procédure il n'y a aucun cas privilégié contre lui. On en a voulu faire un de la séduction de Jeanneton le Fort; il établit que cette fille, s'il avoit voulu la séduire, lui auroit épargné tous les fraix de la séduction; que l'ouvrage étoit fait long-tems

ems avant qu'il la connût ; il cite plusieurs auteurs
 le ses débauches. La prison , dit-il , fut le théa-
 re des fêtes criminelles qu'elle y a faites. On y
 rouveroit plus de vingt témoins du scandale qu'el-
 e y a causé. Les deux cœurs entrelassés qui se trou-
 rent gravés sur la muraille à côté du lit où couchoit
 un particulier , & les noms de ce particulier & ce-
 lui de Jeanneton le Fort , qui sont écrits au-dessous,
 annonceront à la postérité que cette fille , comme
 es Héros , a voulu que ses conquêtes fussent gra-
 rées sur la pierre la plus dure ; ou que ce particu-
 lier , dans les transports de sa reconnoissance , a vou-
 lu laisser à la prison un monument de la tendresse
 qu'en l'année 1723. Jeanneton le Fort avoit pour
 un pauvre prisonnier.

La Campagne comme la Ville ont été pour elle un
 théâtre , où pour jouer la même piece , elle chan-
 geoit tous les jours d'acteurs.

Il suffira de citer ici le Cabaret du grand Monar-
 que situé à Montmartre , où cette fille a été souvent
 avec des hommes boire le vin de sa prostitution. *Vi-
 um iniquitatis bibunt.* Proverb. 4. Cette Monta-
 ne Sainte où elle n'auroit dû monter que pour pleu-
 er sa virginité , fut souvent le rendez-vous de ses
 promenades libertines , & elle n'y monta jamais
 pour faire des Martyrs *.

Ces peintures vives , & ces traits qui peuvent
 passer pour des bons-mots , s'ils représentent Jean-
 eton le Fort comme une fille de débauche , & qui
 e pouvoit plus être séduite , prouvent aussi que le
 leur des Rues avoit du goût pour un crime qu'il
 eint si bien. Un Ecclésiastique qui se justifie de la
 porte , ne montre-t-il pas que le dérèglement a de
 attrait pour lui ? Il se disculpe ensuite du cas privi-

Tome IX.

M

légié ,

* Il fait allusion à l'étymologie de Montmartre , dérivé
 de *Mons-Martyrum*.

légié, qu'il soupçonne être dans le billet que lui oppose une fille. Il répète tous les moyens qu'il a employés à cet égard, & finit en disant, que si un particulier reconnoissoit avoir fait un pareil billet à des malheureuses, sur lequel par honneur il n'eût pas voulu mettre son nom, pourroit-on lui reprocher le crime de faux ni aucun cas privilégié? On ne peut jamais étouffer le cri de la Vérité, elle fait taire l'Eloquence même; tout ce qu'on lui oppose, ne sert qu'à la faire éclater; elle s'empare du fond du cœur, dont on ne peut plus la chasser. Argumens artificieux, ressource de l'art, raisonnemens spécieux, tout cela s'évanouit à sa lumière.

Le Sieur des Rues tâche de faire voir que les Témoins qui ont déposé contre lui sont proscrits par toutes les Loix (a). Il est vrai que l'on est obligé quelquefois de recevoir le témoignage de témoins reprochables; mais les Docteurs de la Jurisprudence décident que ce n'est qu'à ces conditions: savoir, premièrement, (b) quand l'on ne peut dé-

cou-

(a) *Testes autem considerantur naturâ & visâ. Si innocuus & integer actû; nam si vita bona defuerit, fides carebit.* Cap. for. de verb. signif. decret. lib. 5. cap. 40.

Testium fides diligenter examinanda est, an inhonesta & inculpata vita. Lib. 3. d. 1. §. 1. & 2. ff. de testib.

Mezeray dans son Histoire de France I. vol. in 4. pag. 486. parlant de la Discipline de l'Eglise au VIII. siècle, & de l'usage de France sous Charlemagne dans le Jugement des Ecclesiastiques, dit qu'on ne recevoit point les personnes viles & reprochables pour les accuser, qu'il falloit soixante & douze témoins pour convaincre un Evêque, quarante pour le Prêtre, trente-sept pour le Diacre, & sept pour les autres de moindre degré, tous irréprochables.

(b) *Testes inhabiles admittuntur, quando agitur de delictis, in quibus veritas aliter haberi non potest, quando deponunt tantummodo de facto inquisiti; secus vero si deponunt de aliquo facto proprio, scilicet de eo quod ipsi fecerint, quia tunc eis non creditur.*

couvrir la vérité par d'autres moyens. Secondement , (a) quand il ne s'agit point de faits qui leur soient particuliers , & qu'ils ne sont point complices de ce qu'ils avancent. Troisièmement , (b) quand ils n'ont aucun reproche à souffrir. (c) Quatrièmement , les infâmes sont regardés pour être si ennemis de l'honneur & de la vérité , qu'il n'est permis d'ajouter foi à leur parole , que quand leur témoignage est confirmé dans la torture. Cinquièmement , (d) les mêmes Docteurs soutiennent que de pareils témoins rassemblés ne peuvent jamais former une preuve contre un accusé.

Le Sieur des Rues , qui cite un Criminaliste dont l'autorité prouve que des témoins inhabiles ne sont point de preuve , ne voit pas que ces sortes de témoins , quand ils s'accordent dans des dépositions qui constatent le dérèglement , font un tableau tracé par la vérité même , qui sert pour ainsi dire du fond de leur déposition.

M 2

Au

tur. Masc. Conf. 74. n. 7. Grat. in Conf. 59. n. 39. Capell. Tolos. decis. 4.

(a) *Socius criminis nefarii ut testis non est audiendus.* Masc. Concl. 1313.

(b) *Testes inhabiles qui plures patiuntur defectus , etiam quod veritas aliter haberi non possit , non admittuntur , & eorum depositiones annihilantur.* Soc. Conf. 118. Barbat. Conf. 65.

Si testis labore aliquo defectu , non repellitur in totum : sed si plura contra eum concurrant , in totum repellitur. Grat. Conf. 59. Rolan. Conf. 24. n. 61. Silvan. Conf. 81. n. 15.

(c) *Scias etiam quod dictum socii criminis ad hoc , ut fidem faciat , requiritur , quod fuerit confirmatum in tormentis ; cum enim ex proprio delicto effectus sit infamis , non debet admitti in testem sine tortura.* Jul. Clar. lib. 5. Sentent. q. 21. n. 11. Alciat. in tract. de præf. 29. n. 12.

(d) *In casibus in quibus testes inhabiles admittuntur , non probant planè , sed solum faciunt qualemqualem probationem.* Arel. in cap. cum Nuntius. Grat. Conf. 39. n. 12. Alex. Conf. 64. &c.

Au mois de Septembre 1724, Jeanneton le Fort déclara devant un Commissaire le commerce criminel qu'elle avoit eu avec le Sieur des Rues, & qu'elle étoit enceinte de ses œuvres; en conséquence il y eut un rapport, sur lequel la Sage-femme atteste que la le Fort étoit grosse, & qu'il lui a paru que c'étoit de son premier enfant.

Sept mois après la Sentence de l'Official, c'est-à-dire, le 17. Janvier 1725, le Juge Royal ordonna *que les Témoin*s recollés devant l'Official seul, avant le 18. Mai, seroient derechef recollés & confrontés devant le Juge Royal, même les Accusés interrogés sur le contenu de leurs dépositions, pour le tout être communiqué au Procureur du Roi, & ordonné ce que de raison.

Le Lieutenant-Criminel crut apparemment qu'il y avoit dans le Procès un cas privilégié, autre que celui pour raison duquel les Accusés lui avoient été dénoncés. Ils interjetterent Appel de cette Sentence; mais comme ils ne firent point de poursuites pendant l'espace de six mois, M. le Procureur-Général conclut par une Requête du 28. Août 1725, attendu qu'ils négligeoient de faire juger l'Appel, que les procédures qui avoient été apportées au Greffe de la Cour, seroient rapportées au Greffe du Châtelet, pour être par le Lieutenant-Criminel le Procès continué jusqu'à Sentence définitive.

Le Sieur des Rues alors appella du Juge Royal, comme de Juge incompetent. Il conclut à ce qu'il fût fait défense que le Lieutenant-Criminel instruisît séparément d'avec l'Official. Sa Requête fut jointe à l'Appel; ainsi à la Cour les Accusés avoient deux batteries. Ils prétendirent contre le Juge Royal, qu'il n'y avoit rien qui fût de sa compétence; & contre l'Official, que sa Sentence étoit abusive.

Voici ce que le Sieur des Rues allégué contre le Juge Royal.

Ordon-
nance du
Juge
Royal.

Moyens
que le

Sui.

Suivant toutes les Loix de l'Etat , il est constant que le délit commun dans les Clercs appartient à l'Official , qui est leur Juge naturel ; & que le Juge Séculier ne peut connoître en eux que du cas privilégié. Cette maxime est contenue dans toutes les Ordonnances , & confirmée par les Arrêts de tous les Parlemens du Royaume.

Sieur des
Rues pro-
posa contre
le Juge
Royal.

Ce principe établi , si dans toute la procédure qui a été faite contre le Sieur des Rues il n'y a aucun cas privilégié , il faut dire qu'il n'y a rien qui soit de la compétence du Juge Royal.

L'on peut distinguer dans cette procédure , celle qui a été faite par l'Official seul jusqu'au 18. Mai , & celle qui a été faite depuis le 18. Mai , que les deux Juges Royal & Ecclésiastique ont été joints ensemble.

Pour ce qui regarde la procédure qui a été faite par l'Official seul : comme ce Juge d'Eglise ne peut sous peine de nullité procéder seul en matiere de cas privilégié , il faut dire qu'il n'y en a point dans sa procédure : ou s'il y en a , il faut , suivant les Ordonnances , la casser , l'annuller , la recommencer aux dépens de l'Official , & le condamner aux dommages-interêts de l'Accusé.

L'Accusé soutint aussi qu'on ne pouvoit trouver aucun cas privilégié dans la procédure faite depuis le 18. Mai par les deux Juges unis ensemble ; car en adoptant les idées du Sieur Isoard , s'il s'en trouvoit quelqu'un , ce seroit le cas pour lequel ce Vice-Promoteur a dénoncé l'Accusé au Juge Royal , & dont M. le Procureur du Roi a fait une mention expresse dans son Requisitoire , c'est-à-dire , la prétendue séduction de Jeanneton le Fort.

Mais le Sieur des Rues se flatte d'avoir dissipé dans ses Mémoires & dans ses Requêtes ce phantôme de séduction , que la malice la plus noire avoit formé contre lui ; & puisque la débauche ancienne & continuée de cette libertine est actuellement

prouvée au Procès suivant l'Information qui s'est trouvée faite devant Me. Chauvin Commissaire , & par des Lettres qui prouvent l'intrigue consommée qu'elle avoit avec des hommes long-tems avant que de connoître l'Accusé : sur quoi donc pourroit-on fonder l'idée d'une séduction , qui , suivant toutes les Loix , ne peut avoir lieu qu'à l'égard d'une fille sage & vertueuse ?

Enfin il ne s'agit point ici de démontrer la fausseté des dépositions , ni l'infamie des Témoins. Il ne s'agit point de développer l'artifice avec lequel on a fait tenir un langage de vertu à des malheureuses , qui ne sont connues que par le cri de leur débauche , & dont il y en a quatre actuellement à l'Hôpital. Il s'agit de chercher un cas privilégié , & le Sieur des Rues va démontrer qu'il n'y en a aucun dans toutes les fables les plus ornées que l'on a rassemblées contre lui.

Tout le monde convient que le Juge d'Eglise & le Juge Séculier ont des Juridictions & des objets différens ; mais la difficulté est d'en rapporter les justes bornes. Il est constant que le Juge d'Eglise ne peut connoître que du délit commun , & le Juge Royal du cas privilégié : mais il s'agit de déterminer ce qui est délit commun dans les Clercs , ou ce qui est cas privilégié.

Si l'on parcourt ce que la vénérable Antiquité nous rapporte , on y trouve les Ordonnances de Constantin, de Theodose, de Justinien dans ses Nouvelles, de Charlemagne dans ses Capitulaires, de Charles le Chauve dans la Conférence des Cerisiers , de Louis le Pieux , & autres Empereurs ou Rois de France , qui , pour se montrer les Protecteurs de l'Eglise , ont tous défendu de citer les Clercs devant les Juges Séculiers. Et les Princes Chrétiens n'ont rien fait dans cette occasion , que les Idolâtres n'aient ordonné en faveur des Prêtres destinés au service des idoles ,

idoles, dont les Causes, selon Tite-Live, étoient renvoyées devant le Grand-Pontife.

L'Ordonnance de 1670. tit. 1. art. 11. exprime bien la distinction des cas Royaux & des cas ordinaires, pour distinguer les Juges Royaux des Juges Hauts-Justiciers. Elle rapporte dans l'article 12. les cas Prévotaux; mais elle ne distingue pas les cas privilégiés des délits communs, qui peuvent se rencontrer dans les Clercs, & se contente de statuer art. 13. *que les Ecclésiastiques seront conservés dans leurs droits & privilèges.*

Enfin M. de Harlay, qui favoit si bien rendre à Dieu ce qui lui étoit dû, sans blesser les droits de César; ce Magistrat aussi digne de louanges qu'il méprisoit les éloges, en parlant un jour au Prince Henri de Bourbon des privilèges de la Cléricature, se contenta de dire: *Que le Roi François I. dans deux articles de son Ordonnance avoit plus retranché de Jurisdiction aux Juges Ecclésiastiques, qu'ils n'en avoient usurpé dans l'espace de trois siècles.*

Mais on ne rapporte point qu'il ait exprimé en particulier quelles étoient les justes bornes des deux Puissances, & des deux Tribunaux.

Ainsi, poursuit le Sieur des Rues, pour donner une idée juste du délit commun & du cas privilégié, il faut recourir aux principes des deux Jurisdic-tions, consulter l'esprit des Ordonnances, s'attacher à ce que les Parlemens ont décidé, voir ce que les plus habiles Jurisconsultes de France en ont dit, & appliquer le tout à la Cause dont il s'agit.

Fevret dans son Traité de l'abus, liv. 8. chap. 1. distingue trois sortes de crimes; les *Simple*s, les *Mixtes* & les *Royaux*. Les crimes simples sont ceux dont la connoissance appartient au seul Juge d'Eglise. Telle est l'Hérésie, qui ne peut être portée qu'au Tribunal des Evêques, qui sont les seuls Juges de la Foi. Et le Pape en 1547. s'étant plaint

de ce que François I. avoit violé les libertés de l'Eglise, en attribuant aux Juges Royaux la connoissance des choses spirituelles, comme de l'Hérésie, M. Bruslard Procureur-Général du Parlement de Paris fut chargé de répondre aux articles proposés par la Cour de Rome. Il répondit avec une éloquence digne de lui, & de la place qu'il occupoit. Sur l'article 16. il dit que les Juges Séculiers ne connoissoient point en France de l'Hérésie; mais des séditions & des troubles qui pouvoient l'accompagner.

Les crimes mixtes sont ceux dont la connoissance appartient aux deux Tribunaux, & sont punis par le Juge d'Eglise dans les Clercs, & par le Juge Séculier dans les Laïques. Telle est la Simonie, qui suivant l'Edit de Blois art. 21. doit être punie sévèrement par les Evêques dans les Ecclesiastiques, & par les Baillifs dans les Séculiers. Chopin & Rebuffe soutiennent pareillement que l'Usure est un crime mixte. *Crimen est utriusque Fori*. Et le Parlement même regardoit autrefois l'Adultere comme un cas mixte, puisque Jean le Coq cite un Arrêt par lequel la Cour a renvoyé à l'Evêque de Paris un Ecclesiastique accusé d'adultere; & que le Maître dans son Traité de l'abus art. 6. cite un autre Arrêt, qui défend aux Juges d'Eglise de connoître de l'adultere dans les Séculiers.

Les Cas Royaux sont ceux dont le Juge Royal connoît contre toutes sortes de personnes; & qui par rapport à leur atrocité doivent être punis par le bras séculier.

Bornier dans ses Conférences sur l'Ordonnance de 1670. titre 1. art. 13. propose & soutient la même distinction; & en parlant des Cas Royaux, il ajoute que ces cas sont privilégiés, parce que les Juges Séculiers ont le privilege d'en connoître dans les Ecclesiastiques; & que ces crimes étant contre l'autorité du Roi, ou contre la sûreté de l'Etat, dont
l'Eglise

l'Eglise fait une partie , *Ipsa enim Ecclesia est in Republica* , c'est aux Juges Royaux qu'il appartient de juger , même dans les Clercs , tous les crimes qui sont contraires aux devoirs d'un Sujet du Roi , & d'un membre de la République.

Enfin Me. du Perray dans ses Notes sur l'Edit de 1695 , Me. d'Hericourt dans son Recueil des Loix Ecclésiastiques de France , & autres Jurisconsultes de notre tems , rapportent plusieurs règles pour distinguer le cas privilégié , du délit commun.

Mais en appliquant toutes ces règles à la procédure faite contre le Sieur des Rues , elles sont autant de preuves qui démontrent que cette procédure ne contient aucun cas privilégié. Le crime privilégié , disent ces Auteurs , est un crime atroce , que les peines canoniques ne peuvent assez punir , & pour la vengeance duquel il faut employer le Bras Séculier. Mais dans l'espece présente les coups de la Justice Séculière ne pourroient être que scandaleux pour l'Eglise , & contraire aux Ordonnances. Car enfin il s'agit ici de quelques foiblesses que l'on impute à l'Accusé , & de quelques libertés que l'on suppose qu'il a prises avec le sexe. Mais y eut-il jamais délit plus commun * ? Et pour quelle raison M. le Lieutenant-Criminel pourroit il s'en former un cas privilégié ?

Le Sieur des Rues cite la Déclaration du Roi de 1695. art. 36. qui confirme cette maxime , qui n'a jamais été contestée ; savoir , que la correction des mœurs d'un Ecclésiastique appartient uniquement à son Evêque.

Il dit ensuite , que s'il étoit vrai qu'il lui fût échappé quelque faute considérable , la Loi lui seroit encore plus favorable , puisqu'il n'est point Prêtre ,

M 5

qu'on

* Veut-il faire allusion du délit commun , au délit usité ?

qu'on ne peut l'accuser d'avoir profané son Ministère, & qu'il est prouvé par les certificats de plusieurs Evêques, Docteurs, Curés, & Vicaires-Généraux, que depuis vingt ans il a toujours tenu une conduite édifiante, & qu'il n'a jamais scandalisé l'Eglise.

Le délit commun, poursuit-il, disent les Jurisconsultes, est un crime commis contre les Loix de l'Eglise : & le cas privilégié est celui qui interesse l'autorité du Souverain, ou la sûreté de l'Etat. Mais dans la Cause présente on ne rencontre que des malheureuses, des filles ambulantes, d'un libertinage ancien & continué, qui ne peuvent former un reproche de violence ni de séduction ; filles que l'on a été chercher jusques dans l'Hopital, & dont plusieurs publient actuellement avoir été subornées pour venir en témoignage. Tels sont les Témoins dont on s'est servi pour flétrir & opprimer le Sieur des Rues ; & ce qui est de plus extraordinaire, c'est que la Basainville, la Macé, & la le Fort, quoique domiciliées de la Maison de force, n'ont pas laissé d'être introduites sur la scène, pour y faire le rôle de filles vertueuses. On a donné à ces Messalines le langage de Lucrece ; tout est simulé dans la procédure : & pouvoit-on choisir des personnages plus ennemis de l'honneur & de la vérité ?

Le Sieur des Rues soutient toujours qu'il ne connoit point ces misérables, ou qu'il ne les connoit que par la clameur de son quartier. Mais en revenant au principe : si l'Accusé avoit eu quelque société avec ces femmes perdues, qui déposent de deux ans, de dix ans, de vingt ans, en quoi donc auroit-il violé les Loix de l'Etat ? Et une prison de neuf mois suivie d'un long Séminaire, décerné par son Official, ne suffiroit elle pas pour réparer les fautes qu'on veut lui imputer ? Enfin le Roi, par sa Déclaration de 1678, a distingué la Jurisdiction

ion Ecclésiastique de la Jurisdiction Séculière : il dit dans cette Déclaration , avoir par ses Ordonnances de 1667 , & 1670 , réglé particulièrement la compétence des Juges. Il ajoute que par les art. 11. & 12. au Titre de la compétence , il a ordonné que les Baillifs , Sénéchaux , Lieutenans-Criminels de Robbe-Courte , connoîtront les crimes y énoncés. Ainsi les cas privilégiés , c'est-à-dire , les crimes dont la connoissance appartient au Juge Royal , sont contenus dans les art. 11. & 12. de l'Ordonnance de 1670. Mais de tous les cas qui y sont rapportés , on n'en trouvera pas un dans toute la procédure.

C'est au Roi seul à qui appartient l'autorité & le droit de gouverner pour le temporel , ceux que la Providence a soumis à son pouvoir. C'est lui qui établit dans ses Etats des Officiers & des Juges , dont il se sert pour rendre la Justice à ses Sujets.

Ce sont les Princes Chrétiens , qui , pour témoigner leur zèle pour l'Eglise , ont accordé aux Evêques cette Jurisdiction contentieuse qui s'exerce dans les Oficialités ; & qui , pour soutenir l'honneur du Sanctuaire , ont soustrait dans bien des cas les Ecclésiastiques aux Tribunaux Séculiers.

Le privilege Clérical est donc fondé sur la piété des Rois Chrétiens , qui pour punir & corriger les Ecclésiastiques sans scandaliser l'Eglise , les ont renvoyés à la juste clémence de leurs Evêques. Ce privilege est inséparable de la Cléricature , disoit autrefois un grand Magistrat : de même qu'un Séculier ne peut être traduit devant le Juge d'Eglise pour des choses qui ne regardent point sa Jurisdiction ; de même l'Ecclésiastique ne peut saisir à sa volonté la Jurisdiction Séculière.

On lui impute , poursuit le Sieur des Rues , d'avoir fréquenté des personnes du sexe ; mais n'est-il pas constant que les Laïques les plus libertins & les plus scandaleux sur ce chef , ne sont pas cités pour cela

*M. Bourdin
sur l'Ordon.
de 1539.*

cela devant le Lieutenant-Criminel ? Et comment donc, quelques fautes secrettes, passageres, supposées, & recueillies depuis vingt ans, pourroient-elles rendre l'Accusé soumis à la compétence du Juge Royal ? C'est-à-dire, que tout son privilege se termineroit à multiplier les procédures, à le donner en spectacle à toutes les prisons, à le faire paroître dans tous les Tribunaux, & à le rendre la victime de l'émulation, & des différens sentimens qui se rencontrent dans les deux Juridictions. Il est vrai que les fautes d'un Clerc sont plus graves que celles d'un Séculier ; mais les Clercs ont ce privilege sur les Séculiers, que c'est à l'Evêque à leur imposer des peines convenables, dans le cas même où les Laïques seroient reprehensibles devant les Juges Royaux. Enfin la seule atrocité du crime peut les faire traduire au Tribunal de la Justice Séculiere ; & la Cour connoitra par elle-même que toute la procédure qui a été portée à son Tribunal, ne contient que des délits communs, sur lesquels le Juge Royal n'a rien à prononcer.

Moyens
qu'ils pro-
posent
contre la
Sentence
de l'Offi-
cial.

La seconde batterie que dressa le Sieur des Rues, avoit pour objet la procédure de l'Official, qu'il soutenoit abusive. Il prétendit d'abord qu'elle étoit suspecte, parce que l'Official & le Vice-Promoteur s'étoient enrichis des bienfaits de son Eminence, laquelle avoit un intérêt particulier dans ce Procès, parce que le Sieur des Rues lui avoit fait des somimations juridiques, & avoit protesté contre le refus de ce Prélat, & étoit sur le point de l'intimer à la Primatie. Suivant l'Ordonnance de Louis XI. en 1498, de François I. à Ys sur Tille en 1525, de Henri III. aux Etats de Blois en 1585, & de Louis XIV. en 1667, tit. 24. art. 29, *un Juge est recusable quand lui ou ses enfans, son pere, ses freres, neveux ou alliés ont obtenu quelque Bénéfice des Prélats & Patrons Ecclesiastiques, qui soient Parties ou intéressés dans l'affaire.*

Le Sieur des Rues applique mal les Ordonnances: ce moyen pouvoit être admis, il s'ensuivroit qu'un Evêque ne pourroit jamais récompenser un Official, ni Promoteur; & qu'un Ecclésiastique qui a eu la bonté de faire signifier un Acte à son Evêque, seroit soustrait à sa juridiction.

Le premier moyen d'appel comme d'abus du Sieur des Rues, est tiré de la qualité du Vice-Promoteur.

Premier
moyen
d'appel
comme
d'abus.

Les Evêques dans le commencement n'avoient aucun Tribunal; tout leur pouvoir consistoit à exhorter les coupables, ou à séparer les endurcis de la société des Fidèles. Dans la suite on les a choisis comme des médiateurs pacifiques & des arbitres intelligens, pour terminer les querelles qui pouvoient arriver entre les Ecclésiastiques & les Séculiers. C'est ce ministère de médiation qu'ils ont converti en Jurisdiction; & le tems est venu où les Juges d'Eglise voulant rendre leur Prétoire comme un Tribunal universel, c'est-à-dire, y citer toutes sortes de personnes, & y juger toutes sortes de causes; les Rois, & sur-tout François I. ont été obligés d'établir des Ordonnances particulières pour réprimer les abus des Juges d'Eglise, & les ont soumis aux Cours Souveraines pour y rendre compte de leur conduite, & en recevoir la correction. Ainsi ce sont les Rois qui ont donné des Tribunaux aux Evêques, qui ont assigné les Officiers de leur Jurisdiction; & de même que les Prélats ne peuvent avoir d'autres règles de procédures que celles établies par le Souverain; de même ils ne peuvent multiplier à leur fantaisie les Officiers de leur Prétoire, ni en avoir d'autres que ceux que les Rois leur ont permis d'établir.

Suivant l'Ordonnance de François I. en 1542, l'Ordonnance de Moulins art. 76, & l'Edit de 1695, art. 31, les Evêques ne peuvent avoir plusieurs Officiers, sinon dans le cas où leurs Diocèses se trouvent

ent.

vent situés dans le Ressort de différens Parlemens ; & même dans cette occasion ne peuvent-ils le faire sans des Lettres expresses de Sa Majesté. Cette Loi a été confirmée par plusieurs Arrêts de la Cour ; il suffira de citer celui qui a été rendu le 24. Avril 1600 , sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Servin , par lequel il fut défendu à l'Evêque de Langres d'avoir deux Officiaux ; & la raison de cette Loi se trouve si bien exprimée dans cette règle du Droit Canon ; *Sicut non sunt unius civitatis plures Episcopi , ita nec plures sunt ejus Officiales.*

Mais en appliquant ces principes au Sieur Isoard, soi disant Vice-Promoteur de l'Archevêché de Paris, ne peut-on pas lui reprocher le plus grand de tous les défauts , c'est-à-dire , le défaut de puissance ? *Nullus major defectus haberi potest quam potestatis. Leg. Fin. de jur.* Si l'on parcourt toutes les Ordonnances & tous les Diocèses , on trouve que les Evêques ont droit d'avoir un Official , un Vicégerent , & un Promoteur ; mais le nom de Vice-Promoteur y est inconnu. Ainsi comment a-t-on pu en faveur du Sieur Isoard établir un titre de Vice-Promoteur , que les Rois n'ont point accordé aux Evêques ? Où sont ses Patentes ? Ses Lettres ont-elles été enregistrées ? A-t-on pu lui en donner contre les Ordonnances , & sans une permission expresse de Sa Majesté ?

Enfin , si suivant ce qui a été jugé le 19. Juin 1652 , contre le Chapitre de Saint-Marcel , & par un autre Arrêt rendu au sujet de l'Abbaye de Saint-Germain des Prés , un Seigneur Haut-Justicier , même Ecclésiastique , ne peut multiplier les Officiers de sa Justice sans des Lettres Patentes du Roi ; sur quoi fondé un Evêque pourroit-il s'éloigner de cette règle si ancienne & si générale ?

Le Sieur Isoard répondra peut-être , en comparant son Prétoire avec les Cours Souveraines , que le Promoteur , ainsi que M. le Procureur-Général ,
peut

peut avoir ses Substituts. Mais premièrement, le bien de la République & la multitude des affaires demandent les soins de Messieurs les Substituts, les Lettres du Prince autorisent leur ministère ; & il n'en est pas de même de la Charge de Vice-Promoteur. Secondement, Messieurs les Substituts forment un Corps de gens éclairés & toujours prêts à travailler sous les ordres de M. le Procureur-Général, qui ne font rien qu'au nom & par l'autorité du Magistrat ; & dans la cause présente le Sieur Isoard tout requis en son nom. Enfin les Ordonnances accordent un Substitut à M. l'Official, en lui donnant un Vicegérant ; mais elles n'en donnent point au Promoteur.

Voici le second moyen d'appel comme d'abus.

Second

Le Vice-Promoteur est un Officier muni de Lettres nécessaires, ou il ne l'est pas ; il n'a pu en son nom porter sa plainte & demander permission d'informer & requérir toute la procédure. Toutes ces opérations supposent un homme qui a droit & titre pour agir : s'il est Officier titré, s'il est Accusateur & Partie dans la cause, son nom, son domicile, sa qualité doivent être exprimés dans les assignations. Suivant l'Ordonnance de 1667, titre 2. art. 2. il demande tout, & rien ne se fait en son nom : c'est la Requête du Promoteur que tous les Témoins ont été assignés. Cette nullité enveloppe toute l'information. La nullité des Exploits est un moyen décisif pour anéantir toute une procédure, suivant l'Ordonnance de 1667, tit. 5, art. 5.

moyen
d'appel
comme
d'abus.

A l'égard des autres moyens d'abus que le Sieur des Rues propose, comme ils sont renfermés dans la réfutation qu'en fait Me. de Blaru, c'est là qu'on les trouvera.

Le Sieur des Rues sent bien que la Justice n'est pas pour lui, aussi ne veut-il avoir affaire qu'à des juges pleins de clémence. Il entre ensuite dans le détail

détail de plusieurs nullités qu'il croit avoir trouvé dans la procédure ; mais une nullité , pour être telle , doit avoir été exprimée par l'Ordonnance. Il en faut distinguer de deux sortes. Celles qui vicieront une déposition , n'infesteront pas toute la procédure. Il y a des nullités qui tombent sur la base & le fondement de la procédure ; alors toute la procédure tombe.

Première
 nullité.

D'abord il prétend qu'ici la jonction du Juge Royal avec le Juge Ecclesiastique est une nullité , parce qu'il n'y a point de cas privilégié dans les crimes qu'on lui impute. Il cite M le Feron sur la Coutume de Bourdeaux , liv. 1. tit. 4 , *de dote*. Le cas privilégié est un crime commis contre les Loix de l'Etat , & qui interesse l'autorité du Souverain. *Ubi adversus Regias constitutiones quid actum est , species singularis , ac præcipua est , ex quâ Ecclesiastici apud profanum Judicem causam dicunt*. Sur le fondement de cette définition , il prétend qu'il n'y a point de cas privilégié dans la procédure faite contre lui. Le Sieur des Rues a une idée peu juste du cas privilégié ; il n'est pas le seul qui ait abusé des idées générales qu'on en donne. Papon , liv. 1. tit. 5 , chap. 34 , rapporte qu'un Huissier du Parlement de Bourdeaux ayant accusé un Clerc d'avoir un commerce criminel avec son épouse , il prétendit , par une idée plaisante & singulière , que c'étoit un cas privilégié , parce que , disoit-il , sa femme étoit , en vertu de son *Committimus* , sous la sauve-garde du Roi , & qu'ainsi le Clerc accusé n'avoit pu en jouir sans blesser l'Autorité Royale ; à quoi l'Accusé se contentoit de répondre que le *Committimus* ne lui avoit point été signifié.

L'idée la plus juste qu'on puisse donner du cas privilégié , c'est un crime atroce , un crime public , dont l'Accusateur qui y est intéressé ne peut pas en se désistant en remettre la peine. Ainsi les crimes
qui

qui sont des cas Prédiaux, Prévotaux, des cas Royaux, & ceux qui peuvent même être de la compétence des Juges des Seigneurs à l'égard des laïques, & pour lesquels les Juges infligent des peines afflictives, sont des cas privilégiés. En un mot, tous les crimes publics dont sont coupables les Ecclésiastiques, ont cette qualification. C'est sur cette idée nette & précise qu'il faut examiner si les crimes dont on accuse le Sieur des Rues, sont des cas privilégiés.

Le Concordat, dit-il, la Pragmatique-Sanction & le Concile de Trente parlent des Concubinaires publics & scandaleux; mais ces Loix respectables de l'Eglise & de l'Etat renvoient les Accusés à leurs Evêques, & on n'a jamais pensé que dans pareils cas, ils pussent avoir été cités devant un Lieutenant-Criminel.

Quand les Ambassadeurs de France députés au Concile de Trente présentèrent aux Evêques assemblés plusieurs Articles de Discipline, ils demanderent premièrement, que les incontinences scandaleuses des Prêtres fussent punies suivant les saints Canons; & quels sont donc ceux qui peuvent imposer des peines canoniques, si-non les Juges de l'Eglise?

Enfin, suivant ce que rapporte Papon, Livre 7, Titre VII, Art. I., le 11. Juin 1550, les Syndics de la Povince de Toulouse présentèrent Requête au Roi, sur ce que les Ordonnances des Rois ses Prédécesseurs aient défendu aux Juges Seculiers de procéder contre les Ecclésiastiques, quand il s'agit du délit dont la correction appartient aux Prélats; cependant le Parlement de Toulouse par Arrêt du 26. Octobre précédent rendu en Vacation, auroit ordonné entre autres choses aux Juges Royaux de saisir les personnes Ecclésiastiques qui se trouveroient chargées de malversations avec des femmes, sans aviser que par les saints

„ Decrets , ledit crime n'emporte de foi aucun cas
 „ privilégié , & que la connoissance en doit appar-
 „ tenir aux Prélats , privativement aux Juges Lai-
 „ ques. CE CONSIDERE' , requéroient que le Roi,
 „ en qualité de Souverain & de Protecteur des Li-
 „ bertés de l'Eglise , eût la bonté de casser ce Ju-
 „ gement.

Cette Requête , dit Papon , fut rapportée au Conseil Privé du Roi , qui ordonna que M. le Procureur - Général du Parlement de Toulouse seroit mis en Cause. Le 29. Avril 1551 , l'affaire fut plaidée au Conseil privé à Amboise , & par Arrêt du Conseil rendu en présence du Roi , l'Arrêt du Parlement de Toulouse fut cassé , comme contraire aux saints Decrets & aux Privilèges Ecclésiastiques.

L'Histoire loue le zèle de Théodose , parce qu'il avoit abrogé la Constitution de Jean , usurpateur de l'Empire d'Occident , par laquelle ce Tyran vouloit obliger les Clercs à subir en toute Cause le Jugement des Cours Séculières : *Clericos indiscretim ad Seculares Judices debere deduci infausus præsumptor edixerat.* Leg. fin. Cod. Theod. Elle parle de la piété de Constantin , qui refusa souvent de juger des Ecclésiastiques , parce qu'il ne vouloit point se rendre le Juge de ceux qu'il regardoit comme ses médiateurs auprès du Souverain des Juges.

Seconde
nullité.

Après que le Sieur des Rues a prétendu que la jonction du Juge Royal aux Juges Ecclésiastiques est une nullité , parce que le cas n'est pas privilégié ; il prétend qu'en supposant qu'il le fût , le Conseiller-Clerc du Châtelet qui a fait l'instruction conjointement avec l'Official , ne pouvoit pas faire cette fonction. Un Conseiller-Clerc est l'homme de l'Eglise dans le Tribunal Séculier , qui en qualité d'associé à la Compagnie , peut bien connoître des affaires civiles qui y sont décidées , mais qui par rapport à sa qualité d'Ecclésiastique , ne peut con-

noître

noître des Causes criminelles. On n'a jamais vu un Conseiller-Clerc prendre séance à la Tournelle, si ce n'est qu'il y fût appelé pour discuter le Privilege de la Cléricature. Les Conciles se sont plaints assez souvent de ce que les Ecclésiastiques se mêloient des affaires Séculières, & il leur a toujours été défendu d'assister aux procédures criminelles.

Mais comment donc un Conseiller-Clerc du Châtelet a-t-il pu venir dans le Siège de l'Officialité pour y faire fonction de Lieutenant-Criminel, c'est-à-dire, d'un Juge qui est le Chef de la Jurisdiction Criminelle, qui, suivant la remarque d'un Concile Romain tenu en 320, s'appelle Cour, à cruore? Comment a-t-il pu recevoir la déposition de la le Fort, par laquelle seule le Sieur des Rues a été dénoncé au Juge Royal? Comment un Conseiller-Clerc qui se feroit fait un crime d'instruire une procédure contre un Séculier, a-t-il pu se charger de la faire contre un de ses confreres? L'Ordonnance dit que dans l'espece du cas privilégié, le Juge Séculier & le Juge Ecclésiastique procéderont conjointement; & l'on ne voit ici que deux Ecclésiastiques former la plus essentielle preuve de la procédure: ainsi il faut dire que ce Conseiller-Clerc dans cette occasion agissoit contre les Ordonnances, contre l'idée de son Institution dans le Tribunal Séculier, & contre l'esprit de son état.

Troisièmement, le Sieur des Rues prétend fonder une nullité sur ce que le Châtelet a ordonné le nullité. Troisieme

17. Janvier 1725, *que les Témoins entendus, recollés, & confrontés par l'Official seroient derechef recollés & confrontés dans leur Tribunal.* C'est une Sentence contraire à toutes les Ordonnances, à quoi l'on peut ajouter ce que Papon rapporte, Livre 9, Titre 1. n. 5. „ Si le Juge, dit-il, oublie „ d'interroger un Témoin sur un Article, il peut „ avant la publication de l'Enquête, ce requérant

„ la Partie , interroger le Témoin sur l'Article ou-
 „ blié ; ce qui a été jugé par un Arrêt du Parlement
 „ de Grenoble le Samedi du Dimanche des Rameaux
 „ 1544. Mais quand l'Enquête est publiée , on
 „ ne peut plus interroger un Témoin. Aussi en ma-
 „ tiere criminelle , après que les Témoins ont été
 „ recollez & confrontés à l'Accusé , ils ne peuvent
 „ être derechef ouïs & interrogés ; parce que pour
 „ se venger des reproches , ils pourroient déposer
 „ d'animosité contre l'Accusé , ainsi qu'il a été jugé
 „ à la Tournelle le 4. Mars 1595. ” Il y a donc
 plus d'un siecle que la Cour a cassé la Sentence de
 Messieurs du Châtelet , en jugeant que des Té-
 moins , reprochés & confrontés , ne pouvoient plus
 être admis à aucun recollement.

En effet , on recolle un Témoin pour lui donner
 la liberté d'ajouter ou retrancher à sa déposition ;
 mais dans les circonstances présentes , les Témoins
 confrontés par l'Official seul , ne peuvent faire ni
 l'un ni l'autre. Car s'ils retranchoient leur déposi-
 tion , ils feroient traités comme des faussaires ; &
 s'ils ajoutaient quelque chose , leur addition , sui-
 vant la décision de la Cour , devoit être attribuée
 à leur animosité. Ainsi la Sentence qui ordonne un
 second recollement des Témoins qui ont déjà été
 reprochés & confrontés , est une Sentence con-
 traire aux Loix & à la Jurisprudence de tous les
 tems.

Ou les Témoins de la première Information dont
 le Juge Royal vouloit réitérer le recollement , ont
 déposé quelques cas privilégiés , ou non. Si ces
 Témoins n'ont point déposé de cas privilégiés , le
 Sieur des Rues supplie Messieurs du Châtelet d'ob-
 server une bonne fois , qu'ils ne peuvent connoi-
 tre que du cas privilégié , & que les Ordonnances
 leur défendent de connoître du délit commun dans
 les Clercs. Mais si ces Témoins avoient déposé
 quelque cas privilégié , ils doivent encore favoir
 que

que fuivant toutes les Loix & les Arrêts de tous les Parlemens , le Juge Royal ne peut procéder contre les Clercs féparément de leur Official , & que les Accufés font bien fondés à le recufer comme incompetent , tant qu'il n'est point uni avec le Juge d'Eglife , que les Loix leur ont accordé pour les défendre , & avec qui , fous peine de nullité , il doit faire la procédure conjointement. *Aujourd'hui* , dit Papon livre I. titre V. chapitre XXXII , *le Juge Laïque feul ne peut faire le Procès à un Prêtre pour quelque délit que ce foit , privilégié , ou non privilégié ; & quelque renonciation , ou consentement qu'il eût fait , le Procès qui lui auroit été fait feroit nul.* L'Auteur établit ces maximes fur les Arrêts de la Cour , & fur l'autorité des Canoniftes dont il rapporte les raifons , entre lesquelles il cite particulièrement le favant Me. Ayrault dans fon Livre de l'Ordre judiciaire , & dont cette Jurifprudence a été confirmée depuis par des Edits & des Ordonnances fi décisives , qu'elle eft devenue une Loi de l'Etat qu'on ne peut violer fans témérité.

Dans ce tems-là , le Sieur des Rues tenta de fléchir M. le Cardinal de Noailles. Il écrivit à ce Prélat , tant en fon nom , qu'à celui du Sieur Merlier.

L E T T R E

Ecrîte à fon Eminence Monfeigneur le Cardinal de Noailles , par le Sieur des Rues , le 29. Novembre 1725.

MONSEIGNEUR ,

„ Deux Diacres de votre Diocèfe , qui gémiſſent
 „ depuis vingt mois dans les priſons , n'oublieront
 „ jamais que vous êtes leur Pere : & c'eſt avec les
 „ ſentimens de la confiance que leur inſpire un titre

„ si tendre, qu'ils se jettent aux pieds de Votre
 „ Eminence, pour implorer sa charité paternelle.
 „ Le Roi, à l'occasion de son auguste Mariage,
 „ fait, Monseigneur, tous les jours de nouvelles
 „ grâces aux plus grands Criminels. Ce sont les
 „ plus illustres Prélats de France, qui sont les dis-
 „ pensateurs de ces grâces; & seroit-il possible que
 „ deux Ecclesiastiques accusés de quelques foibles-
 „ ses n'y auroient aucune part? Nous demandons,
 „ Monseigneur, une liberté provisionnelle, à la char-
 „ ge de nous représenter à la Justice quand nous en
 „ serons requis. Nous offrons de nous retirer dans
 „ une Communauté, où nous puissions tout à la
 „ fois dissiper les mauvaises idées que l'on a répandu
 „ contre nous, & cependant poursuivre la défense
 „ de notre honneur, qui doit nous être plus cher
 „ que la vie même. Nous espérons, Monseigneur,
 „ que Votre Eminence voudra bien nous protéger
 „ dans des demandes si conformes à sa charité & à
 „ sa justice. Nous ne pouvons demander grâce sur
 „ des crimes que nous n'avons point commis; mais
 „ la prison nous diffame, la procédure nous épuise
 „ jusqu'à ne nous pas laisser le nécessaire; & nous
 „ demandons une pieuse retraite, où nous puissions
 „ vivre sans être confondus avec des scélérats, &
 „ défendre la justice de notre Cause. Nous nous
 „ sommes adressés, Monseigneur, à M. le Gar-
 „ de des Sceaux, qui est tout à la fois le pré-
 „ mier Ministre de la Justice, & un des plus zélés
 „ dispensateurs des grâces de sa Majesté: nous
 „ sommes persuadés que sa Religion le rendra favo-
 „ rable à nos prières. Mais, Monseigneur, si Vo-
 „ tre Eminence vouloit bien lui témoigner qu'elle
 „ approuve nos demandes, nous verrions bientôt
 „ tomber de nos mains les liens de douleur &
 „ d'infamie qui nous captivent. Nous attendons,
 „ Monseigneur, cette grâce de cette bonté que tout
 „ le monde admire dans Votre Eminence. Vous

„ avez

avez consommé le ministère de Juge , puis-
vous nous avez jugé ; mais le titre de médiateur
sera sans doute plus agréable à la piété , à la mo-
dération & à la douceur de Votre Eminence ; &
il ne nous restera qu'à publier tous les jours de no-
tre vie avec quel profond respect & quelle recon-
noissance nous serons toujours ,

MONSEIGNEUR ,

DE VOTRE ÉMINENCE ,

Les très humbles & très obéissans serviteurs , Signé,
DES RUES ET MERLIER , Diacres de ce
Diocèse.

Au grand Châtelet , ce 29. Novembre 1725.

Ce Placet n'eut aucun succès , le crime éloquent
ne doit point trouver grace.

Me. de Blaru Défenseur de M. le Cardinal de Noail-
les , qui prit le fait & cause de son Vice-Promoteur ,
prétendit que les moyens de nullité qui concernoient
le stile de la procédure , avoient été hazardés par
le Sieur des Rues qui n'en avoit pas la minute. Voi-
ci ce qu'il répond aux moyens d'abus contre la qua-
lité du Vice-Promoteur.

Réfutation
des Défén-
ses des
Sieurs des
Rues &
Merlier.

Les Accusés s'avisent un peu tard de méconnoi-
tre le Vice-Promoteur , contre lequel ils ont dans le
cours du Procès présenté des Requêtes , & fourni
des Mémoires pour répondre aux demandes for-
mées contre eux à l'Officialité ; ils n'ont point con-
testé sa qualité , ils ont défendu au fonds. Une
telle exception , si elle avoit eu quelque apparence ,
devoit être opposée *in limine litis*.

Réponse au
moyen d'a-
bus , fondé
sur la qua-
lité de Vi-
ce-Promo-
teur.

Le Vice-Promoteur n'est point un Officier nou-
veau , les fonctions en ont été faites par d'autres
qui l'ont précédé.

Le Sieur Isoard en étoit en possession plus d'un an
auparavant qu'il fût question de faire le Procès à
des Rues & à Merlier ; ses Provisions sont du mois
de Janvier 1723 , elles sont enregistrées au Greffe

de l'Officialité dans le même mois de Janvier , & insinuées le 10. Avril 1723.

Il est inutile d'examiner si la comparaison entre les Evêques & les Seigneurs Hauts-Justiciers est juste. Les Officiers ne sont pas plus multipliés par l'établissement d'un Vice-Promoteur dans une Officialité , que par celui d'un Vicegérant qu'on ne conteste point.

Non seulement les Evêques ont droit d'avoir des Vice-Promoteurs , comme des Vicegérans , quand leurs Officialités sont un peu étendues ; mais encore c'est une attention qui est due aux besoins de leur Diocèse : autrement , dans une infinité d'occasions , il faudroit nommer des Vice-Promoteurs particuliers en cas de maladie , ou de légitime empêchement des Promoteurs. C'est dans cette vue que M. le Cardinal de Noailles , depuis qu'il remplit le Siège de Paris , est en possession d'avoir un Vice-Promoteur. Les Officiers ne sont point multipliés , il n'y a point deux Promoteurs , le Vice-Promoteur ne fait que remplacer le Promoteur. *Promotore absente , vel impedito vices ipsius gerendi.* Ce n'est point un Officier à la charge du Public , *non in gravamen , sed in levamen.* Les deux Promoteurs n'agissent point ensemble , mais l'un agit au défaut de l'autre , afin que l'exercice de la Justice ne soit point interrompu. Vice-Promoteur , Substitut de Promoteur , Promoteur substitué , ce sont des termes synonymes ; & s'il est permis d'établir un Promoteur substitué , ou un Substitut du Promoteur , l'établissement d'un Vice-Promoteur ne peut être contesté. Par la même raison , si une procédure étoit commencée à la requête du Vice-Promoteur , elle pourroit être continuée à la requête du Promoteur , & réciproquement ; parce que l'un ne fait que remplacer l'autre , & que tous deux sont censés faire les mêmes fonctions.

Et il ne faut point dire qu'un Vice-Promoteur est

un Officier inconnu dans les Ordonnances , puisque l'Edit de 1691. art. 21. exige que les Provisions de l'Official, de Vicegérant, de Promoteur, de Substitut de Promoteur , soient insinuées : ce qui ne peut s'appliquer qu'aux Vice-Promoteurs, ou Substituts de Promoteurs en titre ; car on ne donne point de Provisions à un Vice-Promoteur nommé pour une seule affaire, il n'a besoin que d'une simple Commission.

Enfin s'il n'y avoit point de Vice-Promoteur , il faudroit en cas d'absence ou de légitime empêchement du Promoteur , abandonner les fonctions du ministère public au plus ancien Praticien du Siège, ou commettre un Promoteur *ad causam vel ad litem* , dont la Commission n'a pas même besoin d'être insinuée, ainsi qu'il a été jugé par plusieurs Arrêts, deux entre autres , l'un du 20. Août 1701 , & l'autre du 17. Juin 1702. Dans le premier Arrêt , il étoit question d'une procédure faite en l'Officialité de Sens ; dans le second , d'une procédure faite en l'Officialité de Lyon : dans l'une & dans l'autre , l'Official avoit commis un Promoteur qui n'avoit pas même prêté serment ; il fut jugé qu'il n'y avoit point d'abus, par la raison qu'un Promoteur n'est point Juge, mais Partie, pour requérir pour l'intérêt public , comme la Partie civile pour son intérêt particulier.

Réponse au Moyen d'abus contre les Informations.

Le moyen proposé contre les Informations résulte de la qualité des Témoins, gens infames , capables d'avoir prostitué leurs dépositions comme leur personne : ce sont des filles & des femmes qui se sont accusées elles-mêmes ; elles ont été tirées , pour être entendues , des maisons où leur séjour est la preuve de leur libertinage. A-t-on pu ajouter foi à ce qu'elles ont dit contre des Ecclésiastiques, singulièrement contre le Sieur des Rues, qui, pour

prouver la régularité de sa conduite , rapporte des certificats authentiques ?

Le Sieur des Rues si fécond en certificats , & qui semble y avoir renfermé toute sa défense , n'en rapporte pas de tous les lieux où il a été depuis qu'il a été congédié du Clergé de Saint-Paul.

Mais en premier lieu , quand il auroit des certificats de toutes les especes , ils ne pourroient être opposés contre des preuves judiciaires : ces certificats sont pieces mendiées ou surprises. On certifie la conduite d'un Ecclesiastique , sans que l'on entre ni qu'on soit obligé d'entrer dans des détails qu'on ne connoit point : elle est présumée régulière , tant qu'elle n'est point approfondie , parce qu'on n'en juge que par l'extérieur , & qu'il paroît honnête-homme tant que le contraire n'est point justifié. Ce genre de preuves ne peut détruire ni affoiblir des Informations suivies de recollemens & de confrontations , & ceux qui ont donné les certificats sont les premiers à publier qu'ils ont été trompés.

En second lieu , la qualité des témoins n'est point un moyen d'abus. Si les témoins sont infames , les Sieurs des Rues & Merlier le sont donc aussi ; puisque ces femmes , qui s'accusent elles-mêmes , ont été les objets de leurs affections ; puisque la seule vérité a tiré de leur bouche cet aveu ; puisque par les promesses des Sieurs des Rues & Merlier , elles ont été séduites & corrompues , ou entretenues dans l'inclination qu'elles avoient au libertinage. Les Accusés fréquentoient les lieux de débauche , leurs maisons étoient devenues suspectes dans leur quartier , parce qu'ils y attiroient des femmes & des filles de la lie du peuple , qu'ils avoient plus de facilité à séduire & à corrompre. Elles ont été des témoins nécessaires ; & loin qu'il y ait eu abus de les entendre , il y auroit eu abus de ne les entendre pas : & ce genre de preuves est autorisé par le Droit

com-

commun, par la Jurisprudence du Royaume, & par les dispositions Canoniques.

Le Droit commun est d'entendre tous les témoins qui ont connoissance du fait pour lequel on informe ; & ceux qui y ont plus de part, sont ceux qui sont le plus en état d'en déposer. Les Accusés n'en souffrent point, puisqu'ils ont la liberté de fournir leurs reproches : on entend les complices, les coaccusés, les condamnés ; & leurs confessions, jointes aux autres dépositions du Procès, forment des preuves.

Suivant les dispositions Canoniques, la confession d'une femme qui s'accuse d'adultère avec un Ecclésiastique, est une demi-preuve contre lui, & elle constitue dans l'obligation de se justifier. *Si purgare se poterit, in officio suo ministrare permittas ; alioquin ab officio suo suspendere non postponas.* C'est le texte de la Décrétale *Significasti, Extra. de adulteriis & stupro.*

Le chapitre *Quoniam, Extra. de testibus* contient encore une décision plus précise. Il est du Pape Gregoire IX, qui consulté sur la manière dont on devoit procéder contre un Prêtre accusé de faits semblables à ceux dont les Sieurs des Rues & Merrier ont été déclarés convaincus, répond en ces termes : * Il est nécessaire que vous examiniez toutes choses avec attention & avec diligence, & que vous vous hâtiez de citer les femmes avec qui le crime a été commis, ou les Témoins que vous jugerez être instruits du fait ; afin que la vérité après un examen exact puisse être découverte.

Ce

* *Necesse est ut cuncta diligentius perscruteris, & seu mulieres cum quibus peregrisse dicitur, seu alios quos de causa scire aliquid senseris, huc festines adducere, quatenus Ecclesiastica distractione liquide possint qua vera sunt aperiri.*

Ce feroit certes un étrange privilege , que des Ecclésiastiques pussent impunément s'abandonner à toutes sortes de desordres , & qu'on n'eût pas la liberté de faire entendre comme Témoins des femmes qui sans eux auroient peut-être conservé leur innocence , ou qui n'auroient pas persisté dans le vice , dont il étoit de leur devoir de les tirer.

En troisieme lieu , de quarante-trois Témoins qui ont été entendus , tant dans la première , que dans la seconde Information , il n'y en a que sept ou huit dont les Sieurs des Rues & Merlier tâchent de rendre le témoignage suspect ; quelques-uns même n'ont point été par eux reprochés dans la confrontation ; contre les autres , ils n'ont allegué que des reproches vagues & généraux , & il y en a trente-cinq ou trente-six qui sont irréprochables en tout sens.

Enfin la qualité des Témoins ne fut jamais un moyen d'abus ; l'abus ne roule que sur la forme & non point sur le fonds : les témoins qui peuvent être reprochés , peuvent être entendus , sauf aux Juges à s'arrêter à leurs dépositions , ou à les rejeter , selon leurs lumieres & leur conscience ; & si le Juge Ecclésiastique n'a point égard à des reproches valables , les Accusés n'ont que la voie de l'appel simple pour se pourvoir , & non la voie de l'appel comme d'abus.

Un des Témoins est une fille de seize ans & demi , qui s'est avouée coupable de débauche avec le Sieur des Rues : sa déposition a été accompagnée d'une Lettre passionnée que le Sieur des Rues lui avoit écrite. Au-lieu de l'adresse , deux cœurs unis sont représentés avec une devise : *Nous sommes unis à jamais.* Pourquoi le Sieur des Rues qui dit tant de choses inutiles , a-t-il la discrétion de se taire sur cette Lettre ? croit-il qu'elle est indifférente ? Il l'a reconnue écrite de sa main , lors de son Interrogatoire ; ce Témoin , a-t-il dit , est une libertine ; il s'est

est emporté contre elle à la confrontation. Mais étoit en commerce avec elle, ce commerce est prouvé par écrit, il étoit passionné pour elle : consent-il à un Ecclésiastique de fréquenter une libérine, & de lui écrire d'un style passionné ?

Que peut opposer le Sieur des Rues contre un billet écrit & signé de sa main, & reconnu par lui dans son Interrogatoire ? Ce billet est de la somme de 6. livres ; il est fait à une jeune fille. Les Sieurs des Rues & Merlier excitent cette fille avec sa mère à venir souper avec eux, elles couchent chez le sieur des Rues. Quel a été le motif du billet ? elles ne savoyent ni lire, ni écrire : le Sieur des Rues offroit un billet de 600. livres ; il a la précaution de ne point signer son nom ; il est Prieur de Saint-Clement, il signe le Prieur de Saint-Germain. Si le sieur des Rues n'avoit pas trompé la mère & la fille, peut-être auroient elles été plus discrètes.

Réponse au Moyen d'abus contre la dénonciation au Juge Royal.

Les Appellans ont été dénoncés au Juge Royal le 7. Mai, c'est-à-dire, aussi-tôt qu'on a reconnu qu'il y avoit au Procès un cas privilégié, ou soupçon violent de cas privilégié.

Ils soutiennent que cette dénonciation est abusive, parce qu'il n'y a eu dans le procès ni inculpation ni soupçon de cas privilégié : que si on le suppose, la procédure n'est pas moins abusive, parce que la dénonciation n'aura pas été faite assez tôt, puisque ce que l'on suppose être cas privilégié, a paru le 16. Mai, que le même jour il a été procédé au recollement ; qu'enfin la nommée Mariée, dite Gautier, qui a déposé du même fait, qu'on ne peut pas supposer tout à la fois être cas privilégié & délit commun, a été recollée par l'Official seul, qui n'auroit pu cependant y procéder que conjointement

ment avec le Lieutenant-Criminel, s'il est vrai que ce fait soit ou ait paru être cas privilégié.

Ainsi le moyen consiste dans un dilemme : Ou il n'y a point eu cas privilégié, ou il y a eu cas privilégié. S'il n'y en a point eu, mal à propos on a appelé le Lieutenant-Criminel ; c'est abus, c'est persécution, c'est acharnement contre des innocens qu'on a livrés au bras séculier. S'il y a eu cas privilégié, on n'a pas dû appeler le 16. Mai les trois Témoins qui ont été entendus ; l'Official n'a pas dû procéder au recollement de ces Témoins, & à l'Interrogatoire qu'on a fait subir au Sieur Merlier ; les recollemens ont dû être faits par les deux Juges, non seulement de ces trois Témoins, mais encore d'un autre Témoin qui a déposé du même fait. Enfin le Sieur des Rues dans son dernier Libelle s'applaudit d'avoir établi ce moyen si fortement, il défie qu'on lui réponde. On va tâcher de le satisfaire.

Premièrement, il y a dans le Procès, ou cas privilégié, ou inculpation, soit vraie, soit apparente, de cas privilégié. Il n'en a pas fallu davantage pour déterminer le Juge d'Eglise à appeler le Juge Royal. Il risquoit sa procédure en ne l'appellant pas, il ne risquoit rien en l'appellant : car si un Accusé dans l'événement est renvoyé du cas privilégié, il n'en faut pas conclure que le Juge d'Eglise n'a pas eu raison d'appeler le Juge Royal ; tous les Ecclesiastiques dénoncés ne sont point convaincus ; c'est une déférence dont le Juge d'Eglise ne peut se dispenser, s'il ne veut courir le risque de voir renverser toute sa procédure.

Or quel a été le motif de la dénonciation ? Une mere depose que sa fille, âgée de dix-huit ans, lui a été soustraite, qu'elle a été trois mois dans la possession du Sieur des Rues ; deux oncles de la mineure déposent du même fait. Ce délit est un rapt, ou en a toutes les apparences ; & l'Ordon-

nance

ance prononce la peine de mort contre ceux qui trouveront avoir suborné fils ou filles mineures deingt-cinq ans , sous prétexte de mariage , ou autre couleur.

Le Sieur des Rues , qui connoit cette mineure , emporte contre elle en invectives , bien ou mal fondées. C'est une libertine , dit-il , qui étoit dans habitude des'échapper de la maison de ses parens , qui eux-mêmes n'en avoient aucune inquiétude : ce n'est point un rapt , *neque in virginem , neque in parentes* ; ce n'est point le cas d'appliquer l'Ordonnance.

L'Official & le Vice-Promoteur n'ont été obligés de le connoître que la Loi. La conduite de Jeanne le Fort (c'est le nom de la mineure) & celle de ses parens leur étoient inconnues : ils ont su qu'elle n'avoit que dix-huit ans , que le Sieur des Rues l'avoit eu en sa possession à l'insu de sa famille : il n'en a pas fallu davantage pour déterminer la nécessité de la dénonciation au Juge Royal ; il ne convenoit point au Juge d'Eglise de faire des inquisitions préalables sur les mœurs de Jeanne le Fort.

C'est donc dans l'instant de la déposition de la mere & des deux oncles de Jeanne le Fort , entendus le 16. Mai , que le cas privilégié a paru. L'argument qu'en tire le Sieur des Rues est , que dans le même instant l'Official devoit appeller le Lieutenant Criminel ; cependant l'Official ne s'est point contenté d'entendre ces trois Témoins , il a procédé seul au recollement , il a fait subir Interrogatoire au Sieur Merlier : c'est ce qu'il n'a pas dû faire à la simple apparition du cas privilégié. La dénonciation a dû être faite , elle ne l'a été que le 17. Mai , il a dû la faire le 16. Mai ; elle a donc été faite un jour trop tard.

Le Sieur des Rues peut se vanter que pour cette fois il ne fera point contredit. Son raisonnement est juste , l'Official en a tellement prévu les conséquences ,

quences , que par la même Sentence du 17. Mai, qui ordonne que le Juge Royal fera appelé , il a déclaré nuls les recollemens de ces trois Témoins , & l'Interrogatoire qui le même jour venoit d'être fubi par le Sieur Merlier. La crainte d'appeller trop légèrement le Juge Royal , a fait tomber l'Official dans une faute commise le 16. Mai, elle a été réformée le lendemain : mais a-t-il pu se réformer lui-même ? C'est ce qui a produit un autre moyen , qui fera réfuté après celui-ci ; & s'il a eu ce droit , le dilemme qui est l'argument favori du Sieur des Rues , ne lui fera d'aucun secours.

Il reste une autre branche du raisonnement du Sieur des Rues , qu'il faut abattre. L'Official a découvert dans les dépositions de la mere & des deux oncles de Jeanne le Fort , un cas privilégié ; il a déclaré nuls leurs recollemens , & ces Témoins ont été depuis recollés par le Juge Ecclesiastique & par le Juge Royal : mais la nommée Mariée , dite Gautier , a déposé du même fait , & a été recollée & confrontée par l'Official seul , ce fait a-t-il pu être tout à la fois & cas privilégié & délit commun ?

Il faut faire une grande différence entre les dépositions de la mere & des deux oncles de Jeanne le Fort , & celle de la Gautier. La mere & les deux oncles déposent de la soustraction d'une mineure à ses parens. La Gautier est celle chez qui le Sieur des Rues a placé Jeanne le Fort : la déposition de la Gautier n'a aucun trait au rapt , elle dit même qu'elle n'ajoutoit point de foi à ce que Jeanne le Fort lui avoit dit : elle a donc pu être recollée & confrontée par l'Official.

Voyons maintenant si l'Official n'a pas été en droit de se réformer : c'est ce qui va être examiné en répondant aux critiques du Sieur des Rues contre les recollemens des trois Témoins , d'où a résulté le cas privilégié.

Réponse au Moyen d'abus proposé contre les recollemens des trois Témoins de l'addition d'Information.

L'Official a entendu le 16. Mai trois Témoins. Aussi-tôt il a procédé au recollement , & a fait subir Interrogatoire le 17. Mai au Sieur Merlier ; mais n'ayant réfléchi que le fait dont ces trois Témoins avoient déposé , pouvoit dans l'événement devenir cas privilégié , il a dénoncé les Accusés au Juge Royal , par Sentence du même jour 17. Mai , & déclaré nuls le recollement de ces trois Témoins & l'Interrogatoire subi par Merlier : il a réitéré dans la suite le même recollement & le même Interrogatoire , conjointement avec le Lieutenant-Criminel.

C'est sur ce recollement & sur cet Interrogatoire déclarés nuls & depuis réitérés , que les Sieurs des Rues & Merlier fondent leur moyen d'abus : ils soutiennent que cette nullité leur a acquis un droit , & que l'Official n'a pu se réformer lui-même.

Se réformer soi-même est une entreprise , dont les Sieurs des Rues & Merlier ne peuvent pas même supporter l'idée. Quand on est tombé dans une faute , ils croient qu'on est obligé d'y persister ; ils pensent comme ils ont agi. L'Official pense différemment. Dans la Jurisprudence , comme dans la Morale , & dans toutes les actions de la vie , on doit toujours tendre à la perfection ; & la sagesse consiste à reconnoître sa faute , & à s'en corriger après l'avoir reconnue.

C'est ce que le Droit commun enseigne à tous les hommes , & il ne peut y avoir d'abus , soit d'avoir bien fait , soit d'avoir corrigé ce qui étoit mal fait. On ne trouvera aucune Loi qui le défende , & l'abus est une contravention à une Loi.

L'objection est de dire que le Juge inférieur abuse de son pouvoir quand il se réforme lui-même ; il a

des Supérieurs pour le corriger , c'est à eux à le réformer , & non pas à lui.

La maxime est vraie dans deux cas. Le premier, quand il y a un Jugement définitif ; le second, quand le Supérieur , saisi par la voie juridique , a reçu l'appel & a fait défenses de procéder ailleurs. Dans le premier cas , le pouvoir du Juge est consommé ; dans le second , il est suspendu. Dans l'un & l'autre , l'inférieur entreprendroit sur son Supérieur ; ce qui ne s'applique point à une simple instruction que le Juge a droit de continuer , parce qu'il a eu droit de la commencer. Autrement, quand il seroit tombé dans quelque nullité , il faudroit qu'il abandonnât l'instruction , ou qu'il la continuât dans la certitude qu'elle sera annullée : ce qui seroit absurde , & contraire à l'usage qui s'observe dans tous les Tribunaux , principalement dans les matieres criminelles ; & cet usage est fondé sur le texte de l'Ordonnance de 1670.

L'article 8. du titre 14. *laisse au devoir & à la religion des Juges d'examiner avant le Jugement , s'il n'y a point de nullité dans la procédure.*

Que produiroit cette faculté laissée au devoir & à la religion des Juges, si, après avoir examiné la procédure , ils n'avoient pas droit de réformer ce qui peut être défectueux ? Dira-t-on que cette faculté doit être bornée au tems du Jugement , après que toute la procédure est consommée ? Il y auroit du ridicule à soutenir que le Juge est obligé d'entasser nullités sur nullités , pour les corriger toutes ensemble ; & que s'il en découvre dans le cours du Procès, il est obligé de les respecter.

L'Ordonnance est conforme aux Loix canoniques.

Le Canon 36. du quatrieme Concile de Latran tenu en 1215 , où présidoit le Pape innocent III. célèbre Jurisconsulte , en contient une décision précise. Le Juge , *sano usus consilio* , peut corriger

& annuller lui-même ce qu'il a mal fait ; & ensuite *liberè in causâ cognitione procedere*. La raison en est rendue, *ne processus negotii frivolis occasionibus retardetur*. Le Canon même ajoute, *non obstante si à tali comminatione vel interlocutione fuerit appellatum*. L'appel en effet , interjetté dans le cours d'une instruction , ne dépouille pas le Juge qui est saisi du fonds ; & s'il peut continuer la procédure , il en faut conclure qu'il peut se réformer , en déclarant nul ce qu'il a mal fait , & en le recommençant dans une forme plus régulière. En déclarant nul ce qui est mal fait , il obéit à la Loi & prévient le Supérieur , qui ne peut se plaindre que le Juge qui lui est soumis ait procédé régulièrement.

*Réponse au Moyen d'abus proposé contre la
Sentence de l'Officialité du 5. Juil-
let 1725.*

Si la procédure qui a précédé la Sentence est régulière , on ne peut imaginer aucun moyen d'abus contre la Sentence. Aussi les Accusés ne s'en plaignent que par rapport aux peines qu'elle a prononcées , qui leur paroissent trop sévères. Ce n'est pas un moyen d'abus , mais un grief , qu'ils ne peuvent proposer que par la voie de l'appel simple devant le Supérieur Ecclésiastique. Quand ils jugeront à propos de prendre cette voie , on leur montrera que les peines Canoniques que la Sentence a prononcées contre eux , ne sont pas proportionnées à leur excès ; que l'interdiction des fonctions de leurs Ordres à perpétuité , est une peine que le scandale de leur conduite a rendu nécessaire ; & que le séjour de trois ans dans un Séminaire est un terme bien court pour y reprendre l'esprit de leur état , qu'ils ont perdu de vue depuis longtemps.

Mais à quel propos , ont - ils dit , exige - t - on que nous reprenions l'esprit de notre état , puisqu'on nous interdit à perpétuité des fonctions de nos Ordres ?

Raillerie peu décente dans la bouche de deux Diacres , devenus à la vérité des sujets inutiles à l'Eglise ; & il seroit peut-être à souhaiter qu'ils n'y fussent qu'inutiles à l'avenir , après en avoir été l'opprobre. Malheureusement ils en conservent le caractère , & on a eu l'humanité de laisser à des Rues des Bénéfices simples. Que n'ajoutent-ils pour moyen d'abus , (ils le pensent s'ils n'osent le dire ,) qu'ils ne sont pas disposés à reprendre l'esprit de leur état ? Leur conduite scandaleuse , depuis qu'ils sont dans les prisons , est une preuve qu'ils sont incorrigibles : leur attachement opiniâtre à l'incontinence , qui fait gémir le Supérieur , n'est pas un titre pour les abandonner à leur mauvais sort ; il doit au contraire redoubler son attention pour les ramener à leur devoir.

Le moyen d'appel comme d'abus que le Sieur des Rues prétend fonder sur la Sentence du Juge du Châtelet , & dont il se veut faire des armes contre l'Official , porte sur le fait d'autrui survenu depuis la Sentence de l'Official , & par conséquent ne peut avoir aucune application à cette Sentence.

Qu'on ne dise pas ici , qu'il s'agit d'une procédure solidaire : car la faute d'un des deux Juges ne peut réfléchir contre l'autre : il n'est plus question de solidité , quand , après l'instruction , les deux Juges se divisent pour ne plus se revoir , & rendre leur Sentence séparément.

L'Official a eu recours au Juge Royal , dès qu'il a vu des traces du cas privilégié ; il n'a pas connu d'autre cas privilégié que le fait de Jeanne le Fort , mineure de 18. ans , soustraite à sa famille ; il ne devoit pas par sa qualité de Juge d'Eglise augmen-

ter le nombre des cas privilégiés, ni livrer trop légèrement les Ecclésiastiques au bras séculier. Le Lieutenant-Criminel a imaginé un autre cas privilégié, dont personne ne s'est aperçu. Le Sieur Merlier, associé aux débauches du Sieur des Rues, faisoit profession ouverte de libertinage, il recevoit chez lui des filles & des femmes de mauvaise vie en si grand nombre, que le voisinage en a été scandalisé; & quand il a été interrogé sur ce fait, il a répondu qu'il avoit soixante cousines germaines. C'est de ce libertinage, que le Lieutenant-Criminel a peut-être eu l'idée de former un cas privilégié, délit que les Loix Romaines appellent *lenocinium*.

Les circonstances aggravantes de ce crime sont les plaintes des voisins à un Commissaire. Si le Lieutenant-Criminel a imaginé après coup dans la vie du Sieur Merlier un cas privilégié, & qu'il ait été dans l'erreur, son erreur n'a pas pu rendre abusive la procédure du Juge d'Eglise.

Me. de Blaru finit son Mémoire en disant :

Depuis que la Providence a placé M. le Cardinal de Noailles à la tête du Diocèse de Paris, son attention principale a été de veiller sur les mœurs des Ecclésiastiques soumis à sa juridiction. Il est presque impossible que dans un si grand nombre, quelques-uns ne tombent dans des fautes plus ou moins considérables. Les Sieurs des Rues & Merlier se sont distingués par leurs dérèglemens & par leur opiniâtreté dans le vice; &, ce qui est pour M. le Cardinal de Noailles la plus sensible de toutes les afflictions, ils ont été un objet de scandale même dans les prisons, non seulement ils ont perdu toute honte, mais encore ils se sont fait du crime une telle habitude, qu'ils croient qu'il est de leur honneur d'y persister. Ils s'empportent en invectives; les Libelles infames qui sortent de la plume du Sieur des Rues, qu'il a la témérité de répandre dans le

Public, ne témoignent que trop qu'il s'en faut beaucoup qu'il ait intention de se corriger. Que n'a-t-il été possible de couvrir du voile de la charité cette multitude affreuse de desordres qui ont causé tant de scandale ! C'est un nouveau scandale de les publier ; c'en seroit un plus grand de les dissimuler, & la tolérance du Supérieur ne seroit pas innocente. En-vain il a tendu à des sujets si incorrigibles & si indociles une main officieuse, pour les tirer de l'abîme où leurs criminelles habitudes les ont plongé : il a fallu nécessairement procéder contre eux suivant la rigueur des Canons. En-vain il a gémi sur eux : n'est-il pas juste qu'ils gémissent à leur tour ? Peut-être (car les ressources de la Providence sont infinies) qu'une retraite forcée dans un Séminaire, l'éloignement des occasions, les exhortations, les bons exemples, leur procureront l'avantage de se reconnoître & d'effacer leurs iniquités dans les larmes salutaires de la Pénitence. Quoiqu'on ait sujet de tout craindre, qu'il soit du moins permis de l'espérer. Que si rien n'est capable de toucher des cœurs si endurcis, M. le Cardinal de Noailles aura du moins eu la consolation de n'avoir consulté que son devoir ; & la Cour ne soupçonnera jamais un Prélat digne des premiers siècles de l'Eglise, ni les Officiers qu'il honore de sa confiance, d'avoir agi par un principe d'animosité. C'est l'unique réponse que méritent les Libelles du Sieur des Rues.

Me. de Blaru ne répond point en détail aux nullités dont le Sieur des Rues a prétendu que la procédure de l'Official étoit infectée, sans doute parce qu'il a cru qu'elles n'avoient aucun fondement. Mais afin de satisfaire mon lecteur, & de ne laisser rien à désirer dans cette Cause, j'ai cru que je devois en peu de mots faire voir combien elles sont frivoles.

Premièrement, il est superflu de répondre à celle qui suppose qu'il n'y a point de cas privilégié. On verra

verra dans le plaidoyer de M. Talon , que l'on rapportera , quel est le cas privilégié.

La seconde nullité que le Sieur des Rues fonde sur la qualité de Conseiller-Clerc, qu'avoit l'Officier du Châtelet qui a instruit conjointement avec l'Official , ne porte pas sur un fondement solide. Un Conseiller-Clerc , quoiqu'Ecclésiastique , n'est pas un Juge d'Eglise : il peut assister à des jugemens des criminels , mais il ne peut point opiner à mort , il se retire dès qu'on y opine ; & il ne sortiroit point du Tribunal , si les voix ne prononçoient que des peines qui ne fussent pas sanglantes. Ainsi il peut être commis pour l'instruction d'un Procès Criminel , il peut décréter & faire généralement dans la sphere d'un Commissaire , tout ce que fait un Juge Laïque. Aussi voyons-nous que M. Talon n'a pas daigné relever cette nullité prétendue.

A l'égard de la troisième nullité qui a pour objet l'Ordonnance du Lieutenant-Criminel qui porte, *que les Témoins entendus , recollés & confrontés par l'Official seul , seroient derechef recollés & confrontés dans son Tribunal* :

Le Parlement a jugé , comme on le verra dans l'Arrêt qu'on rapportera , que cette Ordonnance étoit nulle : mais cette nullité n'influe point sur la procédure de l'Official , qui n'a rien de commun avec cette Ordonnance du Lieutenant - Criminel. C'est pourquoi Me. de Blaru , qui n'étoit que le défenseur de l'Official , n'a rien répondu là-dessus.

Après que les Avocats eurent plaidé , M. Talon Avocat-Général parla ainsi :

C'est toujours avec regret que nous voyons attaquer la réputation des Ministres des Autels. Plaidoyer de M. Talon.

Sans elle , la dignité de leur caractère se soutient mal , & ils ne peuvent plus aspirer à cette confiance qui peut seule décider des succès de leurs fonctions. La Religion même y est intéressée , & quoi-

qu'elle soit sans tache , l'injuste opinion des Peuples fait souvent rejaillir sur elle , tout l'opprobre qui est attaché aux foiblesses de ses Ministres.

Mais autant cette réputation est nécessaire , autant est-elle délicate & facile à ternir ; le soupçon seul la flétriroit , si on ne lui rendoit une justice aussi éclatante que l'accusation a été publique.

Aujourd'hui , Messieurs , deux Ecclésiastiques combattent pour cette réputation : ils vous ont porté leurs plaintes , non pas simplement d'une procédure selon eux mal instruite , ou de quelque contravention à l'Ordonnance , ils reclament votre Justice sur la sévérité des peines dont ils se trouvent accablés ; ils espèrent retrouver dans l'Arrêt que vous prononcerez cet esprit de modération & de douceur , qu'ils disent avoir attendu inutilement du Jugement Ecclésiastique. Il s'agit dans cette Cause , de justifier ou de confondre leur attente.

M. l'Avocat - Général fait ensuite l'histoire de la procédure , de toutes les démarches que les Parties ont faites dans cette affaire ; & dit après cela :

Le détail que nous avons eu l'honneur de vous faire de toutes ces procédures différentes , prouve que le Sieur des Rues & le Sieur Merlier ont été accusés d'avoir causé du scandale , & d'avoir séduit plusieurs personnes du sexe. Le Sieur des Rues est accusé de rapt envers la nommée le Fort , & le Sieur Merlier d'avoir prostitué plusieurs jeunes filles.

Leur Procès leur a d'abord été fait à l'Officialité , où après un decret de prise de corps & différentes Informations , est intervenu un Jugement définitif qui condamne les Accusés à plusieurs peines canoniques. Après ce Jugement , le Juge Royal a continué la procédure , mais il n'a point encore prononcé définitivement.

Vous avez donc à prononcer , Messieurs , premièrement sur l'appel comme d'abus interjeté par le

le Sieur des Rues & par le Sieur Merlier de la procédure de l'Officialité.

Secondement, sur l'appel simple qu'ils ont interjeté de la procédure instruite par le Juge Royal. Commençons par rappeler les moyens d'abus qui vous ont été proposés.

M. l'Avocat-Général fait ensuite un précis des Plaidoyers des Parties, & des moyens qu'ils ont mis en œuvre ; & dit :

Tels sont à peu près les moyens qui vous ont été proposés pendant plusieurs Audiences. Nous nous sommes bornés à les rappeler en peu de mots, persuadés qu'il suffiroit de vous les représenter, pour que vous en fassiez un juste discernement. Il reste à nous expliquer sur les deux procédures qui font l'objet de cette contestation.

A notre égard, dans la multitude des questions que nous avons à agiter, nous ne croyons pas devoir vous proposer un ordre plus simple & plus naturel que celui qui a été suivi par les Défenseurs des Parties. D'un côté la procédure instruite à l'Officialité, de l'autre celle du Juge Royal.

Dans la procédure de l'Officialité, nous avons à discuter l'instruction, la dénonciation, le Jugement définitif.

Dans la procédure du Châtelet, nous devons examiner le titre d'accusation en lui-même, & ces procédures qui ont été faites en conséquence ; mais comme cette procédure a été instruite à la requête de notre Substitut, & qu'elle nous est plus particulièrement confiée, nous croyons devoir l'examiner sous deux faces différentes. Premièrement, cette procédure est-elle régulière en elle-même ? est-elle conforme aux Ordonnances & à nos Usages ?

En second lieu, il faut considérer cette procédure relativement à celle de l'Official, il faut examiner si l'on a rempli toutes les obligations qu'impose

la jonction des deux Juges. Reprenons ces questions différentes.

Si on peut
fonder un
moyen
d'abus sur
la qualité
de Vice-
Promo-
teur.

Parmi les moyens d'abus qui se présentent naturellement, le premier est celui que l'on croit trouver dans la personne du Vice-Promoteur, qui a rendu plainte contre les Sieurs des Rues & Merlier. On a fondé ce moyen d'abus sur cette qualité même de Vice - Promoteur, en vertu de laquelle il a fait instruire la procédure dont il s'agit.

Est-il donc nécessaire qu'il y ait des Vice-Promoteurs dans les Officialités, pour faire les fonctions des Promoteurs en leur absence, ou pour d'autres légitimes empêchemens ? Cette qualité de Vice-Promoteur est-elle une nouveauté, ou du moins la multiplication des Officiers Ecclésiastiques destinés au ministère public des Officialités, seroit-elle tolérable ? seroit-elle suffisamment justifiée par l'usage d'un Diocèse ?

Dans cette matière nous regardons comme une maxime certaine, que les Evêques n'ont pas une liberté indéfinie d'établir des Officiers pour exercer leur Jurisdiction contentieuse ; leur pouvoir en cela n'est point sans bornes : & pour en juger sagement, il faut consulter ce que les Edits & Déclarations de nos Rois leur permettent, ce que la nécessité ou l'utilité de l'administration de la Justice demande ; il faut s'en rapporter à ce que l'usage le plus universel nous prescrit sur le nombre & la qualité de ces Officiers.

Or, Messieurs, il paroît que la qualité du Vice-Promoteur n'emporte pas un abus par elle-même, soit dans l'hypothèse générale, soit que l'on entre dans la discussion des circonstances particulières de cette Cause.

Dans l'hypothèse générale, il est quelquefois indispensable d'avoir des Vice-Promoteurs dans les Officialités ; il est toujours de l'utilité publique ; &

ce double titre , de nécessité & d'utilité , devient encore plus fort , par l'usage presque universel de tout le Royaume.

Nécessité fréquente d'un Vice-Promoteur , pour la bonne administration de la Justice dans les Officialités. Il n'est en effet aucun Tribunal qui puisse se dispenser d'avoir une Partie publique pour veiller à l'observation des règles & à la punition des crimes ; mais combien le Tribunal Ecclésiastique ne seroit-il pas exposé à en manquer , si tout le pouvoir de poursuivre les Criminels résidoit en une seule & même personne ? Les absences , les maladies , les suspensions , une infinité d'autres légitimes empêchemens arrêteroient souvent la vengeance publique , & seroient capables d'énervier la Discipline. Dans ces occasions , il faut ou un Substitut du Promoteur qui ait un pouvoir général pour le représenter , ou du moins il faudroit lui substituer quelqu'un toutes les fois qu'il y auroit quelque obstacle aux poursuites du Promoteur. Oseroit-on prétendre qu'il y a eu des abus pour avoir commis un Substitut du Promoteur nommément dans une procédure particulière , où le Promoteur n'auroit pas pu paroître ? Cette proposition révolteroit , parce que ce seroit tirer un moyen d'abus , d'une nécessité indispensable : ce seroit rendre quelquefois impraticable la punition des crimes dans les Officialités.

Un usage aussi étendu que celui qui regne dans plusieurs Diocèses du Royaume , nous éclaire dans cette contestation. Quels inconvéniens n'entraîneroit pas avec elle la nullité de cette procédure , sous prétexte de l'incapacité du Vice-Promoteur ? Jettons les yeux , Messieurs , sur ce qui s'est passé jusqu'ici dans les différentes Officialités du Royaume. Combien de procédures , régulières d'ailleurs , seroient désormais abandonnées à l'inquiétude ou au ressentiment des Plaideurs ? Combien de

de coupables pourroient se flatter d'échapper à la peine qui a été prononcée contre eux , ou du moins de la differer , & de se faire redouter même à leurs Juges , qui se verroient par-là exposés à de nouvelles procédures ?

Ces inconvéniens sont sensibles , & ils ont toute leur force dans ce Tribunal , où l'on se fait un devoir de ne point trop accumuler les difficultés de la procédure.

Au reste , si l'usage des Dioceses Etrangers nous a paru être de quelque poids dans cette question , quel doit être l'effet de l'usage particulier du Diocese de Paris ? Non , Messieurs , ce n'est point ici la première fois que l'on y a vu paroître un Vice-Promoteur : celui qui a fait instruire la procédure dont est appel , a été précédé de plusieurs autres ; ils ont rempli leurs fonctions sous les yeux des Magistrats les plus zélés pour le bon ordre , & les plus éclairés. Les Accusés se flattent-ils de découvrir des inconvéniens jusqu'ici inconnus à nos Prédécesseurs ? Pourront-ils trouver de nouvelles raisons pour prescrire des fonctions que la nécessité, l'utilité publique , l'usage ancien & presque universel paroissent légitimer ?

Il est facile d'ailleurs de les justifier par une Loi particuliere , c'est celle de l'Edit des Insinuations Ecclésiastiques. L'article 21. de cet Edit de 1691. porte expressément , que les Provisions des Substituts des Promoteurs seront insinuées comme celles des Promoteurs , Vicegérans & Officiaux. De cette disposition il est naturel de conclure , qu'il est permis aux Evêques de commettre des Substituts à leurs Promoteurs ; ou , ce qui est précisément la même chose, il leur est permis d'avoir des Vice-Promoteurs. Ces Officiers dans l'esprit de cette Ordonnance sont aussi nécessaires dans les Officialités , que les Promoteurs mêmes , les Vicegérans & les Officiaux ;

&

& après un Edit aussi formel qui subsiste depuis 30. ans , il seroit selon nous difficile de regarder la qualité de Vice-Promoteur comme une qualité insolite , comme une Commission inconnue parmi nous, comme une nouveauté.

Allons plus avant , & oublions , s'il se peut , les raisons & l'autorité que nous venons de rapporter , pour venir au caractère particulier de l'abus , & pour en faire l'application à cette Cause. C'est un premier principe en ce point, que l'on doit puiser l'abus dans quatre sources différentes ; dans la contravention aux saints Decrets , dans l'inexécution des Ordonnances & des Arrêts, dans l'opposition aux Libertés de l'Eglise Gallicane. Ces sources sont connues , & en y puisant , il n'est pas dangereux de s'y méprendre ; mais si l'on s'en écarte , il fera peu de procédures à couvert de l'abus. Or nous ne voyons pas à laquelle de ces Loix la qualité de Vice-Promoteur seroit opposée. Les saints Decrets, nos Libertés, vos Arrêts, Messieurs, n'ont jamais réprouvé cette qualité ; & bien loin que les Ordonnances de nos Rois la proscrivent , nous avons déjà observé qu'elle est expressément autorisée par un Edit assez récent. On peut donc le dire avec confiance , il n'y a point d'abus dans le pouvoir que l'on a donné au Sieur Isoard pour exercer les fonctions de Vice-Promoteur , parce qu'il n'y a point de Loi qui le condamne, parce que l'usage ne s'y oppose point, parce que les inconvéniens ne s'élèvent point contre ce pouvoir.

Enfin s'il nous restoit encore quelque doute , nous nous attacherions à une maxime dont nous sommes redevables aux Loix Civiles , & que nous avons déjà vu adopter par vos Arrêts. On sait que les Loix ne portent le plus souvent leur prévoyance que sur l'avenir , & qu'elles n'ont pas d'effet pour le passé , si des motifs particuliers n'obligent le Législateur

lateur à déclarer également nul ce qui a précédé & ce qui doit suivre sa disposition. *Leges futuris, non præteritis dant formam negotiis.* Cette maxime universellement reçue, devient encore plus équitable en matière d'abus, qui ne doit jamais souffrir une extension d'un cas décidé à celui qui n'a pas été prévu. Ainsi, Messieurs, quand vous trouveriez quelque inconvénient à permettre qu'il y ait des Vice-Promoteurs dans les Officialités, vous croiriez peut-être que la procédure dont il s'agit doit subsister quant à ce chef, parce qu'elle a été faite avant qu'aucune Loi ait défendu de commettre des Vice-Promoteurs.

C'est ainsi que lorsque les Romains s'aperçurent de l'incapacité d'un particulier à qui ils avoient accordé les honneurs de la Préture, ils se contentèrent de le dépouiller des honneurs & de la Jurisdiction, mais ils ne touchèrent point au passé; parce que tous les Actes de Juridictions émanés de ce Juge, avoient été faits dans la bonne-foi, & que la tranquillité publique demandoit que l'on ne recherchât point trop scrupuleusement ce qui s'étoit passé. Ce sont les motifs de la Loi si connue sous le nom de *Barbarius Philippus*. Et c'est ce qui a engagé un Canoniste à décider que les Actes d'un Officier public doivent avoir tout leur effet, lorsque ses Supérieurs le souffrent dans ses fonctions. *Gesta per eum valent, quamdiu tolerantur.* Disons-le du Vice-Promoteur: tout ce qu'il a fait dans la procédure dont il s'agit, a été sans affectation; il a pour appui la bonne-foi de celui de qui il tient son pouvoir, & la sienne. Cette bonne-foi même ne peut pas être regardée comme une erreur, telle que dans l'espèce de la Loi de *Barbarius Philippus*. Ou si c'étoit une erreur, nous osons dire qu'on auroit été induit en erreur, non seulement par le profond silence des Canons & des Arrêts, mais encore par la Loi positive de 1691, & par l'usage presque

presque universel. Dans des circonstances si favorables , pourroit-on déclarer nulle la procédure dont est appel , par rapport à la qualité de Vice-Promoteur ?

En 1611 , les fonctions de Pénitencier & de Promoteur furent déclarées incompatibles. Cependant on ne fit pas résulter une nullité des procédures qui avoient été faites , des inconvéniens de cette réunion ; on ne toucha point au passé , on se borna à pourvoir à l'avenir. En 1704 , on défendit aux Ecclésiastiques non gradués de faire les fonctions de l'Official , sans détruire la procédure qui donna lieu à ce Règlement , & qui avoit été faite par un Official non gradué. En 1717 , vous regardâtes comme un inconvénient de réunir dans la même personne un Office de Conseiller dans un Bailliage , & celle d'Official ; vous ordonnâtes que ces qualités seroient divisées , sans toucher aux procédures émanées de celui qui avoit exercé l'une & l'autre. Enfin , Messieurs , vous rendîtes un Arrêt sur nos conclusions le 2. Septembre 1724 , par rapport aux fonctions de Vicegérant & de Pénitencier. Tous ces Arrêts prouvent que l'inconvénient n'est pas toujours un abus , & que vous touchez avec peine à ce qui s'est passé , pour ne pas porter le trouble & la confusion dans les Tribunaux Ecclésiastiques.

L'application de ce principe à cette Cause ne seroit pas des plus justes , si l'on avoit à craindre dans les fonctions du Vice-Promoteur tous les inconvéniens que les Accusés croient y avoir apperçus ; mais en quoi pourroient ils consister ? Premièrement , la qualité de Vice-Promoteur ne viole aucune Loi , elle ne multiplie point les fraix des procédures , & elle ne tend qu'à une meilleure administration de la Justice. Vous n'avez point été allarmés , Messieurs , lorsque vous avez vu tous les Evêques du Royaume établir des Vicegérans , pour remplir les fonctions

des

des Officiaux suspects ou absens. Vous n'avez point cherché, comme les Accusés le souhaiteroient, une Loi qui permit expressément aux Evêques de commettre des Vicegérans; il vous a suffi que cette qualité fût de quelque utilité, & qu'elle pût contribuer à la décision des contestations que l'on porte dans les Officialités. Mais la qualité de Vice-Promoteur est-elle plus inutile & plus à charge que celle des Vicegérans? Et si l'on doit juger de l'importance de leurs fonctions par la nécessité des Officiers qu'ils remplacent, nous n'hésiterons pas de dire qu'un Vice-Promoteur n'est pas moins utile dans une Officialité, que le Vicegérant, parce que le Promoteur, en qualité de Partie publique, est aussi nécessaire pour dénoncer & pour punir les Criminels, que l'Official même. Venons à l'espece particuliere de cette Cause.

Vous le savez, Messieurs, les Accusés ont osé avancer que le Promoteur de l'Officialité leur étoit suspect dans leur contestation. Le Sieur Merlier a même fait un aveu authentique de cette suspicion. Ils ne peuvent donc pas se plaindre de ce que le Vice-Promoteur a fait ici les fonctions de Promoteur. Le Vice-Promoteur a eu des Provisions particulieres de M. l'Archevêque de Paris; on vous en a fait la lecture, & on vous a prouvé que ces Provisions étoient antérieures de près d'une année à la procédure dont est appel, & qu'elles ont été insinuées selon l'usage. Ainsi les raisons générales, & les circonstances particulieres se réunissent pour écarter le premier moyen d'abus qui a été proposé.

Examen
de l'inf.
truction
de l'Offi-
cial, sur
laquelle
on fonde
des mo-
yens d'a-
bus.

Passons donc maintenant à l'examen de l'instruction faite par l'Official.

Les Accusés se sont bornés à quelques circonstances de cette instruction. Ils ont prétendu qu'il y avoit plusieurs interlignes, des surcharges & des ratures dans les Informations. Ils ont attaqué quelques
assignations

assignations données aux Témoins , la qualité de la plupart de ces Témoins , la dénonciation qui a été faite au Juge Royal pour le prétendu cas privilégié , & le Jugement qui a été déclaré nul , un Interrogatoire & quelques recollemens.

Ecartons d'abord l'objection que l'on a tiré des prétendues interlignes & des ratures que l'on trouve dans la procédure de l'Officiel. Les interlignes sont expressément défendues par l'art. 12. du tit. 6. de l'Ordonnance de 1670 : mais nous n'en avons trouvé aucune dans les minutes de la procédure. Pour les ratures , qu'il est difficile d'éviter dans une procédure de longue haleine , le même article de l'Ordonnance se contente d'ordonner qu'elles seront approuvées , & que les renvois seront signés : ce qui a été exactement observé à l'Officialité.

A l'égard des assignations données à quelques Témoins , M. Talon fait voir qu'il n'y a point de nullité.

Il ne paroît pas , dit-il , difficile d'éclaircir la difficulté qu'on oppose sur un Témoin. Quoique la Basainville fût dans les prisons du For-l'Evêque , on a pu prendre les mesures nécessaires pour parvenir à son recollement & à sa confrontation ; & cette fille arrêtée pour simple débauche a pu être transférée à l'Officialité , pour y être recollée & confrontée.

Or , Messieurs , nulle irrégularité dans l'assignation qui a été donnée parlant à sa personne à l'Officialité , dès qu'il n'y a pas une impossibilité absolue qu'elle s'y soit rencontrée. L'art. 3. du tit. 1. de l'Ordonnance de 1667 , porte expressément , que *tous Exploits d'ajournement seront faits à personne ou domicile*. L'art. 7. du tit. 22. porte en particulier , que *les Témoins seront assignés à personne ou domicile*. Cette Ordonnance n'impose

pas la nécessité d'assigner au domicile ; elle donne le choix d'assigner au domicile ou à la personne, quelle part qu'elle se rencontre.

L'esprit de cette Ordonnance n'a pas été en effet de prescrire une formalité inutile , en obligeant étroitement à donner les assignations au domicile. Ses vues sont remplies , si l'on prend des mesures justes , afin que le Témoin n'ignore pas l'assignation qui lui a été donnée ; & elle indique elle-même ces mesures , en disant que l'assignation doit être donnée *à domicile ou à la personne*.

Il est inutile de donner des assignations à domicile, quand on les donne à personne.

Mais de ces deux manières d'assigner , on ne peut pas douter que la plus sûre c'est celle d'assigner à la personne : & c'est ce qui a été fait par rapport à la Basainville. Son assignation en fait une mention expresse ; & les Accusés n'auroient eu que la voie de l'inscription de faux , pour détruire cette énonciation.

D'ailleurs , Messieurs , quand même il y auroit eu de faux domiciles énoncés dans les assignations quand même quelqu'une de ces assignations pécherait contre les règles prescrites par l'Ordonnance & contre notre usage , ce ne seroit pas un moyen d'abus propre à renverser toute la procédure de l'Officialité ; parce que les irrégularités particulières d'une ou plusieurs dépositions ne peuvent affecter que les dépositions précisément , sans toucher au reste de la procédure. Il faudroit pour rendre un moyen d'abus capable d'affecter toute la procédure que toutes les assignations péchassent par quelque endroit ; alors il n'y auroit plus d'Information & par conséquent il n'y auroit plus de decret , de recollement & de confrontation , qui pût subsister. Mais il n'en est pas de même des irrégularités de quelque assignation ; elles ne peuvent donner atteinte qu'aux Actes particuliers où les irrégularités se rencontrent ; & le moyen d'abus n'est pas gé-

ral , puisqu'indépendamment de ces assignations , la procédure est complète , puisqu'elle fait un corps , & qu'elle a d'ailleurs tout ce qui est nécessaire , suivant l'Ordonnance , pour parvenir à un Jugement définitif.

Au reste , nous ne nous arrêterons point à la troisième irrégularité prétendue de ces mêmes assignations , qui ont été données à la requête du Promoteur-Général de l'Archevêché , quoique ce Promoteur n'ait point été Partie dans cette procédure , comme il l'a déclaré , & comme on ne le conteste point.

On ne peut pas douter que le ministère public ne soit indivisible , & qu'il soit toujours le même , quoiqu'il soit partagé entre différentes personnes : c'est ce qui fait que dans les Officialités , les Vice-Promoteurs agissent ou en leur nom , parce qu'ils ont un caractère & un pouvoir suffisant pour représenter le Promoteur , ou au nom du Promoteur qu'ils représentent. Dans l'une & dans l'autre de ces circonstances ils agissent régulièrement ; ils ne doivent point perdre de vue que leur pouvoir est subordonné à celui du Promoteur , & qu'ils ne doivent agir que comme ses Substituts. Seroit-ce donc une irrégularité de rappeler dans une assignation celui qui remplit le plus souvent ces sortes de fonctions , & au nom duquel ces procédures doivent être instruites ? C'est au contraire une exactitude que la subordination demande , & que l'usage des Tribunaux Séculiers justifie , puisque l'on sait que les Substituts de ceux qui sont préposés au ministère public , n'agissent point en leur nom , mais au nom de ceux qu'ils remplacent , & dont ils font les fonctions.

Examinons présentement la qualité des Témoins qui ont été entendus à l'Officialité : quoique ce moyen paroisse convenir uniquement à l'appel simple , cependant nous sommes forcés de suivre les

228 ECCLESIASTIQUES

Accusés dans toutes leurs objections , & d'approfondir en particulier la qualité des Témoins. L'Information du 10. Mai , & la continuation d'Information du 24. Mai 1724 , sont composées de vingt-sept Témoins ; parmi les dix Témoins qui composent la première Information , il en est six qui sont voisins , & dont quelques-uns même ont été amis des Accusés ; les cinq autres Témoins peuvent être d'une conduite suspecte pour leurs mœurs.

Dans la seconde Information composée de dix-sept Témoins , il y en a onze dont la conduite n'a pas été attaquée par les Sieurs des Rues & Merlier. Les autres Témoins parlent de faits qui prouvent le dérangement de leur conduite , où ils ont déclaré ne savoir rien des faits portés par la plainte.

En réunissant donc les deux Informations , il y a dix-sept Témoins de mœurs irréprochables , il y en a huit qui dans leurs dépositions ont fait l'aveu de leurs desordres , il y en a deux qui n'ont rien dit dans leurs dépositions.

Quelques-uns des Témoins qui sont irréprochables dans leurs mœurs , sur-tout les voisins des Accusés , ont été reprochés sous prétexte de quelques contestations que les Accusés prétendent avoir eues avec eux , ou de quelques dettes qu'ils avoient contractées à leur égard.

Cependant il nous paroît que les dépositions des uns & des autres doivent subsister , & que l'Officiel a pu y ajouter foi , & cela pour plusieurs raisons.

Les Témoins dont les mœurs sont régulières , n'ont été reprochés que foiblement , ou même ne l'ont point été. Ces prétendues contestations dont les Accusés se sont prévalus , paroissent des faits supposés , dont ils n'ont produit aucune preuve littérale ; & s'ils ont eu quelque intérêt à démêler , ces intérêts ont été si médiocres , qu'ils ne paroissent point devoir donner atteinte aux dépositions de

de ces Témoins. Tel est en particulier le reproche que le Sieur Merlier a donné contre trois Témoins, mari, femme & beau-frere, sous prétexte que le Sieur Merlier étoit redevable à l'un d'eux des salaires qui lui étoient dûs pour l'avoir servi pendant quelque tems en qualité de Barbier.

D'ailleurs, c'est une maxime connue, qu'en matière criminelle ceux qui ont le soin d'administrer les Témoins, doivent faire entendre tous les particuliers qui peuvent avoir quelque connoissance du crime qui fait l'objet de la plainte, sauf au Juge à avoir quelque égard aux reproches qui peuvent naître de l'âge, de la condition, ou des mœurs de ces Témoins. Mais dans l'espece de cette Cause, nous avons déjà observé que le plus grand nombre des Témoins n'avoient pas été reprochés, ou l'avoient été d'une maniere qui ne méritoit aucune attention; & si l'on y a joint des personnes du sexe de mœurs dépravées, on peut aisément justifier en ce point l'Information faite en l'Officialité, parce que ces Témoins ont été nécessaires, & que la Plainte a été rendue pour des faits qu'il seroit presque toujours impossible de prouver, si on rejettoit le témoignage de ces sortes de personnes.

Mais, Messieurs, les témoignages particuliers rendus contre les Accusés, deviennent peu suspects par le nombre & l'uniformité des Témoins. S'il en est dont les mœurs aient été dépravées, & que l'on ait même tiré des Maisons de force pour les entendre dans l'Information, ce n'est point une affectation du Vice-Promoteur, ce n'est point une raison pour se refuser aux dépositions de ces Témoins; parce qu'enfin les Témoins de mœurs dépravées sont soutenus par d'autres irréprochables: leurs dépositions réunies peuvent être regardées non plus comme des dépositions particulières, mais comme des dépositions universelles, comme l'on regarde la

renommée en matière criminelle ; & ces dépositions étoient d'autant plus nécessaires , qu'il s'agissoit dans la Plainte de crimes que la pudeur , & le caractère dont les Accusés étoient revêtus , les engageoient à cacher sous le voile de l'obscurité.

Qu'ils cessent donc de vous représenter , Messieurs , les Informations qui ont été faites contre eux comme un assemblage de dépositions , ou mentées , ou infamantes pour les Témoins - mêmes , ou peu dignes de foi par leur condition & leurs mœurs. Il en est plusieurs parmi ces Témoins , qui sont hors d'atteinte à tous les reproches , & les autres sont nécessaires par la qualité du crime , ils sont dignes de foi par leur nombre ; ils s'accusent eux-mêmes , parce qu'ils ne peuvent pas parler autrement des fréquentations qu'ils ont eues avec les Accusés.

Nous pourrions en ce moment entrer dans le détail des preuves que les Accusés prétendent avoir donné de la subornation de ces Témoins ; nous croyons pourtant qu'il est plus naturel de ne les examiner qu'avec la procédure du Châtelet , parce que l'Information sur la subornation des Témoins a été faite pardevant le Lieutenant Criminel. Expliquons-nous présentement sur la régularité ou l'irrégularité de la dénonciation.

Examen
de la dé-
noncia-
tion au
Juge
Royal.

Il est constant dans le fait , qu'après l'addition d'Information , le Vice-Promoteur donna sa Requête à l'Official : il lui exposa que par ces trois dernières dépositions de cette addition d'Information , le Sieur des Rues étoit accusé d'avoir gardé pendant un tems assez considérable , la nommée Jeanneton le Fort fille mineure , & à l'insu de ses parens ; que cette soustraction pouvoit paroître un rapt , que le crime de rapt est un cas privilégié , & qu'il paroïssoit qu'il étoit des règles d'en faire part au Juge Royal.

Sur

Sur cette Requête , par un Jugement du 17. Mai 1724, l'Official a ordonné que le Juge Royal feroit appelé, en déclarant nul l'Interrogatoire que le Sieur Merlier avoit subi le même jour, & le recollement de trois Témoin qui avoient donné lieu à la dénonciation : la seconde concerne cette disposition du Jugement de l'Official, qui déclare nul un Interrogatoire & trois recollemens.

A l'égard de la dénonciation , nous faisons toujours une grande différence entre les dénonciateurs volontaires , & ceux qui sont forcés ; un dénonciateur volontaire ne peut apporter trop de précaution pour asseoir sa dénonciation , & pour ne pas s'exposer à une dénonciation dont il pourroit ressentir le contrecoup par des dommages & intérêts , ou même par d'autres peines qui seroient proportionnées à la calomnie ; le dénonciateur forcé ne doit aussi faire cette démarche qu'avec beaucoup de circonspection & de prudence , parce qu'enfin il s'agit pour l'Accusé de l'exposer à la perte de sa réputation, & à toute la sévérité des Loix.

Mais lorsqu'il s'agit de la régularité de la dénonciation , on n'examine pas avec la même exactitude celle qui a été forcée , & celle qui étoit volontaire : dans la dénonciation forcée , on considère d'abord la nécessité absolue où a été le dénonciateur de faire cette démarche , & l'on ne regarde sa dénonciation comme téméraire , que lorsque la calomnie est évidente , lorsqu'il n'y a ni preuve , ni corps de délit : dans la dénonciation volontaire , on examine plus scrupuleusement l'accusation , & on punit plus aisément le dénonciateur , lorsque par l'événement, l'objet de l'accusation ne s'est pas trouvé suffisamment prouvé.

La raison de cette différence est bien équitable & bien sensible. Le dénonciateur forcé est présumé agir par l'obligation que lui inspire son ministère , & par le zèle qu'il doit avoir pour le bien public qui

lui est plus particulièrement confié. C'est pour cela qu'il faut détruire cette présomption par des preuves convaincantes.

Le dénonciateur volontaire qui agit en pleine liberté, est censé avoir suivi les mouvemens d'une passion aveugle, s'il ne justifie pas lui-même son accusation, s'il ne prouve pas, ou qu'il n'a point été dans l'erreur, ou que son erreur du moins a été probable. En un mot, c'est à l'Accusé à prouver que le dénonciateur forcé a été un calomniateur : au contraire c'est au dénonciateur volontaire à affirmer lui-même sa dénonciation, & à donner des preuves de la vérité du fait qu'il a dénoncé.

L'Official
a dû dé-
noncer le
crime au
Juge
Royal.

Dans l'espece particuliere de cette Cause, le Vice-Promoteur a dénoncé le Sieur des Rues, & dans sa Requête il a représenté qu'il avoit trouvé des traces de rapt dans les trois dernieres dépositions. On ne peut pas douter que le rapt ne soit un cas privilégié, & dans tous les tems la connoissance de ce crime a appartenu au Juge Royal ; mais y avoit-il en effet des preuves de ce rapt, ou du moins des indices & des présomptions ? La seule lecture de la déposition de la mere de Jeanneton le Fort pourra en décider.

Lecture.

Vous voyez, Messieurs, par cette déposition, que la le Fort a été soustraite à ses parens pendant plusieurs mois, que le Sieur des Rues a été soupçonné de l'avoir en sa possession, que c'est lui qui a promis à la mere de la rendre, que c'est lui qui la lui a remise en effet le même jour.

D'autres dépositions soutiennent encore celles dont nous avons eu l'honneur de vous faire la lecture.

Qui pourroit donc trouver étrange que le Vice-Promoteur ait cru appercevoir les marques & le caractère du rapt dans le fait dont parlent ces Témoins ? Une fille mineure soustraite à sa mere, à ses oncles ; une fille mineure que plusieurs person-
nes

nes disent être chez le Sieur des Rues , & qu'il rend lui-même à ses parens ; qu'y a-t-il en tout cela qui ne resente le rapt que nous appellons *in parentes* ? & faire un moyen d'abus de cette dénonciation , ne seroit-ce pas faire au Vice-Promoteur un crime de son exactitude , ne seroit-ce pas vouloir vous engager , Messieurs , à punir par la nullité d'une procédure importante , la juste délicatesse que l'on a eu au Tribunal Ecclésiastique pour conserver les droits de la Jurisdiction Séculière ?

Que le Sieur des Rues ne se flatte pas d'effacer ici jusqu'au nom même , & aux soupçons du rapt , sous prétexte que la le Fort étoit de mœurs dépravées , & que ses parens n'avoient pas rendu de plaintes pendant plusieurs mois sur la soustraction de leur fille mineure.

Nous examinerons dans la suite les caractères de ce rapt.

Après tout , nous ne devons pas chercher ici les preuves complètes & absolues du rapt : l'Official & le Vice-Promoteur ne devoient point juger & décider de ce crime , ils ne devoient point sortir de leur sphere ; ce n'étoit point à eux à examiner scrupuleusement s'il y avoit eu rapt de violence , ou rapt de séduction ; si ce rapt avoit été fait à la personne même de la le Fort , ou à celle de ses parens. Il suffisoit à l'Official , ou au Vice-Promoteur , d'avoir apperçu des indices de rapt , de le soupçonner , de le craindre , pour faire part au Juge Royal de la procédure ; & sur la dénonciation du Vice-Promoteur , c'est au Juge Royal à examiner & à juger s'il y a lieu de se joindre au Juge Ecclésiastique pour instruire la procédure.

Que l'on ne rende donc pas le Vice-Promoteur comptable d'une dénonciation faite pour un crime qui est incontestablement privilégié , pour un délit dont il y avoit tout au moins de fortes présomptions. Il n'étoit pas sans doute de l'intérêt particulier du

Juge Ecclésiastique , de partager avec le Juge Royal la connoissance de cette procédure ; ainsi on doit presumer qu'il ne la lui a déferée que pour se conformer aux Ordonnances & à vos Arrêts ; & si l'on déclaroit nulle cette procédure par rapport à la dénonciation , dans quels embarras , dans quelle incertitude ne jettera-t-on pas désormais les Juges Ecclésiastiques ? D'un côté , ils se verront exposés à la nullité de leur procédure , s'ils ne dénoncent pas exactement les cas privilégiés aux Juges Royaux ; de l'autre , ils auront également à craindre cette nullité , si , malgré de justes soupçons & des présomptions violentes , il se trouve par l'événement , que ce qui paroissoit d'abord un cas privilégié , ne l'a pas été en effet. Votre équité , Messieurs , écartera tous ces embarras , pour laisser les choses dans la simplicité où elles ont été. Jusqu'ici le Vice-Promoteur est un dénonciateur forcé ; il lui suffit donc d'avoir des indices , des preuves commencées , des soupçons du cas privilégié. Passons à cette disposition du Jugement de l'Official , qui déclare nul trois recollemens , & un Interrogatoire.

Si l'Official a pu déclarer nulle sa procédure.

Vous l'avez décidé , Messieurs , par différens Arrêts ; le Juge Ecclésiastique doit surseoir la procédure au moment qu'il apperçoit le délit privilégié , pour appeller le Juge Royal ; & tout ce que l'Official fait après la découverte de ce délit sans la participation du Juge Royal , tout est nul , comme ayant été fait au préjudice de la Jurisdiction Séculière. Sur ce principe , on ne peut pas douter que les recollemens des trois derniers Témoins n'aient été absolument nuls , parce qu'ils avoient été faits sans y appeller le Lieutenant-Criminel. Quelle étoit donc la voie légitime pour rectifier cette irrégularité ? l'autorité de l'Official suffisoit-elle , ou falloit-il avoir recours à une autorité supérieure ? C'est de cette question que dépend la validité de la disposition

tion

tion du Jugement de l'Officiel , que nous examinerons présentement.

Mais elle paroît toute décidée par la nécessité & par l'usage des Juges inférieurs. Par la nécessité , disons-nous : Si on refusoit aux Juges qui sont sujets à l'appel , le pouvoir de réformer leurs Jugemens , lorsqu'il s'est glissé quelque nullité dans ces mêmes Jugemens ; quels inconvéniens ne naistroient pas de la nécessité où ces Juges seroient réduits ? Car enfin , ou ils cesseroient d'instruire la procédure , ou ils la continueroient.

S'ils cesseroient d'instruire leur procédure pour ne pas faire des démarches inutiles ; alors ces crimes demeureroient impunis , & les Accusés intéressés à suspendre ces sortes de procédures , n'auroient garde de les déférer au Tribunal Ecclésiastique , ils verroient avec plaisir leurs Juges naturels dans l'impossibilité de les punir ; & bien loin d'interjeter appel de la procédure, ils laisseroient tranquillement subsister la nullité , qui seroit un obstacle au Jugement définitif & à leur punition.

D'un autre côté , si l'on abandonnoit au Juge inférieur le soin d'exciter lui-même le Juge supérieur pour réformer sa procédure , on retomberoit sans doute dans les mêmes inconvéniens des longueurs de la procédure , on exposerait les Parties à voir dépérir les preuves qui sont toujours en matière criminelle d'une grande importance , parce que le bon ordre & la tranquillité publique en dépendent. Pourroit-on présumer assez du zèle que l'on doit avoir pour le bien public , pour croire que le Juge inférieur n'hésitera pas de déférer lui-même sa procédure , qu'il en exposera simplement les nullités , qu'il en hâtera la décision ?

Mais si le Juge qui s'appercevrait de cette nullité , continuoît sa procédure , il ajouteroit des actes inutiles à des actes viciés ; il s'occuperoit d'une apparence , d'une ombre de procédure qui ne pour-
roit

roit jamais avoir aucun effet ; il multiplieroit les fraix , & en les multipliant , il se prépareroit une nouvelle peine , parce que ces fraix retomberoient à sa charge , lorsque cette procédure seroit déclarée nulle. Ecartons donc cette dure nécessité où l'on réduiroit un Juge de ne point punir le coupable , & d'instruire une procédure qui ne pourroit pas subsister.

Aussi , Messieurs , l'usage , qui est le plus équitable interprete des Ordonnances , l'usage autorise les Juges inférieurs à se réformer eux-mêmes , & le Châtelet l'observe depuis longtems.

Il reste , sur la procédure de l'Official , à examiner l'excès des peines dont les Accusés se plaignent.

Deux maximes semblent devoir nous conduire en cette matiere.

Les peines
auxquel-
les les Ac-
cusés ont
été con-
damnés ,
ne sont
point ex-
cessives.

Il est constant en premier lieu , que l'appel comme d'abus , régulièrement , ne saisit votre Tribunal , Messieurs , que de la connoissance de la procédure , & non pas du principal de la contestation qui a été décidée par le Juge Ecclésiastique ; nos Ordonnances & nos usages lui réservent certains délits qu'ils soumettent à sa Jurisdiction , soit par rapport à l'état , ou au caractère des Accusés : mais en même tems l'usage leur donne deux ressources pour anéantir des procédures qui se trouveroient irrégulieres , ou des peines qui seroient excessives. Dans l'appel comme d'abus , les Ecclésiastiques accusés trouvent un moyen sûr & facile pour se procurer l'observation des saints Decrets , de nos Libertés , des Ordonnances , de vos Arrêts. Dans l'appel simple que l'on porte au Supérieur immédiat selon l'ordre & la hiérarchie de l'Eglise , les Accusés qui sont soumis à sa Jurisdiction , ont un remède contre la trop grande sévérité dont on auroit usé à leur égard.

Mais

Mais les droits de ces deux Jurisdictions vous sont également chers : vous vous bornez, Messieurs, à faire observer les règles inviolables que les Juges Ecclésiastiques doivent se proposer dans leurs procédures ; & vous abandonnez au Juge devant qui l'appel simple doit être porté, le soin d'examiner & de réformer les peines, si elles sont peu conformes à l'esprit de l'Eglise.

Cette règle générale souffre cependant une juste exception ; on a vu quelquefois vos Arrêts porter leurs vues & leur effet jusques sur la décision du principal, non pas pour le discuter avec la même exactitude & les mêmes droits que le Juge de l'appel simple, mais pour reconnoître si l'appel simple n'a point été suscité aux accusés par un esprit de haine & par une vexation criante.

Et c'est ce qui donne lieu à une seconde maxime, aussi certaine & aussi équitable que la première. Cette maxime est, de détruire une procédure qui seroit l'ouvrage de la passion seule, & qui manqueroit absolument de corps de délit. Alors votre autorité, Messieurs, est appliquée à un objet qui lui est propre ; vous réprimez l'abus le plus sensible qui puisse affecter une procédure ; vous veillez à l'observation des saints Decrets, & au bon usage que les Juges Ecclésiastiques doivent faire du pouvoir qui leur est confié. Mais il seroit dangereux de donner trop d'étendue à cette maxime ; vous l'avez fixée vous-mêmes par differens Arrêts, aux procédures qui n'ayant point de corps de délit, manquent d'objet ; & c'est à ce point qu'il faut s'en tenir exactement.

Ces principes ne peuvent point être contestés ; ils sont simples ; & l'on voit aisément toute l'affinité qu'ils ont avec cette Cause.

Quel a donc été le titre d'accusation contre le Sieur des Rues ? Quelles sont les preuves ? Quelles ont été les peines ? Le titre d'accusation est une dé-

débauche excessive , un scandale public , une conduite capable de flétrir le caractère dont les Accusés sont revêtus.

Suspendons ici pour un moment tout ce que l'on peut avoir de preuves & de présomptions de ces faits : arrêtons-nous à ce qui a donné lieu à la procédure dont il s'agit. Pourroit-ce être un spectacle indifférent aux Juges d'Eglise , que celui de deux Ecclésiastiques engagés dans les Ordres sacrés , que l'on soupçonne des plus grands excès ? Le seul titre de l'accusation pourroit-il ne pas exciter le zèle de ceux qui doivent veiller à la conduite du Diocèse ? Oseroit-on leur reprocher d'avoir fait légèrement l'éclat d'une procédure criminelle ? d'avoir rendu plainte pour des faits qui ne le méritoient pas ? d'avoir instruit une procédure extraordinaire , pour des fautes qui ne demandoient qu'une simple correction remplie de douceur & de charité ?

Non , Messieurs , un pareil titre d'accusation méritoit une procédure extraordinaire ; cette procédure a eu un objet certain , un objet qui demandoit des recherches exactes , & une Information, Le titre du délit est grave : ce n'est pas une simple foiblesse , un crime seul qu'il s'agissoit de découvrir & de punir ; il s'agissoit d'excès honteux , de crimes multipliés jusqu'au point de causer du scandale public , & de rendre les Accusés suspects à tous leurs voisins.

Mais ce titre d'accusation n'a-t-il point été supposé ? Est-ce l'imagination d'un ennemi qui a grossi les objets ? Est-ce l'envie de sacrifier les Accusés qui a inspiré la plainte , qui a fait parler les Témoins , qui a dicté le Jugement définitif ? Nous souhaiterions qu'il nous fût permis d'ensevelir dans une éternelle obscurité , des faits qui deshonnorent l'homme , & qui porteroient coup à la Religion même , si elle ne les condamnoit hautement , si elle ne les punif-
soit

soit pas avec sévérité. Mais enfin les Accusés nous forcent à en révéler une partie. Pour prouver que rien n'est moins digne de votre attention, que le moyen d'abus qu'ils croient trouver dans les peines qui leur ont été imposées, pour cela nous ferons la lecture de deux dépositions : si elles ne sont pas les plus circonstanciées, elles ne doivent pas être du moins suspectes, puisque les Témoins ne l'ont pas été aux Accusés mêmes.

Lecture.

Ces dépositions sont soutenues par une infinité d'autres, & nous avons déjà observé en examinant la qualité des Témoins entendus à l'Officialité, qu'il en est un très grand nombre contre lesquels les Accusés n'ont point donné de reproche, ou du moins contre lesquels ils n'en ont point donné qui soient légitimes & constatés.

Dans l'Information on voit une foule de Témoins qui déposent des excès des Accusés; parmi ces Témoins, les uns sont leurs voisins, & en particulier ceux qui habitent la maison où logeoit le Sieur Merlier, & que le Sieur des Rues fréquentoit assiduellement. Ces Témoins ne parlent point sur des ouï-dire; ils parlent de fréquentations suspectes, de discours trop libres, des assemblées de personnes du sexe qui scandalisoient tout le quartier : quelques-uns d'eux relevent des circonstances qui pourroient seules justifier la procédure & le Jugement définitif; mais nous les omettons, pour ne pas profaner le Sanctuaire de la Justice. D'autres Témoins parlent des sollicitations, que les Accusés ont employées pour les engager au crime. Il en est qui ont avoué leur foiblesse; & le Sieur des Rues a donné lui-même deux différentes preuves par écrit, des démarches qu'il faisoit pour les séduire.

Dans

Dans l'Interrogatoire que cet Accusé a subi le 14. Mai 1724 , on lui a représenté un billet portant promesse de payer au porteur la somme de six livres , & signé *le Prieur de Saint - Germain*. Le Sieur des Rues a reconnu ce billet pour être de sa main , & il a prétendu que ce n'étoit qu'un essai de plume : & cependant ce billet s'est trouvé entre les mains de la nommée Jeanne le Roi , elle l'a représenté lors de sa déposition ; elle a prétendu que le Sieur des Rues lui avoit donné ce billet comme une promesse de payer 600. livres , quoiqu'il ne portât que la somme de six livres ; & elle a avoué que cette promesse avoit été le prix de la séduction de sa fille. Lorsque le Sieur des Rues a été interrogé comment ce billet avoit été entre les mains de la le Roi , il a répondu qu'il ignoroit comment il étoit sorti de chez lui ; que c'est lui qui l'a écrit , mais sans intention , & que la signature qui est au bas est un effet du hazard.

Quelle défense est celle-là , sur un billet reconnu & trouvé entre les mains de personnes suspectes ! Quelles réponses pour écarter les conséquences que l'on doit tirer de ce billet , par rapport à la séduction d'une jeune personne & à l'imposture que le Sieur des Rues a ajoutée à cette séduction !

Enfin par le même Interrogatoire dont nous avons parlé , il a reconnu avoir écrit une lettre qui lui a été représentée par une jeune fille ; cette lettre a été accompagnée d'un présent , elle est remplie d'expressions que la passion seule pouvoit dicter , il lui marquoit un tems pour l'attendre chez lui ; & il prétend que l'on ne doit attribuer les expressions tendres , qu'à la compassion que lui causoit la misère de cette jeune personne.

Le Public en peut juger bien autrement , Messieurs , & en réunissant ces deux Ecrits avec la quantité de Témoins non suspects , ou nécessaires , vous regar-

regarderez les desordres des Accusés comme parfaitement constatés.

Mais ce n'est pas assez de prouver que le titre d'accusation méritoit par lui-même une procédure criminelle , & que les preuves abondantes sont pleines de force. Nous n'ignorons pas que dans les règles , cet examen n'est point soumis à votre Jurisdiction. Mais enfin , puisque les Accusés nous ont porté leurs plaintes sur l'excès de leurs peines , après avoir reconnu authentiquement les droits de la Jurisdiction Ecclésiastique , il faut encore peser dans la balance de la Justice , d'un côté les crimes qui sont prouvés , & de l'autre les peines qu'on leur a imposées.

D'abord il est constant , que l'Official n'a prononcé que des peines canoniques , & qu'en cela il n'a point excédé son pouvoir. Ces peines sont de deux sortes. Les premières sont quelques années de retraite dans un Séminaire , quelques prières , quelques jeûnes , quelques bonnes œuvres. L'autre peine est la privation de la Cure que possédoit le Sieur des Rues ; & l'incapacité prononcée contre l'un & l'autre des Accusés , pour être promu à l'Ordre de Prêtrise.

Par rapport à la première espece de peines , il seroit impossible que les Accusés s'aveuglassent assez sur leur propre conduite , pour trouver trop fortes ces peines. Ils doivent y reconnoître cet esprit de modération & de douceur , qui fait toujours le caractère particulier de l'Eglise , qui l'engage à punir malgré elle , & qui ne punit que pour rappeler ceux qui ont eu le malheur de s'écarter des routes qu'elle trace à ses enfans. Nous sommes bien éloignés de trouver dans la retraite & les bonnes œuvres que l'on a prescrites aux Accusés , cette contradiction qu'ils se flattoient d'avoir découverte dans les différentes dispositions du Jugement de l'Official.

Ils ont cru , ou plutôt ils ont feint de croire , qu'étant déclarés incapables d'être élevés à l'Ordre de Prêtrise & de posséder des Bénéfices à charge d'ames, il étoit inutile & peu convenable de les obliger à se retirer dans une maison , où ils pussent reprendre l'esprit de leur état.

Conséquence injuste d'un principe qui ne peut partir que d'une étrange prévention. . . Quoi donc ! les Accusés se croient-ils dispensés d'avoir l'esprit de leur état, & d'en remplir désormais les saintes obligations , parce qu'ils ne peuvent pas espérer d'arriver à un degré plus sublime dans le Sacerdoce ? Le caractère qui leur a été imprimé dans les Ordres sacrés n'est-il pas ineffaçable ? Ne feront-ils pas à jamais une portion du Clergé ? & puisqu'ils s'y sont conduits jusques ici d'une manière si scandaleuse , devroient-ils se récrier sur les bonnes œuvres qui pouvoient en quelque façon réparer ce scandale ?

Mais en privant l'un des Accusés de sa Cure , & en les déclarant tous les deux incapables d'être élevés à l'Ordre de Prêtrise , on paroît , dit-on , avoir épuisé les peines canoniques , & on a puni les Accusés au-delà de la rigueur des Canons , qui n'ont jamais prescrit de si sévères & de si deshonorantes peines pour de pareils coupables. On les a épuisées , il est vrai , ces peines canoniques ; mais on ne les a épuisées que parce que les Accusés ont mis le comble à l'irreligion & à leurs desordres. Plusieurs Témoins déposent que le Sieur des Rues a abusé de la confiance qu'exigeoient de lui les fonctions les plus sacrées , pour engager au crime de jeunes personnes dont il devoit respecter l'âge & l'innocence. Un Témoin dépose qu'il a porté ses sollicitations jusques dans le Sanctuaire : ce Témoin dit l'avoir vu profaner non seulement le Service des Autels , mais encore nos plus augustes Mystères , dans un tems où la corruption & la débauche dominoient

minoient le plus dans toute sa conduite ; & lorsque ce Témoin lui parut justement effrayé de son irréligion, il tâcha de le rassurer & de le calmer par les discours les plus impies, &, on l'ose dire, les plus monstrueux dans un Ecclésiastique. Le Sieur Merlier est coupable non seulement d'excès personnels ; mais encore plusieurs dépositions tendent à prouver qu'il favorisoit aussi la débauche des autres, & qu'il les y engageoit.

Quels termes assez forts pourroient exprimer toute la noirceur de ces débauches ? Quelles peines canoniques pourroient leur être proportionnées ? Quoi , Messieurs , les Accusés que les Témoins convainquent , & que leur conscience doit confondre , ces Accusés ont porté la témérité jusqu'à réclamer votre Justice , jusqu'à invoquer votre autorité , pour se dérober aux peines qu'ils ont méritées par tant de titres ! Ils ont osé se plaindre de ce qu'on les éloigne des Autels , de ce qu'on leur refuse de leur confier le soin des âmes ! Mais si leurs dérèglemens étoient aussi cachés qu'ils ont été publics & scandaleux , ce seroit à eux-mêmes à s'imposer les peines que le Jugement définitif leur prescrit ; ce seroit à eux à s'abstenir à jamais de la célébration des saints Mystères , & de l'un des plus redoutables.

Disons-le , puisque c'est rendre témoignage à la vérité , & contribuer à faire rendre justice aux Accusés. Toute la honte qu'entraîne une procédure criminelle , toute l'obscurité & l'amertume d'une longue prison , toute l'infamie d'une privation de Bénéfices & de l'incapacité pour être élevés à l'Ordre de Prêtrise ; toutes ces peines réunies ne sont point trop fortes pour les forfaits qu'elles doivent punir. Nous ne trouvons donc rien que de régulier dans la procédure de l'Official , nous ne trouvons rien que d'équitable dans son Jugement définitif. Cependant il reste aux Accusés une voie pour se

pourvoir contre les peines qu'on leur a imposées. C'est la voie de l'appel simple : cette ressource leur est encore ouverte. La discussion dans laquelle nous sommes entrés sur le Jugement définitif, ne peut donner aucune atteinte sur cette sorte d'appellation, puisque nous n'avons examiné ce Jugement qu'autant qu'il pouvoit avoir trait à l'abus. On a allégué une vexation d'autant plus injuste, qu'on la supposoit entierement destituée d'objet. Passons à la procédure du Châtelet.

Examen
de la pro-
cédure du
Châtelet.

Cette procédure consiste dans les Requisitoires qui ont été faits par notre Substitut au Châtelet, en conséquence de la dénonciation, pour avoir communication de la procédure faite à l'Officialité, & pour qu'elle fût désormais instruite de concert avec le Juge Royal dans l'Information d'office qui a suivi ces deux Requisitoires, dans plusieurs Interrogatoires subis par les Accusés, dans leur recollement & confrontation ; enfin dans un Jugement par lequel le Lieutenant-Criminel a ordonné que les Témoins qui avoient été entendus à l'Officialité, & qui n'avoient point été recollés & confrontés par le Juge Royal, seroient recollés & confrontés au Châtelet.

Sur cette procédure, deux questions se présentent à examiner.

Premièrement, y avoit-il lieu à une procédure instruite par le Juge Royal ?

Secondement, cette procédure a-t-elle été régulière ?

La première question, qui est celle de la compétence du Lieutenant-Criminel, dépend de la qualité des crimes dont les Accusés pouvoient être prévenus. Distinguons d'abord les différens chefs d'accusation qui étoient personnels à chacun d'eux. Par la plainte rendue par le Vice-Promoteur, ils n'ont été accusés que d'une conduite scandaleuse, & d'avoir sollicité plusieurs personnes à la débauche. Ce

titre

titre général d'accusation ne regardoit sans doute que l'Official , parce qu'il tendoit à une simple correction des mœurs de deux Ecclésiastiques de ce Diocèse. Dans la suite, les chefs d'accusation sont devenus plus étendus & plus graves.

Le Sieur des Rues a été chargé d'avoir retenu en sa possession la nommée le Fort pendant plusieurs mois , de l'avoir retenue à l'insu de ses parens , & de ne l'avoir rendue qu'après les sollicitations les plus vives de leur part. Ce sont les circonstances attestées par les parens mêmes le 6. Septembre 1724. La le Fort a fait sa déclaration pardevant le Lieutenant-Criminel ; elle a prétendu qu'elle étoit enceinte des œuvres du Sieur des Rues , qu'elle avoit été pendant un tems assez considérable chez lui , malgré quelques résistances de sa part ; que dans la suite il l'avoit logée chez différentes personnes , où il continuoit ses habitudes criminelles ; qu'enfin il ne l'a rendue à sa mere que lorsqu'il y a été forcé , & que cette mere fut avertie de ce mauvais commerce.

Il seroit difficile de méconnoître à ces traits plus qu'un délit commun. Si l'Official n'avoit pas dénoncé le Sieur des Rues au Juge Royal , après avoir ouï les Témoins qui déposent des différentes circonstances de la soustraction de la le Fort , alors on se seroit élevé avec raison contre la procédure de l'Official , on n'auroit pas manqué de faire valoir les indices du rapt qui sont renfermés dans les dernières dépositions , on auroit accusé avec justice l'Official d'avoir voulu usurper les droits de la Jurisdiction Séculière sur le crime de rapt , & d'avoir voulu le dissimuler au Juge Royal. Aujourd'hui que ce crime a été dénoncé , sinon sur des preuves convaincantes , du moins sur de violentes présomptions , pourroit-on regarder comme une irrégularité dans la procédure , la connoissance que le Juge

Royal a pris de la procédure de l'Officialité , & la jonction de ces deux Juges ?

Inutilement a-t-on objecté , que la le Fort ne s'étoit point plainte d'un rapt de violence à son égard ; qu'il ne pouvoit point y avoir un rapt de séduction , parce que sa réputation avoit déjà souffert quelque atteinte ; & qu'à l'égard des parens , le silence qu'ils avoient gardé prouvoit qu'ils toleroient du moins la conduite de leur fille.

Nous reconnoissons au contraire toutes les marques & le caractère du rapt que l'on peut appeller *in parentes*. Nous voyons par plusieurs dépositions, qu'au moment que la mere de la le Fort eut été avertie que sa fille étoit chez le Sieur des Rues , cette mere y alla , qu'elle lui fit beaucoup d'instances pour lui rendre sa fille ; que le Sieur des Rues & la le Fort craignoient que cette mere ne s'abandonnât aux emportemens d'une juste colere , lorsque sa fille rentreroit chez elle ; que le Sieur des Rues la lui rendit en effet ce jour-là , en excusant lui-même son absence , en l'attribuant à l'imprudence plutôt qu'à la débauche , en assurant cette mere que sa fille étoit d'une bonne conduite. Nous ne tenons pas ces circonstances seulement de la déposition de cette mere , mais de quelques autres dépositions de ceux qui furent témoins de ce détail.

Ajoutons aux démarches vives & empressées de cette mere , celles des oncles de la le Fort : ils n'ont pas peu contribué à obliger le Sieur des Rues à rendre cette fille à sa mere ; & bien loin de blâmer leur silence , leur attention à la reconvrer marque qu'ils n'approuvoient pas la conduite de leur niece , & qu'elle avoit été en effet séduite malgré eux.

Tous ces faits prouvent la compétence du Juge Royal par rapport au Sieur des Rues. Voyons ce qu'on doit penser de cette compétence par rapport au Sieur Merlier.

On

On vous a dit, Messieurs, qu'il n'avoit point été dénoncé, & même qu'il n'avoit pu l'être, parce que le crime de rapt étoit personnel au Sieur des Rues. On a tiré de là cette conséquence, que le Juge Royal n'avoit pas dû le comprendre dans la procédure qu'il instruisoit.

Le Sieur Merlier n'a pas été dénoncé par le Vice-Promoteur de l'Officialité, le fait est certain : cependant il paroît qu'il a pu être enveloppé dans la procédure du Juge Royal.

Premièrement, pour le rapt même de la le Fort.

Secondement, pour d'autres délits dont il est prévenu.

Quant au rapt de la le Fort, non seulement il est prouvé par les Informations, que le Sieur Merlier continuoit à fréquenter le Sieur des Rues dans le tems même qu'il avoit chez lui la le Fort ; mais encore plusieurs Témoins attestent qu'il étoit chez le Sieur des Rues lorsqu'il rendit la le Fort à sa mere. Un Témoin assure que le Sieur Merlier étoit allé chez la nommée Gautier avec le Sieur des Rues, pour lui faire des reproches de ce qu'elle avoit découvert le lieu où étoit la le Fort. Toutes ces circonstances peuvent bien prouver que le Sieur Merlier pouvoit être soupçonné, & accusé même du rapt dont il s'agit.

Mais comment pourra-t-il se défendre des témoignages que l'on a rendu contre lui, & des preuves qu'on a des honteuses sollicitations qu'il a faites pour pervertir de jeunes personnes ? Non content de se livrer lui-même aux plus grands excès, on a vu cet Ecclésiastique chercher des prétextes pour corrompre l'innocence, & favoriser les passions des autres. Est-ce donc là un crime qui puisse être puni suffisamment par les peines canoniques ? Est-ce-là un délit qui soit soumis au seul Juge Ecclésiastique ? N'attaque-t-il pas la police & le bon ordre ?

Ne mérite-t-il pas même de ces sortes de peines que l'Eglise méconnoit, & qui ne peuvent être imposées que par le Tribunal Séculier ?

Que les plaintes des Accusés disparoissent donc, qu'ils cessent de reprocher de la legereté au dénonciateur, & de l'usurpation au Juge Royal. Qui, Messieurs, ce Juge a été compétent pour instruire la procédure, parce qu'il s'agissoit de crimes qui pouvoient demander des peines afflictives, s'ils étoient constatés. Il ne reste qu'à savoir si cette procédure a été régulière.

Le 17. Mai 1724, l'Official a ordonné que le Juge Royal seroit appelé le même jour. Sa Sentence a été signifiée à notre Substitut au Châtelet, & il a requis la communication de la procédure de l'Officialité; le lendemain il a demandé la jonction du Juge Royal à l'Official, & que les Accusés fussent recommandés à sa requête. L'Information d'office a été faite, en conséquence les Accusés ont subi chacun deux Interrogatoires, & le 22. du même mois le Juge Royal a procédé au recollement & à la confrontation de quelques Témoins. Tous ces Actes ont été faits à l'Officialité & en peu de jours. Mais il reste deux difficultés à approfondir.

Premièrement, les Accusés prétendent que le Lieutenant-Criminel n'avoit point rendu d'Ordonnance pour faire assigner les Témoins.

En second lieu, ils prétendent que c'est une irrégularité de la part du Juge Royal d'avoir rendu un Jugement préparatoire pour ordonner le recollement & la confrontation de quelques Témoins, dans le tems même que l'Official a prononcé définitivement.

Qu'il n'y ait point eu d'Ordonnance pour assigner les Témoins pardevant le Juge Royal, c'est un fait sur lequel nous croyons pouvoir compter, parce que cette Ordonnance n'a point été produite.

Or

Or ce défaut peut paroître une irrégularité dans la procédure du Lieutenant Criminel , parce que dès que le Juge Royal instruit conjointement avec l'Official , chacun de ces Juges doit également contribuer à l'instruction du Procès , chacun doit veiller à une procédure complete & réguliere , chacun doit avoir en particulier la même exactitude que s'il instruisoit seul la procédure. Il est vrai que les Témoins se trouvant assignés en vertu d'une Ordonnance de l'Official , & ces Témoins aiant comparu devant les deux Juges , le défaut d'Ordonnance du Juge Royal ne paroît pas devoir operer une nullité qui affecte toute la procédure ; celle que l'on a proposée contre le dernier Jugement de recollement & de confrontation est bien plus interessante.

Mais examinons le Jugement préparatoire que le Juge Royal a rendu. Il est constant que dès le 4. Juillet 1724 , l'Official a prononcé définitivement contre les Accusés. Alors la procédure du Juge Royal se renfermoit dans l'Information , les Interrogatoires des Accusés , le recollement & la confrontation de plusieurs Témoins , depuis le mois de Juin 1724. jusqu'au 12. Janvier 1725 , jour auquel le Lieutenant-Criminel a ordonné que les Témoins qui avoient été entendus devant l'Official , & qui n'avoient pas été recollés & confrontés devant le Juge Royal , seroient recollés & confrontés en même tems que les Accusés seroient encore interrogés.

On sait qu'il est des premiers principes en matiere de délit privilégié , que les Informations faites dans les Officialités , avant que d'appeller le Juge Royal , doivent subsister ; & que par l'Edit de 1678 , le Juge Royal n'est chargé que de recoller les Témoins déjà entendus par l'Official. Ainsi , quant au Jugement préparatoire rendu par le Lieutenant-Criminel , qui a ordonné qu'il se joindroit à

l'Official, ce Jugement est régulier & conforme aux Ordonnances.^o

Mais il fait partie de l'instruction qui se fait conjointement avec le Juge Ecclésiastique & le Juge Séculier ; il y en a même eu un qui ordonna le recollement & la confrontation dans la forme prescrite ; mais celui que nous examinons présentement , a été rendu au Châtelet après que le Juge Royal & l'Official ont été divisés , & après que l'Official a consommé son pouvoir par son Jugement définitif : c'est ce qui mérite toute votre attention.

Nous croyons d'abord ne pouvoir nous défendre de distinguer les variations de notre Jurisprudence sur les procédures qui s'instruisent contre les Ecclésiastiques , tant pour le délit commun , que pour le cas privilégié. Par l'art. 39. de l'Ordonnance de Moulins , le Juge Royal devoit instruire seul la procédure sur le délit privilégié , à la charge , après son Jugement définitif , de renvoyer à l'Official pour le délit commun. Ainsi dans l'esprit de cette Ordonnance , l'Official & le Juge Royal procédoient séparément , chacun instruisoit sa procédure dans son Tribunal. Ces procédures n'avoient rien de commun , & il suffisoit alors qu'on veillât à l'exécution des différens Jugemens définitifs qui étoient intervenus contre les Ecclésiastiques , sans que l'exécution de l'un pût porter préjudice aux dispositions de l'autre Jugement.

Aujourd'hui notre maxime & notre usage ne sont plus les mêmes ; il est d'une obligation indispensable pour le Juge Royal & l'Official , d'instruire de concert leurs procédures. On a prévu que si ces procédures se succédoient mutuellement , elles exposeroient les Ecclésiastiques à des longueurs infinies , & que par là leur privilège leur deviendrait onereux , parce qu'ils esquiveroient deux procédures l'une après l'autre , quoique les Séculiers les plus coupables ne fussent exposés qu'à celle du

Juge

Juge Royal. D'ailleurs il a paru convenable de faire agir de concert le Juge Royal & l'Official, afin que chacun de ces Juges pût veiller aux droits de sa Jurisdiction, & empêcher les usurpations qui pourroient être faites mutuellement par l'un ou l'autre de ces Juges. Aussi l'Edit de 1678. ordonne que l'instruction des Procès pour le cas privilégié sera faite conjointement, tant par les Juges d'Eglise, que par nos Juges : ce sont les termes de cet Edit. De là résulte une obligation bien précise pour les Juges Royaux & pour les Officiaux, d'instruire leur procédure conjointement. Personne n'ignore que ces sortes de dispositions sont de droit étroit ; & dans l'espece qui se présente, nous nous croyons d'autant plus obligés de veiller à l'exécution de cet Edit, que nous avons déjà observé les pressans motifs qui ont introduit cette union, ce concert du Juge Royal & de l'Official.

La Déclaration de 1684. n'est pas moins formelle que cet Edit : elle enjoint au Lieutenant-Criminel de se transporter dans les Officialités, pour y faire l'instruction du Procès aux Ecclésiastiques *conjointement avec l'Official*. Enfin l'art. 38. de l'Edit de 1694. rappelle expressément l'art. 22. de l'Edit de Melun, celui de 1678, & de la Déclaration de 1684 : il réitere expressément l'injonction aux Officiaux, & aux Juges Royaux, d'instruire *conjointement*, lorsqu'il y a délit commun & cas privilégié.

De tous ces principes il résulte, que lorsque les Ecclésiastiques sont accusés d'un délit commun & d'un autre cas privilégié, le Juge Royal & l'Official sont dans une obligation étroite d'instruire leurs procédures de concert, & de ne se séparer que lorsqu'ils doivent prononcer définitivement. Cependant il est constant qu'après que la procédure de l'Officialité a été complète, après que l'Official a rendu son Jugement définitif, le Lieutenant-Criminel a rendu une Sentence d'instruction, un Jugement qui

qui tend à un nouveau recollement , à une confrontation de quelques Témoins particuliers qui pourroient même entraîner d'autres procédures ; & c'est ce qui nous paroît contraire à l'esprit , & même à la lettre des Ordonnances que nous venons de rappeler.

Il nous reste , en finissant , à faire une simple observation sur la procédure qui a été faite à l'occasion de la prétendue subornation de Témoins.

Le Sieur des Rues a rendu plainte contre le Sieur Boyer Prêtre ; il l'a accusé d'avoir répandu plusieurs calomnies contre lui , & d'avoir suborné quelques Témoins. Cette plainte a été rendue pendant le cours de la procédure instruite contre le Sieur des Rues. Le 16. Avril 1724 , le Lieutenant-Criminel a permis d'informer ; l'Information a été faite : mais cette Information ne peut être ici d'aucun poids , pour trois raisons.

Premièrement , le Sieur des Rues s'est flatté , par cette plainte & cette Information , de se justifier sur les faits attestés par quelques Témoins. Il est des principes , que pendant l'instruction des Procès on ne doit point admettre de faits justificatifs , parce que , selon les Auteurs , il n'est pas permis de confondre la voie criminelle & la procédure ordinaire , & que l'on ne doit pas surseoir l'une pour vaquer à l'autre.

En second lieu , la plainte supposoit un Libelle diffamatoire que le Sieur des Rues prétendoit avoir été répandu contre lui , & ce Libelle n'a point paru : preuve que le Sieur des Rues se flattoit , à la faveur de cette supposition , de faire passer des faits justificatifs. Enfin cette Information aboutit à prouver que des Prêtres ont parlé à quelques Témoins pour les engager à déposer contre les Accusés , que ces Prêtres ont parlé des Accusés comme de gens scandaleux , qu'ils ont fait des recherches de

de leur conduite , & qu'ils ont même intimidé une ou deux jeunes filles pour déposer.

Ces discours , ces recherches , ces démarches paroissent avoir pour objet l'instruction de la procédure criminelle. Une procédure aussi contraire aux maximes les plus connues , & les plus inviolables , pourroit-elle donner atteinte à une procédure qui porte sur une Information de vingt-sept Témoins , dont la plupart sont sans reproche , & incapables de déposer par ces sortes de menaces ?

Ainsi , Messieurs , la procédure de l'Officialité paroît régulière , & celle du Juge Royal peu conforme aux Ordonnances & à notre usage.

La procédure de l'Officialité porte sur une plainte rendue par le Vice-Promoteur ; il avoit un caractère suffisant pour rendre cette plainte , par les Provisions insinuées qu'il avoit de M. l'Archevêque de Paris. La nécessité autorise ces sortes de Provisions pour remplacer un Promoteur qu'on veut faire passer pour suspect , ou pour légitimement empêché. L'utilité en est évidente , l'usage en est reçu : il pouvoit paroître dans cette procédure avec d'autant plus de raison , que le Promoteur étoit suspect dans l'instruction de la procédure de l'Officialité. Nulle interligne , toutes les ratures , tous les renvois sont approuvés. Quelques assignations ont été données en personne , ce qui suffit , selon les Ordonnances ; & l'on n'a point prouvé la fausseté du domicile. Les Témoins sont ou irréprochables , ou nécessaires. La dénonciation a été faite sur des présomptions , sur des preuves , sinon complètes , des délits privilégiés , du moins sur de graves commencemens de preuves. Si l'Official a réformé un Interrogatoire , & puis trois recollemens , il n'a fait en cela que ce que l'usage permet & l'équité autorise.

Enfin ,

Enfin , sans vouloir nous arroger un droit qui n'appartient qu'au Juge de l'appel simple , & que nous croyons devoir lui réserver , nous avons été dans la triste nécessité d'entrer dans la force des charges ; & ces Informations ne nous découvrant que des circonstances honteuses pour les Accusés , nous ont persuadé que les peines portées par le Jugement définitif , ne ressentent point la vexation dont les Accusés vouloient se prévaloir pour former un moyen d'abus.

Le Juge Royal a été compétent pour faire le Procès aux Accusés , il l'a pu , soit par rapport au rapt de la le Fort , soit par rapport à la conduite scandaleuse du Sieur Merlier , qui a favorisé la débauche de différentes personnes. Mais les deux Juges se sont divisés dans un tems où le Juge Royal avoit eu assez de tems pour consommer sa procédure. Il paroît l'avoir négligée , & il a rendu un Jugement préparatoire , lorsqu'il devoit prononcer définitivement. Au reste , cette irrégularité est personnelle à la procédure du Châtelet , & il seroit peu équitable de la faire rejaillir sur celle de l'Officialité , qui d'ailleurs paroît régulière.

Telles sont , Messieurs , les réflexions que nous avons cru devoir vous proposer sur les différentes procédures sur lesquelles nous avons à nous expliquer ; mais nous croyons qu'il est de notre devoir , en finissant , de donner quelque attention à des Libelles qui ont paru sous le nom du Sieur des Rues.

Si ces imprimés n'avoient été répandus que pour défendre ce particulier , on ne pourroit pas desaprouver les efforts d'un Accusé pour se justifier à vos yeux & à ceux du Public ; mais ces Libelles sont remplis de fiel & d'amertume , ils ont osé attaquer ceux à qui le Sieur des Rues doit du respect & une déférence particulière pour leur caractère ; & loin de ressentir la simple & modeste justification d'un Accusé ,

fé, ils semblent n'avoir été mis au jour que pour se venger d'une procédure que les Accusés ne doivent attribuer qu'à leur desordre.

Ainsi doivent s'évanouir avec l'appel comme d'abus, les flatteuses espérances des Accusés. Il seroit à souhaiter pour eux & pour l'honneur de leur état, que leur conduite n'eût pas été exposée au grand jour. Mais les avantages que la Vérité & la Justice en attendent, peuvent dédommager la Religion, & la faire rentrer dans tous les droits qu'elle a sur les coupables & sur la punition de leurs crimes. Nous concluons :

„ Entant que touche l'appel comme d'abus de la
 „ procédure instruite par l'Official de Paris, qu'on
 „ déclare qu'il n'y a abus ; sauf aux Accusés à se
 „ pourvoir par la simple appellation, comme ils trou-
 „ veront convenir.

Conclu-
 sions de M.
 l'Avocat-
 General

„ Entant que touche l'appel simple de la procédu-
 „ re du Lieutenant-Criminel du Châtelet, qu'on met-
 „ te l'appellation & ce dont est appel au néant; émen-
 „ dant, qu'on renvoye les Procès & les Accusés dé-
 „ créés de prise de corps par-devant le Lieutenant-
 „ Particulier du Châtelet & les autres Juges qui n'ont
 „ point assisté au dernier Jugement de recollement
 „ & de confrontation, pour être procédé au Juge-
 „ ment du Procès ; sauf l'appel en la Cour.

„ Faisant droit sur nos Conclusions, ordonner
 „ que les Libelles répandus sous le nom de Mémoi-
 „ res & Repliques, demeureront supprimés.

Le Plaidoyer de M. Talon étoit dans cette Cau-
 se d'autant plus nécessaire, qu'il éclaircit pleine-
 ment toutes les difficultés. Me. de Blaru s'étoit
 renfermé à défendre l'Official, & ne s'étoit point at-
 taché à parler du Juge Royal qui n'avoit point eu
 de défenseur : M. Talon a tout embrassé, & a porté
 la lumière dans toutes les parties de cette Cause, &
 on peut dire que son discours en est l'ame.

Voici

Voici le dispositif de l'Arrêt qui fut rendu. „ Après
 „ que Me. Laverdy , Avocat du Sieur Claude-Nico-
 „ las des Rues , que Me. Paillet des Brunieres ,
 „ Avocat du Sieur François-Avoye Merlier ; Me.
 „ Guillet de Blaru , Avocat de Messire Louis-Antoi-
 „ ne Cardinal de Noailles , aiant pris le fait & cause
 „ de son Vice Promoteur , ont été ouïs pendant
 „ dix Audiences , ensemble M. Talon pour le Pro-
 „ cureur-Général du Roi , qui a fait récit des Infor-
 „ mations :

„ La Cour faisant droit sur le tout , sans s'arrê-
 „ ter aux Requêtes de la Partie de Me. Laverdy ,
 „ dont elle l'a débouté entant que touche l'appel
 „ comme d'abus , interjetté de la procédure instrui-
 „ te , & de la Sentence rendue en l'Officialité de
 „ Paris , dit qu'il n'y a abus ; condamne les Appel-
 „ lans en l'amende & aux dépens : Entant que tou-
 „ che l'appel interjetté de la procédure instruite
 „ pardevant le Lieutenant-Criminel du Châtelet ,
 „ met l'appellation & Sentence dont est appel au
 „ néant ; émendant , renvoye les Parties de Me. La-
 „ verdy & de Me. Paillet , charges , informations
 „ & autres procédures , pardevant le plus ancien
 „ Lieutenant-Particulier du Châtelet , & autres
 „ Conseillers que ceux qui ont assisté à la Sentence
 „ du 17. Janvier 1725 , pour être par lui procédé
 „ définitivement au Jugement desdites Parties de
 „ Laverdy & de Paillet , sauf l'appel en la Cour s'il
 „ y échet ; & à cet effet ordonne que les Parties de
 „ Laverdy & Paillet seront transférées des prisons
 „ de la Conciergerie en celles du Châtelet. Faisant
 „ droit sur les Conclusions du Procureur-Général
 „ du Roi , le reçoit Appellant de la permission ,
 „ Informations faites en conséquence , de la Plain-
 „ te en subornation de Témoins du 27. Mars 1725 ;
 „ faisant droit sur ledit appel , met l'appellation &
 „ ce au néant ; émendant , déclare leldites procé-
 „ dures

„ dures nulles ; aiant pareillement égard au Requi-
 „ sitoire du Procureur - Général du Roi , ordonne
 „ que les Libelles répandus & distribués dans le Pub-
 „ lic sous le nom de Mémoire & Replique de la Par-
 „ tie de Laverdy , non signés d'Avocats ni de Pro-
 „ cureurs , demeureront supprimés ; ordonne que
 „ l'Imprimeur desdits Libelles sera ajourné à com-
 „ paroir en personne en la Cour , pour être ouï &
 „ interrogé pardevant Mc. Ambroise Ferrand , Con-
 „ seiller , & répondre sur les faits & conclusions
 „ que le Procureur - Général du Roi voudra prendre
 „ contre lui. Fait en Parlement le 7. Septembre
 „ 1726.

Par ce premier Arrêt , la Cour non seulement
 jugea que l'Official , dans sa Sentence & dans sa pro-
 cédure , n'avoit donné aucune atteinte à l'Ordon-
 nance du Roi & aux saints Canons , & par consé-
 quent que le Sieur des Rues avoit attaqué sans fon-
 dement cette procédure , appelé comme d'abus de
 ce Jugement : mais elle jugea encore qu'il y avoit
 un cas privilégié dans l'Information contre ces deux
 Ecclésiastiques , puisqu'elle les renvoya pardevant
 le Juge Royal , & en même tems elle déclara nulle
 la procédure que le Lieutenant-Criminel avoit faite
 séparément de l'Official , les renvoya pardevant le
 Lieutenant-Particulier & les Juges du Châtelet , au-
 tres que ceux qui avoient rendu la Sentence. De-
 là l'on doit conclure que le Lieutenant-Criminel
 avoit mal ordonné que les Témoins que l'Official
 avoit recollé seul , seroient de nouveau recol-
 lés devant lui : si ces Témoins - là ne dépo-
 soient que du délit commun , ils n'avoient dû
 être recollés que par l'Official seul : s'ils dépo-
 soient du cas privilégié , il n'avoit pu être instruit
 qu'avec l'Official conjointement , & l'aient été ,
 le Juge Royal ne pouvoit plus faire de nouvelle in-

struction ; dès qu'il s'étoit séparé de l'Official , il ne pouvoit plus juger que définitivement.

Quand les Accusés furent devant le Lieutenant-Particulier , Me. Laverdy entreprit la défense du Sieur des Rues ; il s'attacha particulièrement à faire voir que cet Ecclesiastique ne pouvoit point être accusé de rapt. Quoiqu'on ait vu les raisons que le Sieur des Rues a mises en œuvre pour justifier que le crime qu'on lui impute , n'est point un rapt ; comme Me. Laverdy donne un nouveau tour à ces raisons , & approfondit davantage la matiere , j'ai cru que je devois rapporter son Mémoire. Voici comme il parla :

Défense
du Sieur
des Rues
devant le
Lieutenant-Par-
ticulier.

Jusqu'ici les ravisseurs avoient été poursuivis par les familles , dont les rapt s'blessent la tranquillité. On avoit vu des peres & meres , des tuteurs , les personnes même ravies , attaquer le séducteur & demander sa punition. Le Suppliant est un ravisseur d'une nouvelle espece , personne ne l'accuse , nulle famille ne s'élève contre lui ; il n'y a jamais eu de plainte , il n'a point enlevé une fille du sein de sa famille , la fille qu'on l'accuse d'avoir ravie , étoit entre les bras d'un particulier qui n'est pas même poursuivi.

Le Vice-Promoteur de l'Officialité de Paris s'est apparemment cru le défenseur de l'honneur d'une fille & d'une famille qui ne se plaignent point. C'est lui seul qui est le dénonciateur du Suppliant , & quelle fille l'accuse-t-il d'avoir ravie ? Une fille dérangée dans sa conduite , née dans l'obscurité , abandonnée par ses parens qu'elle avoit plusieurs fois quitté ; une fille enfin enfermée plusieurs fois dans des Maisons de force. Les Loix ont-elles donc eu de pareils objets , quand elles ont établi des peines contre les ravisseurs ? Il y a cependant trois ans que le Suppliant gémit dans les fers.

Après avoir raconté le fait & la procédure , il établit ensuite que les principales matieres de rapt

rapt ne peuvent jamais s'appliquer à l'espece du Procès.

Examen des principes de Rapt.

On ne dissimulera pas que de tous les crimes, il en est peu de plus graves que le rapt. Quand on est innocent, on n'a pas besoin de diminuer l'horreur des crimes dont on est accusé, & d'en faire des portraits flattés. Le rapt trouble le repos des familles, il les deshonore, il souleve les enfans contre les peres & meres, il les soustrait à leur autorité légitime; le ravisseur usurpe un empire, qu'il ne doit qu'à la violence ou à la séduction.

Il est de l'intérêt public de punir un crime qui blesse également la Religion & l'Etat. Inutile de rappeler toutes les Loix Romaines, Capitulaires de nos Rois, Ordonnances, Canons de l'Eglise, toutes les Puissances se sont armées contre.

Mais plus ce crime est odieux, plus les Loix le punissent sévèrement, plus aussi l'on doit donner d'attention à sa découverte; il ne faut pas prendre l'ombre pour le crime, & punir l'innocent pour le coupable.

L'on distingue deux sortes de rapt; celui de violence & celui de séduction. Le premier se reconnoît facilement: la violence est un acte extérieur qui le trahit & le démasque. Le second ne se manifeste pas ainsi: pour le découvrir, il faut fouiller dans l'intérieur de ceux qui s'en sont rendus coupables, il faut juger de leurs pensées & de leurs actions: il ne faut pas confondre le rapt de séduction avec la simple séduction, ou avec la fornication.

La Loi veut protéger la vertu séduite, & punir celui qui lui a tendu des embûches; mais elle ne veut pas récompenser le crime, l'artifice, & la mauvaise conduite d'une fille.

De-là ces règles inviolables: Qu'on ne ravit qu'u-

ne fille d'une conduite épurée, une fille sur la conduite de laquelle les peres, meres, ou les tuteurs ont fait une garde exacte, que l'on a su tromper; une fille enfin que l'on a séduite par des promesses de mariage, & que l'on a enlevée du milieu de sa famille. Tels sont les caractères auxquels se reconnoit le rapt.

On ne ravit point une fille dont la conduite n'est pas exempte de tous reproches : on ne ravit point une fille dont la vertu n'a pas été assez à l'ombre de ses parens. Le rapt doit blesser la vertu de la fille, & l'exactitude des parens. C'est - là ce qu'on appelle *raptus in parentes*, *raptus in virginem*.

L'espérance du mariage peut bien quelquefois ébranler la vertu, & lui faire souffrir quelque éclipse, & peut même, si lon veut, légitimer pour ainsi dire le crime aux yeux d'une fille sage & simple: mais s'être rendue sans promesse de mariage & sans violence, ce n'est pas avoir été trompée & ravie, & s'est s'être volontairement livrée au crime.

Enfin, le triomphe de la séduction, c'est lorsque le ravisseur enleve sa victime, & que lui faisant oublier ses devoirs & les bienfaisances, elle quitte la maison de ses parens pour se livrer toute à lui.

On se fait un scrupule de rapporter des autorités pour établir des principes, que la raison a pris plaisir de graver dans le cœur de tous les hommes.

La Loi unique Cod. *de raptu virginum* porte, *raptores virginum honestarum*, & la glose sur ce mot *honestarum*, dit *secus est in meretrice*; & elle cite la Loi *quæ adulterium cod. ad leg. Jul. de adulteriis*. Cette Loi décide qu'elle ne prend pas indifféremment la pudeur de toutes les femmes sous sa protection, & qu'il en est par rapport auxquelles elle ne reçoit pas l'accusation de viol & d'adultère, & par conséquent celle de rapt; & ces femmes sont celles que la bassesse de leur état, & les
hazards

hazards qu'elles veulent bien courir, font regarder comme s'étant destinées à la prostitution. La Loi distingue les meres de familles sages, ou les filles bien élevées, d'avec ces sortes de personnes *.

On trouve dans nos livres un Arrêt dans lequel la question étoit de savoir, *Si l'action en crime de rapt étoit recevable, lorsque les peres & meres n'avoient pas empêché la débauche de leur fille ?* Et M. Talon qui portoit la parole, dit : *Qu'il étoit justifié que la fille s'étoit rendue bien facile, & que la mere ne lui avoit pas été assez sévère : partant point de rapt ni de séduction. La mere a dû user de toutes sortes de prévoyance, & au contraire a souffert toutes sortes de visites; & partant se doit imputer à elle-même toute la faute du desordre qui est arrivé : qu'il n'y a pas d'apparence que la fille prétende récompense de sa débauche.* *Journal des Audiences, Liv. 5. chap. 50.*

Le Principe nécessaire fondé sur la bonne conduite de la fille, & la vigilance des parens, est reconnu par tous les Auteurs, & confirmé par une foule d'Arrêts. Il y a celui de Bretonne du 13. Août 1633. Une Veuve chargée de l'éducation d'une fille, avoit passé à de seconds engagemens : son nouveau mari avoit un fils d'un premier lit : on eut l'indiscrétion de mettre la fille & le fils coucher dans la même chambre ; la fille avoit cependant une gouvernante qui l'accompagnoit jusques dans le lit. Elle ne laissa pas de devenir grosse, & le garçon fut accusé de rapt. Par Arrêt,

R 3

les

* Cum ab his faminis pudicitia ratio requiratur quæ juris nexibus detinentur, & matrisfamilias nomen obtinent. Hæ autem immunes à judicariâ severitate & stupri, & adulterii præstantur, quas vitæ vilitas dignas legum observatione non credidit.

les Parties furent mises hors de Cour & de Procès, & M. Talon qui portoit encore la parole, donna tout le tort à la mere & à la gouvernante.

La Cour vient de confirmer ces principes par un Arrêt récent du 5. Janvier 1725. Martin, fils du Procureur Fiscal d'Ernée, avoit été accusé de rapt par la Demoiselle le Jariel, & par une tante qui étoit chargée de son éducation. Cette fille étoit restée orpheline en bas âge; la Demoiselle le Jariel étoit de famille, & elle portoit un fruit que Martin avouoit, & dont il avoit offert de se charger. Comme il se vit poursuivi vivement, l'accusation & l'appareil de la procédure l'effrayerent; il prit la fuite, & il fut condamné par contumace à la peine des Ravisseurs. Il laissa écouler les cinq années que la Loi accorde pour purger la contumace; enfin il obtint des Lettres pour être relevé de ce laps de tems; il se mit en état; il attaqua à la Tournelle toute la procédure qui avoit été faite devant le Lieutenant-Criminel du Mans, où la contestation avoit été renvoyée à cause des parentés; il interjeta appel de la Sentence de contumace, il demanda l'évocation du principal, & d'être déchargé de l'accusation de rapt. La Cause fut plaidée pour Martin par le défenseur du Sieur des Rues, il établit les mêmes principes sur le rapt; il fit voir que la maison de la tante de la Demoiselle le Jariel étoit l'abord de toute la jeunesse d'Ernée; que la tante n'avoit pas assez veillé à la conduite de sa niece, & que celle-ci n'avoit pas eu assez de vertu. Il fit voir que la séduction consistoit dans les efforts, & non dans quelques politesses & dans quelques galanteries, qui sont les tributs ordinaires que l'on paye au sexe; que sans cela, tout le monde seroit ravisseur, suivant la pensée d'un célèbre Docteur (a).

Enfin

(a) *Posset capite puniri universus mundus.* Boste, tit. de coitu damnando.

Enfin M. Talon qui portoit la parole dans cette Cause, adopta tous ces principes, il tonna contre le peu de vigilance de la tante, & contre la facilité de la niece. L'Arrêt fut favorable à Martin, & il sortit de prison sur la minute *.

Dans un autre Arrêt où la Cour donna des dommages & interêts, l'Arrêtiste remarque (b) *que la seule modestie de la Demoiselle & sa réputation furent les véritables raisons de l'Arrêt*; & dans tous ces Jugemens, il y avoit des personnes qui se plaignoient du rapt, & des familles qui reclamoient la sévérité des Loix.

* C'est-à-dire, avant que l'Arrêt ait été expédié.

Enfin quelques recherches qu'on fasse, on ne trouvera jamais d'Arrêt dont les circonstances approchent de celles du prétendu rapt imputé au Suppliant. Il est constant que tout rapt demande dans la personne que l'on prétend avoir été ravie, de l'éducation & de la vertu, de la surveillance & du soin de la part de ses parens.

Pour être accusé de rapt, il faut donc avoir fait des efforts pour consommer la séduction; il faut des artifices pratiqués, des assiduités insidieuses, & des lettres passionnées; il faut avoir abusé de l'entrée qu'on avoit dans une maison. La Loi première, *Cod. de rapt. Virgin.* dit: *Nisi etenim eam sollicitaverit, nisi odiosis artibus circumvenerit, non faciet eam velle in tantum dedecus sese prodere.* L'Ordonnance de Blois, Art. 42. en parlant des Ravisseurs, dit: *Ceux qui se trouveront avoir suborné fils ou fille mineurs de vingt-cinq ans, sous prétexte de mariage, ou autre couleur, sans le gré, su, vouloir, & consentement exprès des peres & meres, & des tuteurs.*

La vertu qu'on dit ravie, ne se rend qu'après des attaques réitérées; & pour que ce soit un vol fait à

R 4

des

(b) Des Maisons. Lettre R. chap. 2.

des peres & meres , il faut qu'ils ne soient pas eux-mêmes associés au crime.

L'action de rapt appartient aux peres & meres , aux tuteurs & aux personnes ravies , *quorum maximè vindicta interest* , comme parle la Loi. Quand ils ne se plaignent pas , c'est une reconnoissance de leur part qu'on ne leur a rien enlevé , & qu'il ne leur est point dû de satisfaction ; le mari seul peut venger l'honneur du lit nuptial ; les parens seuls peuvent se plaindre du rapt , & juger s'il y en a un , & s'il y en a pu avoir.

Il faut maintenant rendre compte des circonstances du prétendu rapt dont le Suppliant est accusé.

Il dit ensuite que Jeanneton le Fort n'a point de naissance ni d'éducation , & la dépeint comme une fille naturalisée , pour ainsi dire , avec le crime , & dévolue à tous les libertins. Il prétend que la mere l'a abandonnée à sa mauvaise conduite , & l'a laissée suivre son penchant déréglé.

On ose dire avec confiance , que depuis qu'on a fait des Loix contre les ravisseurs , jamais personne n'a été menacé de leur sévérité , & dénoncé comme les ayant enfreint , avec aussi peu de vraisemblance & de sujet que le Sieur des Rues. Ces Loix n'ont point été faites pour venger des Jeanneton le Fort *.

On pourroit à ce sujet citer Henri IV , qui ayant défendu à ses Sujets de porter la dorure , excepta les filoux & les filles de mauvaise vie ; parce que , dit ce Monarque , de telles gens ne méritent pas que l'on s'intéresse dans leur conduite.

Me.

* *Cum hæc immunes à judicariâ severitate & stupri & adulterii præsententur , quas vitæ vilitas dignas legum observatione non credidit.* /

Me. Laverdy dit ensuite, qu'on a fait entendre des filles infames, qui ont déposé contre le Sieur des Rues. Il dit que l'on trouve dans la Décrétale *Significasti X. de adulteriis & stupro*, une décision bien remarquable. L'espece proposée au Pape étoit d'un Prêtre qui s'étoit souillé d'un adultère dans l'Eglise.

La femme complice s'accusoit elle-même & le Prêtre nioit le crime. Le Pape fut consulté pour savoir si la déclaration de cette femme faisoit preuve contre l'Ecclesiastique ; l'on entend qu'il s'agissoit d'un Prêtre, d'un adultère, & d'un adultère commis dans l'Eglise même. Et en effet le Pape commence par ordonner qu'on bénisse de nouveau l'Eglise. A l'égard de la femme coupable, quoiqu'elle ne fût pas une de ces femmes perdues, qui ne connoissent que le crime, cependant le Pape résout que la déclaration de cette femme ne fait aucune preuve contre le Prêtre. Il déclare enfin que comme la conduite d'un Ministre de Jesus-Christ ne doit pas être seulement exempte de crime, mais qu'elle doit aussi être sans soupçon, il faut que ce Prêtre subisse les épreuves appelées purgations canoniques, que la simplicité du siècle avoit mises en usage, afin de connoître par le sort de l'épreuve si véritablement il étoit coupable ou non *.

R s

On

* *Significasti nobis quemdam Presbyterum cum alterius conjuge infra Ecclesiam dormivisse, quæ se & illum cuidam Sacerdoti hujusmodi delictum confessos fuisse publice tibi detexit : & hoc ipsum idem Sacerdos nomen adulteri celans in præsentia tuâ dixit. Super quo quid fieri debeat, cum negante adultero mulier in confessione persistat, consilium requisisti. Ideoque mandamus, quatenus condignam pœnitentiam prædicta imponens adultera, Ecclesiam per asperisionem Aquæ benedictæ reconciliare procures ; prædicto autem Sacerdoti ne,*
contra

On ne peut rien de plus précis que cette autorité : on pourroit en ajouter beaucoup d'autres ; & si l'on consulte des règles si sages , l'on peut dire que l'information dont il s'agit , ne fournit contre le Sieur des Rues aucune preuve sur la quelle on puisse asseoir une condamnation légitime.

En effet , tous les Témoins qui ont été entendus se disent complices : ils ne méritent aucune foi , & beaucoup moins que la femme adultere de la Décrétale.

Enfin , nul autre Témoin ne soutient leurs dépositions , & ne la rend vraisemblable.

Ajoutez que tous ces Témoins déposent de faits singuliers & uniques , que leurs dépositions sont remplies de contradictions , que l'affectation regne dans toutes leurs dépositions , qu'on y voit un stile étudié & uniforme qui ne convient pas à des Témoins , & qui indique le même auteur ; que l'on a prêté des larmes à des malheureuses pour des crimes dont elles font trophée.

Peut-on condamner quelqu'un sur de pareils Témoins ? S'il suffit de rassembler des infames , il n'est personne qui ne soit exposé à être couvert d'infamie.

Le cas privilégié pour lequel le Sieur des Rues a été dénoncé au Juge Royal , c'est le rapt de Jean-neton le Fort. Ce n'est qu'au quatorzième Témoin que

contra Apostolum , infirmi eâdem malâ famâ ipsius percutiantur , & ne vituperetur ministerium nostrum , neque securiores Presbyteri existentes , in peccatum licentiùs prolabantur , cum vicinis quinque Presbyteris quos se nolle pejerare cognoveris , juxta arbitrium tuum purgationem indicas , quem se purgare se poterit in officio suo ministrare permittas , alioquin ab officio suo ipsum suspendere non postponas. Et la Glose , dont l'autorité est égale au texte , dit : Nota quod confessio unius super eodem crimine alteri non nocet , quamvis illa sint connexa : sed deber indici purgatio propter infamiam inde ortam.

que la dénonciation a été faite. La Cour ne peut pas jeter les yeux sur les Témoins entendus, recollés & confrontés par l'Official seul, parce qu'il ne renferme que le délit commun que la Cour ne doit pas connoître. Le Sieur des Rues attend un Jugement qui efface le cas privilégié, & qui le mette en état de travailler ensuite à en obtenir un qui le justifie du délit commun. C'est ainsi qu'il espère recouvrer sa liberté, son honneur & son état.

Le Sieur des Rues, dans une réplique qu'il composa pour sa défense, touché de reconnoissance des soins que Me. Laverdy avoit pris pour sa justification, s'écrie : Pourrois je trop me plaindre & trop élever ma voix, si la modération ne m'imposoit silence ? Ne seroit-ce pas dans la situation où je me trouve, que je pourrois citer un fait célèbre de l'Écriture ? La comparaison ne seroit-elle pas juste ? *Venerunt duo Presbyteri pleni iniquâ cogitatione, posuerunt manus suas super caput.* Le Daniel ,
chap. 13. Peuple crédule, & séduit par leurs discours, pensoit déjà que je pouvois être coupable. *Credidit eis multitudo, quasi iudicibus Populi.* Je n'avois de ressource que dans la Justice de la Cour, & dans la puissance du Seigneur, souverain Protecteur de l'innocence. Je me prosternois donc sans cesse au pied de ses Autels ; & du fond de l'abîme où l'on m'avoit précipité, je lui disois pénétré de la foi la plus vive : *Tu scis, Domine, quoniam falsum testimonium tulerunt contra me, & ecce morior.* Ma famille languissante arrosoit de ses pleurs les liens de ma captivité ; & mes freres, c'est-à-dire, tous les Clercs de Paris, gémissaient sur l'injustice de ma persécution : lorsque le Tout-puissant, touché de mes larmes, & encore plus de mon innocence, a suscité pour me défendre un homme excellent, en qui les talens, les vertus & l'expérience n'ont point attendu le nombre des années. *Suscitavit*
Do-

Dominus spiritum pueri junioris. C'est ce jeune défenseur, animé de l'esprit de vérité, qui a dévoilé aux yeux de la Cour l'artifice & l'iniquité de mes accusateurs, qui les a confondus, qui les a dissipés; & tout le monde publie que sa gloire & sa sagesse égale celle des vieillards les plus respectables. *Tibi Deus dedit honorem senectutis.* Et en général, je dois rendre justice à la générosité qui est naturelle à ceux qui composent l'ordre des Avocats. Ils se font un point-d'honneur & un devoir de défendre les opprimés; & en cela ils ne sont pas moins estimables que s'ils portoient les armes pour la défense de leur patrie, puisqu'ils rendent service au Prince en sauvant ses Sujets innocens & fidèles. *Militant namque causarum patroni qui gloriosæ vocis confisimur munimine laborantium spem, vitam, & posteros defendunt.* L. *Advocati* 14. cod. Et c'est sur un principe si digne de louanges, qu'il y en a eu plusieurs qui se sont offerts pour combattre en ma faveur contre des ennemis redoutables. Je finis en disant que mes accusateurs sont devenus les Accusés dans ma Cause, & j'espère qu'ils seront trouvés seuls coupables.

C'est ainsi que le crime parle le langage de l'innocence, & qu'un homme d'esprit qui a le cœur corrompu, étale dans de belles paroles une grande pureté de mœurs. On a eu raison de dire que les Juges ne sauroient être trop sur leurs gardes contre ceux qui abusent de la parole. Enfin le 9. Août 1727, les Sieurs des Rues & Merlier furent jugés définitivement par Sentence du Châtelet, & furent déclarés convaincus d'avoir fréquenté les personnes du sexe avec scandale, pour réparation de quoi admonestés, & en vingt livres d'aumône. Voici comme le Sieur des Rues a parlé du consentement qu'il donna à cette Sentence. Il a bien senti, dit-il, dès le premier instant l'irrégularité de cette Sentence: cependant épuisé par une captivité de trois ans

Sentence
définitive
du Châte-
let.

& demi, & sur-tout se voyant exempt des taches d'infamie que la Loi prononce contre les Criminels, il a donné son acquiescement pour recouvrer sa liberté, & s'arracher à la misère de son esclavage.

Mais son acquiescement ne le mit pas à l'abri. M. le Procureur-Général se rendit Appellant à *minimâ*, & le fit, dit le Sieur des Rues, transférer dans les prisons de la Conciergerie, pour y renouer ses chaînes, & multiplier ses malheurs. C'est ce qui l'a obligé, poursuit-il, d'implorer derechef l'autorité de la Cour contre les Juges du Châtelet. Il déclare qu'il se plaint d'une Sentence à laquelle il n'a acquiescé que comme contraint; qui renverse les droits inaliénables de la Jurisdiction Ecclésiastique, qui anéantit le privilège Clérical, auquel il n'a pu déroger, & qui est contraire à toutes les Ordonnances que la piété des Rois a établies en faveur du premier Ordre de l'Etat, & dont la condamnation est déjà écrite dans l'Arrêt solennel du 7. Septembre 1726.

On voit bien que le Sieur des Rues n'a appelé de ce Jugement, que parce qu'il n'a pu faire autrement. De-là naît contre lui un préjugé, qu'il s'est reconnu coupable. Au reste, ce qu'on dit ici du Sieur des Rues, doit s'entendre du Sieur Merlier; tous deux avoient acquiescé à la Sentence du Châtelet, & tous deux s'en sont rendus Appellans quand M. le Procureur-Général en avoit appelé à *minimâ*. Et le Sieur Merlier a adopté les défenses que le Sieur des Rues a employées. Il ne mit en œuvre que deux moyens qui méritent d'être relevés.

Le premier moyen qu'ils ont employé, a été de dire suivant l'Edit de 1678, confirmé par celui de 1684, & par la Déclaration du Roi de 1695: *Un Juge d'Eglise ne peut sans abus procéder seul dans l'espece du cas privilégié, & un Juge Royal ne peut sous quelque*

quelque prétexte que ce puisse être , juger les Clercs sur des procédures faites par les Officiaux pour raison du délit commun. Enfin les procédures faites par le Juge d'Eglise avant la jonction du Juge Royal , ne peuvent avoir ni force ni vertu dans le Tribunal Séculier , si les déposans n'ont été du moins recollés par le Juge Royal.

Ces Loix sont fondamentales pour distinguer le pouvoir des deux Tribunaux. Ce sont des Loix de l'Etat , consacrées par tous les Arrêts du Parlement du Royaume : & cependant ce sont ces Loix respectables que le Juge a violées & méprisées , lorsque le 9. Août dernier il a affecté d'interroger & de juger les Accusés sur les treize Témoins entendus, recollés & confrontés par le seul Juge d'Eglise.

On répond à ce moyen , que dès que le Juge Royal peut juger séparément , il peut avant le Jugement interroger sur la Sellette ou derrière le Barreau.

Voici le second moyen. Le Concordat * & la Pragmatique-Sanction , même le Concile de Trente , parlent de la punition des Clercs concubinaires publics & scandaleux ; & on n'a jamais pensé dans ces cas à les renvoyer devant les Juges Séculiers , mais uniquement au Tribunal de leur Evêque.

Le privilege des Clercs est fondé sur ce que la piété des Rois a voulu cacher aux Séculiers les foiblesses & les crimes des Ecclésiastiques , en les renvoyant à leur Evêque , pour les cacher sous les ailes de sa charité paternelle ; & non pas en ce que les Clercs pour les mêmes faits seroient traduits dans tous les Tribunaux , & punis par les deux Juges.

Un Prêtre qui commet une faute , est bien plus coupable qu'un Séculier ; mais quelque criminel qu'il

* Concord. de publ. Concub. §. nec non Concil. Trid. Sess. 25. cap. 14.

qu'il soit , il ne laisse pas d'être un homme privilégié , qui est exempt de la Justice Royale dans bien des cas où le commun du Peuple y feroit soumis ; qui ne peut être cité devant les Officiers Royaux , comme un Ecclésiastique accusé d'avoir péché contre les Canons de l'Eglise , dont ils ne sont point les Juges ; mais comme un Séculier & comme un Sujet du Roi , accusé d'avoir violé les Loix du Prince , dont ils sont conservateurs.

On voit tous les jours dans les prisons des femmes décrétées pour crimes , & recommandées par le Juge de police pour raison de leur libertinage. Sur l'accusation du crime elles paroissent devant le Lieutenant-Criminel , & souvent après en avoir été reconnues innocentes , elles ne laissent pas d'être envoyées par le Lieutenant de Police dans une Maison de correction , pour y réparer le scandale de leur incontinence. Il est donc vrai que la débauche la plus scandaleuse ne soumet pas ces femmes perdues à la Jurisdiction du Lieutenant - Criminel : & si c'est uniquement au Lieutenant de Police qu'il appartient de les punir , l'Evêque est le seul maître de la Police Ecclésiastique , qui a reçu de l'Eglise & du Prince le droit d'envoyer les Clercs scandaleux dans un Séminaire , sans que pour raison de leur débauche ils soient jamais soumis à un Juge Royal.

Si le scandale suffisoit pour qualifier un cas privilégié , il n'y auroit plus de délit commun ; car les fautes les plus légères sont scandaleuses dans un Prêtre. *Papon , liv. 7. Tit. 7. art. 1.*

On répond , que plusieurs circonstances rendent les crimes des Accusés des cas Royaux. Le trafic honteux qu'ils faisoient des filles prostituées , & le rapt de Jeanneton le Fort qu'ils avoient soustrait à ses parens. D'ailleurs un scandale énorme peut être un cas privilégié.

En un mot , revenons toujours à la première idée que

que nous avons donnée du cas privilégié ; elle s'applique à tout crime atroce qui mérite une peine afflictive , que les Juges d'Eglise ne peuvent pas infliger.

Voici l'Arrêt définitif que la Cour rendit.

Arrêt définitif, qui condamne les Accusés.

„ Vu par la Cour le Procès criminel fait par le
 „ Lieutenant - Criminel du Châtelet , & continué
 „ par l'ancien Lieutenant-Particulier audit Châtelet
 „ le 7. Septembre 1726 , à la Requête du Substitut
 „ du Procureur-Général du Roi, Demandeur & Accu-
 „ sateur contre Claude-Nicolas des Rues de Bou-
 „ dreville, Diacre du Diocèse de Paris , & Fran-
 „ çois-Avoye Merlier aussi Diacre du Diocèse de Pa-
 „ ris, Défendeurs & Accusés , prisonniers ès pri-
 „ sons de la Conciergerie du Palais à Paris ; la Sen-
 „ tence rendue sur ledit Procès le 9. Août 1727 ,
 „ par laquelle lefdits Avoye Merlier & Claude-Ni-
 „ colas des Rues de Boudreville auroient été déclá-
 „ rés dûment atteints & convaincus du scandale par
 „ eux commis par leur débauche avec des person-
 „ nes du sexe ; pour réparation auroient été con-
 „ damnés à être mandés & admonestés, défenses à
 „ eux faites de récidiver, sous peine de punition
 „ exemplaire, condamnés chacun en vingt livres
 „ d'aumônes ; à la prononciation de laquelle Sen-
 „ tence le Substitut du Procureur-Général du Roi
 „ auroit déclaré en être Appellant à *minimâ*, & le-
 „ dit Merlier & ledit des Rues auroient déclaré y
 „ acquiescer ; Conclusions du Procureur - Général
 „ du Roi : Ouïs & interrogés en la Cour lefdits
 „ Claude - Nicolas des Rues & Avoye Merlier ,
 „ sur les cas à eux supposés ; T O U R C O N S I -
 „ D E R E' :

„ LADITE COUR faisant droit sur l'appel
 „ à *minimâ* de ladite Sentence , met l'Appellation
 „ & Sentence de laquelle a été appelé au néant ;
 „ émendant pour les cas résultans du Procès , après
 „ que

„ que ledit Claude-Nicolas des Rues pour ce mandé
 „ en la Chambre de la Tournelle , nue tête & à
 „ genoux , a été blâmé , le condamne en dix livres
 „ d'amende envers le Roi ; & après que ledit Avoye
 „ Merlier pareillement pour ce mandé en ladite
 „ Chambre de la Tournelle , a été admonesté , le
 „ condamne à aumôner au pain des prisonniers de
 „ la Conciergerie du Palais la somme de trois livres.
 „ Fait en Parlement le 30. Decembre 1727. Signé ,
 „ DELPECH , DE MAUPEOU.

Le Sieur des Rues ne regarda plus avec les mêmes yeux les Juges qui l'avoient condamné , il tenta de se pourvoir contre l'Arrêt , il voulut interesser dans sa Cause le Clergé , il présenta une Requête aux Prélats dans l'Assemblée générale de 1730. Comme il a rappelé dans cet Ouvrage toutes les autorités les plus curieuses , & qu'il y a même des recherches où brille l'érudition , j'ai cru que je devois les placer dans cette Cause.

Il dit aux Evêques , dans sa Requête , que dans le principe , les Ecclésiastiques accusés de quelque crime , ne connoissent d'autre Tribunal que celui de leur Evêque , & ne peuvent être traduits devant les Juges Séculiers. Ce privilege se trouve établi dans les Ordonnances de Constantin , de Theodose , de Justinien , & de tous les Empereurs ou Rois Chrétiens , qui , pour se déclarer les Protecteurs du Sanctuaire , ont défendu aux Juges Séculiers de connoître des fautes commises par les Ecclésiastiques.

Requête de
l'Abbe des
Rues pré-
sentée au
Clergé.

Telle est en particulier la Loi que Charlemagne a fait publier avec tant d'éclat. *Sancitum est ut nul-* Capitul.
lus Episcopum , vel Sacerdotem , vel Clericum apud lib. 5.
Judices Laicos accusare præsumat , sed apud Episco-
pos. L'Empereur Theodose long-tems auparavant avoit bien exprimé le motif & la religion de cette Loi , en disant qu'il ne convenoit pas que ceux qui

étoient les dispensateurs des biens célestes , fussent soumis aux Jugemens si souvent arbitraires des Puissances temporelles. *Cum æquum non esset ut divini muneris Ministri temporalium subderentur arbitrio. l. Cleric. Cod. Theod.*

Constantin refusoit de juger les Ecclésiastiques , parce qu'il ne vouloit point se rendre le Juge de ceux qu'il regardoit comme ses médiateurs auprès du Souverain des Juges. Si l'on remonte jusqu'à la source de la Royauté, Salomon , le plus sage de tous les Rois , avoit appris de son pere David que les Puissances Séculières ne pouvoient sans crime frapper les Christs du Seigneur. *Nolite tangere Christos meos.* Quelque coupable que fût le Prêtre Abiathar , il respecta toujours dans sa personne un Ministre qui avoit porté l'Arche d'Alliance. *Quia portasti Arcam Domini Dei.* Il ne voulut point le livrer à la mort. *Hodie non te interficiam.* Ne lui laissant pour supplice que les remords qui devoient accompagner son crime , il se contenta de l'exiler de sa Cour. *Vade in agrum tuum.* Et il n'y a pas jusques aux Payens , comme nous l'apprend Tite-Live , qui pour honorer les Prêtres destinés au Service des Idoles , renvoyoient leurs Causes devant le Grand-Pontife.

On lit dans l'Histoire , un Prétextat accusé par le Roi Chilperic de crime de Lèze-Majesté ; un Sagittarius & autres , d'homicide ; enfin plusieurs Clercs grièvement coupables , dont le Jugement a été remis au Tribunal des Evêques.

Pasquier rapporte dans ses Recherches , qu'un Juge Séculier ayant condamné un Clerc étudiant dans l'Université de Paris , il fut lui-même obligé par forme de réparation de détacher le cadavre du gibet , & de le porter sur ses épaules.

Hist. de Melun , Et vers l'an 1380 , les Juges du Bailliage de Moret s'étant avisés de refuser le renvoi d'un Clerc accusé de crime , même de lui avoir voilé la tête pour cacher

cher aux yeux du Peuple les marques de son état ; Ademar Archevêque de Sens en porta ses plaintes au Parlement de Paris , qui par un Arrêt solennel condamna les Juges à dépendre le mort , à le conduire jusqu'à la porte de l'Eglise Cathédrale , portant à la main des torches ardentes du poids de quatre livres , & le Dimanche au milieu de la Messe , lors de l'Offertoire , nues têtes & à genoux , à livrer le cadavre à l'Archevêque , comme étant le seul Juge à qui il étoit soumis.

Dans la suite les Juges Séculiers ont prétendu que les peines canoniques , telles que les Juges d'Eglise peuvent les prononcer , ne suffisoient pas pour punir les Clercs de crimes atroces , & que la connoissance de ces crimes devoit être dévolue à la Justice Royale , qui seule avoit droit d'imposer des peines afflictives. De-là est venue la distinction du délit commun & du cas privilégié.

Le délit commun dans les Clercs a toujours été celui dont l'Evêque , qui est leur Juge commun & naturel , avoit droit de connoître ; & le cas privilégié , celui qui , comme dit Accurse , fait par son énormité cesser les droits de la Cléricature , enleve l'Accusé à son Evêque , & donne au Juge Séculier le privilege de procéder contre lui. *Crimina quæ propter sui atrocitatem cessare faciunt privilegium fori. Accurs. cod. ad. leg. addictos. tit. de Episcop. aud.*

Pour faire un cas privilégié , il falloit donc un crime atroce , qui interessât le Roi ou la République. Mais il y avoit toujours des crimes très graves , qui n'étoient regardés dans les Ecclésiastiques que comme des délits communs , dont la punition appartenoit uniquement à la Justice Episcopale , & dont les Juges Séculiers decidoient eux-mêmes que la connoissance leur étoit interdite.

Jean le Coq dans son Recueil d'Arrêts en cite un ,

par lequel un Prêtre accusé d'adultere fut remis à son Evêque.

Monstrelet, premier volume, chap. 155. ès années 1415, & 1460, rapporte plusieurs exemples de Clercs accusés de sortileges, homicide, &c. qui avoient été renvoyés au Juge d'Eglise: & c'est ainsi, dit Papon, liv. 7. chap. premier, que par respect pour l'Eglise, & par obéissance pour les anciens Canons, on abandonnoit le Jugement des Clercs à l'Evêque, & les Evêques au Synode.

Enfin, le Parlement de Paris, par ses Arrêts rendus les 9. Mars & 5. Avril 1531, nous a laissé une preuve constante, que dans le seizieme siecle, le vol dans un Ecclesiastique étoit encore réputé délit commun, puisque les Clercs qui en étoient accusés étoient renvoyés au Tribunal de leur Evêque; & le 15. Fevrier 1545, a été rendu par le Parlement un Arrêt pour infirmer la Sentence d'un Juge Royal, qui auroit prononcé sur une accusation de rapt intentée contre un Ecclesiastique, que l'accusation n'avoit aucun trait au cas privilégié dont les Juges Royaux eussent droit de connoître dans les Clercs. *Duluc placit. lib. 3. tit. 7. art. 3.*

Il faut cependant avouer qu'il y a eu souvent de grandes contestations entre le Clergé & les Tribunaux Séculiers, pour fixer les bornes des deux Jurisdctions.

En 1329, le Roi Philippe de Valois convoqua au Bois de Vincennes une grande Assemblée pour établir à ce sujet quelque décision pacifique & immuable: Bertrandi Evêque d'Autun, & depuis Cardinal sous le titre de Saint-Clement, soutint les droits du Clergé, & Pierre de Cugnieres Avocat du Roi porta la parole en faveur des Juges Séculiers. La dispute fut longue & vive; mais le Défenseur de la Justice Royale convenoit de bonne-foi qu'il y avoit dans les Ecclesiastiques des crimes graves, comme l'adultere, dont la connoissance devoit être ren-
voyée

voyée aux Evêques; & se retranchoit uniquement sur ce que ces crimes étant *mixti fori*, ils ne pouvoient être dénoncés ni poursuivis dans la Justice Episcopale, quand il s'agissoit de Séculiers soumis aux Tribunaux Séculiers.

Si les Magistrats n'ont cessé de faire des tentatives pour enlever au Clergé sa Jurisdiction la plus légitime & la plus inaliénable, les Evêques de leur côté se sont toujours réunis pour défendre avec zèle des droits sacrés qui étoient attachés à leur caractère, ou qu'ils tenoient de la religion des Princes. En 1578, le Clergé de France présenta au Roi Henri III. une ample Requête contenue en cinquante-sept articles, & dans le cinquante-cinquieme, les Prélats s'exprimoient ainsi : *Semblablement pour empêcher que vos Baillifs, Sénéchaux, & autres vos Juges & Officiers n'entreprennent à l'avenir sur la Jurisdiction Ecclesiastique, du tout distincte & séparée de la temporelle, & que les personnes Ecclesiastiques, sous une couleur de justice, ne soient xi-après travaillés en tant de façons comme ils sont ordinairement, pourceque bien souvent, combien qu'il y ait prévention actuelle par le Juge d'Eglise, ne laissent vos Juges d'informer à l'encontre desdits Ecclesiastiques; & qui plus est, afin qu'indirectement ils aient la connoissance de tous les Procès criminels, ils font tous crimes des délits privilégiés.*

En 1680, les Evêques de France assemblés dans la ville de Melun, renouvelèrent leurs plaintes auprès du Roi; & Sa Majesté faisant droit sur leurs remontrances, fit publier un Edit solennel daté de cette Ville, dans lequel il est ordonné entre autres choses, *que l'instruction des Procès criminels contre les personnes Ecclesiastiques, pour le cas privilégié, sera faite conjointement, tant par les Juges desdits Ecclesiastiques, que par les Juges Royaux, lesquels en ce cas seront tenus d'aller au Siège de la Jurisdiction*

tion Ecclésiastique. C'est-à-dire , que le Roi a conservé aux Evêques le droit de connoître seuls du délit commun dans les Clercs , & qu'en matière de cas privilégié , il a défendu aux Juges Séculiers de procéder contre les Clercs , sans être assistés du Juge d'Eglise , qui est leur Juge naturel , leur pere & leur protecteur.

En effet , suivant l'art. 67. de l'Edit de Nantes , quand un Juge Royal faisoit un Procès criminel à quelque particulier de la Religion Prétendue Réformée , il étoit obligé sous peine de nullité de sa procédure d'appeller un adjoint de cette Religion pour défendre les intérêts des Accusés. Mais si des raisons d'Etat ont engagé les Princes à donner ce privilège aux Protestans , c'est la piété la plus solide qui a dicté les Ordonnances , par lesquelles des Rois Très-Chrétiens ont défendu à leurs Juges de procéder contre les Clercs séparément de leur Protecteur , c'est à-dire , de leur Evêque , ou de l'Official qui le représente.

Depuis l'Edit de Melun , les Magistrats Séculiers ne laissoient pas encore de prendre souvent le prétexte du cas privilégié pour instruire contre les Clercs qui n'étoient accusés que de délit commun , & même vouloient disputer aux Officiaux jusques dans leur Siège le droit de présider & de porter la parole dans les procédures qui se faisoient contre les Ecclésiastiques.

C'est pourquoi les Evêques de France dans l'Assemblée des Etats qui se tint à Paris en 1614 , se plaignirent encore au Roi *de ce qu'on faisoit tous les jours de nouvelles entreprises sur la Jurisdiction Ecclésiastique , & supplierent Sa Majesté de déterminer le nombre & la qualité des cas privilégiés , & éclaircir ce qu'on entendoit par libertés.* Ce qui prouve bien que dans ce tems les Magistrats Séculiers , sous le prétexte spécieux du cas privilégié , vouloient juger les délits communs des Ecclésiastiques , & que
sous

sous celui des Libertés Gallicanes ils s'ingeroient aussi quelquefois de vouloir se rendre les Juges de la Doctrine , & de placer leur Tribunal jusques dans le Sanctuaire.

Mais les Rois de France, qui par leur piété singulière ont si bien mérité d'être appelés *les Fils aînés de l'Eglise*, se sont toujours fait un devoir de Religion d'employer toute leur autorité pour protéger ceux qu'ils regardoient comme leurs Pasteurs & leurs Peres en Jesus-Christ.

C'est ainsi que Clovis n'eut pas si-tôt embrassé la Religion Chrétienne, qu'il fit assembler un Concile à Orleans, & livra toute sa puissance pour faire observer ce qui avoit été décidé par les Evêques.

Les Capitulaires de Charlemagne sont des preuves de la religion de ce Prince, & sur-tout de son zèle pour conserver les prérogatives du Clergé.

Charles le Chauve dans la Conférence de Ceriziers tenue en 877, n'employa ses soins que pour confirmer ce que ses Prédécesseurs avoient établi en faveur de l'Eglise & de ses Ministres. *Pro statu & munimine Sanctæ Dei Ecclesiæ ac Ministrorum ejus.*

Les Ordonnances établies par Saint Louis pour la police de l'Eglise, annonceront à jamais aux Rois de France ce que la Religion les engage de faire pour elle.

Le Roi Charles VII. se faisoit gloire de dire que Dieu l'avoit établi non seulement pour regner sur ses Peuples, mais aussi pour avoir soin de l'Eglise, de ses droits & de sa discipline. *Ecclesiam tueri, Ministros ejus custodire, & sancta decreta servari facere.*

François I. au commencement de son Edit de 1543, se déclare le Protecteur des Decrets, & le Conservateur des privileges Ecclésiastiques.

En effet, le Sacerdoce & l'Empire sortent du même principe, & prennent leur source jusques dans

le dessein de Dieu même, qui a établi les Rois & les Pontifes. *Sacerdotium & Imperium ex uno eodemque principio procedunt. Justin. Nov. 6.* Mais celui qui est de toute éternité le Législateur universel, le Roi des Rois & le Souverain - Prêtre, a chargé les Princes temporels de protéger la gloire de son Temple, & l'honneur qui est dû à ses Ministres.

Ce sont ces motifs de Religion qui ont engagé Louis XIV. à insérer dans son Ordonnance de 1670, un article particulier, par lequel il veut *que les Ecclésiastiques soient conservés dans leurs droits & privilèges.*

Ce Prince, de triomphante & immortelle mémoire, a donné un Edit en 1678, par lequel il est défendu aux Juges Royaux, *sous quelque prétexte que ce puisse être, de juger les Ecclésiastiques sur les procédures faites par les Officiaux, pour raison du délit commun.*

Cette Loi avec plusieurs autres ont été confirmées & augmentées par les Edits de 1684, & de 1695, auxquels il faut joindre la Déclaration du 4. Février 1711, qui statue *que les Officiaux, en procédant avec les Juges Séculiers sur les cas privilégiés, porteront la parole & présideront à toute la procédure.* Et ces Ordonnances ont été renouvelées si souvent & avec tant de solennité, qu'elles doivent être regardées dans le Royaume comme des Loix inviolables, pour fixer les droits des deux Juridictions; & décisives, pour réprimer les entreprises journalières des Juges Laïques.

Les Magistrats Séculiers pourroient-ils envier aux Ecclésiastiques des prérogatives, qui ne sont que la juste récompense de l'attachement qu'ils ont toujours témoigné pour la sacrée personne des Rois, de l'exemple qu'ils donnent à tous les Peuples de rendre à Cesar ce qui lui est dû, & du zèle généreux qui les assemble si souvent de toutes les parties

ties du Royaume , pour contribuer gratuitement aux besoins de l'Etat ? Des hommes si fidèles , si précieux & si nécessaires , à qui plus d'un Joas ont dû leur éducation , & même la conservation de leurs jours , méritent bien d'être distingués ; & leurs privilèges , quelque grands qu'ils soient , doivent donc exciter leurs mêmes vertus dans les Séculiers , & non pas des sentimens de jalousie.

En effet , sans rappeler ici l'histoire de tous les siècles , quand Boniface VIII. donna son Extravagante *Unam Sanctam* , qui attaquoit la souveraine indépendance , & même la personne de Philippe le Bel , ne sont-ce pas les Evêques qui ont embrassé le Trône pour le défendre , & qui non contents d'avoir engagé Clement V. à révoquer l'ouvrage de son Prédécesseur , ont anéanti par eux-mêmes dans le Concile de Vienne une Bulle si contraire aux droits de la Couronne ?

Lorsqu'en 1408 , Jean Petit eut la témérité de prononcer sa harangue en présence du Roi Charles VI. pour justifier le cruel assassinat de son frere le Duc d'Orleans , ce fut Gerard de Montaigu , Evêque de Paris , qui seul anathématisa un discours si scandaleux & si contraire à la fureté des Rois & des Princes. Le Duc de Bourgogne qui avoit fait commettre le crime , se rendit Appellant de la censure portée par l'Evêque de Paris. Mais quels efforts ne firent point dans le Concile de Constance les Archevêques de Reims & de Tours pour vaincre la cabale de ce Prince , faire confirmer une Sentence légitime , & condamner solennellement des Propositions qui ne tendoient à rien moins qu'à ruiner les premiers fondemens de la Royauté ?

Si quelquefois il est échappé aux Magistrats Séculiers de manquer de soumission à leur Roi , ou de soutenir des opinions contraires à l'indépendance

souveraine , ainsi qu'il est arrivé en 1511. à l'égard de M. Masencal Premier-Président au Parlement de Toulouse , ce sont les Ecclésiastiques , qui usant de leurs droits , les ont fait rentrer dans leur devoir , les ont repris & les ont condamnés. Aussi M. de Masencal acquiesça-t-il avec soumission à la censure que les Docteurs de Paris avoient donnée contre lui , & il se fit un devoir de retracter publiquement son Ouvrage.

L'année suivante M. le Grand-Référéndaire de France , qui étoit son gendre , employa les prières les plus véhémentes & tout son crédit , pour empêcher que la censure de M. de Masencal ne fût inscrite sur les Registres de la Faculté : mais elle y subsiste encore , & la noble résistance que la Compagnie apporta dans cette occasion , fait son éloge , & montre le zèle qui ne lui permet pas d'épargner personne , quand il s'agit de combattre pour les véritables libertés de la Nation , & la puissance légitime de son Monarque.

En 1682 , un orage funeste s'étoit élevé contre l'Eglise de Rome & celle de France ; mais ne font-ce pas les Evêques , qui tous aussi bons François , que bons Catholiques , ont dans ce tems de trouble , tenu d'une main les cornes de l'Autel , pour faire rendre au Siège de Saint Pierre l'honneur qui lui est dû , & de l'autre ont embrassé les colonnes du Trône pour en confirmer l'indépendance ? Ne font-ce pas les Evêques qui ont bâti de leurs propres mains ces digues puissantes , & ces barrières sacrées , que les opinions étrangères ne pourront jamais pénétrer ni surprendre ? La décision du Clergé a été munie de toute l'autorité Royale , elle est devenue une Loi de l'Etat , elle a été publiée dans tous les Tribunaux du Royaume pour servir de règle à tous les Juges ; & M. de Novion Premier-Président du Parlement de Paris , accompagné de M. du

Harlay

Harlay Procureur-Général, voulut lui-même la porter à la Faculté de Théologie.

Ce fut dans cette occasion que M. du Harlay rendit un juste hommage à cette Compagnie, en déclarant publiquement qu'elle étoit une *Assemblée toujours prête à soutenir les vérités de la Foi, la pureté de la Morale, & qui enseignoit par ses exemples aussi-bien que par sa doctrine, l'obéissance qui est due aux ordres du Roi.*

Quelques années auparavant, le même Magistrat portant la parole dans une pareille circonstance, éleva sa voix comme pour annoncer à tout le monde, que les Docteurs de Paris formoient entre eux une École Magistrale, qui avoit donné plusieurs Papes à l'Eglise de Rome, que les Souverains-Pontifes s'étoient fait honneur de consulter, & dont la saine doctrine devoit servir de règle à tous les autres; une Forteresse armée de mille boucliers, & aussi redoutable pour les Ennemis de la Couronne, que pour ceux de la Religion; un Tribunal de Censures, dont les Rois avoient souvent employé le secours pour extirper les erreurs jusques dans le principe, qui étoit le Séminaire des plus grands Prélats, & comme disoit Charles VI, un Concile perpétuel établi dans le centre de la Nation pour en défendre les droits, & placé sur la montagne, pour lui servir de flambeau, *Concilium fidei Parisiis existens.*

Bel Eloge
de l'Uni-
versité de
Paris.

Alors les plus grands Magistrats se faisoient honneur d'être les porteurs des Décisions du Clergé, & de se voir assis parmi les simples Docteurs; ils n'employoient le zèle de la Faculté que pour la combler de louanges, ils la regardoient comme l'oracle de leur Compagnie, la consultoient dans les matieres les plus délicates, se conformoient à ses conclusions, & assez souvent les faisoient inscrire dans leurs Registres. Si l'on ne peut refuser aux Cours Séculières la gloire d'avoir toujours témoigné beau-

beaucoup d'attention pour maintenir les précieuses Libertés de l'Eglise Gallicane , une prérogative qui est propre & particuliere aux Evêques , c'est qu'à eux seuls appartenoit de donner une décision dogmatique sur cette matiere , & d'employer le doigt de Dieu pour graver aux yeux du peuple l'obéissance profonde qui est due aux volontés du Prince. Ces sages Législateurs , pour décider en faveur de la Souveraineté des Rois & des Libertés de la Nation , ont employé la même autorité & les mêmes lumieres dont ils se servent tous les jours pour prononcer sur les autres questions de doctrine. Il feroit donc injuste & déraisonnable de combattre leurs Jugemens , sous le prétexte de conserver des Libertés dont ils sont les Juges & les Protecteurs ; & au contraire ne feroit-ce pas se déclarer les ennemis de ces Libertés , que d'attaquer l'autorité des Evêques , ou d'anéantir chaque jour des droits sacrés , qui sont l'appanage du premier Corps de l'Etat , & des privileges fondés sur les anciens Canons , sur les Ordonnances les plus augustes , & qui font partie de l'ancienne discipline du Royaume ?

C'est à votre sagesse , Nos SEIGNEURS , pourfuit le Sieur des Rues , qu'il est réservé de rechercher tout ce qui pourroit en général avoir été fait depuis votre dernière Assemblée contre les droits de l'Episcopat & du Clergé ; & que ne devez-vous pas attendre d'un jeune Monarque , qui , élevé entre les bras de la Religion , a publié dès le berceau une Déclaration solennelle , dans laquelle il annonce à toute la Terre , *que plus soumis aux décisions de l'Eglise que le moindre de ses Sujets , il est persuadé que c'est par elle que les Rois & les Peuples doivent apprendre également les vérités nécessaires au salut ; qu'il n'a garde de vouloir étendre son pouvoir sur ce qui regarde la Doctrine , dont le dépôt sacré a été confié à une autre Puissance , & qu'il sait que c'est à elle seu-*
le

le qu'il est réservé d'en prendre connoissance, &c. Sentimens dignes d'un Roi Très-Chrétien, & du Fils aîné de l'Eglise ! Et l'hommage que le Monarque a rendu dans cette occasion à l'Autorité spirituelle, ne prescrit-t il pas à tous ses Sujets l'obligation où ils sont de s'y soumettre ?

Le Sieur des Rues fait ensuite l'histoire de son Procès & de sa procédure. Il prétend qu'il n'y a pas de cas privilégié qui s'élève contre lui ; & pour montrer que la débauche qu'on lui impute avec Jeanne le Fort, n'est point un rapt, il répète l'éloge qu'il a fait de cette fille dans sa défense pardevant les Juges. Il dit après cela, que tous les Juges se sont réunis pour le rendre innocent sur l'inculpation de rapt : car ceux du Châtelet ont trouvé cette accusation si ridicule, que dans le dernier Interrogatoire qu'ils ont fait subir aux Accusés, ils n'ont pas daigné lui proposer la moindre demande sur ce chef, mais ils ont uniquement prononcé sur la fréquentation des personnes du sexe ; & le texte de l'Arrêt du 30. Décembre ne prouve-t-il pas avec la même évidence, que le Parlement n'a point aussi entendu prononcer sur le rapt, puisque les condamnations portées dans cet Arrêt, ne peuvent jamais se rapporter à une inculpation de rapt ?

Si un Clerc dénoncé pour un Assassinat, & accusé de quelques autres fautes, se trouvoit par un Arrêt définitif condamné à un blâme, ou à un admonesté, *pour les cas du Procès*, la teneur d'un pareil Arrêt prouveroit constamment qu'il n'est point rendu sur une conviction d'Assassinat, puisque les coups du bras séculier ne se terminent pas à un blâme ou une admonition, quand il s'agit de punir un meurtrier ; le Parlement dans ces circonstances, en usant de cette formule vague & indéterminée *pour les cas résultans du Procès*, ne laisseroit pas de bien exprimer que son Arrêt n'est point fondé sur un crime

crime capital. Et en effet, c'est au Roi seul à qui il appartient de faire grace aux Criminels; les Juges ont été établis pour les condamner suivant la rigueur des Loix: les peines qu'ils imposent, doivent donc annoncer la nature du crime qu'ils punissent, & on ne peut pas dire qu'un Accusé soit jugé coupable d'un rapt, quand il n'est point condamné comme ravisseur.

Enfin le Coaccusé du Suppliant n'a jamais été dénoncé à la Justice Royale: Son Eminence Monseigneur le Cardinal de Noailles a toujours prétendu, soit par la bouche de son Défenseur, soit dans son Mémoire imprimé, *que si le Lieutenant - Criminel avoit cru trouver après coup dans le Coaccusé un cas privilégié, il étoit dans l'erreur, & que l'erreur du Juge Royal ne pourroit rendre abusive la procédure du Juge d'Eglise.* Le Parlement par son Arrêt du 7. Septembre 1726. a adopté tous ces principes, il a légitimé le défaut de dénonciation du Coaccusé, il a confirmé toutes les opérations de l'Official. Mais après avoir si solennellement décidé que la Cause du Coaccusé n'appartenoit qu'au Tribunal de l'Evêque, & que le Lieutenant-Criminel en voulant procéder contre lui, *étoit dans l'erreur*, il devoit donc subir la loi qu'il s'étoit imposée lui-même, & ne pas le juger sur un cas privilégié dont il l'avoit déjà déclaré innocent. Mais si, pour justifier l'Arrêt du 30. Décembre, on osoit avancer qu'il est appuyé sur la fréquentation des personnes du sexe, alors l'incompétence des Juges & leur contravention seroient sans contradicteur. Car le Parlement, par un Arrêt rendu après dix Audiences, avoit statué que *la fréquentation des personnes du sexe, même scandaleuse*, étoit un pur délit commun, dont les Juges Séculiers n'avoient aucun droit de connoître; & il ne pouvoit donc, sans se contrarier lui-même, prendre la fréquentation du sexe pour l'objet de son Jugement :

ment : ainsi , de quelque façon que l'on applique l'Arrêt du 30. Décembre , c'est un Jugement insoutenable. Car si cet Arrêt est fondé sur l'accusation de rapt , son injustice est évidente , puisque la séduction d'une prostituée est impossible : au contraire s'il est appuyé sur la fréquentation des personnes du sexe , l'incompétence des Juges Séculiers dans cette espece est prouvée par des Jugemens solennels que le Parlement a rendu lui-même dans la Cause du Sieur des Rues ; & cependant il est constant que les Magistrats ne pourroient jamais produire d'autres motifs de leur Arrêt , ni d'autres cas résultans du Procès.

Enfin , le cas privilégié , qui seul rend les Ecclésiastiques de la compétence des Juges Séculiers , est un crime atroce qui mérite des peines afflictives ; & le Parlement en prononçant un admonesté a donc statué lui-même qu'il prononçoit sur le délit commun. Cependant les Ecclésiastiques ne sont point traduits devant les Juges Laïques pour en recevoir des monitions : & suivant l'article 36. de l'Edit de 1695 , c'est aux Evêques seuls qu'appartient le droit de les avertir & de les corriger.

Il est vrai que les fautes qui font le délit commun dans les Clercs , ne sont pas si considérables que celles qui forment le cas privilégié ; mais aussi il ne faut pas s'imaginer que le délit commun ne s'étende qu'à des minucies ou des legeretés.

Car il est constant que l'Official ne peut connoître que du délit commun : il n'est pas moins certain qu'il peut imposer pour pénitence , le Séminaire , l'interdit , la déposition , privation de Bénéfice , excommunication , prison à tems , & même la prison perpétuelle ; & pourroit-on dire que ce Juge fût autorisé à prononcer des peines aussi considérables , pour des fautes de foiblesse , & des bagatelles ?

L'Ordonnance d'Orleans art. 14. défend aux Officiaux de *décerner monition ou censure Ecclésiastique, sinon pour crime & scandale public.* Cette Ordonnance suppose donc qu'il y a des crimes & des scandales publics, qui ne sortent point de l'espece du délit commun, & sont uniquement sujets à la Jurisdiction Ecclésiastique.

La Déclaration du Roi du 15. Décembre 1698, parle des *causès graves, mais qui ne méritent pas une instruction dans les formes de la procédure criminelle, pour lesquelles les Evêques ont droit d'envoyer leurs Curés ou Ecclésiastiques dans un Séminaire pour le tems de trois mois.* Mais si ces fautes sur lesquelles l'Evêque a droit de prononcer dans le cours de sa visite, sont des fautes graves sans mériter une instruction criminelle, que faut-il penser des fautes qui demandent une procédure extraordinaire? Certainement ces fautes doivent être très considérables, & ne peuvent encore être des cas privilégiés.

Le Concile de Trente, le Concordat, & la Pragmatique-Sanction ont établi des règles pour réformer & punir la conduite des Clercs. Ces Loix de l'Eglise & de l'Etat parlent des concubinaires publics, obstinés, rebelles, scandaleux; & dans toutes ces circonstances, il n'a jamais été mention du Juge Laïque, mais uniquement du Juge d'Eglise, à qui la correction de ces crimes est renvoyée privativement à tous les Juges Séculiers.

Il est certain que les Ecclésiastiques devoient être plus purs que les Anges : cependant il n'est pas moins vrai que ceux que l'on regarde comme des Dieux, sont aussi foibles que le reste des hommes; & on voit assez souvent ceux qui par excellence sont appelés les enfans du Très-Haut, se joindre aux enfans de la terre. Mais quelque criminels qu'ils puissent être, ils sont toujours des hommes distingués dans la Société, qui composent le premier Corps

Corps de l'Etat, & ont reçu de la piété des Princes un privilege qui les rend exempts de la Justice Séculiere, dans bien des cas dans lesquels les Séculiers y feroient soumis. Et quel seroit donc le privilege & la prérogative des Ecclésiastiques, si, pour les mêmes fautes, ils étoient obligés de paroître dans deux Tribunaux, d'être donnés en spectacle dans toutes les prisons, d'essuyer deux procédures & deux Jugemens? Il est donc évident que si le Juge Royal pouvoit prononcer ainsi que le Juge d'Eglise *sur la fréquentation du sexe* ou autre délit commun, il n'y auroit plus de privilege dans les Clercs, plus de Jurisdiction particuliere dans les Evêques; & les Ecclésiastiques ne seroient-ils pas les plus malheureux Sujets de la République, qui subiroient deux condamnations pour des fautes, pour lesquelles les Séculiers ne pouroient même être cités devant aucun Juge?

Quand un Ecclésiastique est traduit devant les Juges Séculiers, il ne paroît point dans leurs Tribunaux en qualité d'Ecclésiastique, mais en qualité de Membre de la République, dont le Clergé fait partie, *Ipse enim est in Republicâ*; & de Sujet du Roi qui seroit accusé d'avoir violé les Loix du Prince, dont les Juges Laïques sont les dépositaires & les protecteurs. Suivant ce principe incontestable, il est notoire que la fréquentation des personnes du sexe ne peut être de la compétence du Juge Royal. Car il n'y a aucune Loi de l'Etat qui la défende, & une pareille accusation ne seroit jamais admise contre un Séculier, quoiqu'il soit aussi soumis aux Ordonnances du Royaume que les Ecclésiastiques. La fréquentation des personnes du sexe est donc un crime dans les Clercs, & peut à leur égard exciter quelque procédure, parce qu'elle blesse en particulier la pureté & la sainteté de leur état. Mais les Evêques sont les seuls Juges des devoirs de la Cléri-

cature ; il y a incompétence , vexation & entreprière sur la Jurisdiction Episcopale , quand les Juges Laïques veulent s'attribuer la connoissance des fautes commises contre ces devoirs ; & dans ces circonstances , le bras Séculier , bien loin de s'appesantir sur les Ecclesiastiques , doit toujours honorer leur caractère , respecter leurs privileges , reconnoître son impuissance , & les renvoyer à leur Evêque.

Le Sieur des Rues , quelque innocent qu'il soit , ne peut se présenter devant les Juges de la Primatie pour faire statuer sur le délit commun dont il a été accusé , qu'il n'ait obtenu justice contre les Jugemens des Juges Séculiers qui sont censés être fondés sur quelque cas privilégié : c'est pourquoi il a été conseillé de présenter sa Requête au Roi , pour demander la révision d'un Procès dans lequel il ne s'agit tout au plus que d'un délit commun , dont les Juges Séculiers n'ont jamais eu droit de connoître , & pour lequel cependant le Sieur des Rues a été détenu pendant près de quatre ans dans les prisons Royales.

Saint Athanase accusé , & même condamné par les Ariens sur une inculpation de rapt , a obtenu de Constantin la révision de son Procès ; il a démontré devant ses nouveaux Juges que cette accusation chimérique , & calomnieuse , n'étoit fondée que sur la malice & la témérité de ses accusateurs ; que ses ennemis étoient les ennemis jurés de l'Eglise & de l'autorité Royale ; que sa condamnation étoit l'ouvrage de la plus noire cabale ; enfin que toutes les règles de la Justice & de la Nature avoient été violées à son égard.

Ce n'est pas que le Suppliant prétende se comparer avec un des plus grands Saints du quatrième siècle ; mais sa situation n'est-elle pas semblable par rapport à la calomnie & à la vexation de ses ennemis ?

mis ? Aussi le Roi , toujours Protecteur du Sanctuaire , a déjà reçu la Requête du Sieur des Rues ; il a nommé pour lui en faire le rapport , un Magistrat aussi plein de sagesse que de justice.

Le Sieur des Rues espere , Nosseigneurs , que Sa Majesté aura égard à une Requête , qui sans doute interessera sa piété autant que sa justice & sa clémence. Mais comme il s'agit particulièrement de défendre les droits de votre Jurisdiction , il implore votre intervention & toute votre autorité dans une Cause qui est la vôtre , & celle de tout le Clergé.

Car si dans la suite le scandale de quelque Prêtre excitoit votre justice à prendre les voies d'une procédure judiciaire , alors l'Accusé seroit tenté de se révolter contre vos Jugemens , il invoqueroit à son secours la protection des Parlemens , il appelleroit comme d'abus de vos Sentences , pour énerver du moins la force des preuves , & anéantir l'information la plus légitime ; il prétendrait que la fréquentation des personnes du sexe avec scandale , est un cas privilégié , sur lequel vos Officiaux n'ont pu procéder seuls ; il citeroit à ce sujet l'Arrêt rendu contre le Sieur des Rues , pour prouver que le Parlement de Paris en prononçant sur la fréquentation des personnes du sexe , l'auroit regardé comme un cas privilégié. Cet Arrêt seroit donc un moyen infaillible pour renverser les fondemens de la Chaire Episcopale , enlever aux Evêques jusqu'à la correction des Prêtres qui leur sont soumis , & les dépouiller de tout ce qui peut rester de leur ancienne Jurisdiction.

Les Ecclésiastiques du second ordre se font gloire , Nosseigneurs , de se dire vos enfans , ils marchent sous vos ordres , & vous êtes leurs peres , leurs chefs , leurs Juges : c'est à votre sagesse qu'il appartient de couronner leurs travaux , & s'ils ont le

malheur de tomber dans quelque faute, c'est aussi à votre Justice qu'il est réservé de les reprendre, de les corriger, de les punir; & le crime atroce peut seul les arracher d'entre vos bras.

Ne permettez donc pas que les Juges Séculiers enchainent dans leurs prisons, & oppriment par leurs Jugemens, des Clercs accusés de fautes, qui, bien loin d'être de ces crimes atroces & privilégiés, ne passeroient dans les Séculiers les plus graves, que comme des actions qui regardent le for intérieur, dont la correction n'appartient qu'au Tribunal de la Pénitence, qui doivent être pesées au poids du Sanctuaire, & ne peuvent jamais être mises dans les balances de la Justice Royale.

Jetez un regard de cette bonté paternelle sur un fils accablé, qui pénétré du plus tendre respect & de l'attachement le plus inviolable, se prosterne à vos pieds pour vous demander justice contre des freres, qui aussi perfides & plus barbares que ceux de Joseph, l'ont livré à un esclavage cruel, chargé de confusion, dépouillé de cette robe éclatante, dont vous l'aviez vous-même revêtu, *Nudaverunt eum*

Genes. ch. xiiij. talari, & vouloient la teindre de son propre
37 vs. 24. sang.

Ne refusez pas le secours de votre intervention à un Diacre persécuté, dont la perte entraineroit la ruine de votre Tribunal; qui après trente années d'étude, se voit languir à la porte du Temple, comme un Ministre inutile ou blessé, pendant qu'il pourroit exercer son zèle contre les ennemis de l'Eglise; qui ne desire rien tant que de sacrifier tous les jours de sa vie à la défense de votre autorité, & qui n'implore actuellement celle du Prince, que pour être rendu à son Evêque, qu'il regarde comme son pere, dont il a déjà reçu mille témoignages de bonté, & à qui il veut donner à la face de toute l'Eglise, des preuves éclatantes de la soumission la plus tendre & la plus respectueuse.

Enfin,

Enfin, Nosseigneurs, si la Cause du Sieur des Rues étoit regardée comme une de ces Causes particulières, qui ne mérite pas l'intervention du Clergé; ou si les bruits calomnieux que de faux freres ne cessent de répandre contre lui, pouvoient suspendre vos bontés à son égard, il se flatte du moins d'avoir accompli tout ce que son honneur & son état exigeoient de lui. Et en effet, il a demandé justice dans tous les Tribunaux, il implore actuellement l'autorité du Prince, il reclame le secours des Evêques, il sacrifie pour sa défense. son repos, ses biens, sa jeunesse, sa vie même. Que peut-il faire davantage? Et seroit-il donc réduit à mettre sa Cause entre les mains de celui qui est le Juge Souverain des vivans & des morts? *Ego quod erat mei officii, præstiti, nihil amplius possum.* Ou plutôt votre Religion, Nosseigneurs, pourroit-elle ne pas s'intéresser dans un Procès, dans lequel les Sacramens ont été profanés, les Loix du Sanctuaire violées, les droits sacrés de l'Episcopat foulés aux pieds, les privileges du Sacerdoce méprisés, & la Jurisdiction de l'Eglise anéantie? *Succurrite Sacerdotio quod concutatur, leges violantur, fas subvertitur.* S. Chrysost. Tom. 4. de verbis Isaïa.

Le Sieur des Rues condamné justement par un Parlement équitable, qui n'a donné aucune atteinte au privilege des Ecclesiastiques, & qui est le Défenseur des droits des Evêques, ainsi qu'il le témoigne dans toutes les occasions, se met à la place d'un innocent opprimé, veut confondre sa Cause avec celle du Clergé, & pretend intéresser tous les Evêques par des figures aussi fausses qu'elles sont pompeuses. N'a-t-il pas osé dire dans cette même Requête, en parlant au Roi : *Que son Sceptre frémiroît entre ses mains, quand il seroit instruit qu'il s'agit d'un Diacre persécuté par des Prêtres conjurés, qui, pour le faire périr, ont sacrifié les plus saints Canons* de

Observations sur la Requête du Sieur des Rues présentée au Clergé.

de l'Eglise , toutes les Ordonnances du Royaume , les premières loix de l'humanité ; ont profané les Sacrements , & profitué jusqu'au redoutable Ministère de la réconciliation ?

Tout cela réduit à sa juste valeur , c'est un Diacre poursuivi avec justice par ses Supérieurs , ennemis du crime , & non du criminel , qui ont puni son libertinage. Sa fureur voudroit foudroyer ses Juges. On conçoit contre lui une juste indignation. On le peut comparer aux géans de la fable , qui écrasés sous le poids d'une montagne , vomissent des flammes , les restes de leur rage impuissante.

Sa Requête , dans laquelle il demanda au Conseil du Roi la révision de son Procès ; la Requête qu'il présenta au Clergé , pour l'obliger à soutenir sa Cause ; tout cela échoua , & ne servit qu'à faire voir qu'il avoit mis tout en usage , & n'avoit rien oublié dans tous les Tribunaux où il avoit plaidé , pour se procurer l'impunité de ses crimes. On ne peut nier qu'il n'y ait de l'art dans ses Mémoires ; mais ce qui fait juger que l'érudition qui y brille est empruntée , c'est qu'il a quelquefois confondu les principes qu'on lui a suggerés , & qu'il ne raisonne pas comme un homme éclairé du flambeau de la science , quand il raisonne de son chef.

Observations sur l'Arrêt définitif du Parlement.

Ce qui fera évanouir tout ce qu'il a opposé , pour prouver que dans l'accusation qu'on lui a intentée il n'y a point de cas privilégié , ce sera l'explication des véritables motifs qui ont animé les Arrêts de la Cour.

On a vu dans le Plaidoyer de M. Talon , que le Sieur des Rues étoit coupable du rapt de Jeanneton le Fort , non que cette fille ne lui eût épargné la peine de la séduire. Ainsi quand il a fait de grands efforts pour prouver qu'elle étoit toute séduite , qu'elle avoit fait part de ses faveurs à plusieurs personnes , & que par conséquent il n'étoit point cou-
pable

pable du rapt de séduction ; il ne voyoit pas qu'il ne se justifioit point du crime de rapt , qu'on appelle *raptus in parentes*.

Une fille déréglée étant mineure , ne dépouille pas son pere & sa mere de l'autorité qu'ils ont sur elle , & sur-tout quand ils n'ont pas participé à ses dérèglemens ; ils ont droit de la reclamer , ils espèrent de la ramener à une vie régulière , & de lui faire retracer l'exemple d'une Madeleine pénitente. Et quand un Ecclésiastique , au-lieu de féconder leur dessein , la leur ravit dans le tems qu'ils l'avoient retirée de ses desordres , & la garde chez lui plusieurs mois pour en abuser , il est certainement coupable du rapt *in parentes*. Ce qui arrive quelquefois à des Défenseurs d'une Cause , ils n'en parent pas tout le foible. Le Sieur des Rues a fait de grands efforts pour se défendre du rapt de séduction , & il ne s'est pas défendu de ce rapt *in parentes*. C'est ce qui a engagé Me. Laverdy son Défenseur à accuser la mere de Jeanneton le Fort d'avoir manqué de vigilance sur sa conduite.

Le Sieur Merlier a trempé dans ce rapt , il étoit d'ailleurs coupable du crime d'avoir fait un mauvais commerce de filles , commerce dont le nom est si odieux. Il est certain que ce crime est un cas Royal , qui mérite une peine afflictive. Le Roi , par sa Déclaration du 13. Juillet 1713 , ordonne que pour ce crime il sera procédé par recollement & confrontation , & par appel à la Tournelle. On est coupable de ce délit , quand on tient un lieu de débauche. Quelque honteux que furent les excès où donnerent ces deux Ecclésiastiques , le décri où ils étoient tombés dans leur Ordre , leur juste punition infligée par les Juges Ecclésiastiques , l'applaudissement que ce même Ordre a donné aux Jugemens qui les ont condamnés , tout cela fait l'éloge du Clergé , loin que ces exemples donnent atteinte à la vénération qui lui est due.

Au reste , comme les Mémoires consacrés à la défense des Accusés ont été supprimés , j'ai eu grand soin en les rapportant de les purger des calomnies & des traits satiriques dont ils étoient infectés , afin de garder les égards qui sont dus aux personnes respectables qui y étoient attaquées.

Un Procès célèbre contre un Criminel condamné à une peine infamante , malgré cette infamie , lui donne du lustre ; on souhaite savoir sa naissance , l'histoire de sa vie , & sur-tout quand c'est un Criminel distingué par les talens de l'esprit.

Traits historiques concernant l'Abbé des Rues.

L'Abbé des Rues de Boudreville est né à Paris , de parens marchands de vin. Il fit ses Humanités chez les Jésuites au College de Louis le Grand , il s'y distingua ; il aspira ensuite à prendre des Grades de Théologie , il fit son *quinquennium* dans l'Université de Paris. Il porta d'abord le Surplis dans l'Eglise de Saint Paul sa Paroisse ; il y fit de petits essais pour séduire les filles qu'il catéchisoit , entraîné par son penchant déréglé. On ne pense pas que dès-lors il vint à bout de ses petites entreprises amoureuses. Sa mauvaise conduite qu'on éclaira de près , le fit chasser de ce Clergé. Il prit le degré de Bachelier & entra en Licence ; il y brilla par sa facilité à argumenter , à répondre aux argumens , & à démêler le nœud de la difficulté. Les expressions d'une élégante latinité naissoient dans sa bouche ; il se jouoit dans les questions les plus difficiles & les plus épineuses , & paroissoit supérieur à la science. Il ne put pas continuer sa Licence , parce qu'il falloit prendre les Ordres sacrés , & qu'il ne trouva aucun Evêque assez complaisant pour les lui conférer aux dépens de son devoir. Il lia une amitié étroite avec l'Abbé Merlier , qu'il corrompit & qu'il rendit compaignon de son libertinage. Voilà la source de tous leurs malheurs. Il fut admis à faire les Cathéchismes à Saint Pierre des Arcis , & comme

comme il ne se comporta pas mieux que dans la Paroisse de Saint Paul , on lui ôta la dispensation de cet emploi ; il alla servir la Paroisse de Saint Jean en Grève : par son langage insinuant & flatteur , & par l'art avec lequel il contrefit l'homme de bien , il séduisit le Curé , qui fut ébloui par les dehors d'un calice dont il ne voyoit point le dedans. Il répondit de lui à M. le Cardinal de Noailles , il assura ce Prélat qu'il étoit changé , que c'étoit un nouvel homme.

L'Abbé des Rues conservoit pourtant toute la corruption du vieil homme : le Cardinal pour l'éprouver nomma quatre Docteurs de Sorbonne , afin d'observer sa conduite. Il entra dans une seconde Licence dont il fut Doyen ; mais sa complexion ardente prit tant d'empire sur lui , qu'il recela fort mal son libertinage à ses surveillans. Il vit bien qu'il ne le leur avoit point dérobé , il crut qu'il les falloit rendre suspects au Cardinal de Noailles : il réveilla un procès entre le Doyen de la Sorbonne & le Doyen de la Licence , qui étoit suspendu depuis fort long-tems ; il fit un gros Mémoire *in quarto* pour prouver ses droits , il distribua son Ouvrage aux Magistrats. Les quatre Docteurs qui éclairoient sa conduite étoient ses Parties ; leur témoignage contre lui n'étant par conséquent d'aucun poids , il eut le bonheur d'obtenir le Diaconat , dont il étoit fort indigne. Ainsi il acheva sa licence , à la fin de laquelle il prononça des Paronymes , où il fit briller son esprit & son éloquence ; mais on eut lieu de soupçonner qu'il n'avoit pas beaucoup de Religion , par les traits brdins & vifs qui lui échapperent sur les maximes les plus saintes. Il se joua des Docteurs , en leur faisant distribuer pour d'excellent vin de Champagne du vin blanc d'un déboire affreux , dont les bouteilles étoient bien ficelées & bien cachetées , & des confitures & des dragées extrêmement ameres. C'est ainsi qu'il crut pouvoir se divertir

tir aux dépens de ces Docteurs graves & respectables. Mais n'eût-il fait que ce crime, si c'en est un !

Dans ce tems là il fut assez heureux pour attirer les regards de M. l'Abbé Bignon, amoureux des talens de l'esprit dans ceux dans qui ils éclatent, & toujours prêt à les favoriser, à les protéger ; il le nomma à une Cure dans le Diocèse de Noyon : il falloit de nécessité qu'il eût la Prêtrise.

M. le Cardinal de Noailles, comme on a vu, n'eut pas la condescendance de lui conférer cet Ordre sacré. Il prit ce Prélat à partie, aussi bien que les Grands-Vicaires & Promoteurs : ce fut la réalité de la fable du pot de terre, qui se brisa en éclats en heurtant contre le pot de fer.

Il parloit avec beaucoup de hardiesse & de facilité ; dans plusieurs occasions, il n'a pas gardé les bienséances du respect qu'il devoit à ses Supérieurs ; il disputoit contre eux, les embarrassoit, & aspirait à les confondre dans la dispute ; il étoit trop vif & trop impétueux dans ses passions pour être politique. Voilà son portrait.

Il n'est pas étrange qu'il ait eu la catastrophe funeste qu'il a éprouvée.

Fin du neuvieme Tome.



TABLE



T A B L E

DES MATIERES

Du neuvieme Tome.

P ROCUREUR FISCAL, convaincu de subor- nation de Témoins, & de prévarication. Page 9	
Histoire des prévarications de Frillet. 10. & seq.	
Conclusions qu'il donna contre Joseph Vallet. 30	
Sentence du Juge du Pont d'Ains contre Vallet, du 9. Mai 1725. 31	
Arrêt du Parlement de Dijon du 3. Juillet 1725, qui condamne Antoine Pin à la roue, comme meur- trier de Joseph Sevos. 34	
Déclaration d'Antoine Pin sur les circonstances de la mort de Joseph Sevos dans son testament de mort. 35	
Arrêt de condamnation contre Vaudan à la potence, du 5. Octobre 1725. 42	
Arrêt de condamnation du 13. Octobre 1725, con- tre Maurice à la potence, & absolution des Val- let. 44	
Arrêt du 15. Octobre 1725, qui renvoye Pierre Pin de l'accusation, & ordonne que Frillet, Mallet, & Thorillon seront arrêtés. 45	
Moyens de cassation proposés par Frillet au Conseil contre les Arrêts du 3. Juillet & 15. Octobre 1725, & réponse à ces moyens. 51	
Mémoire de Joseph Vallet. 60	
Arrêt	

T A B L E.

Arrêt du Conseil du 30. Mai 1732, qui déboute Fril- let de sa demande en cassation, & ordonne qu'il sera transféré aux prisons de Dijon.	62
Mémoire présenté au Parlement de Dijon par les Vallet.	64
Arrêt qui condamne Seyzeriat à la potence, du 30. Juin 1733.	73
Arrêt qui condamne Joseph Mallet à la potence, du 5. Juillet 1733.	74
Arrêt du 14. Juillet 1733, qui condamne Bardot dit Bardolet à la question avec la réserve des preu- ves.	75
Arrêt du 16. Juillet 1733, qui le condamne aux Galeres perpetuelles.	76
Apologie de Frillet.	77
Arrêt du 7. Août 1733, qui le condamne à la po- tence.	83
Surcéance de son supplice.	86
Commutation de sa peine en un bannissement pen- dant dix ans.	<i>ibid.</i>
Sa mort en allant exécuter son ban.	87
Motif de l'Arrêt du Conseil qui débouta Frillet de sa demande en cassation, & qui tourne à la louan- ge du Parlement de Dijon.	88
Arrêt du 11. Août 1733, qui condamne Marnac à une amende, & Thorillon à la potence.	89
Arrêt du 21. Août 1733, qui condamne Louis Cot- tier Châtelain de Varambon aux Galeres par con- tumace pendant cinq ans, & Claude Flechon à une amende de cent livres envers le Roi, & con- tient plusieurs dispositions en forme de Regle- ment.	90
Quelles Causes un Avocat peut soutenir.	93
Histoire d'un fameux Voleur.	95
<i>Demande en réhabilitation de Mariage.</i>	98
Histoire du Mariage du Sieur Courtin de Villiers.	99
Plaidoyer de Me. de Blaru pour l'épouse du Sieur Courtin de Villiers, fille du Sieur Delalande.	102
Plai.	

DES MATIERES.

Plaidoyer de Me. Dumont pour le Sieur de Villiers	103
Plaidoyer de Me. Charpentier pour l'enfant du Sieur de Villiers	104
Plaidoyer de Me. Guyot du Chêne pour les Sieurs de Villiers , pere & mere.	105
Replique de Me. de Blaru.	111
Plaidoyer de M. le Nain Avocat-Général.	119
Ses conclusions.	124
Arrêt définitif du 10. Mars 1708.	<i>ibid.</i>
Observations sur l'Arrêt.	125
<i>Histoire d'un Bigame dont les deux femmes , après sa mort , contestent l'une contre l'autre sur la validité de leur mariage , & l'état de leurs enfans.</i>	128
Plaidoyer de Me. Arraud pour Antoinette Dorset , seconde femme de du Lac Capé , Bigame.	132
Plaidoyer de Me. Gondouin pour les enfans d'Antoinette Dorset.	137
Plaidoyer de Me. de Blaru pour Marguerite Doros , première femme du Bigame.	142
Plaidoyer de Me. Nivelles pour Alexander Capé , fils de la première femme.	150
Plaidoyer de M. Portail Avocat-Général.	151
Conclusions de M. l'Avocat-Général.	162
Arrêt conforme aux conclusions , le 18. Avril 1707.	<i>ibid.</i>
Observations sur l'Arrêt.	<i>ibid.</i>
<i>Ecclésiastiques déréglés qui ont été punis.</i>	164
Histoire de leur dérèglement.	165
Défenses des Sieurs des Rues & Merlier.	168
Sentence de l'Official qui les condamne , du 5. Juillet 1724.	173
Leurs défenses devant le Juge Royal.	175
Ordonnance du Juge Royal	180
Appel de deux Sentences par les Sieurs des Rues & Merlier , & moyens qu'ils proposent contre le Juge Royal.	180. 181
	Moyens

T A B L E

Moyens qu'ils proposent contre la Sentence de l'Of- ficial.	188
Premier moyen d'Appel comme d'abus.	189
Deuxieme moyen d'Appel comme d'abus.	191
Premiere nullité qu'ils alleguent.	192
Deuxieme nullité.	194
Troisieme nullité.	195
Lettre écrite à Son Eminence Monseigneur le Car- dinal de Noailles, par le Sieur des Rues, le 29. Novembre 1725.	197
Réfutation par Me. de Blaru, des défenses des Sieurs des Rues & Merlier, & moyens d'abus.	199
Plaidoyer de M. Talon Avocat-Général.	216
Si on peut fonder un moyen d'abus sur la qualité de Vice-Promoteur.	218
Source des abus.	221
Examen de l'instruction de l'Official sur laquelle on fonde des moyens d'abus.	224
Il est inutile de faire donner assignation à domicile, quand on la donne à personne.	226
Examen de la dénonciation au Juge Royal.	230
L'Official a dû dénoncer le crime au Juge Royal.	232
Si l'Official a dû déclarer nulle sa Procédure.	234
Les peines auxquelles les Accusés sont condamnés ne sont point excessives.	236
Examen de la Procédure du Châtelet.	244
Conclusions de M. l'Avocat-Général.	255
Arrêt du 7. Sept. 1726, qui renvoie les Parties au Châtelet par devant un autre Juge que le Lieute- nant-Criminel.	256
Observations sur l'Arrêt.	257
Défenses du Sieur des Rues devant le Lieutenant Particulier.	258
Sentence définitive du Châtelet du 9. Août 1727, qui les condamne à être admonêtés.	268
Appel de M. le Procureur Général à <i>minimâ</i> .	269
Moyens que les Accusés disent au Parlement.	<i>ibid.</i>
Arrêt	

DES MATIERES.

Arrêt définitif qui condamne les Accusés , du 30. Décembre 1727.	270 272
Requête de l'Abbé des Rues présentée au Clergé.	273
Bel éloge de l'Université de Paris.	283
Observations sur la Requête du Sieur des Rues, pré- sentée au Clergé	289
Observations sur l'Arrêt définitif du Parlement.	296
Traits historiques concernant l'Abbé des Rues.	298

Fin de la Table du neuvieme Tome.







**La Bibliothèque
Université d'Ottawa**

Échéance

**The Library
University of Ottawa**

Date due

--	--	--	--



a39003



009540914b



